

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°246

SEPTEMBRE 2005

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- LE PARLEMENT IRAKIEN ADOPTE PAR CONSENSUS ET LE PARLEMENT DU KURDISTAN APPROUVE Á L'UNANIMITÉ LE PROJET DE LA CONSTITUTION IRAKIENNE
- ONU : LE RAPPORT SUR LE SCANDALE « PETROLE CONTRE NOURRITURE »
- LE PRÉSIDENT IRAKIEN EN COLÈRE CONTRE LES PAYS ARABES PEU ENCLINS Á AIDER L'IRAK EN RECONSTRUCTION
- TURQUIE-UE : SOUTIEN RÉSERVÉ DU PARLEMENT EUROPÉEN Á L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC ANKARA
- L'IRAK FRAPPÉ PAR UN REGAIN DE VIOLENCE A L'APPROCHE DU REFERENDUM
- LA SURENCHÈRE IRANIENNE DANS LE DOSSIER NUCLÉAIRE
- MALGRÉ LA TRÊVE DÉCRETÉE PAR LE PKK, LES VIOLENCES ONT REPRIS DANS LE KURDISTAN
- « LE REGIME SYRIEN RESSERRE L'ETAU CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE, NOTAMMENT LES KURDES »
- 120 POLICIERS IRANIENS TUÉS AU COURS DES COMBATS AVEC DES MILITANTS KURDES, SELON LES AUTORITÉS IRANIENNES
- ISTANBUL : UNE CONFÉRENCE ACADÉMIQUE SUR LA QUESTION ARMÉNIENNE
- STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNNE ANKARA POUR DE NOMBREUSES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME
- AINSI QUE...

LE PARLEMENT IRAKIEN ADOPTÉ PAR CONSENSUS ET LE PARLEMENT DU KURDISTAN APPROUVE Á L'UNANIMITÉ LE PROJET DE LA CONSTITUTION IRAKIENNE

APRES des mois de tractations entre les communautés chiïte, sunnite et kurde irakiennes, le Parlement irakien a, le 18 septembre, finalement approuvé le projet de Constitution qui sera soumis à référendum le 15 octobre. Le vice-président de l'assemblée, Hussein al-Chahristani, a déclaré aux journalistes que la mouture votée par les députés ne serait plus modifiée.

« Il n'y aura absolument plus aucun changement désormais », a déclaré Al-Chahristani. « Le projet va être présenté aux Nations unies et sera bientôt soumis au peuple irakien. »

Le projet définitif a repris l'essentiel des modifications apportées au texte quand il a été présenté aux Nations unies le 14 septembre à Bagdad. La seule modification d'importance

depuis lors concerne l'article 3, dans lequel est supprimée la mention que le « peuple arabe (de l'Irak, ndlr) fait partie de la nation arabe ». Les Arabes sunnites ont jugé que cette précision sous-entendait que l'Irak ne faisait pas partie de la nation arabe. L'article 3 mentionne, comme prévu dans la version remise, que l'« Irak est un membre fondateur et actif de la Ligue arabe », pour tenter de satisfaire à la fois les Arabes sunnites et l'organisation panarabe. Par ailleurs, le texte final supprime l'article 44, relatif aux « conventions et accords internationaux rela-

tifs aux droits de l'Homme », en consacrant ainsi la suprématie de la Constitution irakienne sur les conventions internationales. On a ajouté dans le nouveau texte que le Premier ministre sera secondé par deux vice-Premiers ministres durant la première législature. Les deux autres modifications portent sur le partage équitable des ressources en eau.

Le texte adopté sera soumis sans amendement, le mois prochain, à l'approbation du corps électoral. L'Onu n'a plus que quelques semaines pour en imprimer cinq millions d'exemplaires en vue du référendum. Le responsable onusien du référendum constitutionnel, Nicholas Haysom, a estimé que malgré le retard pris pour adopter le texte, les premiers exemplaires seraient distribués d'ici cinq jours. « Nous sommes tout à fait confiants en notre capacité à le faire », a-t-il indiqué. « Nous avons beaucoup de demandes émanant de groupes de citoyens, de partis politiques et autres pour obtenir une copie du projet de Constitution et le voir distribuer », a-t-il précisé.

Les sunnites, minoritaires après avoir été choyés sous Saddam Hussein, se sont longtemps opposés à plusieurs mesures contenues dans le texte, retardant son adoption. Nombre d'entre eux ont d'ores et déjà annoncé qu'ils voteraient « non » au référendum. Les sunnites sont hostiles à une autonomie accrue pour le Sud chiïte et le Kurdistan et craignent de voir leur perte d'influence consacrée dans le texte.

Le ministre irakien des Affaires étrangères a estimé le 16 sep-

tembre que le processus démocratique était en marche en Irak après la finalisation du projet de Constitution. Selon Hoshyar Zebari, la Constitution, rédigée au terme de « difficultés et de négociations difficiles », est « le meilleur accord pour toutes les communautés » du pays, même si chacune n'a pas eu tout ce qu'elle voulait. « Nous avons finalisé un projet de Constitution et le peuple irakien aura le dernier mot » sur le texte, a-t-il déclaré aux journalistes qui l'interrogeaient en marge du 60e sommet des Nations unies. « Tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce document (...) ont fait des compromis mutuels et sont parvenus à quelques consensus », a-t-il poursuivi. « Ils ne pouvaient pas s'accorder sur chaque élément mais vraiment, ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord était ce qui était réalisable, ce que nous pensons être le meilleur accord pour toutes les communautés ».

Le chef de la diplomatie irakienne a souligné qu'il y aura toujours des possibilités de réviser et d'« améliorer ce texte à l'avenir ». Mais pour l'heure, « nous cherchons tous à compléter ce processus, à améliorer la sécurité » en Irak, a-t-il ajouté.

Une source proche de la principale autorité religieuse des chiïtes d'Irak a affirmé le 23 septembre que le grand ayatollah Ali Sistani va publier une fatwa appelant les Irakiens à voter « oui » au projet de Constitution.

De nombreux sunnites, dont le Comité des oulémas musulmans, la principale association de religieux sunnites, pro-baasistes, ont appelé à voter « non ». Ils s'oppo-

sent au fédéralisme qui débouchera selon eux sur une partition du pays. Si les deux tiers des électeurs dans trois des 18 provinces d'Irak rejettent le projet - et la communauté sunnite dispose de ce potentiel -, celui-ci sera abandonné et tout le processus de négociation constitutionnelle devra être repris à zéro par une nouvelle assemblée transitoire à élire en décembre prochain.

Le Parlement du Kurdistan d'Irak a, le 27 septembre, voté à l'unanimité une motion appelant les Kurdes à voter « oui » au projet de Constitution qui sera soumis à référendum le 15 octobre. « Les citoyens du Kurdistan doivent se rendre aux urnes et voter oui au projet de Constitution, car il offre des droits fondamentaux et établit les bases d'une société démocratique qui respecte les droits de l'Homme », a affirmé Adnan Moufti, le président de l'Assemblée lors d'une session extraordinaire. « La Constitution établira un Irak fédéral, que nous appelons de nos vœux », a-t-il ajouté, assurant que le texte sera un outil pour « maintenir un Irak uni ». « Ce projet de Constitution permettra (...) au Kurdistan de jouir du fédéralisme, pour lequel nous nous sommes battus et pour lequel beaucoup d'entre nous sont morts », a ajouté de son côté le vice-président de l'Assemblée Kemal Kirkouki. Le Parlement avait approuvé le 24 août le projet de Constitution en y voyant « un acquis important ». Les Kurdes ont pesé de tout leur poids durant les négociations sur le texte pour défendre l'idée d'une structure fédérale de l'Etat irakien, rejetée par la communauté sunnite du pays.

ONU : LE RAPPORT SUR LE SCANDALE « PETROLE CONTRE NOURRITURE »

LE secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, a, le 7 septembre, assumé ses responsabilités pour les erreurs commises dans la gestion du programme « pétrole contre nourriture » en Irak, tout en affirmant vouloir rester à son poste. Le chef de la commission d'enquête indépendante, l'ex-banquier fédéral américain Paul Volcker, a affirmé que les responsabilités devaient être « largement partagées », y compris par le Conseil de sécurité. « Le rapport est critique à mon égard et j'accepte cette critique », a déclaré M. Annan au Conseil, qui venait de recevoir le rapport principal de M. Volcker. « La commission a établi que la gestion du programme était caractérisée par de faibles pratiques administratives et des contrôles et audits inadéquats. Pour cela, en tant qu'administrateur, je dois assumer la responsabilité », a ajouté M. Annan. Mais, a-t-il poursuivi, « au début de l'année, la commission avait conclu que je n'avais pas influencé, ou tenté d'influencer, le processus d'attribution des contrats. Je suis heureux de constater que cette conclusion est réaffirmée ». Kofi Annan, son adjointe et le Conseil de sécurité ont cependant tous une part de responsabilité dans la situation qui a permis à Saddam Hussein de détourner plus de 10 milliards de dollars dans le cadre de ce programme.

Le rapport souligne que la commission n'a trouvé « aucune preuve » que M. Annan avait tenté d'influencer le processus de déci-

sion dans l'attribution en 1998 d'un contrat à la compagnie suisse Cotecna, qui employait son fils Kojo. M. Annan a cependant admis n'avoir pas été « assez diligent ou efficace » dans la recherche de la vérité lorsqu'il avait été révélé que la Cotecna avait obtenu un contrat dans le cadre du programme. « Je regrette cela profondément », a-t-il indiqué. Parlant à la presse peu après, M. Annan a exclu de démissionner. « Je ne m'attends pas à ce que qui que ce soit démissionne. Nous continuons notre travail », a-t-il souligné.

M. Volcker a déclaré pour sa part que les responsabilités pour les erreurs constatées dans la gestion du programme doivent être « largement partagées », à commencer par les Etats membres et par le Conseil de sécurité. Tel qu'il était conçu, « le programme laissait trop d'initiatives à l'Irak », a-t-il estimé. « C'était comme un pacte avec le diable et le diable avait les moyens de manipuler le programme à son avantage ». M. Volcker a également affirmé que la structure administrative et les pratiques du Secrétariat et de certaines agences de l'Onu « n'étaient pas à la hauteur du défi extraordinaire » que représentait ce programme d'une valeur de plus de 100 milliards de dollars, dont 64 milliards pour les achats de pétrole. « Hélas, ces faiblesses ont été aggravées par des comportements corrompus et contraires à l'éthique au sommet du programme et dans le département des acquisitions », a-t-il ajouté. « Surfaturations, dessous-

de-table et contrebande ont permis à Saddam Hussein et à son régime de se fournir en devises en l'absence de tout contrôle de la part du secrétariat et du Conseil de sécurité », poursuit-il dans son rapport - le quatrième d'une série qui devrait en compter cinq.

Dans un rapport précédent, la commission avait accusé l'ancien directeur du programme, le Chypriote Benon Sevan, de corruption pour avoir touché 147.184 dollars de pots-de-vin d'une compagnie pétrolière qu'il avait aidée à obtenir un contrat. La commission Volcker avait également accusé Alexander Yakovlev, un ancien fonctionnaire russe du département des acquisitions de l'Onu, d'avoir touché des pots-de-vin. « Les preuves d'une corruption réelle parmi un petit nombre de personnels de l'Onu est également profondément décevant », a encore déclaré M. Annan. « Les conclusions de l'enquête illustrent l'importance vitale de réformes administratives qui ont été proposées », a-t-il poursuivi.

Un Sommet de trois jours destiné à adopter une profonde réforme de l'Onu à partir du 15 septembre réunissant quelque 170 chefs d'Etat ou de gouvernement n'a cependant pas abouti à des résultats concrets.

Le programme « pétrole contre nourriture » avait permis à l'Irak de vendre sous contrôle, de 1996 à 2003, des quantités limitées de pétrole et d'acheter en échange des biens pour sa population, alors que le pays était soumis à un embargo international. Mais le gouvernement irakien avait perverti le système et plusieurs milliards de dollars avaient été

détournés. Le scandale, révélé en janvier 2004, a terni l'image des Nations unies. Entre l'entrée en vigueur du programme pétrole contre nourriture, en 1996 et la chute de son régime en 2003, Saddam Hussein a détourné 10,2 milliards de dollars, selon le rapport de Volcker. Sur ce total, 1,8 milliard provenait de sources liées à la mise en oeuvre du programme et 8,4 milliards ont été tirés de la vente illicite de brut à la Jordanie, à la Syrie, à l'Égypte et à la Turquie, au su des membres du Conseil de sécurité chargés de veiller au respect des sanctions internationales.

Le rapport révèle en outre que les autorités irakiennes ont proposé un million de dollars à Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Onu lors de la création du programme, pour s'attirer ses bonnes grâces. Rien n'indique en revanche qu'il ait été informé des intentions de Bagdad ou qu'il ait accepté de l'argent, mais l'enquête se poursuit. La commission épingle en outre Louise Frechette, adjointe du secrétaire général, à laquelle M. Annan a fini par confier la direction du programme. La diplomate canadienne, « *apparemment incertaine de son rôle, n'a pas pris l'ampleur de l'autorité et du contrôle requis par ce programme complexe* », souligne le rapport.

Par ailleurs, Serge Boidevaix, ancien ambassadeur de France en Allemagne de 1986 à 1992 et ex-secrétaire général du Quai d'Orsay, a été mis en examen pour « *trafic d'influence et corruption* » dans le dossier visant le programme de l'Onu sur l'Irak « *pétrole contre nourriture* ». C'est le juge d'instruction parisien Phi-

lippe Courroye, chargé de cette information judiciaire ouverte en 2001, qui a notifié ces poursuites à l'intéressé le 8 septembre. Serge Boidevaix est soupçonné d'avoir perçu des « *coupons* » du régime de Saddam Hussein représentant 32,6 millions de barils de pétrole, et d'avoir reversé une partie de l'argent à des officiels à Bagdad. Aujourd'hui reconverti dans les affaires - il préside la chambre de commerce franco-arabe - Serge Boidevaix a mené auparavant une grande carrière diplomatique, travaillant notamment au cabinet de Jacques Chirac à Matignon entre 1974 et 1976. Son nom figure sur une liste de bénéficiaires des largesses du régime irakien, elle-même annexée au rapport d'enquête de l'Onu, versé au dossier français et visant les malversations commises en marge du programme

onusien « *pétrole contre nourriture* » entre 1996 et 2003. Les « *coupons* » étaient revendus via des intermédiaires à des sociétés pétrolières, qui pouvaient in fine importer le pétrole irakien malgré l'embargo.

Quatre cadres de Total, dont Alain Le Chevalier, chargé de l'exploration et de la production pour une partie du Moyen-Orient, ont déjà été mis en examen par le juge Courroye dans ce dossier, ainsi que Bernard Guillet, bras droit de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Le nom de ce dernier figure aussi parmi d'autres sur la liste des bénéficiaires du rapport de l'Onu, mais l'ex-ministre, actuellement sénateur et couvert pas l'immunité parlementaire, n'a pas été interrogé à ce jour.

LE PRÉSIDENT IRAKIEN JALAL TALABANI, EN COLÈRE CONTRE LES PAYS ARABES PEU ENCLINS À AIDER L'IRAK EN RECONSTRUCTION

LE président irakien Jalal Talabani a laissé éclater le 5 septembre sa colère contre les pays arabes, leur reprochant leur peu d'intérêt pour les victimes de la récente bousculade meurtrière à Bagdad et leur réticence à se faire représenter par des ambassadeurs en Irak. Le coup de colère de M. Talabani intervient à la veille d'une réunion des chefs de diplomatie des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG - Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Bahreïn, Qatar et Oman) qui ont l'intention de demander des éclaircissements sur le projet de Constitution irakienne qui ignore, selon eux,

l'appartenance de ce pays à l'aire arabe. « *L'Irak ne va pas mourir de faim en raison de l'absence d'aide des pays arabes* », a déclaré M. Talabani, à la presse en écho à d'autres responsables irakiens qui se sont émus de l'absence de réponse humanitaire arabe à la catastrophe de la bousculade du pont Al-Aïmah à Bagdad, le 31 août, qui avait fait un millier de morts parmi des pèlerins chiïtes.

Peu de pays arabes ont annoncé des aides humanitaires pour les victimes, tandis que le Koweït a fait don de 10 millions de dollars. « *Les pays arabes font peu pour l'Irak où ils ne se font pas représenter par des ambassadeurs* », a pour-

suivi le président irakien. « *Cela contredit l'intérêt qu'ils prétendent avoir pour l'arabité de l'Irak* », a-t-il dit en référence aux critiques d'un article du projet de Constitution ne soulignant l'appartenance à la « *nation arabe* » que des Arabes irakiens. Mais M. Talabani a évoqué des aménagements des articles du texte jugés inacceptables par les Arabes sunnites, évoquant la possibilité de mentionner dans l'un de ces articles que l'Irak est « *membre fondateur de la Ligue arabe* ».

Après ce coup de colère, les ministres des affaires étrangères des pays arabes ont approuvé l'ouverture d'un bureau de la Ligue arabe à Bagdad. Réunis le 8 septembre au Caire, les ministres « *ont salué l'annonce par le secrétaire général (Amr Moussa) d'ouvrir un bureau de la Ligue arabe à Bagdad* », ont-ils déclaré dans un communiqué séparé sur la question irakienne. Le chef de la diplomatie saoudienne Saoud al-Fayçal avait déclaré peu avant le début de la réunion que les ministres devaient discuter de la question du relèvement du niveau des représentations diplomatiques des pays arabes en Irak. « *Il n'y a pas d'obstacles à l'envoi d'un ambassadeur en Irak, mais c'est une question de sécurité* », avait-il expliqué.

Dans leur communiqué final, la Ligue appelle « *les pays arabes concernés à annuler ou réduire la dette irakienne conformément à la décision du Club de Paris* ». Les responsables irakiens affirment avoir hérité d'une dette de 125 milliards de dollars du régime de Saddam Hussein.

Par ailleurs, le Conseil de Coopé-

ration du Golfe (CCG) a appelé le 6 septembre à la sauvegarde de l'identité arabe de l'Irak, à l'ouverture à Djeddah d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de ses six pays membres. L'appel a été lancé par cheikh Mohammed ben Moubarak Al-Khalifa, le chef de diplomatie de Bahreïn, président en exercice du CCG qui groupe

aussi l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, Qatar et Oman. Cheikh Mohammed a demandé que « *la Constitution irakienne réponde aux aspirations de tout le peuple irakien et sauvegarde son identité arabo-islamique pour que l'Irak demeure un membre actif dans son environnement arabe et islamique* ».

TURQUIE-UE : SOUTIEN RÉSERVÉ DU PARLEMENT EUROPÉEN À L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC ANKARA

LES eurodéputés ont apporté le 28 septembre, à l'issue d'un débat animé, un soutien réservé à l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, mettant la pression sur Ankara pour la reconnaissance de Chypre et du génocide arménien. Dans une résolution non contraignante adoptée à 356 voix pour, 181 contre et 125 abstentions, les eurodéputés ont constaté que la « *Commission (européenne) et le Conseil (les Etats membres) estiment que la Turquie a rempli formellement les dernières conditions nécessaires à l'ouverture des négociations d'adhésion le 3 octobre* ». Mais, jugeant que la « *mise en œuvre* » de ces conditions reste à « *achever* », ils ont rappelé à l'ordre les Turcs sur toute une série de dossiers.

Les élus européens « *déplorent sincèrement* » qu'Ankara ait accompagné fin juillet la signature du protocole étendant son union douanière aux dix nouveaux membres de l'UE, dont Chypre, d'une déclaration affirmant que son paraphe ne valait

pas reconnaissance des autorités de Nicosie. Et ils demandent à la Turquie de reconnaître Chypre « *dans les meilleurs délais* ». « *Il n'est pas possible qu'un membre entre dans l'UE sans reconnaître un autre Etat membre* », a estimé le chef du groupe socialiste au PE, Martin Schulz. L'eurodéputé allemand, défendant pourtant fermement l'ouverture du processus, a même estimé que cette reconnaissance « *ne peut se faire à l'issue de 15 ans de négociations* ». Elle doit intervenir « *après un ou deux ans* », faute de quoi les négociations devront selon lui être « *suspendues* ». « *Si dans un certain délai après l'ouverture des négociations, la Turquie n'a pas fait des progrès sensibles sur le chapitre des droits de l'Homme, alors il faudra que le processus soit interrompu* », a renchéri le chef du Parti populaire européen (PPE, droite), Hans-Gert Poettering. M. Poettering a rappelé le soutien de son groupe au lancement de négociations « *ouvertes* », sans garantie d'une adhésion effective de la Turquie au bout du compte. « *Si au terme de ce processus la Turquie devait ne pas entrer dans l'UE,*

alors nous nous efforcerions de lui proposer une alternative de coopération et d'amitié », a-t-il ajouté.

Le Parlement européen, qui pose aussi pour la première fois la reconnaissance du « génocide des Arméniens » comme préalable à l'accession, a d'ailleurs rappelé dans son ensemble que les négociations avaient pour « objectif » l'adhésion mais n'y conduisaient « pas a priori automatiquement ». Les eurodéputés ont donc refusé de donner un chèque en blanc à la Turquie. A tel point que certains, comme l'eurodéputée Emma Bonino, au nom des Libéraux et Démocrates (centre droit), ont jugé le PE « très dur » dans les « exigences posées ». Le co-président du groupe des Verts, Daniel Cohn-Bendit, a de son côté appelé à éviter « tout ressentiment » dans les débats. « Après le 11 Septembre, il est important pour les intérêts européens de donner une chance d'adhésion à la Turquie (...) Il faut répondre à la question sur cette base et pas sur celle d'un ressentiment religieux ou raciste », a-t-il déclaré, accusant certains opposants à l'entrée du pays dans l'UE de « surfer sur une vague raciste ».

Les propos de M. Cohn-Bendit n'ont pas manqué de provoquer la colère d'eurodéputés, dans un hémicycle divisé sur un dossier lui-même souvent tabou dans l'opinion publique européenne. Autre signe de la sensibilité du sujet : le nouveau report du vote du PE sur le protocole étendant l'union douanière. Ce vote est nécessaire pour l'entrée en vigueur du protocole, pas pour l'ouverture des négociations. Son report a été décidé à l'initiative du PPE, qui a justifié son geste

par le refus réitéré d'Ankara de reconnaître Chypre et de laisser les bateaux et avions chypriotes accéder à ses ports et aéroports. La Turquie avait également jugé « partielle » la déclaration de l'Union européenne adoptée le 21 septembre, qui fait de la reconnaissance de Chypre un « élément nécessaire » l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Par ailleurs, l'ouverture prévue des pourparlers d'adhésion de la Turquie est menacée par l'Autriche, qui, le 30 septembre, a bloqué l'adoption du cadre de négociation avec Ankara, Vienne semblant vouloir un geste de l'UE en faveur de la Croatie pour donner son feu vert. « Sans aucun doute, il y a un risque de ne pas commencer les négociations d'adhésion », a estimé le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul. « D'un autre côté, des efforts intenses sont faits pour parvenir à une solution », a-t-il ajouté, soulignant qu'il y avait « encore du temps pour résoudre les problèmes ». Pour sortir de cette nouvelle crise

européenne, après des semaines de palabres sur la nécessité que la Turquie reconnaisse Chypre avant de rejoindre l'UE, la présidence britannique de l'Union européenne a annoncé une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères à Luxembourg.

Les ambassadeurs des 25 à Bruxelles ne sont, une nouvelle fois, pas parvenus le 29 septembre à s'entendre sur le document qui doit fixer les principes directeurs et les procédures des négociations d'adhésion, à cause de l'Autriche, selon des sources diplomatiques concordantes. Le texte accepté par 24 États membres prévoit que l'objectif des pourparlers est l'adhésion, dans un processus ouvert et sans garantie de succès. Mais Vienne, qui avait pourtant accepté comme ses pairs en décembre l'ouverture des négociations d'adhésion, a demandé à l'UE de réfléchir à l'ajout explicite d'une solution alternative à une accession pleine et entière.

L'IRAK FRAPPÉ PAR UN REGAIN DE VIOLENCE A L'APPROCHE DU REFERENDUM D'OCTOBRE

UNE des plus meurtrières attaques contre des chiites en Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein au printemps 2003 a eu lieu le 29 septembre à Balad, ville à majorité chiite située à 80 km à nord de Bagdad. Trois voitures piégées ont explosé presque simultanément près d'une banque, d'un marché aux légumes et d'un autre lieu en centre-ville faisant au moins 99 morts et 124 blessés,

selon des sources hospitalières. La plupart des 99 morts sont des civils, alors qu'au moins cinq policiers, dont le chef de la police locale, font partie des blessés. La communauté chiite avait été lourdement touchée le 31 août lorsque près de mille pèlerins chiites sont morts dans une bousculade sur un pont de Bagdad, dans la tragédie la plus meurtrière de l'Irak de l'après Saddam Hussein, provoquée, pour beaucoup, par des rumeurs sur la pré-

sence de kamikazes dans la foule, lancées par des insurgés. Au lendemain de ce drame, le gouvernement a annoncé les premières exécutions de condamnés à mort pour implication dans les violences et le Premier ministre a ordonné la formation d'une commission d'enquête présidée par un juge et le versement d'une compensation équivalente à 2.055 dollars pour chaque mort. Toutes les personnalités et les mouvements politiques d'Irak se sont émus de l'ampleur du drame. Certains, comme le grand ayatollah Ali Sistani, figure emblématique des chiïtes en Irak, a appelé le gouvernement à en clarifier ces circonstances.

L'organisation d'Al-Qaïda en Irak a décrété le 14 septembre une « guerre totale » à la communauté chiïte. Elle a mis ses menaces à exécution le même jour dans Bagdad, dans une série d'attentats à la voiture piégée, là aussi très bien coordonnée, qui a fait près de 160 morts et plus de 570 blessés, la plupart dans cette communauté. Le 15 septembre, trois attentats suicides à la voiture piégée visant des policiers irakiens ont frappé Bagdad en faisant au moins 23 morts en riposte aux opérations de Tall Afar, base importante située près de la frontière syrienne et un centre de distribution d'armes aux insurgés de la zone. Au cours d'une offensive d'envergure, les troupes irakiennes et américaines y avaient tué plus de 150 rebelles et arrêté plus de 400 suspects depuis le lancement de l'opération le 9 septembre. Les forces irakiennes et américaines ont également porté un coup dur à Al-Qaïda en tuant le 26 septembre Abdallah Mohammed al-

Jouari, alias Abou Azzam ou encore Abdallah Nahim, le numéro deux présumé de l'organisation en Irak lors d'une opération américano-irakienne à Bagdad.

Des insurgés irakiens ont également assassiné Faris Nasir Hussein, député irakien et membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), avec son frère et le conducteur de sa voiture lors d'une embuscade le 17 septembre alors que le député se rendait à Bagdad pour une session du Parlement. Un autre député de l'UPK, Haidar Shanoun, a été blessé dans une attaque perpétrée près de la ville de Dujail, à 80km au nord de Bagdad. Le lendemain, les députés ont respecté une minute de silence en hommage à Faris Nasir Hussein. « Les terroristes ont lancé une guerre (...) contre tous les Irakiens (mais) nous sommes prêts à cela », a déclaré Hussein Al-Shahristani, le vice-président de l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, la totalité des exportations de pétrole transitant par l'oléoduc reliant les champs pétrolifères de Kirkouk au terminal turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, a été suspendue le 3 septembre à la suite d'un attentat à la bombe. Selon un rapport d'avril 2005 établi par les services du Congrès américain, l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan consiste en deux conduits parallèles, le premier d'une capacité théorique de 1,1 million de barils par jour (bpj) et d'une capacité réelle de 900.000 bpj, le second d'une capacité de 500.000 bpj. Les exportations par le Kurdistan irakien peuvent atteindre jusqu'à 350.000 (bpj) mais l'oléoduc ne fonctionne que

ponctuellement à raison de trois jours par semaines à cause des capacités limitées de stockage à Ceyhan et des fréquentes attaques contre les infrastructures pétrolières. Selon les responsables irakiens, les exportations du pays, y compris celles ponctuelles par le Kurdistan, ont augmenté de près de 15% entre juin et juillet pour atteindre 1,6 million de barils/jour (mbj) en juillet, contre 1,44 mbj en juin.

Le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, a accusé le 21 septembre la Syrie de ne pas coopérer dans la lutte contre le terrorisme. Damas viole ses obligations vis-à-vis de l'Irak aux termes des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. « Nous avons le fort sentiment que la Syrie n'a pas la volonté politique de remplir ses engagements à l'égard de l'Irak », a-t-il déclaré lors d'une réunion sur l'Irak au Conseil de sécurité. « Malheureusement, la plupart des combattants étrangers et des terroristes qui s'infiltrèrent en Irak le font par la frontière syrienne et le gouvernement syrien ne coopère pas sérieusement pour nous aider à stopper leur transit », a-t-il ajouté. « Nous demandons de nouveau à nos voisins de déraciner les éléments terroristes et de nous rejoindre dans une coopération stratégique. Les pays voisins ont des responsabilités vis-à-vis de l'Irak qu'ils ont acceptées lors de réunions bilatérales et qui sont définies dans la résolution 1618 du Conseil de sécurité », a-t-il rappelé. La résolution 1618, adoptée le 4 août dernier, condamnait une série d'attentats très meurtriers commis peu auparavant en Irak et priait instamment tous les Etats membres « d'empêcher le transit de terroristes à destination ou en provenance de l'Irak ».

Le président George W. Bush a exclu le 22 septembre un retrait américain d'Irak tout en prévoyant un regain de violence à l'approche du référendum d'octobre sur la Constitution irakienne et l'élection générale fixée à décembre. Mais le président américain a exclu tout retrait des troupes américaines d'Irak. « *Certains Américains veulent que nous retirions nos troupes pour qu'elles échappent à la violence* », a souligné M. Bush, « *ils ont tort* ». Le président américain a expliqué l'augmentation du nombre d'attentats en Irak par la proximité du référendum sur le projet de Constitution. Le président irakien Jalal Talabani avait déclaré le 13 septembre que l'Irak n'établirait pas un calendrier pour le retrait des troupes américaines d'Irak. « *Nous ne fixerons pas de calendrier pour le retrait. Un calendrier aiderait les terroristes, les encouragerait dans l'idée qu'ils peuvent vaincre une superpuissance mondiale ainsi que le peuple irakien* », a déclaré M. Talabani lors d'une conférence de presse à l'issue de discussions avec le président américain George W. Bush à la Maison Blanche. « *Nous espérons que nos forces de sécurité seront en mesure, d'ici fin 2006, de prendre la responsabilité des mains des troupes américaines dans le cadre d'un accord global avec les Américains* », avait indiqué M. Talabani. M. Talabani a indiqué dans une interview publiée le même jour par le *Washington Post* que les Etats-Unis pourraient retirer d'Irak 50 000 soldats d'ici fin 2006, affirmant que les forces irakiennes seraient prêtes à assumer le contrôle des villes dans le pays.

Par ailleurs, le secrétaire général

de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer, a inauguré le 27 septembre à Bagdad en présence du Premier ministre irakien Ibrahim Jaafari une académie militaire de formation d'officiers irakiens par l'Alliance atlantique.

D'autre part, l'armée américaine a annoncé avoir libéré le 26 septembre 507 détenus de la prison d'Abou Ghraïb, environ 500 autres devant être libérés dans le courant de la semaine suivante. Cette dernière vague de libérations intervient alors que l'ONG Human Rights Watch (HRW) a fait état la semaine précédente de mauvais traitements infligés à des détenus dans une base américaine en 2003 et 2004. HRW a publié un rapport intitulé « *Manquement du commandement: Témoignages directs de torture de détenus irakiens par la 82ème Division aéroportée* », dans lequel deux sergents et un capitaine racontent les brimades quotidiennes et les coups portés aux prisonniers de la base Mercury, près de Falloujah. Ces sévices ont été pratiqués, selon ces témoignages, souvent

sur ordre ou avec l'approbation d'officiers supérieurs. L'armée américaine a annoncé qu'une enquête était en cours après ces accusations.

Selon l'Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI), les coûts humains, politiques et économiques de la guerre en Irak sont de plus en plus élevés. Le conflit va se prolonger et il sera très difficile d'y mettre fin, avertit une étude publiée le 22 septembre par le GIPRI. Depuis 2003, la guerre a coûté 200 milliards de dollars et a fait officiellement 2000 victimes parmi les soldats de la coalition et les décès de 27 000 civils irakiens ont été répertoriés. Mais ce bilan ne tient pas compte des mercenaires et paramilitaires tués, du côté de la coalition, ni des militaires irakiens morts ainsi que des civils irakiens rapidement enterrés. Il a jugé crédibles les estimations de la revue *The Lancet*, selon laquelle environ 100 000 Irakiens seraient décédés directement ou indirectement des suites du conflit depuis 2003.

LA SURENCHÈRE IRANIENNE DANS LE DOSSIER NUCLÉAIRE

L'IRAN menace de refuser toute inspection de ses installations nucléaires, après l'adoption par l'AIEA d'une résolution visant à soumettre à une date qui reste à fixer son dossier atomique au Conseil de sécurité de l'Onu. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a qualifié d'illégal le texte adopté le 24 septembre par le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

L'Iran respecte actuellement le protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) exigeant de lui qu'il laisse les experts de l'Onu procéder à des inspections surprise de ses installations. Le protocole n'a pas encore été ratifié par le parlement iranien, dominé par les conservateurs. « *L'Iran ne s'est pas engagé au plan légal à continuer à appliquer le protocole additionnel* », a déclaré M. Mottaki. « *La résolution est illégale, illogique, et sous-tendue par des considérations*

politiques ». Mais M. Mottaki a souligné que Téhéran n'avait pas l'intention de se retirer du TNP même si la République islamique était condamnée par le Conseil de sécurité. « *L'Iran compte respecter le TNP et continuera à collaborer avec l'AIEA* », a-t-il indiqué. Selon M. Mottaki, l'Iran ne cèdera pas aux pressions internationales visant à lui faire renoncer à ses activités nucléaires mais il est disposé à poursuivre les discussions dans le cadre du TNP. « *Nous n'excluons jamais la possibilité d'un dialogue. Mais l'Iran invitera de nouveaux pays à y participer* », a-t-il souligné.

La résolution appelle l'Iran à suspendre ses activités d'enrichissement de l'uranium et à reprendre langue avec la « *troïka* » européenne composée de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Les tractations en cours depuis deux ans avec la troïka ont abouti à une impasse le mois dernier et l'Iran a repris certaines activités nucléaires sensibles. La Russie, la Chine et les pays non alignés, comme l'Inde, s'opposent à la saisie du dossier par le Conseil de sécurité. Ils redoutent aussi d'éventuelles sanctions internationales, de crainte que cela n'engendre une escalade de la confrontation. De son côté, le président Ahmadinejad a affirmé que l'Iran ne changerait pas sa position et ne craignait pas le Conseil de sécurité. Il a dénoncé le 17 septembre un « *apartheid nucléaire* » entre les États qui possèdent cette technologie et ceux qui en sont empêchés. Il avait aussi demandé que l'Afrique du Sud participe désormais aux discussions menées par la France, l'Allemagne et la Grande-Bre-

tagne. Le président iranien a même fait monter les enchères dans la confrontation sur les ambitions nucléaires iraniennes en proposant de partager ses connaissances en la matière avec d'autres nations islamiques au Proche-Orient et en Afrique. En marge du sommet mondial des Nations unies à New York, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, Mahmoud Ahmadinejad a, le 15 septembre, déclaré que l'Iran est également prêt à fournir de la technologie nucléaire à d'autres nations islamiques. « *La République islamique ne cherche jamais à se procurer des armes de destruction massive* », a-t-il déclaré selon l'agence de presse officielle iranienne Irna. « *En fonction des besoins des pays islamiques, nous sommes prêts à transférer notre savoir-faire nucléaire à ces pays* ».

Lors d'une conférence de presse le 11 septembre, le ministre iranien des Affaires étrangères avait déclaré que l'Iran lancera un appel d'offre international pour la construction de deux nouvelles centrales nucléaires. « *Le parlement a passé une loi pour la construction de vingt centrales nucléaires et la production de 20.000 mégawatts d'électricité. La décision de lancer un appel d'offre est un premier pas du gouvernement pour appliquer la décision du parlement* », a affirmé M. Mottaki, sans donner d'autres détails. La première centrale nucléaire iranienne est en construction à Bouchehr (sud) par les Russes, et devra entrer en fonction fin 2006. Récemment, des responsables nucléaires iraniens ont affirmé que des négociations étaient en cours avec la Russie

pour la construction de nouvelles centrales. Téhéran justifie son programme d'enrichissement d'uranium par ses besoins de combustibles pour ses futures centrales nucléaires.

Des députés conservateurs ont pressé le 18 septembre le gouvernement de reprendre ses activités d'enrichissement de l'uranium. « *C'est une résolution injuste. Nous exhortons le gouvernement à annuler progressivement la suspension volontaire des travaux nucléaires pacifiques de l'Iran* », peut-on lire dans une déclaration signée par 180 députés.

Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) divulgué le 2 septembre, l'Iran a produit près de sept tonnes du gaz utilisé dans l'enrichissement d'uranium depuis la reprise de ses activités nucléaires le mois dernier, une quantité suffisante pour fabriquer une bombe atomique. « *L'agence n'est toujours pas en mesure d'éclaircir certaines questions en suspens après deux ans et demi d'inspections et d'enquêtes* », précise le document. « *Une transparence totale de l'Iran est indispensable et n'a que trop tardé* ». Le rapport de l'AIEA confirme que les traces d'uranium hautement enrichi découvertes sur des sites iraniens ont été retrouvées sur des équipements pakistanais achetés au marché noir. Cependant, prévient-il, « *il n'est toujours pas possible à cet instant d'établir une conclusion définitive* » notamment sur les origines d'autres traces d'uranium.

Mais le document, rédigé par le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie ato-

mique, Mohammed El-Baradeï, affirme que l'Iran a produit environ 6.800 kilogrammes d'hexafluorure d'uranium, un gaz qui permet d'obtenir de l'uranium enrichi. Selon le degré d'enrichissement, la substance obtenue peut être utilisée comme source d'énergie ou pour fabriquer des armes nucléaires. Selon l'ancien inspecteur nucléaire de l'AIEA David Albright, cette quantité est suffisante pour fabriquer une bombe atomique.

Dans un rapport publié le 6 septembre à Londres, l'Institut international des études stratégiques (IISS), a, pour sa part, estimé que l'Iran pourrait se doter d'ici cinq ans du combustible nécessaire à la fabrication d'une arme nucléaire s'il y consacre tous ses efforts. « Si l'Iran renonçait à toute prudence et cherchait à obtenir une capacité nucléaire aussi vite que possible, il pourrait être capable de produire assez d'uranium hautement enrichi pour une seule arme nucléaire d'ici la fin de la décennie », a déclaré John Chipman, directeur de l'IISS, en présentant le rapport à la presse. « L'option nucléaire iranienne n'est pas imminente. Pour des raisons purement techniques, l'Iran semble être encore à plusieurs années au moins de produire assez de matières fissiles pour une arme nucléaire. Et on ne sait pas si l'Iran a l'expertise pour fabriquer une arme nucléaire avec ce matériel », a-t-il poursuivi.

Mais les experts de l'IISS, un centre de recherches respecté installé à Londres, estiment que Téhéran pourrait opter pour la prudence, pour ne pas risquer l'isolement international, sans pour autant se fermer la voie nucléaire à long terme. « Plutôt

que se précipiter sur la bombe, l'Iran pourrait chercher à acquérir graduellement une capacité de production nucléaire plus importante, sur une décennie ou plus, avant de décider s'il utilise l'option de l'arme », a estimé M. Chipman. Les Iraniens ont actuellement le sentiment que garder l'option leur permet de « surnager dans une mer d'Etats nucléaires » et de « renforcer leur position de négociation face à des Etats plus puissants comme les Etats-Unis », a-t-il expliqué. Mais il pourrait être difficile pour les dirigeants futurs de résister à la tentation une fois qu'ils en auront l'option, a-t-il observé. Pour la diplomatie internationale, le défi est délicat: « il sera important de faire pression et de trouver des récompenses pour persuader l'Iran de ne pas développer une maîtrise du cycle du combustible qu'il pourrait ultérieurement transformer en programme d'armements », selon lui.

L'Iran a annoncé le 8 août la

reprise de ses activités de conversion d'uranium --une étape vers l'enrichissement-- une décision qui risque d'entraîner un recours au Conseil de sécurité de l'Onu et de possibles sanctions. Les marges de manoeuvre de la communauté internationale sont d'ailleurs réduites. « L'Iran est maintenant beaucoup moins inquiet d'une attaque américaine à cause de la situation en Irak. Ils tâtent le terrain », a déclaré lors de la conférence de presse Gary Samore, auteur du rapport « Les programmes d'armes stratégiques iraniens - une évaluation ».

L'IISS qui a publié dans le passé des rapports similaires sur les programmes d'armes de destruction massive de l'Irak (septembre 2002) et de la Corée du Nord (janvier 2004), relève que l'Iran est une société « plus ouverte » et a davantage intérêt à éviter la condamnation internationale que l'Irak ou la Corée du Nord.

MALGRÉ LA TRÊVE DÉCRETÉE PAR LE PKK, LES VIOLENCES ONT REPRIS DANS LE KURDISTAN

LE Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a, le 20 septembre, annoncé la prolongation d'une trêve décidée le mois dernier jusqu'au 3 octobre, date prévue du lancement de négociations d'adhésion entre Ankara et l'Union européenne. Le Kongra-Gel, considéré comme l'aile politique du PKK, explique dans un communiqué cité par l'agence pro-kurde MHA que cette prolongation vise à prouver que les combattants ne cherchent pas à nuire au processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, comme l'affir-

me le gouvernement. « Nous appelons le gouvernement et le Premier ministre à faire usage de cette période jusqu'au 3 octobre pour une solution démocratique » au conflit kurde, déclare le Kongra-Gel. « Nous n'avons pas l'intention de saboter le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE », ajoute-t-il. « Nous avons toujours soutenu l'entrée dans l'UE d'une Turquie démocratique qui aura résolu sa question kurde ».

Le PKK avait proclamé le 19 août un cessez-le-feu unilatéral courant jusqu'au 20 septembre, mais

les accrochages entre ses militants et l'armée turque se sont poursuivis dans le Kurdistan de Turquie, où il concentre ses activités. La trêve faisait suite à un discours du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan assurant que la question kurde en Turquie se résoudrait avec « *davantage de démocratie* » et à une multiplication des appels de la société civile en faveur d'un arrêt des combats. Le PKK accuse dans son communiqué M. Erdogan d'avoir échoué à mettre en oeuvre ses propos et l'armée d'avoir lancé « *des opérations d'annihilation de grande envergure* » contre ses combattants dans les montagnes. Il déplore également que le gouvernement ne soit pas parvenu à atténuer l'isolement de son chef emprisonné Abdullah Öcalan, une de ses demandes récurrentes.

Le Parlement turc s'est réuni le 19 septembre en session extraordinaire pour débattre de la montée de la violence entre le PKK et l'armée dans le Kurdistan. Le parti républicain du peuple (CHP-opposition), qui avait appelé à la convocation des députés, théoriquement en vacances jusqu'au 1er octobre, est parvenu, avec le soutien de petites formations parlementaires à atteindre le quorum de 184 députés exigé pour la tenue d'une session extraordinaire. Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) s'était opposé à la tenue de cette réunion, estimant qu'elle nuirait à l'image de la Turquie alors qu'Ankara doit débiter le 3 octobre des négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Ses députés ont finalement rejoint, une fois le quorum atteint

par l'opposition, un hémicycle survolté où Deniz Baykal, le chef du CHP, a notamment accusé, le gouvernement de manquer de « *volonté politique* » dans sa lutte contre le PKK. « *Il n'y a pas besoin de nouvelles conditions pour lutter contre le terrorisme. Ce qui compte, c'est de démontrer une volonté politique, pour l'heure absente en Turquie* », a affirmé M. Baykal, estimant que le développement actuel du « *terrorisme* » créait « *les bases pour un conflit généralisé* ». Lors d'une visite à Diyarbakir M. Erdogan avait affirmé que son gouvernement n'autoriserait pas de « *régression dans le processus démocratique* » et assuré que la « *question kurde* » se résoudrait avec « *davantage de démocratie* ». Le gouvernement a défendu son action par la voix du ministre de l'Intérieur Abdulkadir Aksu, qui a déclaré qu'il n'était « *pas possible d'atteindre un succès absolu dans la lutte contre le terrorisme sans supprimer la situation et les conditions qui le nourrissent* ».

Les violences dans le Kurdistan ont repris en juin 2004 après une pause de cinq ans, lorsque le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), estimant qu'Ankara ne faisait pas assez pour accorder aux Kurdes les libertés qu'ils réclament, a mis un terme au cessez-le-feu qu'il observait unilatéralement. Les attaques du PKK dans la région ont sensiblement augmenté depuis avril. Des violences, notamment des tentatives de lynchage, se sont produites début septembre dans l'ouest du pays entre partisans et opposants du chef d'Abdullah Öcalan, suivis d'appels à la modération de l'ensemble de la classe politique. Les autorités turques ont également imputé au PKK plusieurs

attentats à la bombe à Istanbul et dans des stations balnéaires de l'ouest de la Turquie, l'organisation rejetant cette accusation et évoquant l'action d'un groupe radical incontrôlé.

Le 29 septembre lors d'affrontements avec les forces de sécurité turques, trois combattants kurdes du PKK ont été abattus. Deux d'entre eux ont été tués dans la province de Sirnak et le troisième dans celle de Bitlis. La veille, les forces de sécurité turques ont tué deux combattants kurdes dans un accrochage survenu à Bismil dans les premières heures du matin. Dans un autre affrontement qui a eu lieu le 26 septembre à Hakkari, des combattants du PKK ont attaqué des « *gardiens de village* », des miliciens locaux kurdes armés par l'Etat turc pour combattre le PKK, tuant deux d'entre-eux.

Les forces de sécurité turques ont abattu le 23 septembre un Kurde, soupçonné de participation dans le meurtre de deux policiers, tandis qu'un soldat périssait dans l'explosion d'une mine. Un membre supposé du PKK a été tué lors d'affrontements à Gürpınar, dans la province de Van, au cours d'une opération de police lancée après la mort de deux policiers dans une attaque du PKK contre un commissariat de police la semaine dernière. Un soldat a par ailleurs perdu la vie et deux autres ont été blessés dans la province de Siirt par l'explosion d'une mine, au passage de leur véhicule. Deux autres militaires ont été blessés dans la province de Diyarbakir par l'explosion d'une bombe à retardement devant un point de contrôle,

selon les services du gouverneur de la province. Des responsables de la province de Sirnak ont par ailleurs affirmé que six combattants, dont un ancien garde du corps d'un des dirigeants du PKK, Cemil Bayik, s'étaient rendus aux autorités. Le 19 septembre, un employé du cadastre a été tué et deux ouvriers blessés dans la province de Bingöl par l'explosion d'une mine. Les services du gouverneur de Bingöl ont imputé au PKK l'incident, survenu près de la ville de Genc lors d'une opération de relevés du cadastre.

Deux policiers turcs ont été abattus le 17 septembre : un policier dans la ville de Van par des coups de feu tirés par de présumés militants du PKK, qui ont également blessé trois autres membres des forces de l'ordre et un autre policier a été tué dans la ville d'Urfa lorsque deux hommes non identifiés ont ouvert le feu sur une voiture de police en patrouille. Deux autres soldats turcs avaient été tués et six autres blessés le 15 septembre lorsque leur véhicule avait sauté sur une mine. L'incident s'était produit lors d'une patrouille en campagne près de la petite ville de Semdinli.

Le 11 septembre, cinq soldats turcs ont été tués et trois autres blessés dans des accrochages. Un premier incident a eu lieu dans la province de Bingöl. Des militants du PKK ont attaqué le poste de Yeniyazi, tuant un militaire et blessant deux autres, selon les autorités turques. Il s'agit de la première attaque contre un poste de l'armée depuis plusieurs années dans cette région qui a été le théâtre d'une guerre de

basse intensité. Deux autres accrochages se sont produits à Sirnak. Quatre soldats, dont un sous-officier, ont été tués et un officier a été blessé.

Selon le communiqué du bureau de gouverneur de la province de Tunceli, les forces de sécurité ont abattu le 9 septembre quatre membres du PKK, dont une femme lors d'une opération dans la région rurale de Cicekli. Les forces de sécurité turques avaient tué le 4 septembre deux combattants kurdes présumés dans un affrontement dans une zone rurale près de la localité de Bilgili dans cette même province. Le 6 septembre, un manifestant kurde grièvement blessé lors d'incidents avec la police à Siirt a succombé le lendemain à ses blessures à l'hôpital à Diyarbakir. Abdullah Aydan, âgé de 35 ans, avait été touché à la tête par des tirs de la police au cours d'une manifestation de quelque 500 personnes qui réclamaient l'amélioration des conditions carcérales d'Abdullah Ocalan. La police a affirmé avoir tiré en l'air pour disperser les manifestants qui ont jeté des pierres aux agents de sécurité. Outre la victime, neuf autres personnes, dont un policier, ont été blessées dans les incidents. Le même jour, deux soldats turcs ont été tués et deux autres blessés dans l'explosion d'une mine. L'incident s'est produit alors que les soldats patrouillaient sur un chemin de campagne près de la ville de Cukurca.

Et puis, Abdulkерim Kilic, maire de la bourgade de Catalca Köyü, province de Hakkari a été enlevé le 17 septembre à son domicile par un groupe du PKK, selon le

communiqué du gouvernorat. Le PKK a déjà enlevé un maire de village et un soldat en permission dans le Kurdistan de Turquie au cours de l'été, avant de les relâcher.

D'autre part, près de 200 personnes ont été blessées lors de violent heurts qui ont débuté au cours de la nuit du 4 septembre à Bozuyuk (nord-ouest) entre la population locale et des partisans d'Abdullah Ocalan. De nombreux militants kurdes voyageant à bord de plusieurs autocars ont été attaqués par les habitants de Bozuyuk au moment où ils regagnaient les provinces kurdes, après avoir été empêchés par les autorités de se rendre dans la ville turque voisine de Gemlik. Ils voulaient participer à rassemblement de protestation contre les conditions de détention d'Abdullah Ocalan à Gemlik mais ont dû rebrousser chemin. Les militants kurdes, dont le nombre était estimé à quelque 2.000, ont déployé des pancartes et banderoles en faveur d'A. Ocalan, ce qui a exaspéré les habitants de Bozuyuk, selon la chaîne d'information NTV. Les habitants ont brisé les vitres des autocars avec des pierres et de violents affrontements ont opposé les deux parties avant que les forces de sécurité, appuyées par les gendarmes, n'interviennent, selon l'agence de presse turque *Anatolie*. Dix-sept policiers, sept soldats et un médecin ont été blessés dans ces heurts qui ont duré plusieurs heures, a déclaré le gouverneur local Musa Colak qui a accusé les militants kurdes d'avoir « provoqué » les habitants. Quatre blessés seraient dans un état grave, selon NTV. Environ 25 personnes ont été blessées

lorsque les heurts se sont étendus le 5 septembre à Diyarbakir et 20 autres ont été arrêtées par la police. Dans la ville de Van, dix personnes, dont trois policiers, ont été blessées et 80 manifestants arrêtés.

Par ailleurs, 88 militants kurdes qui protestaient à Istanbul contre l'interdiction de la manifestation à Gemlik en faveur d'A. Ocalan, ont été arrêtés le 4 septembre après des affrontements avec la police. Les autorités avaient interdit la manifestation, affirmant que celle-ci était organisée par le PKK. La télévision *CNN-Turk* a montré des images de manifestants lançant des cocktails Molotov sur des boutiques du quartier Alibeykoy, dans la partie européenne de la métropole. Dans d'autres quartiers, une banque a également été visée par un cocktail Molotov, un autobus a été incendié et un commissariat attaqué à coups de pierres, toujours selon la télévision. Les forces de l'ordre ont fait usage de matraques et de gaz lacrymogènes contre les protestataires. Des policiers ont tiré en l'air pour disperser quelque 150 manifestants qui bloquaient une autoroute dans le quartier de Kadikoy, sur la rive asiatique du Bosphore, selon l'agence turque *Anatolie*. La police et des unités paramilitaires de gendarmerie ont établi des points de contrôle à toutes les entrées de Gemlik et arrêté une soixantaine de cars qui transportaient des militants kurdes venus de différentes localités du pays. Des centaines de manifestants obligés de descendre de leurs cars ont dû attendre pendant six heures avant d'y remonter pour rentrer chez eux, sans qu'aucun d'entre eux n'ait pu pénétrer dans Gemlik.

Le 1^{er} septembre, sept personnes ont été blessées, dont une grièvement, par l'explosion d'une bombe de faible puissance visant vraisemblablement une réunion d'un parti pro-kurde dans la ville de Semdinli. Un engin placé à proximité d'une tente dressée par le Parti de la démocratie (DEHAP, pro-kurde) à l'occasion de la « *journée mondiale de la paix* », célébrée le 1er septembre en Turquie, a explosé. La plupart des blessés, dont des femmes, souffrent de contusion mais l'une des victimes est dans un état grave.

Au grand dam d'Ankara, Washington a refusé de prendre des mesures militaires contre le PKK en Irak, mettant en avant l'instabilité de cette région. La Turquie presse pourtant depuis longtemps les Etats-Unis à agir contre des combattants du PKK qui ont trouvé refuge dans le Kurdistan irakien après 1999. Washington reconnaît les griefs d'Ankara dans ce domaine mais laisse entendre que la principale cible de ses soldats déployés en Irak demeure les insurgés irakiens et encourage Ankara à chercher une solution politique à la question kurde en Turquie.

La sous-secrétaire d'Etat américaine Karen Hughes a, le 28 septembre, affirmé à Ankara que les Etats-Unis sont déterminés à faire davantage pour combattre « *la menace terroriste* ». « *Je veux que cela soit très clair, les Etats-Unis condamnent absolument le PKK tout comme nous condamnons (le réseau terroriste) Al-Qaïda* », a indiqué la diplomate américaine qui effectue une tournée qui l'a menée en Egypte, Arabie Saoudite et en Turquie. « *Nous savons*

que les Turcs souffrent chaque semaine, les Turcs sont tués par des terroristes du PKK », a-t-elle encore déclaré. L'ambassadeur Tugan a pour sa part souligné la nécessité d'un dialogue « *plus structuré* » sur les questions d'actualité dans les relations turco-américaines, citant notamment l'Irak et le Proche-Orient. Mme Hughes s'est par la suite brièvement entretenue avec le chef de la diplomatie Abdullah Gül.

Les état-majors turc et américain se sont entretenus le 9 septembre des moyens de combattre le PKK dans le Kurdistan irakien, sans toutefois établir de calendrier ni définir des étapes concrètes pour passer à l'action. Selon un communiqué de l'état-major turc, le général américain James Jones, chef des forces terrestres américaines en Europe, et le général turc Hilmi Ozkok, chef des forces armées turques, ont eu des entretiens qui ont « *souligné le besoin d'une détermination commune et d'une coopération dans la lutte contre* » le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Les deux généraux sont tombés d'accord sur le fait que le PKK constitue « *une menace pour la Turquie comme pour l'Irak et la région* », et que des mesures doivent être prises pour faire cesser le soutien reçu par le PKK dans le Kurdistan irakien et prévenir les infiltrations de combattants en Turquie.

Le général Jones, qui est également commandant suprême des forces de l'Otan, a déclaré à la presse après la réunion que l'entretien avait essentiellement porté sur les moyens de coopérer pour chasser le PKK du Kurdistan irakien. « *Le commandement*

central américain a participé à des discussions fructueuses avec l'état-major turc pour réaffirmer l'esprit de coopération et parler concrètement de ce qui doit être fait avec les forces armées turques » dans le Kurdistan irakien, a-t-il déclaré.

Interrogé pour savoir si les forces américaines pourraient entreprendre une action militaire contre le PKK, le général Jones a assuré la Turquie de la détermination des Américains à régler son compte au PKK, classé comme un groupe « terroriste » par les Etats-Unis et l'Union européenne. « Les discussions doivent représenter une garantie auprès de l'opinion turque, montrer que le combat contre le terrorisme est réel, que les participants sont engagés et que le problème sera résolu avec succès », a ajouté le général Jones. .

En Allemagne, des perquisitions ont été lancées le 6 septembre après la décision d'interdiction d'une société d'édition et de presse par le ministre allemand de l'Intérieur, Otto Schily. Dans les locaux de la société E. Xani, qui édite le journal en langue turque *Özgür Politika*, publié à 10 000 exemplaires à Neu-Isenburg, près de Francfort, la police a saisi 22.000 euros, 70.000 francs suisses (près de 45.000 euros) et plusieurs tonnes de matériels de propagande attribués principalement au PKK, selon le ministère. Des opérations policières ont commencé dans huit Etats régionaux dans le cadre de cette décision, a ajouté le ministère dans un communiqué. « Il est prouvé que l'édition européenne en langue turque du quotidien *Özgür Politika* est liée à l'organisation du PKK », a affirmé M. Schily.

LE REGIME SYRIEN RESSERRE L'ETAU CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE, NOTAMMENT LES KURDES

LA Cour de sûreté de l'Etat en Syrie, un tribunal d'exception, a, le 25 septembre, condamné deux Kurdes à des peines de deux ans et demi de prison pour appartenance à « une organisation secrète », a indiqué l'avocat et militant des droits de l'Homme Anouar Bounni. Les deux Kurdes, Chahine Mohammad et Hachem Ahmad, membres du Parti de l'Union démocratique, une formation kurde syrienne interdite, sont accusés d'appartenance à « une organisation secrète visant à faire annexer une partie des territoires syriens par un pays étranger ».

Les responsables kurdes de Syrie se défendent de toutes visées sécessionnistes et assurent qu'ils veulent uniquement la reconnaissance de leur langue et de leur culture, ainsi que de leurs droits politiques. Environ 1,5 million de Kurdes vivent en Syrie. « Les autorités syriennes resserrent l'étau contre la société civile, notamment contre les Kurdes », a souligné Me Bounni en indiquant que les autorités ont interdit récemment plusieurs réunions de groupes des droits de l'homme.

D'autre part, une Kurde syrienne a été tuée le 15 septembre en s'opposant à la police qui détruisait des maisons construites illégalement dans une localité à l'ouest de Damas, a annoncé Me. Anouar al-Bounni. Selon ce dernier, la femme a été tuée dans un affrontement entre la police et des Kurdes, à al-Dimas, à 25 km

à l'ouest de Damas. « L'affrontement s'est produit lorsque les bulldozers de la police ont procédé à la démolition de maisons habitées par des pauvres ouvriers en majorité kurde et construites illégalement ». D'après Lokman Ousso, dirigeant d'une formation kurde syrienne non autorisée, la femme a été « battue mortellement par les policiers alors qu'elle s'opposait à cette opération de destruction ». Deux autres femmes ont été blessées.

Le 28 septembre, des exilés syriens ont ouvert à Paris une réunion de l'opposition politique au régime de Damas, mais ont souligné que de nombreux participants potentiels étaient restés en Syrie par crainte de représailles. Certains opposants basés en Syrie ont renoncé à se rendre à Paris pour assister à la réunion de deux jours, présentée comme la première du genre, ont indiqué les organisateurs. On dénombrait toutefois une trentaine de participants, principalement des Kurdes syriens. « Le régime syrien a menacé de jeter de nombreux participants en prison s'ils assistaient à la réunion », a déclaré Fahad Al Masri, un organisateur, membre du Rassemblement pour la Syrie, un parti regroupant des exilés.

La réunion a pour but d'unir l'opposition syrienne et de rallier la communauté internationale à sa cause. Les exilés demandent la création d'un système judiciaire indépendant, la liberté de la presse et le pluralisme politique en Syrie.

120 POLICIERS IRANIENS TUÉS AU COURS DES COMBATS AVEC DES MILITANTS KURDES, SELON LES AUTORITÉS IRANIENNES

CENT vingt policiers ont été tués et 64 autres blessés dans des affrontements avec des combattants kurdes dans l'ouest de l'Iran en moins de six mois, a indiqué un responsable local, cité le 3 septembre par l'agence Isna. « Depuis le début de l'année 1384 (débutant le 20 mars 2005), 120 policiers sont tombés en martyrs en combattant le PEJAK, le PKK, le Parti démocratique kurde et le Komaleh », a indiqué Hojatoleslam Akbar Feyz, le chef de la justice de la province de l'Azerbaïdjan occidental, cité par l'agence estudiantine Isna.

Lors des derniers mois, des journaux avaient fait état d'attaques régulières par des groupes kurdes iraniens, dont le PEJAK --un groupe lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)-- et d'autres partis kurdes interdits

qui sont actifs aux confins de l'Irak et de la Turquie. Téhéran et Ankara sont liés par un accord selon lequel l'Iran s'engage à combattre le PKK et la Turquie à lutter contre les Moudjahidine du Peuple, un mouvement d'opposition iranien basé en Irak. Des sources officielles avaient fait état jusqu'à présent de 12 morts, dont huit soldats depuis mi-juillet dans ces violences, mais selon des organisations non-gouvernementales, le bilan serait plus lourd.

M. Feyz a ajouté, toujours selon Isna, que lors du dernier mois, 190 personnes originaires de villes à dominante kurde de la province avaient été arrêtées, dont neuf seraient toujours derrière les barreaux. Les juges de la province ont été armés « pour se protéger suite à des menaces de mort », proférées par des groupes kurdes, selon lui.

conduire à des poursuites -, il offense une partie non négligeable de la population qui considère l'empire ottoman comme le symbole de la grandeur turque.

Il s'agit d'une première dans l'histoire de la Turquie moderne. Pour la première fois en effet, des historiens peuvent publiquement débattre d'un « passé qui ne passe pas » en particulier au sein de la diaspora arménienne dont les membres réclament depuis des décennies à Ankara la reconnaissance du premier génocide du XXe siècle qui a fait plus d'un million de morts dans les années 1915. Le groupe d'universitaires à l'origine de la conférence est devenu emblématique de cette partie de la population turque désireuse d'avancer vers la modernité démocratique selon Halil Berktaç de la faculté d'histoire de l'université Sabanci d'Istanbul en soulignant qu'ainsi on agissait « pour la démocratie turque, pour la liberté de parole, pour la liberté académique ».

Les organisateurs de cette conférence avaient d'abord été accusés en mai dernier par le ministre de la Justice lui-même de « porter un coup de poignard dans le dos du peuple ». Le 22 septembre, les opposants à cette initiative avaient réussi à obtenir le report de la conférence par un tribunal d'Istanbul, ce qu'avait d'ailleurs critiqué le chef du gouvernement qui a estimé que ce genre de censure n'était pas digne d'une démocratie.

La presse turque parle de victoire pour la démocratie et se félicite pour sa part du simple fait qu'elle ait lieu. « Un nouveau tabou a

ISTANBUL : UNE CONFÉRENCE ACADÉMIQUE SUR LA QUESTION ARMÉNIENNE

UNE conférence d'historiens turcs sur la situation des Arméniens dans l'empire ottoman, et sur les massacres qui ont visé cette population, s'est enfin ouverte le 24 septembre à Istanbul après avoir été reportée à deux reprises en raison de l'extrême difficulté d'aborder certains sujets dans la Turquie d'aujourd'hui. À leur arrivée à l'université privée de Bilgi, les participants à la conférence ont été

accueillis par une pluie d'oeufs et de tomates lancés par des manifestants irrités à l'idée qu'ils puissent discuter du génocide perpétré par les Turcs ottomans en 1915. Les manifestants, arborant des drapeaux turcs, ont scandé des slogans accusant les participants à la conférence de trahir leur pays. Avancer l'idée que les Turcs pourraient avoir commis un génocide contre les Arméniens ne contredit pas seulement la ligne officielle - et peut

été détruit. La conférence a commencé, mais le jour du jugement n'est pas venu », écrit le 25 septembre le quotidien *Milliyet*. Le quotidien *Radikal*, se réjouit lui aussi de ce développement. « Même le mot génocide a été prononcé lors de la conférence, mais la terre continue à tourner et la Turquie est toujours là », affiche en une du journal. « Libres discussions, libres manifestations », s'enflamme le quotidien *Hürriyet*, le plus gros tirage de la presse turque, mettant en exergue la liberté d'expression qu'exercent à la fois les participants à la conférence et ses détracteurs.

Dans un message adressé à la conférence, le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a exprimé la position officielle de son pays en déclarant que de nombreux citoyens de l'empire ottoman avaient terriblement souffert pendant la guerre, mais que la thèse d'un génocide contre le peuple arménien était fautive et sous-tendue par des considérations politiques. « Le peuple turc est en paix avec lui-même et avec l'Histoire », a-t-il assuré.

Par ailleurs, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américains a récemment voté à de larges majorités (35 voix contre 11 puis 40 voix contre 7) pour des projets de résolution invitant la Turquie à reconnaître le « massacre » d'Arméniens entre 1915 et 1917. En 2000, la Chambre des représentants avait failli voter la reconnaissance du « génocide arménien », mais le texte dans ces termes avait été retiré à la dernière minute de l'ordre du jour d'une séance plénière.

STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE ANKARA POUR DE NOMBREUSES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES CONTRE LES KURDES

LA Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a, le 20 septembre, condamné la Turquie dans des arrêts concernant des requêtes formulées par près d'une trentaine de Kurdes. Les juges de Strasbourg n'ont pas reconnu toutes les violations que leur reprochaient les requérants, mais Ankara n'est pas sorti indemne dans les arrêts rendus.

La cour a ainsi retenu la violation des articles 3 (torture et traitements inhumains ou dégradants) et 13 (droit à un recours) s'agissant de Baki Karayigit. Soupçonné d'appartenir au PKK, il avait été arrêté le 6 février 1999 par la section antiterroriste de la Direction de la sûreté d'Istanbul et a subi des sévices physiques et mentaux. La Cour lui a alloué 15.000 euros pour dommage matériel.

Dans un autre arrêt, la Cour a conclu à l'ineffectivité d'une enquête menée après que Mesut Dündar, domicilié à Cizre eut été retrouvé étranglé le 6 septembre 1992, tué, selon son père, par les forces de sécurité près du village de Sulak. La Cour a alloué 10.000 euros à ses héritiers et 3.500 euros au requérant, son père.

Les juges de Strasbourg ont aussi donné gain de cause à Hayrettin Sevgin et Cevat Ince, résidant à Diyarbakir. Sevgin, placé en garde à vue à la Direction de la gendarmerie de Sagirsu, aurait

été torturé pendant 18 jours. Les deux hommes ont été contraints à signer de faux aveux concernant leur appartenance au PKK. La Cour a alloué 6.000 euros à chacun des requérants pour dommage matériel.

La Cour européenne des droits de l'homme avait également condamné, le 14 septembre, la Turquie pour violation des droits de l'homme quant à l'organisation d'une opération de police contre des membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan. Les juges de Strasbourg avaient critiqué « l'enquête inadéquate » des autorités sur les circonstances de deux décès pendant cette opération menée en 1996.

Par ailleurs, une journaliste turque poursuivie pour « propagande séparatiste kurde » a fait condamner la Turquie le 27 septembre pour « atteinte à la liberté d'expression » par la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Asli Günes était rédactrice en chef de la revue politique *Hedef* (La cible) lorsqu'elle avait cosigné en mars 1992 un article dans lequel elle critiquait les opérations militaires contre les combattants kurdes. L'article appelait à « refuser de combattre au sein des troupes turques qui vont assombrir l'avenir des Kurdes ». Mme Günes avait été condamnée en décembre 1995 à un an et quatre mois d'emprisonnement. La cour de sûreté de l'Etat prononça ensuite le sursis à

exécution de la peine et déclara en 2003 sa condamnation non avenue à l'expiration de la période de sursis de trois ans. Pour condamner Ankara pour violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (droit à la liberté d'expression), les juges de Strasbourg ont fait valoir que l'article incriminé ne développait pas un discours de haine, ce qui, à leurs yeux est « l'élément essentiel à prendre en considération ». Ils ont également estimé que le sursis a

exécution a eu pour effet de « limiter grandement son aptitude à exposer publiquement une critique » pendant trois ans. Par ailleurs, les juges des droits de l'homme ont relevé que la durée de la procédure s'est étendue sur environ six ans et sept mois, ce qu'ils ont jugé excessif au regard de l'article 6 de la Convention. Les autorités d'Ankara devront verser un total de 8.500 euros à Mme Günes au titre de dommage moral et frais et dépens.

d'un défi énorme », a-t-elle déclaré aux journalistes qui l'accompagnaient, dans l'avion reliant Djeddah à Ankara, en parlant de sa mission, qualifiée de « mission impossible » par des analystes égyptiens notamment. Très proche de George W. Bush, elle se rendait pour la première fois dans cette région du monde.

• **LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR SYRIEN À MOSCOU POUR LA MODERNISATION DE L'ARSENAL SYRIEN.** Le général Ali Habib, le chef d'état-major de l'armée syrienne, a achevé le 29 septembre à Moscou une visite de quatre jours axée sur la participation de la Russie à la modernisation de l'arsenal syrien. Comme le veut la tradition, sa visite a fait l'objet de peu de publicité et les sources officielles n'ont livré que des généralités. Ainsi, la rencontre du général Habib la veille avec le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov a porté « sur l'entretien et la modernisation des équipements militaires syriens par des spécialistes russes, la formation de militaires syriens dans les académies militaires russes et enfin sur d'éventuels achats d'armements russes », selon un communiqué russe. Le type d'armes concerné n'a pas été précisé, mais il pourrait s'agir de missiles antichars. En effet, le général syrien a visité le 27 septembre à Toula un établissement spécialisé précisément dans la fabrication de missiles à grande précision de tir. Le Bureau d'études et de fabrication d'instruments de Toula est l'un des leaders du secteur en Russie et se classe à la septième place parmi les exportateurs d'armements. Outre les missiles antichars de troisième génération baptisés Kornet-E, son produit phare, il fabrique aussi des armes légères et des systèmes de « blindage actif ».

AINSI QUE...

• **TOURNÉE AU MOYEN-ORIENT DE LA SOUS-SECRETARIE D'ÉTAT AMÉRICAINE CHARGÉE DE LA DIPLOMATIE PUBLIQUE.** La nouvelle sous-secrétaire d'Etat américaine chargée de la diplomatie publique, Karen Hughes, a entamé le 18 septembre une tournée dans trois pays du Moyen-Orient alliés de Washington, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Turquie. Mme Hughes, une ancienne journaliste texane proche du président Bush, officiellement chargée de redresser l'image des Etats-Unis à l'étranger et de lutter contre le sentiment d'anti-américanisme, s'est rendue au Caire, à Djeddah, à Ankara et à Istanbul.

Début septembre, Mme Hughes avait estimé que les Etats-Unis devaient réagir « plus rapidement et de façon plus agressive aux informations erronées » qui circulent sur leur politique. Selon une étude diffusée en août, et réalisée avant les attentats terroristes de Londres en juillet, les Américains se disent préoccupés par leur réputation dans le monde, notamment dans les pays musulmans, et ont peu d'idées pour y

remédier. Trois Américains sur quatre disent s'inquiéter tant du manque de confiance qu'ils inspirent à l'étranger que de la haine suscitée par les Etats-Unis dans les pays musulmans, selon ce sondage publié par la revue *Foreign Affairs* et l'Institut de recherches Public Agenda.

La sous-secrétaire d'Etat américaine a encaissé au cours de ses visites les griefs du monde arabo-musulman vis-à-vis de l'Amérique. Les reproches ont été adressés sur un ton poli, plein de déférence, lors de rencontres « d'échanges de vues » entre la diplomate et « la société civile » de ces pays, alliés des Etats-Unis: étudiants et enseignants en Égypte, étudiantes voilées et journalistes en Arabie Saoudite.

Mme Hughes, spécialiste en communication qui a contribué à forger l'image du président américain, officiellement chargée de redorer le blason des Etats-Unis après la guerre en Irak, est arrivée le 27 septembre à Ankara pour la troisième étape de son voyage « d'écoute », qu'elle a terminé par un arrêt à Istanbul. « C'est confirmé, il s'agit

Aucun accord important n'a été annoncé à l'issue de la visite du général syrien, une source au ministère russe de la Défense annonçant, selon *Interfax*, un achat de munitions russes et aussi l'augmentation du nombre d'officiers syriens formés en Russie, ce nombre devant passer prochainement d'environ 30 à plus de 50.

Le général Habib, qui a rencontré aussi son homologue russe Iouri Balouïevski, devait également avoir des entretiens à Rosoboronexport, l'organisme officiel chargé des ventes d'armes. La Russie est l'un des principaux fournisseurs d'armes de la Syrie. La vente annoncée de missiles antiaériens russes de courte portée a déclenché de violentes protestations d'Israël au printemps dernier

• **PROJET DE PACTE DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'IRAN ET LA SYRIE.** L'Iran va signer un pacte de libre-échange avec la Syrie pour promouvoir les échanges de commerce bilatéral, a rapporté le 13 septembre, l'agence de presse iranienne officielle IRNA. L'ambassadeur iranien en Syrie, Mohammad Reza Baqeri, a déclaré le 12 septembre à Damas que l'achèvement de l'accord sur le libre-échange entre les deux pays se trouvait en phase finale. « Nous espérons que les deux pays témoigneront du développement de leurs échanges bilatéraux suivant la signature de l'accord de libre-échange », a déclaré M. Baqeri.

L'Iran a réalisé, en Syrie, différents projets économiques coûtant environ 700 millions de dollars, et la coopération économique irano-syrienne pourrait augmenter de 3 milliards de dollars dans les prochaines années, a-t-il ajouté. L'Iran et la Syrie, subissant tous les deux

les sanctions économiques dirigées par les Etats-Unis, sont accusés par Washington de financer des terroristes. Le premier ministre syrien, Mohamed Naji Otri, a appelé en février, les deux côtés, à faire front pour faire face aux sanctions économiques, et les médias iraniens ont catalogué la Syrie comme allié stratégique.

• **LA MISSION DE L'ONU POUR L'IRAK S'ALARME DU COMPORTEMENT DES FORCES DE L'ORDRE LOCALES.** La mission d'assistance de l'Onu pour l'Irak (Unami) a publié le 8 septembre un rapport alarmant sur les droits de l'Homme, condamnant les actes de violence et critiquant le comportement des forces de l'ordre locales. Le rapport évoque la situation du 1er juillet au 31 août. Il en brosse un sombre tableau et appelle les autorités locales à respecter leurs obligations en matière des droits humains. Il souligne l'« inquiétude (de l'Onu) pour le manque de protection des droits civiques, culturels, économiques, politiques et sociaux » des Irakiens. « Les insurgés continuent de prendre pour cible les civils innocents, dont les enfants, les policiers, les hommes politiques, les diplomates, les défenseurs des droits de l'Homme et ceux qui sont liés à la Force multinationale ou perçus comme tels », constate le texte. « Des corps continuent à émerger à Bagdad et ailleurs, la plupart portant des signes de torture et semblent résulter d'exécutions extra-judiciaires », ajoute le document qui rappellent les principaux incidents et attaques meurtriers dont la bousculade de Bagdad, qui a fait près d'un millier de morts le 31 août. Il rappelle également les découvertes de corps, dont plus de 30 ont été signalés récemment au sud de Bagdad, en indiquant que des familles avaient accusé de ces exécutions

des « forces liées au ministère de l'Intérieur ». Le document fait état d'information sur un « usage excessif de la force » de la part des policiers irakiens agissant seuls ou avec la Force multinationale.

Le rapport indique que de nombreuses rencontres avaient eu lieu avec les responsables irakiens à ce sujet et affirme que l'Onu s'attend à ce que ces violations fassent l'objet d'enquêtes. Selon l'Onu, des instructions ont été données au niveau du ministère de l'Intérieur pour respecter les droits de l'Homme mais « il est trop tôt pour en évaluer les résultats ». « Les Nations unies sont prêtes à assister les autorités irakiennes pour s'assurer que les mesures prises pour contrer le terrorisme et l'insurrection ne contredisent pas leurs engagements en matière des droits de l'Homme, des droits des réfugiés et des lois humanitaires », souligne le texte. Il s'inquiète du traitement réservé aux ressortissants arabes, obligés de renouveler tous les mois leurs permis de séjour, de l'exécution de trois condamnés à mort en dépit des protestations de l'Onu et du programme de la télévision publique *Iraqia* qui continue d'exhiber des suspects faisant, avant d'être jugés des « aveux » sur leur participation à des actes de violences. Il fait également cas de plainte de sévices contre des minorités, comme celle des Turcomans, de plaintes de femmes qui estiment que leur liberté est menacée et annonce des stages sur les droits de l'Homme à Erbil, au Kurdistan irakien et à Bassorah, dans le sud de l'Irak.

• **LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE POUR LA SCOLARISATION DES FILLES EN TURQUIE ALORS QUE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC EN KURDE EST TOUJOURS EXCLU.** Une campagne

massive a été lancée en Turquie pour scolariser les quelque 520.000 fillettes qui, selon les estimations, ne vont pas en classe. Baptisée « *Allez les filles, on va à l'école!* », la campagne a été lancée en 2003 à Van, province kurde bordant l'Iran. Elle s'est étendue depuis à 53 provinces. En deux ans, environ 120.000 petites Turques et Kurdes ont rejoint les bancs de l'école, dont quelque 20.000 à Van. L'UNICEF, l'agence des Nations unies pour la protection de l'enfance, a apporté une contribution de 420.000 dollars (349.000 euros). Dans certaines provinces pauvres, les autorités estiment que la moitié des filles ne vont pas à l'école, pourtant obligatoire pour tous les enfants jusqu'à 14 ans dans la laïque Turquie. Mais ces estimations, fondées sur la comparaison entre la scolarisation des filles et celle des garçons, sont vraisemblablement très en dessous de la réalité.

Une grande partie des fonds sert à resserrer le maillage scolaire. Dans un village proche de Van, l'école ne compte que deux salles avec un enseignant pour 185 élèves. Avec l'aide de la Banque mondiale, la Turquie offre à présent aux parents les plus pauvres 39 livres (25 euros) par mois s'ils envoient leurs filles à l'école et 28 livres (17,5 euros) pour les garçons. Cette allocation doit servir à acheter les fournitures scolaires, que nombre de parents ne peuvent offrir à leurs enfants. L'un des éléments clés de la campagne a été la mobilisation des imams -qui en Turquie sont payés par l'Etat- pour vaincre les réticences religieuses. La campagne se heurte également à la résistance de certains Kurdes qui refusent une éducation en turc. La Turquie ne reconnaît pas ses 18 millions de Kurdes comme minorité et toutes les écoles

publiques dispensent l'enseignement en turc.

Par ailleurs, une organisation non gouvernementale américaine a dénoncé des pratiques « *inhumaines* » et relevant parfois de la « *torture* » dans le traitement des malades mentaux en Turquie, dans un rapport rendu public le 28 septembre à Istanbul. « *Nous avons identifié une pratique de la torture: l'utilisation de traitements par électrochocs sans anesthésie* », en violation de la Convention européenne pour la prévention de la torture, a déclaré Eric Rosenthal, le président de l'ONG Mental disability rights international (MDRI), lors d'une conférence de presse présentant le rapport. « *Nous avons trouvé des enfants dans des orphelinats et des centres de réhabilitation attachés à leur lit, se voyant refuser l'accès à des traitements médicaux, laissés sans réhabilitation et sans le soutien dont ils ont besoin pour obtenir de la nourriture pour les maintenir en vie* », a-t-il poursuivi. M. Rosenthal a également insisté sur le sort de « *nombreuses personnes pouvant n'avoir aucun handicap* » et pourtant enfermées, en l'absence de loi définissant les conditions d'internement des déficients mentaux, « *par ce qu'ils sont sourds ou nés là, d'une mère handicapée* ».

La présentation de ce rapport, fruit de deux ans d'enquêtes dans des institutions spécialisées turques, intervenait à quelques jours du lancement prévu, le 3 octobre, de négociations d'adhésion entre Ankara et l'Union européenne. Le président de MDRI a assuré que celui-ci ne visait pas à nuire au processus européen de la Turquie, dès lors que celle-ci assumait ses responsabilités. « *Je veux souligner qu'il n'y a aucune raison pour que ces abus se mettent en travers du chemin de l'adhésion de la Turquie, car la Turquie*

a toute latitude pour mettre fin aux abus les plus graves dès demain », a-t-il affirmé, ajoutant ne pas demander autre chose à Ankara que ce qui a été exigé d'autres pays souhaitant adhérer à l'UE. Le rapport évalue à 9.000 places la capacité des institutions publiques turques spécialisées dans l'accueil des handicapés mentaux.

• **LE JOURNALISTE DISSIDENT IRANIEN, AKBAR GANJI, RECONDUIT EN PRISON APRÈS UNE GRÈVE DE LA FAIM ET UNE HOSPITALISATION.** Le journaliste dissident Akbar Ganji, le plus emblématique des prisonniers politiques iraniens, a été reconduit en prison après avoir quitté l'hôpital où il avait mis fin à sa grève de la faim. Akbar Ganji est sorti de l'hôpital le 3 septembre et est retourné en prison, a affirmé le ministre de la Justice Jamal Karimi-Rad, sans plus de précisions. Il « *a été reconduit à la prison d'Evine après avoir quitté l'hôpital et purgera sa peine* », a déclaré plus tôt le vice-procureur de Téhéran en charge des prisons, Mahmoud Salarkia, cité par l'agence estudiantine Isna.

Akbar Ganji, âgé de 46 ans, avait été condamné en 2001 à six ans de prison après un article mettant en cause plusieurs dignitaires dans une série de meurtres d'intellectuels et d'écrivains. Il avait entamé une grève de la faim le 11 juin qui a duré près de deux mois pour protester contre ses conditions de détention et obtenir une libération sans condition. Akbar Ganji, transféré le 17 juillet de sa prison à l'hôpital Milad officiellement pour une opération du ménisque, avait été admis en soins intensifs par la suite. L'épouse de M. Ganji avait indiqué fin août que son mari pourrait être libéré « *dans les prochains jours* ».

NEW CONSTITUTION

Ex-Rebel Kurd Is Savoring Victory in Iraq's Politics, Enshrining His Region's Autonomy

By DEXTER FILKINS

BAGHDAD, Iraq, Sept. 1 — The old Kurdish guerrilla leader is savoring his most recent victory, won not on the field of battle but in the arid drawing rooms of Baghdad's constitutional convention.

In three weeks of talks here, Masoud Barzani, the former guerrilla leader, quietly secured in the new Iraqi constitution virtually everything the Kurds were asking for, enshrining powers of autonomy that approach those of a sovereign state.

"Let me tell you, politics is much more difficult than war," said Mr. Barzani, 59, the leader of the Kurdish Democratic Party, who was a warlord when he was younger. "In politics, there are so many more fronts."

The new Iraqi constitution, which will go before voters on Oct. 15, grants the Kurds vast lawmaking powers, control over their 60,000-man militia, and authority over new discoveries of oil and gas. The Kurds even secured a deadline of Dec. 31, 2007, for bringing back tens of thousands of Kurds expelled by the armies of Saddam Hussein in the 1980's.

The constitution limits the exclusive powers of the central government in Baghdad to a few important areas like control over currency, foreign policy and defense. Policy making in areas like health care and the environment would be "shared" between the Kurds and Baghdad, but the Kurds would have the right to change most federal laws if they conflicted with local legislation. That includes federal taxes.

The new constitution would ratify all laws passed by the Kurdish regional government since 1992.

In effect, the new Iraqi constitution formally ratifies the quasi-independent status the Kurdish region has held since 1991, when the murderous postwar rampages of Mr. Hussein prompted the United States to set up a security umbrella that allowed the Kurds to flourish outside the control of the central government in Baghdad.

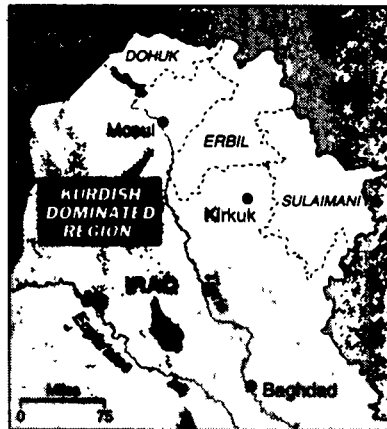
In the new constitution, the Kurds did not achieve significantly new powers, but they did not give any up, either.

The one significant concession made by the Kurds in the constitutional talks was the deletion of language allowing them the right to secede, under certain circumstances,



Christoph Bangert/Polaris, for The New York Times

"Let me tell you, politics is much more difficult than war," says Masoud Barzani, Kurdish Democratic Party leader and former warlord.



Kurdish areas retain wide powers under the draft constitution.

from the Iraqi state. Kurdish leaders say they regarded the secession clause as mostly symbolic. They leave little doubt that they regard the new constitution as but a way station on a journey to eventual independence.

"In the last decade, major changes took place in the world that gave many people their freedom," Mr. Barzani said. "I would not be surprised to see such changes in our region."

But he chose his words carefully, so as not to offend his friends, like the Americans, or his adversaries, like the Turks and the Iranians, who have significant Kurdish minorities in their countries that they fear might make similar demands.

"The constitution should not just

be ink on paper," Mr. Barzani said. "Until such time, we will adhere to it."

It was no small irony that the negotiations over the constitution, which is intended to hold this fractious country together, took place inside the Baghdad compound of Mr. Barzani, who has spent much of his adult life trying to keep the rest of Iraq at bay. Indeed, some of the most crucial talks over the constitution unfolded beneath a portrait of Mustafa Barzani, Massoud's father, a guerrilla leader who founded the Kurdish Democratic Party in 1946.

For most Iraqi leaders, Kurdish autonomy was so firmly entrenched, and its existence so morally compelling, that it could not be seriously disputed. In the 1980's, Mr. Hussein and his forces are believed to have killed hundreds of Kurds, many with poison gas.

But some Iraqis do worry that the precedent set by Kurdish autonomy could ultimately spell the end of Iraq — first by Kurdish secession, and later by similar designs by others, like Iraq's majority Shiites, who secured the right to set up an autonomous region of their own. The critics also worry that the new constitution, by declaring that control over resources like water must be shared, may also have sown the seeds for future conflicts.

"The Kurds act as if they are representatives of a state and we in Iraq are another state," said Wael Abdul Latif, a Shiite member of the Iraqi constitutional committee. "Under this constitution, Kurdish independence is just a matter of time."

At a news conference this week, Zalmay Khalilzad, the American ambassador here, suggested that granting the Kurds extensive powers of self-rule — that is, setting up a federal system — was the only realistic option. The Kurds, he said, would not have tolerated anything less.

"The Kurds say they will not come back unless Iraq is federal," Mr. Khalilzad said, using the word for strong regional autonomy.

That may be true for now, but it is evident that the Kurds have longer-term goals. In a nonbinding referendum held in Iraq's three Kurdish provinces in January, some 98 percent of those who voted cast ballots in favor of independence. If the central government in Baghdad tried to curtail Kurdish powers, the demands

would grow more insistent.

"If the constitution is not implemented and things don't move swiftly, then people will want their independence," said Dr. Mahmood Othman, a Kurdish leader who was a physician to Mustafa Barzani.

Yet for all their clamoring for independence, Dr. Othman said, the Kurds played an important, secular role in counterbalancing the demands of the cleric-dominated Shiite majority, which pushed for a constitution with a more heavily Islamic character. The constitution's protections for individual rights are largely Kurdish achievements, Dr. Othman said.

"The Kurds were fighting for all Iraqis," he said.

He said the Kurds would probably not have achieved as much had

Iraq's Sunni leaders agreed to the constitution. Now, he said, it is imperative for the Kurds to try to bring the Sunnis back on board, lest the constitution that grants the Kurds so much go down to defeat.

With the talks on the constitution over, the atmosphere in Mr. Barzani's compound was that of a visiting sports team that has come a long way to play a match. With the game won, many of the players were itching to go home, away from the sweltering plains of Baghdad and back to the cooler mountains they call home.

Few were more eager than Mr. Barzani.

"If they would let me," Mr. Barzani said, laughing, "I would leave right now."

Baghdad and Philadelphia

Iraq has provoked some pretty odd utterances from the Bush administration over the years. High among them are President George W. Bush's tortured comparisons between the vigorous debates and political compromises that produced America's Constitution in 1787 and the stillborn constitutional discussions between representatives of Iraq's alienated Sunni Arab minority and the dominant majority coalition of Shiites and Kurds.

Lately, the president has excused the Iraqi leaders' inability to draft a truly democratic constitution by telling an audience in Idaho that Americans know that "the document our founders produced in Philadelphia was not the final word." Leave aside the fact that Bush and other like-minded Republicans have been hectoring Americans for years to view that text as the unevolved, binding and authoritative final word on all matters before the Supreme Court. The president also neglects some crucial differences between the two countries during their constitutional deliberations.

America in 1787 had serious governance issues. That is why the Constitutional Convention was called. But unlike Iraq, it was not torn by a raging insurgency. Its basic security did not depend on a huge foreign military force that set arbitrary deadlines for its constitutional debates. And its 13 states had already had some 11 years of experience of trying to work together.

Most important, through those vigorous debates the delegates to America's Constitutional Convention produced a blueprint for a workable government, further improved by a continuing series of constitutional amendments. Nothing like that has happened in Iraq. When constitutional talks began, Washington desperately hoped that they would help meld Iraq's centrifugal components into a self-governing nation. Instead, the process has driven Iraqis even further apart.

Some people, looking at the historical antipathies of Iraq's Sunni, Shiite and Kurdish communities, have argued that the loose federation of semi-autonomous regions envisioned in the draft constitution makes more sense than trying to force these groups together under one roof. That might be true in some alternative reality where borders could be clearly drawn, resources could be fairly apportioned and neighbors could be expected to look on benignly while Iraq broke up into its component communities.

But following that course in Iraq is a prescription for civil war and for regional war, with America's military forces inextricably caught up in both. Anything resembling an independent Kurdistan is likely to mean war with Turkey. A breakaway Shiite southeast would draw in a meddling Iran. A stranded Sunni Arab west would naturally look to Syria and radical Sunnis in other Arab lands. And as is almost always the case

when nations fragment, the new borders are likely to be contested.

While some Iraqi provinces are clearly dominated by a single religious or ethnic group, many are not. Kirkuk, the northern oil-producing center, is fiercely disputed between Kurds and mostly Sunni Arabs. Baghdad, the ancient capital, has a Shiite majority, but it also the historical home of many Sunnis and mixed-marriage families.

We hope, with Bush, that in the six weeks remaining until the constitutional referendum, Iraqis suddenly discover the sense of nationhood that has eluded them during the long months of constitutional deliberations. We hope that the majority Shiites and Kurds come to recognize that drawing Sunni Arabs back from the insurgency and into the constitutional process is their responsibility, not Washington's. We hope that the legal rights of Iraqi women are reinforced rather than eroded.

But unlike Bush, we are ready to acknowledge that it is dangerously late in the game and that the best chances for getting these things right have been squandered. There is no point pretending that this is Philadelphia in 1787. It is Baghdad in 2005.

Herald INTERNATIONAL Tribune
September 3-4, 2005

Divisés, les Vingt-Cinq s'appêtent à ouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie

Les ministres des affaires étrangères se réunissent à Newport, au pays de Galles, afin de préparer les pourparlers avec Ankara. Le refus de celle-ci de reconnaître Chypre sera au cœur des discussions

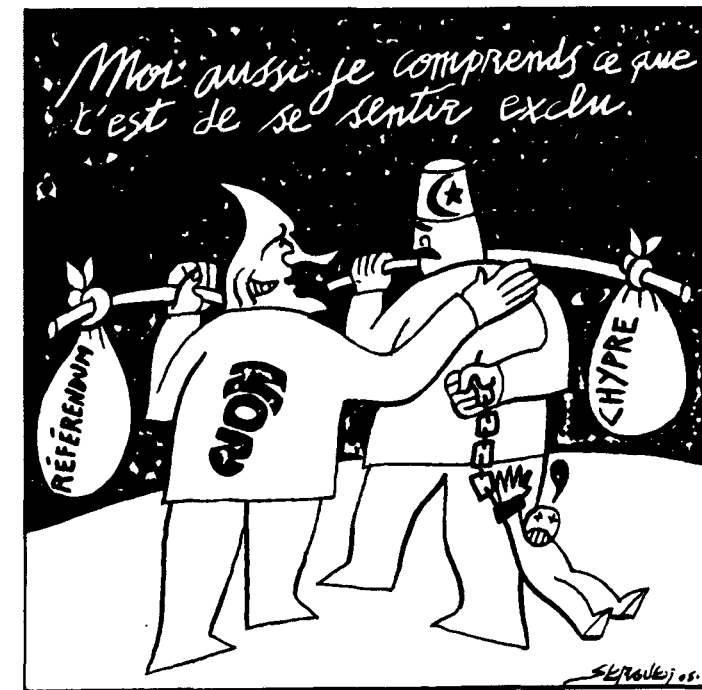
BRUXELLES

de notre bureau européen

Premier gros dossier de la rentrée pour l'Union européenne (UE), l'adhésion de la Turquie divise les Etats membres, à commencer par la Grande-Bretagne, qui la soutient, et la France, qui exprime de fortes réserves. L'ouverture des négociations est prévue pour le 3 octobre, mais les Vingt-Cinq doivent encore en définir les modalités. Les ministres des affaires étrangères se réunissent les jeudi 1^{er} et vendredi 2 septembre à Newport (pays de Galles) pour en débattre. Les discussions porteront plus particulièrement sur deux points : le cadre de négociation proposé par la Commission pour fixer les principes, le contenu et les procédures qui serviront de guide aux pourparlers ; et la déclaration par laquelle le gouvernement turc a fait savoir que, tout en acceptant de signer le protocole étendant aux nouveaux Etats membres, dont Chypre, son accord d'association avec l'UE, il refuse toujours de reconnaître la République de Chypre.

C'est sur ce deuxième point que les controverses sont les plus vives. La signature du protocole était l'une des deux conditions, avec la réforme du système judiciaire, mises par les Vingt-Cinq à l'ouverture des négociations. Les lois réformant le système judiciaire sont entrées en vigueur le 1^{er} juin et le protocole signé le 29 juillet. Mais les autorités turques ont aussitôt fait valoir que leur signature ne valait pas reconnaissance de la République de Chypre.

Cette question avait été au centre des débats du Conseil européen de décembre 2004, qui avait fixé la date du 3 octobre. L'intransigeance d'Ankara sur la question de Chypre avait failli faire capoter l'accord. Les dirigeants européens avaient



finalment admis, en échange de la promesse de signature, que celle-ci représentait un pas important vers la reconnaissance de Chypre, mais non une reconnaissance formelle. Tout en souhaitant qu'Ankara reconnaisse Chypre le moment venu, ils avaient renoncé à faire de ce geste un préalable à l'ouverture des pourparlers.

« UN PROCESSUS OUVERT »

En revanche, le cadre de négociation proposé par la Commission précise que les efforts de la Turquie pour contribuer à un règlement global du problème chypriote et normaliser ses relations avec tous les Etats membres, y compris Chypre, seront un des facteurs dont dépendra l'avancement des discussions.

La déclaration d'Ankara n'a pas surpris la Commission, qui affirme être intervenue auprès des autorités turques pour en modérer le ton. Cette déclaration, estime-t-elle, ne remet pas en cause le protocole lui-même et ne ferme pas la porte à une future reconnaissance de Chypre. Françoise Le Bail, porte-parole de la Commission, souligne que la reconnaissance de Chypre ne constitue pas pour la Turquie « une obligation juridique » mais que les négociations d'adhésion auront lieu avec les vingt-cinq Etats membres, dont Chypre.

La France, qui demande des clarifications, n'est pas la seule à s'inquiéter de l'attitude de la Turquie. Chypre et la Grèce, partagent les réserves de Paris. Toutefois, dit-on

à la Commission, leur intérêt n'est pas de contribuer à un blocage, mais plutôt d'utiliser les négociations comme un « levier permanent » pour faire pression sur Ankara.

Le chef de file de l'opposition allemande, Angela Merkel, successeur probable de Gerhard Schröder, considère aussi le comportement d'Ankara à l'égard de Chypre comme un obstacle à l'ouverture des discussions. L'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovaquie, veulent lier le commencement des négociations avec la Turquie avec celui des négociations avec la Croatie, ajournées pour manque de coopération avec le Tribunal pénal international de La Haye. Toutefois, comme l'indique le président de la Commission Jose Manuel Barroso, aucun pays n'a jusqu'à présent demandé le report des pourparlers.

L'autre point de l'ordre du jour, l'adoption du cadre de négociation élaboré par la Commission, devrait poser moins de problèmes. Le texte précise que l'objectif des négociations est l'adhésion, mais qu'elles constituent « un processus ouvert dont l'issue ne peut pas être garantie à l'avance ». Certains Etats, comme l'Autriche, ont souhaité que l'hypothèse d'un partenariat privilégié soit également mentionnée, conception qualifiée d'« illégitime et immorale » par le ministre des affaires étrangères turc Abdullah Gül. Mais le document se contente de dire qu'en cas d'échec l'Etat candidat doit être « pleinement ancré dans les structures européennes par le lien le plus fort possible ». Il indique aussi que les négociations pourront être suspendues en cas de « violation grave et persistante » de la démocratie et des droits de l'homme.

Thomas Ferenczi

Attaque contre deux mosquées sunnites dans sud de l'Irak

BASSORA. Deux mosquées sunnites de la ville de Zoubair, dans le sud irakien, ont été mitraillées par des hommes armés tôt vendredi matin 2 septembre, a affirmé un représentant du Parti islamique irakien, une formation sunnite. Un fidèle a été tué et quatre autres ont été blessés. La région de Bassora, située à 550 km au sud de Bagdad, est à majorité chiite, mais elle compte une communauté sunnite et une minorité chrétienne.

Mercredi, le premier ministre, Ibrahim Jaafari, avait ordonné la forma-

tion d'une commission d'enquête présidée par un juge pour élucider les circonstances de la bousculade qui avait fait la veille un millier de morts parmi des pèlerins chiites à Bagdad. Une compensation équivalente à 2 055 dollars sera versée pour chaque victime. L'armée américaine a, quant à elle, annoncé un nouveau raid sur un repaire présumé de partisans du Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef d'Al-Qaida en Irak, à la frontière syrienne après ceux de mardi qui avaient fait 56 morts, selon la sécurité irakienne. - (AFP.)

Zizanie chez les Kurdes

Öcalan jugé par les siens

La Cour européenne des Droits de l'Homme avait jugé « inéquitable » le procès d'Abdullah Öcalan en Turquie. Mais désormais ce sont ses plus proches lieutenants qui accusent le leader kurde emprisonné de s'être comporté « comme un despote comparable à Staline ou à Hitler »

C'est un véritable réquisitoire contre le chef historique du mouvement séparatiste kurde, Abdullah Öcalan, que dressent aujourd'hui trois de ses anciens compagnons de route.

Le premier, Nizamettin Tach, plus connu sous le surnom de Botan, est un des plus vieux et des plus prestigieux chefs militaires du PKK, dont il a commandé toutes les forces dans les années 1990.

La seconde, Chahnaz Altun, a adhéré au PKK à 20 ans et, après avoir combattu dans les montagnes du Kurdistan irakien, a été une des dirigeantes du PJAK, le Parti des Femmes libres du Kurdistan. Le troisième, Osman Öcalan, le frère cadet d'Abdullah, membre du PKK dès sa fondation, en 1978, a appartenu au comité exécutif de cette organisation avant de tomber en disgrâce après avoir conclu en 1992 un cessez-le-feu avec les deux partis kurdes irakiens (PDK et UPK). Avec quatorze autres cadres du parti et une trentaine de combattants, tous trois avaient quitté clandestinement l'été dernier le quartier général du PKK, à Kandil, dans les montagnes du Kurdistan irakien, au nord de Kala Diza, et rejoint les zones contrôlées par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, avant de fonder leur nouveau parti le 21 octobre 2004 à Dokan, près de Souleimaniyé. Tous trois dressent aujourd'hui un véritable réquisitoire contre le chef historique du mouvement séparatiste, Abdullah Öcalan, dit Apo, condamné à la prison à vie par la justice turque.

« Hier, Abdullah Öcalan accusait les Kurdes de Turquie d'être "assimilés", d'être devenus "kémalistes", de souffrir de ce qu'il appelait une "maladie de la personnalité". Mais aujourd'hui, Apo lui-même est devenu kémaliste... J'avais espéré qu'il



Economopoulos/Magnum

Abdullah Öcalan en 1991. On l'accuse aujourd'hui « d'avoir renoncé à l'objectif de son parti, l'indépendance du Kurdistan, pour sauver sa peau ».

serait courageux, qu'il se battrait contre ses juges, mais j'ai compris que son despotisme avait un seul but : sa carrière personnelle », assène Chahnaz Altun. Après sa capture en 1999, « Öcalan a renoncé à l'objectif historique de son parti, l'indépen-

dance du Kurdistan, pour sauver sa peau. Il va même jusqu'à soutenir que les Kurdes font partie de la nation turque et que l'Etat turc peut compter sur lui », rappelle avec colère Nizamettin Tach.

« Je suis partie dans la montagne pour libérer mon pays et gagner l'indépendance du Kurdistan mais j'ai réalisé qu'il n'était pas possible de combattre le colonialisme turc dans cette organisation », déclare Chahnaz Altun, que les Kurdes ont surnommé Sakine. Et d'ajouter : « Un seul homme décide tout, personne ne peut dire ce qu'il pense. » Sakine est bien placée pour en parler. Elle a été emprisonnée trois fois par son propre parti, deux fois pendant des périodes d'environ un mois et demi, en 1991, et une troisième fois pendant un an, en 2000, après le 7^e congrès du PKK.

Les emprisonnements des militants rétifs font partie de l'histoire du PKK. Sakine raconte comment en 1991, jeune militante devenue depuis peu membre du parti, elle suivait une formation à l'« académie militaire » du PKK dans la Bekaa, en zone syrienne. « Après avoir vu ce qui se passait, j'ai dit à des amis qu'Apo agissait comme Hitler ou Staline... J'ai été condamnée à deux reprises à un mois et demi de prison. Après cela, j'étais dégoûtée

de la politique, et j'ai demandé à partir me battre au Kurdistan ! Il y avait beaucoup de problèmes, mais j'espérais que la situation s'arrangerait. Après la capture d'Apo, en 1999, j'ai commencé à critiquer ouvertement le parti. En tant que dirigeante du PJAK, je demandais plus de liberté pour notre organisation. Cela m'a valu d'être arrêtée avec toutes les responsables de notre mouvement, dix-neuf femmes au total. Six d'entre nous ont passé un an en prison dans des huttes couvertes de toiles en plastique. Au début, les autres femmes ont protesté, coupant leurs cheveux par solidarité, mais on leur a dit que nous étions contre le parti, contre Apo, et

elles ont arrêté leur mouvement de protestation. » L'homme qu'épousera Sakine en mai 2004, Sepan, un des dissidents du PKK, finira assassiné par le PKK.

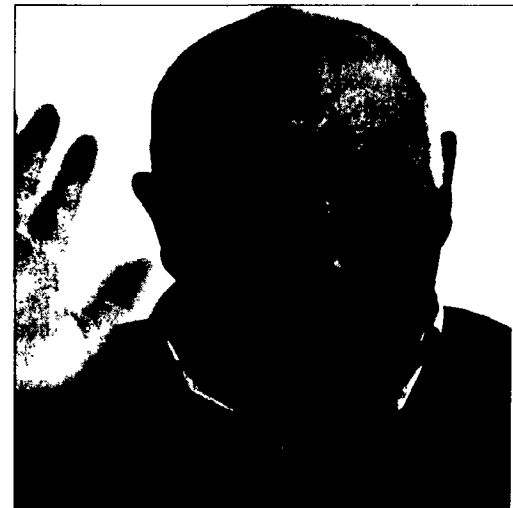
Osman Öcalan, le propre frère d'Apo, membre du comité exécutif du parti et virtuellement numéro deux du parti au début des années 1990, n'échappera pas lui non plus à l'atmosphère de terreur qu'a fait régner Öcalan. Il sera emprisonné et jugé pour avoir accepté de signer un cessez-le-feu avec les deux partis kurdes irakiens qui, appuyés par la Turquie, étaient sur le point d'écraser les combattants du PKK massés aux confins turco-irakiens. « En juin 1993, ils m'ont enlevé tous mes pouvoirs, nous a raconté Osman Öcalan. J'ai été enfermé trois mois dans une cellule, je ne pouvais parler à personne, on me donnait à manger, mais

tique, concède Nizamettin Tach, mais il menait une guerre de libération du Kurdistan. Nous ne voulions pas gêner l'effort de guerre. Après l'effondrement de l'Union soviétique, il a fallu trouver une alternative à la lutte armée, et nous avons commencé à critiquer secrètement la façon despotique d'Apo de diriger la guerre. Certains d'entre nous ont été punis. Et après sa capture (en février 1999), nous avons commencé à nous organiser ouvertement. En 2003, la direction du parti s'est divisée, et comme c'était impossible d'imposer nos réformes de l'intérieur, nous avons fini par quitter le parti. »

Selon Nizamettin Tach, Abdullah Öcalan connaissait bien la société kurde, et les ressorts psychologiques des dirigeants du PKK n'avaient pas de secrets pour lui. Il s'était entouré de gens qui ne posaient pas de questions

gion, ajoute Chahnaz Altun, il se crée une dépendance idéologique. Même en Turquie les gens considéraient Apo comme un prophète. Il est facile d'entrer au PKK et beaucoup plus difficile d'en sortir. » Beaucoup ont rejoint les rangs du PKK à l'âge de 18-20 ans et ne possèdent aucun métier. Ils éprouvent donc d'immenses difficultés à se réadapter à une vie normale.

« J'ai été moi-même dans cette situation, je ne voyais aucun moyen de partir de la montagne, j'ignorais comment était le monde à l'extérieur, dit Chahnaz Altun, qui a partagé les activités de la guérilla de 23 à 35 ans. Si nous pouvions mettre sur pied une organisation, en ouvrant par exemple des camps au Kurdistan irakien, où ceux qui seraient prêts à abandonner leurs armes dans la montagne pourraient retrouver une activité politique, ce serait beaucoup plus facile, ajoutez-t-elle. Mais les



● Nizamettin Tach

Un des plus vieux et des plus prestigieux chefs du PKK dont il a commandé les forces dans les années 1990.

● Chahnaz Altun

Adhèrente du PKK à 20 ans, elle a été une des dirigeantes du Parti des Femmes libres du Kurdistan.

● Osman Öcalan

Frère cadet d'Abdullah, tombé en disgrâce en 1992 pour avoir conclu un cessez-le-feu avec les Kurdes irakiens.

les conditions étaient difficiles... J'avais une radio. J'ai été jugé en février 1995 après avoir été interrogé pendant cinquante-deux jours. Le procès n'a duré qu'un jour, il a eu lieu dans une grotte à Haftanin. Quand je suis entré dans la grotte, il y avait 350 personnes, il y a eu un grand silence, tout le monde avait l'air très sévère. On m'a dit que si je continuais à défendre mes idées, je serais exécuté. En 1997, après que j'ai gardé le silence pendant près de deux ans, on m'a redonné mes droits et je suis redevenu simple membre du parti », dit Osman Öcalan, qui a préféré partir de lui-même en 2004. Aujourd'hui, affirment certains, il aurait tendance à se poser en leader du nouveau parti, le PPKK, ce que n'acceptent pas les autres dirigeants, remarquant au passage qu'il y a un « facteur génétique » antidémocratique dans la famille Öcalan...

On se demande évidemment pourquoi tous ces cadres qui ont été victimes du despotisme d'Öcalan pendant dix ou quinze ans, parfois plus, n'ont pas quitté le PKK plus tôt... Par patriotisme, répondent-ils tous : « Le PKK était une organisation marxiste-léniniste non démocra-

et pratiquait un « mélange de stalinisme et de féodalisme ». Aujourd'hui, Nizamettin Tach est sévère pour les dirigeants du PKK restés fidèles au chef séparatiste : « Mustafa Karasu pense comme un marxiste d'il y a cent ans, Murat Karayilan et Duran Kalkan ne pensent qu'à leur carrière... Quant à Cemil Bayik, il espérait succéder à Apo après sa capture, mais comme celui-ci a confié la direction du parti à Murat Karayilan et à Duran Kalkan, Cemil Bayik, dépité, vit à Kandil, au QG du PKK dans le nord du Kurdistan irakien, en restant à l'écart des affaires courantes... »

De nombreux camarades de lutte ne se font plus d'illusions sur l'organisation et ne quittent pourtant pas le PKK. Cela tient à la fois à leur isolement et à la peur. « Quand nous sommes dans la montagne, nous n'avons aucune relation avec le monde extérieur, dit Nizamettin Tach. Et le PKK a décidé de tuer ceux qui veulent le quitter, c'est un mouvement qui ignore les valeurs humaines européennes... On y parle tout le temps de "forces impérialistes", de "complot", les gens qui sont passés par là deviennent "fanatiques". »

« Entrer dans le PKK, c'est comme entrer en reli-

partis kurdes irakiens, le PDK et l'UPK, soumis aux pressions des Turcs, ne peuvent pas nous laisser faire : l'armée turque n'accepte pas que la guérilla se transforme en un parti politique renonçant à la lutte armée. »

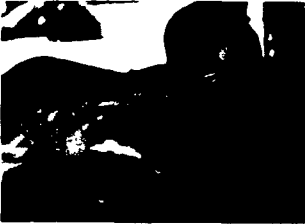
Malgré toutes ces difficultés, Nizamettin Tach, Osman Öcalan, Chahnaz Altun et leurs amis ne désespèrent pas. Le nouveau parti qu'ils ont créé, le Parti patriotique et démocratique du Kurdistan (PPDK), dont Nizamettin Tach est le secrétaire général, a abandonné la lutte armée et entend devenir un parti politique comme les autres, tout en profitant des réformes imposées par l'Union européenne pour se faire accepter en Turquie. « Si un certain degré de démocratie s'installe en Turquie et si les Kurdes se choisissent de nouveaux dirigeants, peut-être parviendrons-nous à nos fins par des moyens pacifiques », estime Nizamettin Tach. « Notre but fondamental est toujours l'indépendance du Kurdistan, intervient Chahnaz Altun, mais pourquoi ne pas passer par l'étape du fédéralisme ? L'indépendance viendra plus tard... »

CHRIS KUTSCHERA

Iraq

Hope against hope

Though the draft constitution has not pleased all groups, it deserves to be endorsed



PEOPLE who said that Iraq could not get much worse learned better this week, when up to 1,000 Shia worshippers perished in a stampede on a Baghdad bridge—one not directly caused by Sunni insurgents but triggered by rumours

of an impending suicide-bombing. The nature of this calamity underlines the atmosphere of fear and sectarian hatred that continues to stalk Iraq, even in the heart of its capital. And this is the atmosphere in which the politicians have meanwhile been putting the final touches to an optimistic new constitution (see page 37). Indeed, when they are set against the loss of life, the largest in a single episode since the war began in March 2003, the elegant ideas concocted by the politicians, safe and cut off behind the barbed-wire and barriers of the government's "green zone", may seem almost irrelevant.

They are, however, anything but that. For many months now, it has been plain that defeating Iraq's insurgency and restoring calm to all the country's religious and ethnic groups depends at least as much on politics as on military action. And though the constitution is far from perfect, it deserves a better press than it has got so far.

After decades of tyranny, the freely elected representatives of two of Iraq's three main communities—the Shia Arabs (who number 60% of the total) and the Kurds (about a fifth) but not, alas, the Sunni Arabs (barely a fifth)—agreed to an elaborate constitutional compromise after months of bargaining. Those who speak for Iraq's largest community and those who speak for its most distinct and secession-prone minority made mutual concessions that were widely deemed fanciful even a year ago. That alone is a triumph. But it was a partial one.

Might one more twiddle do the trick?

The document's rejection by the Sunni Arabs on the drafting committee is a grave disappointment. It will make it harder to contain the Sunni-led insurgency, let alone defeat it, any time soon. But this failure does not have to be catastrophic. For one thing, the document can still be tweaked before it is put to a referendum in October, in the hope that more Sunnis will be persuaded to endorse it. For another, a growing number of Sunni clergymen have been telling their co-religionists to register to vote, albeit in order to say no to the constitution in a referendum in October. If nothing else, that may draw more Sunni Arabs into peaceful politics. And if, as is possible though not certain, a two-thirds majority of voters in at least three of Iraq's 18 provinces (ie, the predominantly Sunni Arab ones) do say no, then a general election must take place which may produce a more representative parliament—including more Sunni Arabs—than last time round, when most abstained. At which point, the constitution-drafting simply begins again. Constitutions, in places much less mangled than Iraq, do not spring into life at the click of a finger.

What is remarkable is that sectarian tensions have not, so far, spilled over into wholesale intercommunal slaughter. The

extreme jihadists within the Sunni insurgency, who may have provoked the tragedy at the Baghdad bridge, want exactly that to happen. But Iraq's most influential Shia clerics, led by Grand Ayatollah Ali al-Sistani, have admirably continued to restrain their followers from indulging in all-out retribution, despite a worrying rise in tat-for-tat sectarian murders. The hope is that this week's horrifying loss of life will not drive Iraq's divided communities even further apart.

In any event, the document just published is worthy and workable. It is federal, giving the Kurds a right to wide autonomy, but is careful not to give them a mechanism for secession; at the same time, it lets other non-Kurdish provinces form autonomous regions too. "Islam", it says, "is the official religion of the state and a basic source of legislation...No law can be passed that contradicts the undisputed laws of Islam." But, though more Islamist in character than secular-minded Iraqis would like, it protects other religions, at least on paper. In a crafty piece of wording, it says Iraq is "part of the Islamic world and its Arab people are part of the Arab nation"—ie, the Kurds are not. It says that the dispute over the oil-rich province of Kirkuk, which the Kurds claim, should be settled after a census and by referendum before the end of 2007. It says, perhaps a bit too vaguely, that oil and gas are "owned by the Iraqi people" (ie, should not be privatised) and the revenue should be fairly distributed across the country, though provinces particularly deprived under Saddam Hussein (meaning the Shia area around Basra, in the south) should be given a bigger share for a limited period. It bans what it calls "the Saddamite Baath party", perhaps allowing some room for Baathists who disavow Mr Hussein to rebrand themselves. The document is rather shy about women's rights; issues to do with marriage, divorce and inheritance can apparently be settled either under religious or secular law. A quarter of the members of parliament must be women.

Many Sunni Arabs object that decentralisation means the dissolution of the Iraq they once ran; they particularly dislike the idea of a "super-region" where Shias might impose their own laws and where—a growing worry—the Iranians, the Sunni Arabs' hated adversaries of old, seem to be gaining influence. Sunnis gag at the wording that lets Kurds opt out of a wider "Arab nation", and dislike the "de-Baathification" process enshrined in the document, since so many of them found it convenient to become party members under Mr Hussein.

You can't please everyone

Tough. The Sunni Arab rejectionists are wrong—and unrealistic—on all counts. They were top dogs before; now they aren't, and nor should they be. The new Iraqis are embarking on an experiment in devolved, multi-ethnic, multi-sectarian democracy to build a fairer country than before. If the draft can be adjusted to placate more Sunnis, so much the better. But if the Sunnis hold out en masse, their minority will be the ultimate losers, even if the American forces do rush for the exit, as they are honour-bound not to. Sensible Sunni Arabs will swallow their pride and sign up. If not, they will increase the chance of Iraq's fragmentation—just what they say they want to avoid. ■

U.S. jets strike insurgents near Syria

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: The American military launched two airstrikes Tuesday against insurgents in western Iraq near the Syrian border, bombing two bridges across the Euphrates River that it said were used to transport foreign fighters and weapons into central Iraq, and hours later flattening a "foreign fighter safe house" after a gun battle that killed two insurgents and led to the capture of three others.

The airstrikes, near the town of Karabila, were the latest efforts to inflict damage against insurgents who control much of the desolate badlands of western Anbar Province, home to the most inveterate elements of the Sunni Arab insurgency that continues to fight the new Iraqi government.

Elsewhere in Iraq, the insurgency

continued its assaults on American troops, killing at least four over the past two days. Two soldiers were killed Tuesday morning and two more wounded in central Baghdad when their vehicle was attacked with a large roadside bomb, the military said.

Another soldier died Monday from a roadside bombing in Tal Afar, in northwestern Iraq, where a regiment of American troops has been fighting for months to wrest control of the city from insurgents who moved in last year after the military largely abandoned it. News agencies reported that residents have been fleeing the city in expectation of further fighting.

A fourth soldier died Monday in Ramadi, the provincial capital of Anbar, when his vehicle was struck by a bomb.

Across many parts of Iraq with heavy Sunni Arab populations — especially in

western Anbar — Iraqi security forces are far from being able to battle the insurgency on their own. But in the Shiite-dominated south, a battalion of 1,500 Iraqi troops formally assumed control of the holy city of Najaf from U.S. forces.

The 155th Brigade Combat Team handed over control of the main military encampment in Najaf, Forward Operating Base Hotel, to Iraqi troops during a ceremony Tuesday. The American commander, Brigadier General Augustus Collins, said the "Iraqi Army in Najaf can control the area," according to a pool report by The Associated Press.

But the general also emphasized that a contingent of American troops would remain based nearby. "Although we are transferring authority," he said, "we will still be here to help the people of Najaf."

The New York Times

Iran needs 5 years to build bomb, report says

By Alan Cowell

LONDON: A leading British research institute said Tuesday that Iran was at least five years away from producing sufficient material for "a single nuclear weapon" — but only if Tehran chose to ignore international reaction and "throw caution to the wind."

The International Institute for Strategic Studies said its conclusions were based on a variety of public sources of information, including visits to Iranian nuclear sites arranged by the Iranian authorities. "Nevertheless," the institute's director, John Chipman, told reporters, "there remains a good deal that cannot be known for certain from the outside."

Chipman presented the report at a diplomatically delicate time. Iran angered negotiators by resuming limited uranium-conversion activities at a plant in Isfahan on Aug. 8, ending an agreement with the European Union in November to suspend nuclear activities.

On Sept. 19, moreover, the United Nations nuclear agency's board of governors is to meet to consider the next step. Iran has rejected a call by Britain, France and Germany — the EU troika negotiating with Tehran over its nuclear ambitions — to again suspend its nuclear activities before the Sept. 19 meeting.

Western nations, including the United States, have threatened to refer Iran to the UN Security Council, where it could face an array of penalties. Initially, a

European official said, the intention is to seek "the weight" of the Security Council to isolate Iran internationally.

The deadlock has produced a degree of pessimism over the prospect of a negotiated settlement. Chipman said Tuesday that, compared to assessing Iran's technical capabilities, "the greater difficulty is conjuring a satisfactory diplomatic outcome to the impasse."

The United States argues that Iran is using its nuclear program to further its ambitions to produce nuclear weapons, but Tehran maintains that the program is designed only for peaceful purposes.

In its report, the Institute of Strategic Studies suggested that Iran had two principal options to produce highly enriched, weapons-grade uranium, one at a relatively small pilot centrifuge plant at Natanz and the other at an industrial-scale centrifuge plant in the same location whose construction would take more than a decade to complete.

"If Iran threw caution to the wind and sought a nuclear weapon capability as quickly as possible without regard for international reaction, it might be able to produce enough highly enriched uranium for a single nuclear weapon by the end of this decade" if it overcame an array of technical difficulties, the report said. The likely timetable for Iran's nuclear development was roughly in line with EU assessments.

By contrast, "if Tehran does not feel compelled to acquire nuclear weapons urgently or judges that the risk of breaking out with a marginal capacity is too

great, it could wait until it completes the industrial-scale centrifuge plant at Natanz," the report said.

While that might take more than 10 years, it would make it easier "to pursue covert enrichment options," the report said. It said Iran's "ability to produce weapons-grade plutonium seems more distant."

The report described Iran's chemical and biological weapons as "much more difficult to assess."

In a section relating to Iran's missiles, it said the country had deployed up to 72 short- and medium-range missiles and possibly 12 intermediate-range missiles capable of striking targets in Israel, Turkey and southern Russia.

"As far as is known Iran's missile forces are armed with conventional high explosive warheads," Chipman said, adding that Iran could probably build primitive chemical or biological warheads "if it chose to do so."

A previous report by the Institute covering Iraq and published in September 2002 was interpreted by Prime Minister Tony Blair's government as supporting the argument that Saddam Hussein had "access to biological and chemical weapons" — the rationale for Britain's entry into the 2003 Iraq war. No such weapons have been found.

The New York Times

IRAK

A qui profite le chaos?

■ Rares sont ceux qui croient, comme George W. Bush, que la Constitution soumise à référendum le 15 octobre normalisera un Irak toujours divisé, où la violence perdure ■ Kurdes et chiites tirent avantage de cette situation. Tout comme les affairistes américains qui détournent des sommes énormes, selon *The Guardian*



▲ Najaf, août 2004. Une rue du centre détruite par les combats entre les forces américaines et la milice de Moqtada Al-Sadr.

Le trio gagnant : les Kurdes, les chiites et l'Iran

Aujourd'hui, le Kurdistan est quasi indépendant ; les partis religieux gouvernent comme ils l'entendent ; et Téhéran est entré dans les rouages de l'Etat irakien.

THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS (extraits)
New York

Le 4 juin dernier, le président de l'Irak, Jalal Talabani, assistait à l'inauguration de l'Assemblée nationale du Kurdistan à Erbil, dans le nord du pays. Talabani, premier chef d'Etat démocratiquement élu en Irak, est kurde. Les Kurdes ont beau être extrêmement fiers de sa réussite, les drapeaux irakiens étaient absents des cérémonies d'inauguration. D'ailleurs, on ne trouve aucun drapeau irakien à Erbil, ville de 1 million d'habitants, capitale du

Kurdistan irakien. Ann Bodine, qui dirige la représentation à Kirkouk de l'ambassade des Etats-Unis, a pris la parole pour féliciter les parlementaires fraîchement désignés et a rappelé l'engagement des Etats-Unis en faveur d'un Irak "démocratique, fédéral, pluraliste et uni". Une phrase qui, manifestement, ne vaut pas pour Erbil. Dans leur serment, les députés ont été invités à jurer de défendre l'unité de la région irakienne du Kurdistan. Beaucoup ont pris soin de ne pas prononcer le mot "irakienne".

Quand le président Bush s'est adressé aux Américains, le 28 juin dernier, il n'a pas fait mention de l'influence grandissante de Téhéran auprès du gouvernement à majorité chiite en place à Bagdad. Il n'a pas souligné que les deux principaux partis de la coalition chiite rêvent d'établir un Etat islamique dans lequel les droits des femmes et des minorités religieuses seraient sévèrement limités, ni que, dans les régions d'Irak que ces partis contrôlent, ce régime est déjà une réalité. Pas plus qu'il n'a parlé du désir presque unanime des Kurdes d'accéder à l'indépendance.

Lors des élections de janvier dernier, c'est une liste chiite englobant des partis religieux chiites, quelques laïcs – dont l'ancien favori du Pentagone, Ahmed Chalabi – et même une poignée d'Arabes sunnites qui l'a emporté, avec une majorité restreinte. Mais le pouvoir est en réalité aux mains de deux formations : le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII), d'Abdel Aziz Al-Hakim, et le Dawa, du Premier ministre, Ibrahim Al-Jaafari. Le CSRII est le plus pro-iranien des deux ; tous deux disposent de branches militaires, mais la brigade Badr du CSRII travaille en étroite collaboration avec le ministre de l'Intérieur chiite, lui-même ancien chef de la brigade, pour des missions de lutte contre les insurgés sunnites. Le CSRII et le Dawa souhaitent que l'Irak devienne un Etat islamique. Ils contrôlent de facto les villes du sud du pays. Là, une police religieuse à l'iranienne fait res-

pecter un code musulman rigoriste, s'agissant des questions vestimentaires, mais aussi de la consommation d'alcool et autres comportements non islamiques. Les autorités religieuses gouvernent et légifèrent sans autorisation de Bagdad et clairement sans aucune référence aux libertés incluses dans la Constitution provisoire irakienne rédigée par les Américains [qui sera remplacée par la Constitution actuellement en discussion].

L'IRAN A SES ESPIONS DANS L'ARMÉE ET LA POLICE

Le Dawa et le CSRII ne se contentent pas de défendre un système politique de style iranien, ils favorisent directement les intérêts de Téhéran. Abdel Aziz Al-Hakim préconise le versement de milliards de dédommagements à l'Iran en compensation des dégâts causés pendant la guerre Iran-Irak, alors même que le gouvernement Bush s'efforçait d'obtenir l'annulation de la dette irakienne remontant au règne de Saddam Hussein. Le ministre chiite du pétrole soutient la construction d'un oléoduc de Bassorah jusqu'au port iranien d'Abadan.

Il est pratiquement certain que l'Iran a accès à tous les renseignements dont disposent les Irakiens. Non seulement la République islamique a la possibilité de placer ses propres agents dans l'appareil d'Etat irakien, mais elle peut compter sur de nombreux alliés prêts à lui obéir. Quand j'ai interrogé un Irakien haut placé dans le ren-

seignement au sujet des infiltrations étrangères dans son pays, il a balayé d'un revers de main la Syrie (pourtant au centre des préoccupations du gouvernement Bush) et m'a assuré que le véritable problème est l'Iran. "L'Iran est déjà à Bagdad", m'a dit-il dit. Le 7 juillet, les ministres de la Défense iranien et irakien ont signé un accord de coopération militaire prévoyant que les Iraniens forment l'armée irakienne.

Après s'être réunie en juin, l'Assemblée nationale du Kurdistan a élu Massoud Barzani, le

► chef du Parti démocratique kurde, premier président du Kurdistan. Elle a voté une loi lui attribuant les fonctions de commandant en chef des forces kurdes, tout en lui interdisant formellement de les déployer ailleurs en Irak sans approbation préalable de l'Assemblée. (Le Kurdistan compte encore quelque 50 000 *peshmerga* sous le contrôle direct des autorités kurdes.) L'Assemblée a également proscrit l'entrée de forces armées irakiennes non kurdes sur le territoire du Kurdistan sans son autorisation.

Lors du référendum sur l'indépendance organisé en même temps que les législatives irakiennes, 98 % des 2 millions de Kurdes qui ont pris part au scrutin ont penché en faveur du oui. Les responsables kurdes préféreraient envisager l'Irak comme une sorte de confédération souple permettant au Kurdistan de conserver ses propres lois, sa propre armée et de gérer ses propres ressources en eau et en pétrole.

UNE CONSTITUTION QUI REFLÈTE MAL LA RÉALITÉ DU TERRAIN

L'Irak connaît aujourd'hui deux grands problèmes : l'insurrection, et l'ingérence iranienne. En dépit de la violence qu'elle engendre, l'insurrection est un phénomène clairement défini. Les insurgés ne peuvent pas être battus, mais ils ne peuvent pas non plus gagner. Ce qui pose évidemment la question de ce que peut accomplir une présence militaire [américaine] durable en Irak. Car le rejet du pouvoir chiite par les Arabes sunnites, désormais au cœur de la rébellion, ne pourra se résoudre par la force. Les chiites irakiens ont été soumis à une oppression brutale

■ Peine de mort

Alors que la peine capitale est inscrite dans le projet de Constitution et que trois condamnations à mort ont été prononcées, le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, se déclare abolitionniste. Il a affirmé à la chaîne Al-Arabiya qu'il préférerait quitter son poste plutôt que de signer un arrêt de mort.

■ Calendrier

Les étapes de la transition vers un nouvel Etat irakien ont été définies par les Etats-Unis en novembre 2003 et avalisées par la résolution 1546 des Nations unies en juin 2004. La première a eu lieu le 28 juin 2004, lorsque l'administrateur civil américain, Paul Bremer, a transmis le pouvoir à un gouvernement intérimaire irakien dirigé par Iyad Allawi. La deuxième a été franchie le

30 janvier 2005 avec l'élection d'une Assemblée nationale transitoire chargée d'élaborer une Constitution, et en mars avec la désignation d'un nouveau gouvernement, dirigé par Ibrahim Al-Jaafari. Le calendrier prévoit la tenue d'un référendum le 15 octobre prochain pour adopter la Constitution qui vient d'être rédigée. Enfin, des élections législatives doivent avoir lieu en décembre 2005.

pendant des décennies, sous le regard la plupart du temps indifférent de Washington. L'Iran, en revanche, a toujours été pour eux un soutien solide. En apportant la liberté à l'Irak, le gouvernement Bush a permis aux chiites de voter pour des partis religieux pro-iraniens qui cherchent à instaurer un Etat islamique. C'est loin d'être idéal, mais c'est là le résultat du processus démocratique.

La mise en place de puissantes institutions nationales sert les intérêts d'un groupe, à savoir les chiites, au détriment des autres et entraîne inévitablement conflits et instabilité. La Maison-Blanche devrait se concentrer sur des accords politiques qui reflètent la réalité sur le terrain. Cela implique l'édification d'une confédération d'une grande souplesse, où chacune des communautés du pays serait autogérée et en mesure de se défendre. Or la rédaction de la Constitution contraint les communautés à s'attaquer à des questions difficiles à résoudre sur le plan idéologique : la religion, les droits des femmes, la propriété du pétrole, les armées locales.

On peut pourtant supposer que nombre de ces difficultés pourraient être résolues de façon pratique. Par exemple, le ministère du Pétrole irakien et le gouvernement kurde coopèrent actuellement dans le cadre de contrats pétroliers conclus par le Kurdistan, sans avoir à répondre au problème constitutionnel de la propriété des ressources. Sans pour autant prendre une décision constitutionnelle sur la religion, le Sud chiite peut appliquer la loi islamique, comme il le fait actuellement, tandis que le Kurdistan reste laïc.

La guerre a toujours des conséquences imprévues. Nous appliquons pour l'heure une stratégie qui ne mettra pas un terme à l'insurrection, tout en favorisant directement l'Iran.

Peter W. Galbraith

— COURRIER INTERNATIONAL N° 774

DU 1^{er} AU 7 SEPTEMBRE 2005 —

THEOCRATIE

A l'iranienne ?

Faire de l'Islam une source principale du droit, c'est faire triompher le clergé chiite au détriment de la démocratie, des femmes et des autres communautés irakiennes.

Après d'incessants efforts, voilà enfin le résultat : un Etat théocratique. Car le projet de Constitution dont a accouché la commission chargée de sa rédaction s'articule autour d'un élément essentiel, défini dans le préambule. Il prévoit que "l'Islam est une source principale du droit" et que "la législation ne doit pas entrer en contradiction

avec les enseignements de l'Islam". Certes, des passages entiers sont consacrés à l'affirmation des droits de l'homme, des libertés publiques et de la souveraineté populaire, mais tout cela ne doit pas faire illusion. Il suffit de comparer la Loi fondamentale provisoire actuellement en vigueur à ce projet de Constitution permanente. La première stipulait que la législation ne devait pas contredire "les principes de l'Islam communément admis, ni ceux de la démocratie et des droits de l'homme", alors que le projet de Constitution élimine l'expression "communément admis". Pourquoi ? Parce qu'elle implique qu'il doit y avoir consensus entre les deux branches de l'Islam, chiite et sunnite. Or le projet de Constitution consacre l'importance "du clergé religieux, de son rôle spirituel et de sa haute-valeur de symbole religieux sur le plan nation-

nal et musulman". Il est évident que le clergé dont il est question est celui de la "majorité chiite". Certains diront qu'il faut se féliciter que le projet ait l'obligance de faire référence à la démocratie. Quel progrès par rapport à un projet antérieur qui avait éliminé ce vocable ! Sauf qu'il s'agit d'un progrès piégé. Car cette démocratie sera subordonnée aux principes constitutionnels qui font de l'Irak un Etat islamique. L'affirmation de l'égalité entre les sexes se trouve, elle aussi, conditionnée par l'observance de ces mêmes principes. Ne nous laissons pas abuser par les affirmations ronflantes sur le respect des droits de l'homme, des libertés publiques et de la souveraineté populaire. Tout cela sera soumis aux interprétations des hommes de religion. Les futures règles du statut personnel non plus n'échapperont pas à la censure du clergé.

Zalmay Khalilzad [l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak] sautille de joie d'avoir accouché de ce bébé difforme, et George W. Bush et Condoleezza Rice exultent et se déclarent optimistes pour l'avenir de l'Irak. Mais les grands perdants, ce sont les principes démocratiques, la femme irakienne et les religions minoritaires. Mais, en réalité, c'est George Bush lui-même qui sera perdant puisqu'il sera

confronté aux doutes sur le bien-fondé de cette guerre et sur la faisabilité de son projet de "Grand Moyen-Orient" démocratique. L'Irak aurait-il été libéré d'une sanguinaire tyrannie nationaliste et raciste pour tomber sous le joug d'une tyrannie religieuse ? Quant au grand vainqueur, ce sera en premier lieu la théocratie à l'iranienne. On ne peut qu'être perplexe que des dirigeants kurdes aient

accepté ce projet de Constitution, alors qu'ils avaient toujours revendiqué la démocratie. Certes, le pouvoir central irakien n'a pas le bras assez long pour imposer son application dans le Kurdistan. Mais il n'y a aucune garantie pour que cela le reste dans l'avenir. **Aziz Al-Hajj, Elaph (extraits), Londres**

Pétrole et fédéralisme

Si l'Irak devient fédéral, les grandes compagnies pétrolières n'auront plus à traiter avec Bagdad, mais avec des gouvernorats sans expérience.

d'hui, deux années et demie après l'occupation du pays, l'industrie pétrolière irakienne ne parvient toujours pas à dépasser un niveau d'exportation de 1,6 million de barils par jour, provenant du Sud irakien, tandis que les exportations à partir du Nord sont complètement bloquées.

Al-Hayat a déjà publié des informations concernant des accords qui ont été signés ces dernières années entre les dirigeants kurdes et un certain nombre de compagnies pétrolières étrangères, en vue de lancer des opérations de prospection, de recherche et de production, sous forme de joint-ventures, sans avoir l'aval

de Bagdad ! Cela montre bien que la direction kurde a effectivement imposé son autorité dès la fin des années 1990 sur la gestion des ressources pétrolières du nord de l'Irak. Cette domination s'est poursuivie après la chute du régime de Saddam Hussein.

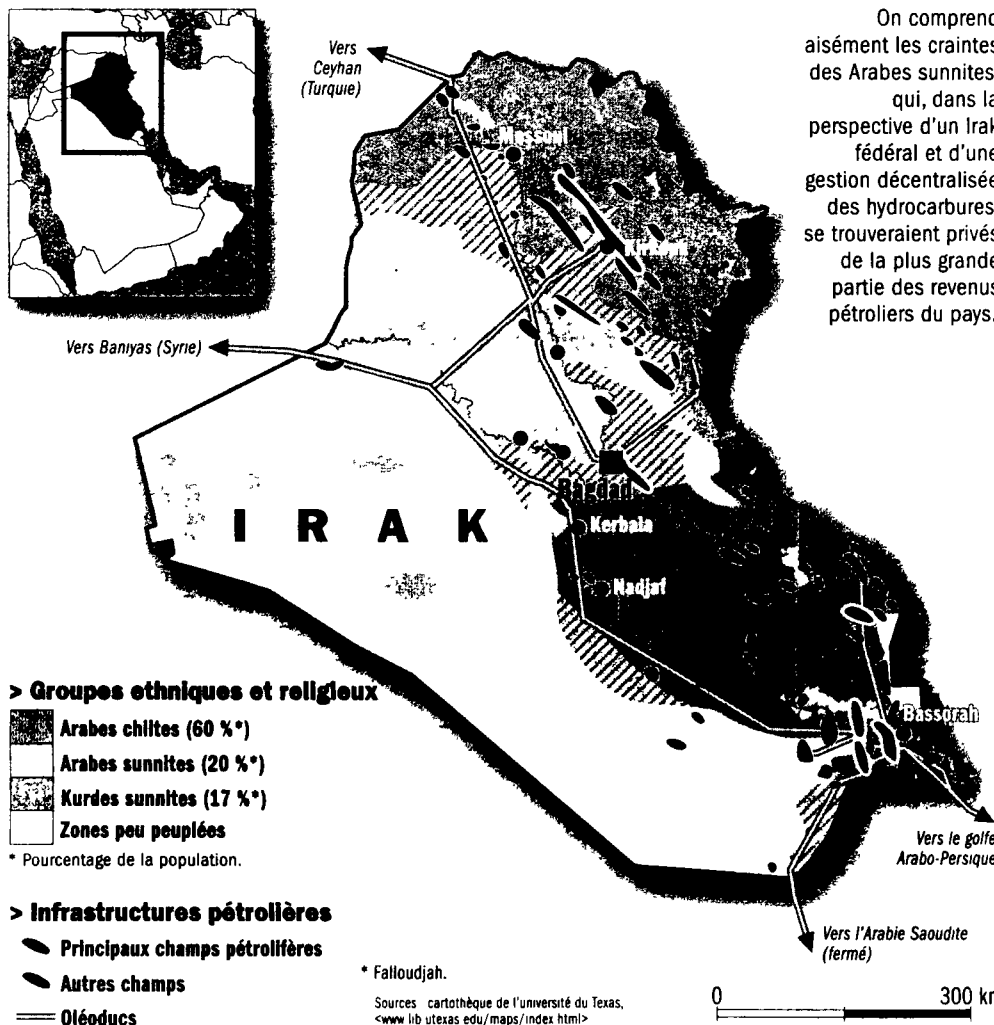
Dans un mémorandum américain du 17 septembre 1998, cosigné par les deux principaux mouvements kurdes et par le secrétariat d'Etat des Etats-Unis, il est explicitement mentionné que c'est le gouvernorat [et non le pouvoir central] qui est responsable des droits d'exploitation du pétrole et du gaz dans les terres mentionnées dans l'accord, et ce pour une durée de quarante ans. Si tel est le plan américain en la matière, comment une puissance pétrolière comme l'Irak peut-elle "livrer" son secteur pétrolier à des partenariats signés avec des compagnies fort peu connues ? De plus, répartir la manne pétrolière entre les régions irakiennes en remettant à plus tard le règlement des détails de la répartition des revenus semble une affaire assez grave pour l'unité du pays.

Dans les pays arabes pétroliers, les régions et les gouvernorats ne sont pas habilités à négocier avec des compagnies internationales. En Irak, on devrait bientôt voir des dirigeants de tribu ou d'ethnie négocier avec des multinationales ! On irait alors tout droit vers le chaos.

Randa Takieddine

AL-HAYAT (extraits)
Londres

Lorsque les forces américaines sont entrées en Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein, tout le monde pensait que les Etats-Unis voulaient contrôler la deuxième plus grande réserve de pétrole du monde. Aujourd'hui,



Le Courrier International

DU 1^{er} AU 7 SEPTEMBRE 2005



SÉPARATISME

Les Kurdes toujours méfiants

Les débats houleux sur la Constitution n'ont fait qu'accroître la peur des Kurdes de se voir une fois de plus sacrifiés. Le site *Kurdistan Observer* réclame ouvertement l'indépendance.

D'importantes divergences se sont fait jour entre Kurdes et Arabes irakiens, chiites et sunnites confondus, lors des négociations sur le projet de Constitution pour l'Irak : question de Kirkouk [revendiquée à la fois par les Kurdes, les Turkmènes et les Arabes], pouvoirs accordés aux régions fédérales, frontières du Kurdistan irakien, répartition des richesses pétrolières et autres ressources naturelles, rôle de l'islam, identité de la nation irakienne, etc. Autant de polémiques qui ont fait surgir de sérieux doutes et de graves interrogations quant à la pertinence de la participation des Kurdes à ce processus politique, face à des adversaires

manifestement animés de mauvaises intentions lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes cités. Le gouvernement irakien de l'Ibrahim Al-Jaafari, comme celui de son prédécesseur, Iyad Allaoui, use de manœuvres dilatoires envers les Kurdes sur des questions centrales, comme l'application de l'article 58 de la loi administrative de transition en Irak sur Kirkouk et d'autres régions du Kurdistan arabisées par Saddam Hussein [par des transferts de population]. Ils n'ont jusqu'ici proposé aucune avancée concrète ni manifesté la moindre bonne volonté en la matière. En revanche, certains actes du gouvernement de M. Al-Jaafari laissent penser qu'il existe un programme chiite occulte, notamment plusieurs voyages suspects effectués en secret par le Premier ministre et par de grandes figures du chiisme en Turquie et en Iran, deux ennemis jurés du fédéralisme souhaité par les Kurdes. De tels événements mettent en évidence une volonté de nier l'identité kurde de Kirkouk pour imposer l'identité arabe, autrement dit de poursuivre les politiques d'arabisation voulues par les régimes précédents, ce à quoi ni les Etats-Unis ni les autres pays de la région ne semblent avoir à redire.

La tournure politique actuelle suscite inquiétudes et déceptions chez les Kurdes irakiens et une question se fait de plus en plus pressante : est-il vraiment nécessaire de participer à un processus politique voué à l'échec, dans un pays qui n'a jamais manifesté le moindre respect pour les droits de l'homme et au sein d'une "nation" arabe dont aucun des 22 Etats [les membres de la Ligue arabe] n'a les attributs de la démocratie ?

Les Kurdes semblent condamnés à céder aux sirènes et aux fausses promesses que leur font tous les occupants du Kurdistan pour mieux les écraser sans ménagement. Pourtant, lors du référendum associé aux élections de janvier 2005, le peuple kurde a montré qu'il souhaitait, à une majorité écrasante (98 % contre 2 %), un Kurdistan indépendant. Voilà qui assigne aux leaders kurdes une mission sans équivoque : la sécession, et non plus l'intégration à un Etat répressif, intolérant et sous la coupe des Arabes. Reste que, à l'heure actuelle, les Américains n'ont qu'une idée en tête : se retirer de l'Irak. Et peu importe si cela doit passer par le mépris des droits des Kurdes ou par l'établissement d'un Etat islamique sur le modèle iranien.

Nazhad Khasraw Hawramani, *Kurdistan Observer*, Londres

CONSTITUTION

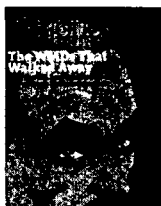
Des réserves sunnites persistantes

■ Les quatorze amendements apportés au texte de la Constitution qui devrait être soumis à référendum le 15 octobre ne satisfont visiblement pas les sunnites arabes en Irak. Selon le quotidien irakien *Al-Sabah*, le nouveau texte n'évoque plus le fédéralisme que pour le Kurdistan, laissant au Parlement le soin de décider si le Sud chiite peut aussi se constituer en Etat fédéré. Autre nuance sémantique, ce n'est plus le "parti Baas de Saddam" qui est banni, mais le "Baas de Saddam", permettant ainsi aux simples adhérents du parti (majoritairement sunnites) de ne pas être exclus de la vie politique. Par ailleurs, plusieurs membres du comité de rédaction appartenant aux différentes communautés et courants estiment que le texte final n'insiste pas assez sur la démocratie, les droits de l'homme et les droits de la femme. Plus explicite, le quotidien nationaliste pan-arabe *Al-Quds Al-Arabi* publie les cinq points litigieux qui empêchent les sunnites de souscrire à la dernière version du texte constitutionnel :

- La question du fédéralisme, que les sunnites veulent repousser à une date ultérieure.
 - L'identité de l'Irak : le texte parle du "peuple arabe d'Irak" comme partie de la nation arabe, alors que les sunnites réclament que l'Irak tout entier soit considéré comme partie de la nation arabe.
 - Les sunnites demandent que la répartition des richesses du pays soit faite par le pouvoir central.
 - Des réserves sur les lois régissant le statut personnel, qui, selon les sunnites, confirment le caractère confessionnel du régime proposé.
 - Alors que le texte déclare irakienne toute personne née de père ou de mère irakiens, les sunnites demandent que les deux parents soient irakiens.
- Selon un récent sondage, 88 % des Irakiens se disent prêts à participer au prochain référendum ; 42 % demandent que l'islam soit une source principale de la loi et 24 % qu'il en soit l'unique source ; et 13 % approuvent l'idée qu'aucune loi ne soit en contradiction avec les principes de l'islam.

NUCLÉAIRE

On a perdu les savants de Saddam



▲ La couverture du bimensuel américain *Mother Jones*.

■ Dans les années 1980 et au début des années 1990, environ deux cents scientifiques ont participé au programme nucléaire irakien. Seuls trois d'entre eux sont aujourd'hui localisés. "Personne ne sait combien de scientifiques ont été attirés en Iran, en Syrie ou au-delà. Personne ne sait parce que personne ne s'en préoccupe, constate *Mother Jones*. Entre les scientifiques au chômage et la disparition de grandes quantités de matériel sur les anciens sites de recherche et de stockage d'armements, l'Irak a tout du scénario catastrophe." "Avant l'invasion, l'Irak n'avait pas de programme d'armes de destruction massive. Maintenant, nous avons un aimant qui attire les djihadistes étrangers vers un endroit où l'expertise en armes de destruction massive est soudainement non protégée. On croit rêver", se lamen-

te un ancien de la CIA cité par le bimensuel américain. "Les scientifiques irakiens ont de bonnes raisons de craindre de proposer leur coopération aux Américains", remarque *Mother Jones*, en expliquant que l'un d'entre eux a passé plus de deux années en prison et qu'un autre est mort entre les mains de ses geôliers américains. Un troisième, Mahdi Obeidi, n'a dû son salut après la guerre qu'à l'intervention de la CIA auprès de l'armée, alors que les services secrets avaient mis plus d'un mois à répondre à ses offres de service. Pour ne rien arranger, le Pentagone a refusé en 2003 de débloquer les 20 millions de dollars promis par le département d'Etat pour inciter les scientifiques irakiens à ne pas vendre leur savoir à d'autres puissances. "Si le gouvernement avait sérieusement voulu neutraliser les programmes d'armement de Saddam Hussein, l'armée aurait sécurisé les sites et cherché les savants. C'est vous dire si la guerre n'avait rien à voir avec les armes de destruction massive", conclut l'ancien de la CIA Robert Baer.

Monsieur Bremer, qu'avez-vous fait de l'argent des Irakiens ?

De mai 2003 à juin 2004, sous l'ancien administrateur civil américain, 20 milliards de dollars tirés des caisses de Bagdad ont été dépensés sans aucun contrôle.

THE GUARDIAN (extraits)

Londres

Lorsque Paul Bremer, l'ancien proconsul américain à Bagdad, est arrivé en Irak, en mai 2003, il restait 6 milliards de dollars du programme Pétrole contre nourriture des Nations unies, ainsi que des avoirs saisis et gelés, et au moins 10 milliards de dollars générés par la reprise des exportations pétrolières. En vertu de la résolution 1 483 du Conseil de sécurité, votée le 22 mai 2003, tous ces fonds ont été transférés sur un nouveau compte ouvert auprès de la Réserve fédérale de New York, intitulé le Fonds de développement pour l'Irak (FDI). Ils étaient destinés aux dépenses de l'Autorité provisoire de la coalition (APC) *"dans la transparence [...] au profit du peuple irakien"*.

Le Congrès américain a également décidé de consacrer 18,4 milliards de dollars de l'argent des contribuables américains à la reconstruction de l'Irak. Mais, au 28 juin 2004, lorsque M. Bremer a quitté Bagdad, son APC avait déjà dépensé 20 milliards de dollars de l'argent irakien, contre 300 millions de dollars de fonds américains. La "reconstruction" de l'Irak représente le plus important programme d'occupation mené sous la houlette des Américains depuis le plan Marshall – mais, dans ce dernier cas, c'est le gouvernement américain qui payait. Paul Bremer et le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld, ont veillé à ce que la reconstruction de l'Irak soit financée par le pays "libéré", c'est-à-dire par les Irakiens eux-mêmes.

DES CAMIONS ENTIERS DE BILLETS VERTS ONT DISPARU

L'APC disposait de près de 600 millions de dollars en espèces, dont il ne reste aucune trace écrite : sur cette somme, 200 millions de dollars étaient conservés dans une pièce de l'un des palais de Saddam Hussein. Le soldat américain qui en avait la garde mettait la clé dans son sac à dos, qu'il laissait sur son bureau quand il partait déjeuner. Il s'agit ici aussi d'argent irakien, et non américain.

Les *"irrégularités financières"* décrites dans les rapports d'audit effectués par des agences fédé-

rales américaines et par des auditeurs travaillant pour la communauté internationale donnent un aperçu de la mentalité et des méthodes des autorités d'occupation américaines. Elles distribuaient des camions entiers de billets verts pour lesquels ni elles ni les bénéficiaires n'estimaient devoir rendre des comptes. Jusqu'à présent, les auditeurs ont relevé une centaine de contrats portant sur des milliards de dollars payés à des entreprises et à des employés américains, susceptibles de faire l'objet de poursuites judiciaires. Ils se sont également aperçus que 8,8 milliards de dollars ayant transité dans les nouveaux ministères irakiens durant l'administration de M. Bremer ont disparu, sans grand espoir d'être retrouvés un jour. Par ailleurs, 3,4 milliards de dollars alloués par le Congrès au développement de l'Irak ont servi au financement de la "sécurité".

Alors que M. Bremer était censé gérer les fonds irakiens dans la transparence, ce n'est qu'en octobre 2003, six mois après la chute de Saddam Hussein, qu'a été mis en place un contrôle financier international des dépenses de l'APC au travers du Conseil international consultatif et de contrôle (CICC), qui comprend des représentants des Nations unies, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et du Fonds arabe pour le développement économique et social. Le CICC a d'abord passé des mois à tenter de trouver des auditeurs acceptables aux yeux des Etats-Unis. Le bureau du cabinet d'audit KPMG à Bahreïn a finalement été nommé en avril 2004. Il n'a pas eu la tâche facile. *"Nous nous sommes heurtés à la résistance du personnel de l'APC lorsque nous avons voulu obtenir les informations nécessaires"*, écrivent les auditeurs de KPMG dans un rapport d'étape. Ils ont eu un entretien au ministère des Finances irakien, mais les rencontres prévues dans tous les autres ministères n'ont cessé d'être reportées. Les auditeurs ont même eu du mal à obtenir des laissez-passer pour pénétrer dans la Zone verte [où se trouvent les autorités américaines et irakiennes].

Les Américains avaient apparemment une bonne raison de leur mettre des bâtons dans les roues. L'APC devait être dissoute fin juin 2004. Il était hors de question pour le gouvernement Bush de laisser des auditeurs indépendants publier un rapport sur la gestion financière de son administration irakienne alors que l'APC existait toujours et qu'à sa tête Paul Bremer devait répondre de son action devant la presse. Le rapport n'a donc été publié qu'en juillet.

Les auditeurs ont découvert que l'APC ne tenait pas de comptes pour les centaines de millions de dollars en espèces gardés dans ses coffres, qu'elle avait accordé sans appels d'offres des mil-

liards de dollars de contrats à des entreprises américaines et qu'elle ne savait absolument pas ce qu'était devenu l'argent du Fonds de développement pour l'Irak dépensé par les ministères du gouvernement provisoire irakien.

Cette opacité a donné lieu à des accusations de corruption. Un administrateur d'hôpital irakien m'a raconté que, à la signature d'un contrat, l'officier américain représentant l'APC avait barré le prix original pour le remplacer par le double. L'Irakien protestant, le militaire américain lui expliqua que la différence (plus de 1 million de dollars) servirait à sa retraite. Et, lorsque les membres du Conseil de gouvernement ont demandé à Bremer pourquoi un contrat pour la remise en état de la cimenterie de Samah coûtait 60 millions de dollars au lieu des 20 millions de dollars convenus, le représentant américain leur aurait répondu qu'ils devaient être reconnaissants d'avoir été délivrés de Saddam Hussein par la coalition.

LES TRAVAUX ÉTAIENT FICTIFS, MAIS LES PAIEMENTS BIEN RÉELS

Des preuves supplémentaires ont été apportées par une série d'audits et de rapports effectués par le propre bureau de l'inspecteur général de l'APC (CPAIG), créé en janvier 2004 et responsable devant le Congrès. Selon son rapport, publié en juillet 2004, les responsables des contrats à l'APC et dans les ministères irakiens *"ne s'assuraient pas que [...] les dossiers des contrats comportent tous les documents requis, qu'un prix juste et raisonnable soit payé pour les services rendus, que les entreprises soient en mesure de respecter les délais de livraison ou qu'elles soient payées en conformité avec les clauses du contrat"*.

Les vols étaient monnaie courante. Des millions de dollars en espèces ont disparu de la Banque centrale irakienne. Nul ne sait ce que sont devenus certains biens saisis par l'APC, pour un montant de 11 à 26 millions de dollars. Des entreprises ont reçu des millions de dollars pour un travail fictif. Ainsi, sur un contrat de réparation d'oléoducs, 3 379 505 dollars ont été payés pour *"une main-d'œuvre qui ne se trouvait pas sur le terrain"*.

La plupart des 69 enquêtes lancées par le CPAIG concernent des cas présumés de vol, de fraude, de gaspillage, d'agression et d'extorsion de fonds. L'instance a également examiné *"un certain nombre d'affaires qui, en raison de leur caractère sensible, ne sont pas consignées dans ce rapport"*. L'une d'elles serait liée aux 19 milliards de nouveaux dinars irakiens retrouvés à bord d'un avion envoyé au Liban sur ordre du ministre de l'Intérieur irakien nommé par

les Américains. Parallèlement, le CICC a découvert que certaines exportations de pétrole n'avaient pas été enregistrées.

Officiellement, l'Irak a exporté 10 milliards de dollars de pétrole la première année de l'occupation américaine. A en croire l'ONG Christian Aid, 4 milliards de dollars supplémentaires ont été exportés officieusement. Dans ce cas, ces recettes auraient constitué une caisse noire dans laquelle les Américains et leurs alliés irakiens auraient puisé en toute impunité pour couvrir des dépenses qu'ils préféraient garder secrètes – notamment les coûts de l'occupation, qui augmentent bien au-delà de ce que le gouvernement Bush pouvait admettre.

Dans les semaines qui ont précédé le départ de Bremer, l'APC a octroyé plus de 3 milliards de dollars de nouveaux contrats à payer sur des fonds irakiens et gérés par l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad [installée après le départ de Bremer]. L'inspecteur général de l'APC, aujourd'hui appelé inspecteur général spécial pour la reconstruction en Irak (SIGIR), vient de publier un rapport d'audit sur la manière dont l'ambassade a exécuté cette mission. Les auditeurs ont épluché 225 contrats d'un montant total de 327 millions de dollars. "Les états financiers [...] ont sous-estimé les paiements à hauteur de 108 255 876 dollars" et "surestimé les engagements à payer à hauteur de 119 361 286 dollars". Les auditeurs ont également passé au crible les documents relatifs à 300 autres contrats, d'une valeur totale de 332,9 millions de dollars. "Sur 198 dossiers examinés, 154 ne contenaient aucune preuve que les biens et services aient été reçus, 169 ne comportaient pas de factures et 14 ne gardaient aucune trace de paiement."

Mais il n'y a pas que les Américains. En janvier dernier, le SIGIR a publié un rapport relevant en détail les fraudes, la corruption et les gaspillages au sein du gouvernement provisoire

irakien lorsque M. Bremer était en poste. Les auteurs du rapport ont découvert qu'il était impossible de savoir exactement où sont passés 8,8 milliards de dollars, soit l'ensemble des dépenses du gouvernement provisoire d'octobre 2003 à juin 2004. L'organe irakien chargé du contrôle budgétaire ne comptait à un moment donné que six personnes inexpérimentées. Les nouveaux ministres et leurs hauts fonctionnaires étaient libres de distribuer des centaines de millions de dollars en espèces comme bon leur semblait, sous le regard de leurs "conseillers" américains. Un ministère a conclu des contrats d'une valeur totale de 430 millions de dollars sans que les conseillers de l'APC aient vu les documents correspondants. Un autre a prétendu payer 8 206 gardes, alors qu'on n'en trouvait que 602.

LES MINISTRES IRAKIENS DÉPENSAIENT SANS COMPTER

"Il est surprenant que le bureau de l'inspecteur général ait pu produire un rapport, même provisoire, comportant autant d'erreurs et d'idées fausses, s'insurge Bremer. A la libération, l'économie irakienne était complètement anéantie. La priorité absolue pour l'APC était de la remettre sur les rails." Le SIGIR a répondu en publiant un autre rapport d'audit en avril dernier, après avoir enquêté sur la gestion par l'APC des paiements en liquide avec des fonds irakiens dans une région précise, celle de Hillah. "Nous avons relevé des défaillances dans le contrôle des liquidités [...] d'une ampleur telle qu'elles ont immédiatement attiré notre attention." Selon les auditeurs, les services de l'APC à Bagdad "n'avaient pas le contrôle total d'environ 119,9 millions de dollars, ni ne pouvaient expliquer leur destination", et les agents sur le terrain "ne peuvent donner d'explication ou de justification satisfaisantes pour plus de 96,6 millions de dollars en espèces ou en reçus". Ces agents

étaient pour la plupart des Américains qui se trouvaient en Irak pour un contrat de courte durée. Les comptes présentés par l'un d'eux étaient "surestimés à hauteur de 2 825 755 dollars et l'erreur est passée inaperçue". Un autre s'est vu remettre 25 millions de dollars en liquide, une somme pour laquelle les services de Bremer "ont reconnu ne posséder aucun justificatif". Sur les plus de 23 millions de dollars accordés à un autre agent, on n'a retrouvé de trace écrite que pour 6 306 836 dollars versés à des sous-traitants. De nombreux agents américains n'ont soumis leurs comptes que quelques heures avant de se rendre à l'aéroport. Deux d'entre eux ont quitté l'Irak sans fournir de justification pour 750 000 dollars chacun. Le siège de l'APC a validé les comptes de plusieurs agents, entre 250 000 et 12 millions de dollars, qui ne comportaient aucun reçu. L'un d'eux avait effectivement fourni les reçus et s'était entendu réclamer 1 878 870 dollars manquants. Il s'est présenté trois jours plus tard avec le montant exact. Ce qui a poussé les auditeurs à dire qu'"il est permis de penser que l'agent avait une réserve d'argent liquide".

Alors, où est passé l'argent ? On n'en voit pas trace à Hillah. Ecoles, hôpitaux, infrastructures de distribution d'eau et d'électricité, tous censés avoir bénéficié de ces fonds, sont en ruine. La conclusion inévitable est que de nombreux agents américains chargés des paiements ont personnellement empoché de grosses sommes et se sont frauduleusement entendus avec leurs interlocuteurs irakiens.

Ed Harriman

RECONSTRUCTION

Le terrain de jeux des multinationales américaines

■ La grande question est : quelles sont les vraies raisons – pas les prétextes, ni les raisons fallacieuses comme la défense de la liberté et la démocratie – qui ont motivé l'invasion et l'occupation de l'Irak par le gouvernement Bush ?

Il y a un an, je suis allée en Irak et je me suis efforcée de répondre à cette question. Le meilleur moyen consistait, selon moi, à chercher les bulldozers et les engins de construction. J'étais là-bas pour enquêter sur la prétendue reconstruction. J'ai été frappée par l'absence d'engins : ni grues ni bulldozers dans le centre de Bagdad. Moi qui m'attendais à voir la reconstruction à l'œuvre à chaque coin de rue !

Des bulldozers, j'en ai vu sur les bases militaires. Dans la Zone verte [le quartier hyperprotégé des autorités américaines et ira-

kiennes] aussi, où l'on construisait à tout va, depuis le siège de Bechtel [géant américain de la construction] jusqu'à la nouvelle ambassade des Etats-Unis. Il y avait aussi beaucoup de travaux dans toutes les bases militaires américaines. Mais, dans les rues de Bagdad, rien n'a été fait autour des anciens bâtiments des ministères. On n'avait même pas déblayé les gravats.

La seule grue que j'aie vue était ornée d'un panneau publicitaire. C'est l'un des contrastes saisissants qu'offre Bagdad : dans une vieille ville en ruine, de splendides panneaux flambant neufs font l'éloge de la mondialisation. Ces pancartes disent aux Irakiens : "Tout ce que vous étiez avant ne mérite pas d'être reconstruit. Nous allons vous importer un tout nouveau pays." Les Irakiens n'ont pas leur place dans ce

processus. Seuls interviennent des groupes étrangers chargés de moderniser le pays. Les ingénieurs diplômés irakiens, qui ont naguère construit les réseaux électrique et téléphonique, n'ont pas leur place dans ce processus.

Pour connaître les objectifs de cette guerre, il suffit de se rappeler la première chose qu'a faite [l'administrateur civil américain] Paul Bremer à son arrivée en Irak. Il a mis au chômage 500 000 personnes, parmi lesquelles 400 000 soldats, avant de déchirer la Constitution irakienne et de rédiger une série de lois économiques considérées par *The Economist* comme autant de "cadeaux aux investisseurs étrangers". C'est bien simple : l'Irak est devenu le laboratoire des politiques libérales les plus extrémistes dont rêvent à Washington

l'American Enterprise Institute et le Cato Institute [deux laboratoires d'idées conservateurs], sans pouvoir les mettre en place rapidement aux Etats-Unis. Contentons-nous donc d'observer la politique et les actes du gouvernement Bush.

Il suffit de constater qu'ils ont construit des bases militaires permanentes sans reconstruire l'Irak. Leur première initiative a consisté à protéger le ministère du Pétrole et à laisser brûler le reste du pays. "Ce sont des choses qui arrivent", a simplement réagi

le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld. Ils ont regardé l'Irak en proie aux flammes avec une joie apocalyptique. Ils l'ont laissé sombrer, pour n'avoir plus qu'un espace vide qu'ils allaient pouvoir modeler à leur image.

Naomi Klein, *In These Times*, Chicago
(Extraits d'une conférence prononcée à Washington en mars 2005)

RISQUES

Pas de paix sans les sunnites

Même minoritaires, les sunnites sont capables de torpiller la construction du nouvel Irak. Washington l'a bien compris et essaie d'être leur avocat auprès des Kurdes et des chiïtes.

En Irak, les sunnites s'opposent au fédéralisme pour une raison simple : une fois les ressources de l'Irak attribuées selon une répartition fédérale favorisant les chiïtes et les Kurdes, il ne leur restera que les miettes ! De plus, fidèles à leur nationalisme, ils n'accepteront pas que l'Irak soit livré à des chiïtes ayant pactisé avec l'Iran ou à des Kurdes impatientes de se constituer une patrie qui leur soit propre. Lors d'une rencontre durant laquelle ils jouaient les intermédiaires entre la résistance irakienne et des officiers américains, des sunnites ont déclaré à ces derniers qu'ils étaient disposés à coopérer avec les forces de la coalition et étaient même prêts à accepter des bases militaires américaines en Irak. Les deux seules conditions posées étaient que les Etats-Unis n'accordent pas aux chiïtes le pouvoir absolu et qu'ils ne fassent pas de l'Irak une fédération, ce qui déclencherait une terrible guerre civile. Il y a bien sûr, parmi les sunnites, ceux qui refusent l'idée d'une guerre civile

ouverte et pensent pouvoir enrayer le projet de Constitution lors du référendum qui doit avoir lieu dans deux mois. Selon eux, une majorité de refus se dégagerait dans les gouvernorats d'Al-Anbar, d'Al-Taamim et de Salah-Eddine [or il suffit du refus de trois gouvernorats pour que le texte soit rejeté]. Les Kurdes et les chiïtes, eux, considèrent qu'en raison de leurs divisions les sunnites ne pourront s'assurer du



▲ Dessin de Hassan Bleibel, Liban.

nombre de voix suffisantes dans ces gouvernorats pour faire rejeter la Constitution. La menace d'une guerre civile n'aurait plus alors aucune chance de se concrétiser. Dès lors, les sunnites, qui ont commis l'erreur de boycotter les élections de janvier 2005, feraient mieux de se préparer aux élections de décembre 2005 pour y gagner en représentativité.

Pourtant, il n'est pas dans l'intérêt des chiïtes ni des Kurdes d'exclure les sunnites. Les Etats-Unis en sont bien conscients, qui d'ailleurs parlent en leur nom. Washington pense en effet que l'engagement des dirigeants sunnites en faveur de la Constitution pourrait ramener le calme en dissipant les appréhensions de la résistance sunnite et en réfutant les justifications des djihadistes qui accourent se battre en Irak... Mais, si les deux blocs dominants du pays [Kurdes et chiïtes] écartent les sunnites, tous les espoirs américains s'écroulent ! C'est ce qui explique que l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, Zalmay Khalilzad, ait récemment déclaré que son pays était prêt à accepter l'idée d'un Etat islamique en Irak, ce qui devrait satisfaire les chiïtes et les pousser à trouver un accord avec les sunnites. Mais, si Washington se laissait convaincre de sacrifier ou d'exclure les sunnites, la réaction de ces derniers viendrait pulvériser les espoirs pour le Moyen-Orient que les Américains ont fondés sur la réussite de l'essai démocratique irakien. Si l'on ne donne pas satisfaction aux sunnites à travers la Constitution et que l'on se contente de les menacer, les réalisations américaines en Irak ne dureront pas.

Hoda Al-Husseiny, *Asharq Al-Awsat*, Londres

Le clergé a pris la place de la nation

AL-MADA
Bagdad

Pendant que le monde arabe s'occupe de ses bombes, l'Irak n'a qu'une seule obsession : la Constitution. Les citoyens pianotent sur Internet, dévorent la presse écrite, regardent la télévision et décodent chaque mot proposé. Jamais la sémantique appliquée n'avait provoqué un débat de cette ampleur ! Le point qui pose le plus problème, c'est la définition des rapports entre l'Etat et la religion, ou plus précisément la question de savoir si l'islam doit être la seule source du droit, ou simplement l'une de ses sources.

C'est là un des principaux problèmes auxquels les pays de notre région font face, aussi bien dans le domaine de la pensée que dans celui du politique, et cela depuis la montée de l'islamisme dans les années 1970. Les Consti-

tutions des pays arabo-musulmans comportent un article mentionnant que l'islam est "religion d'Etat" comme s'il s'agissait d'une évidence, alors que la plupart des Etats du monde (précisément 140) ne font aucune référence à la religion dans leur loi fondamentale. Quant aux Constitutions irakiennes, depuis la première, en 1925, elles n'ont jamais fait allusion à la source de la législation, la seule semi-exception étant la Constitution de la Seconde République, sous Abdel Salam Aref, en 1964, dont le troisième article mentionnait que "l'islam est la religion de l'Etat et la base essentielle de sa Constitution". Comme on le sait, cette république fit savoir au peuple irakien qu'il vivait dans un pays démocratique (sans élections) et socialiste (sous gouvernement militaire).

Il me semble que l'insistance des représentants de l'islamisme conservateur à obtenir que

l'islam et la charia soient les seules sources du droit, selon le principe que "seul Dieu a droit de dire le droit", peut parfaitement être mise en parallèle avec l'insistance des militaires à qualifier leurs républiques-prisons de "socialistes" et de "populaires" : il s'agit de prétentions purement idéologiques.

La signification de la formule disant que "l'islam est la source de toute législation" varie en réalité tout autant que ce que l'on place derrière le terme "charia". Les interprétations sont multiples, au sein même de la jurisprudence islamique, le *fiqh* - qu'il s'agisse de la jurisprudence politique, des rites religieux ou des relations sociales. Cette pluralité d'interprétations, qui s'est développée au fil de l'histoire de la civilisation arabo-musulmane, est fort utile dans une perspective d'enrichissement et de développement de la pensée. Mais elle pour-

rait aussi se révéler parfaitement destructrice si une seule interprétation s'arrogeait le droit de monopoliser la vérité ; or la domination monopolistique de cette pensée est actuellement une réalité qui crève les yeux.

Cet appel des conservateurs à imposer l'islam ou la charia, comme source unique de la loi en Irak invite plus ou moins implicitement à donner aux seuls hommes de religion le droit de dire ce qu'est l'islam, à désigner une catégorie sociale composée de quelques milliers de personnes comme seule habitée à penser pour des millions d'autres. Le clergé prendrait la place de la nation. Or la religion n'est pas un simple système de croyances et de règles. C'est aussi une institution, dirigée par des hommes, mortels et faillibles, qui comme les autres ont leurs ambitions et leurs intérêts. Un simple regard posé sur la classe des hommes de religion nous montre qu'elle est, comme tout le reste de la société, bariolée selon leurs appartenances tribales, régionales, ethniques, et sociales. Leurs origines sociales influent sur leurs affiliations dogmatiques et idéologiques, et ils ne sont aucunement au-dessus des passions humaines.

Les efforts visant à islamiser la Constitution se déroulent parallèlement à l'activisme de la base cherchant à islamiser la société : obligation du port du voile islamique (la femme est toujours la première en ligne de mire), séparation des sexes, interdiction de se serrer les mains entre hommes et femmes, fermeture des cinémas, interdiction de la musique, fermeture des salons de coiffure pour femmes, imposition d'une coupe unique pour les hommes, assassinat de dizaines de coiffeurs à Bagdad et dans les environs. On peut ainsi résumer l'islamisation politique à la confiscation par le clergé et les islamistes du pouvoir exécutif et législatif, comme on peut résumer l'islamisation sociale à une violation de l'espace privé de l'individu et à l'imposition de nouveaux systèmes de valeurs, incluant la façon de se vêtir, de manger et de boire, etc.

Les islamistes n'ont pas d'autre programme. Ce courant conservateur rallie des ruraux, victimes de l'exode, qui jouissent en jetant des pierres sur les filles dévoilées de la ville, sont prêts à se jeter à coups de hache sur les étudiantes des universités ou à tirer des coups de feu contre les instituts de beauté. Le courant conservateur est donc une large alliance, qui déborde du monde des religieux et des leaders traditionnels pour attirer nombre de candidats à l'ascension sociale. Mais quand un tel phénomène se produit dans un Etat qui est une mosaïque de confessions et de religions, on a là la recette idéale du désastre.

C'est pour cela qu'il faut :

- reconnaître l'islam comme une des sources du droit, et je répète l'islam et non la charia ;
- exiger un article disant qu'aucune législation ne peut aller à l'encontre de la démocratie et des droits de l'homme ;
- refuser tout article consacrant une place particulière au clergé sous prétexte de le protéger des interventions de l'Etat : aujourd'hui, c'est plutôt l'Etat qui a besoin d'être protégé des divers clergés.

Faleh Abd Al-Jabbar

Moqtada Al-Sadr en leader nationaliste

L'imam chiite radical mise sur un discours nationaliste et religieux pour fédérer chiites et sunnites autour de lui.

THE NEW REPUBLIC

Washington

Des gens meurent tous les jours en Irak, mais, le 25 août, un homme est resuscité. L'imam chiite radical Moqtada Al-Sadr, que les autorités américaines disaient politiquement isolé, a publié une sorte de déclaration d'intention. Quand ses hommes ont tenté de rouvrir

son bureau dans la ville sainte de Nadjaf, la brigade Badr, qui relève d'une formation chiite rivale au sein de l'Alliance unifiée irakienne, les en a empêchés. De Nadjaf, les affrontements entre l'armée du Mahdi [la milice d'Al-Sadr] et la brigade Badr se sont vite étendus à d'autres villes, dont Bagdad, qui était déjà en proie à la plus forte vague d'attentats sunnites depuis la dernière offensive gouvernementale. Le Premier ministre irakien, Ibrahim Al-Jaafari, a lancé un appel au calme sur la chaîne de télévision nationale, mais c'est sur l'ordre d'Al-Sadr que les violences ont pris fin. L'imam avait obtenu ce qu'il voulait : la détresse d'Al-Jaafari était apparue sur tous les écrans du pays.

Les autorités américaines présentaient la discrétion d'Al-Sadr depuis les affrontements d'août 2004 comme le signe de leur victoire sur les insurgés et des progrès du processus politique. En fait, il attendait son heure, entretenant des liens avec les extrémistes sunnites et se préparant à prendre le pouvoir à la première erreur des dirigeants chiites. Maintenant que le clergé de Nadjaf soutient une Constitution vouée à faire de l'insurrection sunnite une révolte à part entière, cette heure semble arrivée.

Qu'Al-Sadr soit un personnage fédérateur en dit long sur le sectarisme stérile qui a embrasé l'Irak. A la différence de religieux comme Jalaeddin Saghri, qui méprisent les sunnites et préconisent de dures représailles à leur rencontre, Al-Sadr a adopté la cause anti-américaine de ces derniers. Son charisme auprès de millions de chiites défavorisés tient au moins autant à sa ferveur nationaliste qu'à sa sensi-

bilité politico-religieuse. Il s'en est servi pour se présenter aux sunnites comme le porte-parole d'un chiisme authentiquement irakien et se démarquer ainsi des dirigeants du mouvement qui ont passé leur exil en Iran.

Depuis l'élection de l'Assemblée nationale, en janvier dernier, le nom d'Al-Sadr figure sur toutes les déclarations importantes publiées par l'Association des érudits musulmans, un groupe lié aux insurgés sunnites. Plus important encore, il a violemment dénoncé le fédéralisme des dirigeants politiques chiites, prenant même la tête de manifestations présentant cette position comme un moyen de diviser les Irakiens - ce qui correspond exactement au discours sunnite. Le ciment de sa coalition chiite-sunnite est bien évidemment la présence des 138 000 soldats amé-

ricains dans le pays, comme il le laisse entendre dans son appel au calme. *"Je demande instamment aux fidèles de ne pas s'en prendre à d'innocents civils et de ne pas tomber dans le piège des Américains, qui cherchent à nous diviser."*

Mais ce plaidoyer antifédéraliste a un autre but. Que la Constitution soit adoptée ou non en octobre prochain, Al-Sadr pourra dire aux chiites que leurs malheurs - l'aggravation de l'insurrection dans le premier cas, le non-respect des promesses des dirigeants chiites dans le second - auraient pu être évités s'ils avaient écouté ses appels à l'unité. Al-Sadr recourt en somme à un puissant



▲ Moqtada Al-Sadr. Dessin de Perez d'Ehas paru dans ABC, Madrid.

mélange de nationalisme et d'anti-américanisme pour détrôner l'Alliance unifiée irakienne et le clergé de Nadjaf qui la soutient.

Il a également durci le ton contre ses adversaires chiites en rappelant leur incapacité à répondre aux besoins les plus élémentaires des Irakiens, tels que l'accès aux soins et la fourniture en eau potable et en électricité. Sa critique est de plus en plus systématique : non seulement les dirigeants chiites sont à la solde des Américains et cherchent à diviser les musulmans, mais ils ne parviennent même pas à fournir l'énergie nécessaire pour faire fonctionner les climatiseurs.

En mars 2004, la décision américaine de fermer son journal a déclenché la première flambée de violence. La Constitution kurdo-chiite pourrait lui fournir l'occasion qu'il attendait pour lancer la prochaine offensive. Et, cette fois-ci, il pourrait s'avérer plus difficile de la maîtriser.

Spencer Ackerman

ANTIAMÉRICANISME ET THÉORIE DU COMLOT

Istanbul parano

2007 : les Etats-Unis envahissent la Turquie, avant de la dépecer et de la christianiser. Telle est la trame de *Metal Firtina*, un thriller qui bat tous les records de vente à Ankara depuis sa parution, fin 2004.



FOREIGN POLICY

Washington

Il est rare qu'une œuvre littéraire turque fasse parler d'elle dans des médias aussi différents que la chaîne qatarienne *Al-Jazira*, le quotidien américain *The Christian Science Monitor* et le journal israélien *Ha'aretz*. Orkun Uçar, écrivain de science-fiction, et Burak Turna, ancien journaliste, ont donc dû être surpris de voir que leur roman, *Metal Firtina** [Tempête de métal], était devenu un phénomène international. Publié à l'origine sur Internet, le roman s'est vendu à 400 000 exemplaires depuis sa parution sous forme de livre, à la mi-décembre 2004.

Le roman raconte une histoire relativement classique de guerre, de conspiration et de trahison, de patriotisme et de collaboration. Comme toujours, il y a des bons et des méchants. Ce qui est moins habituel, ce sont les adversaires en présence : les gentils (les Turcs) livrent un combat désespéré pour repousser l'invasion d'un empire du mal (les Etats-Unis). Dans un futur pas si lointain – 2007 –, l'armée américaine attaque par surprise les troupes turques stationnées à la frontière nord de l'Irak. Cette opération marque le coup d'envoi d'une invasion de la Turquie par les Etats-Unis, avec à la clé le bombardement de la capitale, Ankara. Depuis le QG du commandement Centre des Etats-Unis, en Floride, le président George W. Bush supervise cette campagne, baptisée "opération Sèvres". Ce nom de code fait référence au traité de Sèvres, signé à la fin de la Première Guerre mondiale par un Empire ottoman à bout de souffle. Le traité – qui envisageait un dépeçage de l'Empire et un morcellement de l'Anatolie – n'est jamais entré en vigueur, mais il continue d'éveiller de profondes craintes chez beaucoup de Turcs.

Qu'est-ce qui peut bien motiver une invasion américaine ? Les Etats-Unis, apprend-on, convoitent les riches gisements d'uranium, de thorium et de bore du pays. Mais les auteurs laissent leur héros, l'agent double turc Gokhan Birdag, expliquer les véritables raisons de la guerre, telles qu'il les lit dans un dossier secret subtilisé à un espion américain : "Après une attaque foudroyante, l'Ana-

■ **Réclive**

Le succès de *Metal Firtina* a été tel que la suite de cette fiction politique est depuis début août dans les librairies turques. Le lecteur a même le choix entre deux versions de *Metal Firtina 2*,

chacun des deux auteurs du premier roman ayant écrit une suite de son côté. Burak Turna publie, toujours chez Timas, *Metal Firtina 2 : Kurtulus* (Tempête de métal 2 – Libération) et Orkun Uçar *Metal*

Firtina 2 : Kayıp Naas (Tempête de métal 2 – La dépouille perdue) chez un éditeur concurrent. Outre des raisons commerciales, la publication quasi simultanée de deux livres s'explique aussi par des dissensions

idéologiques entre les auteurs. Orkun Uçar considère que la Turquie peut rester un allié des Etats-Unis, tandis que Burak Turna souhaite qu'elle se rapproche de l'Orient.

tolie sera rapidement présentée comme une terre chrétienne devant être sauvée des 'barbares' turcs, et l'armée américaine sera l'héroïne d'une croisade tardive." Oubliés, les cinquante-trois ans de coopération stratégique entre la Turquie et les Etats-Unis.

Au-delà de sa trame provocatrice, *Metal Firtina* brosse un portrait mordant de la société turque. Lorsque Istanbul est attaquée, l'élite urbaine aisée craint de devoir renoncer à son luxueux train de vie. Les services de sécurité turcs y voient l'occasion de régler de vieux comptes : ils mettent sur pied une opération secrète pour neutraliser les séparatistes kurdes. Quant à la population turque, anesthésiée par des années de crise économique et de manipulation politique, elle réagit à peine. Le seul collectif qui trouve grâce aux yeux d'Uçar et de Turna est l'armée turque, qui s'engage dans une résistance courageuse.

Bien entendu, c'est la façon dont les auteurs exploitent un antiaméricanisme croissant qui explique le succès du livre. Manifestement, les deux hommes ont trouvé un public réceptif à leur message : un sondage réalisé en mars 2005 montre que 31 % des Turcs jugent possible une intervention militaire américaine dans leur pays.

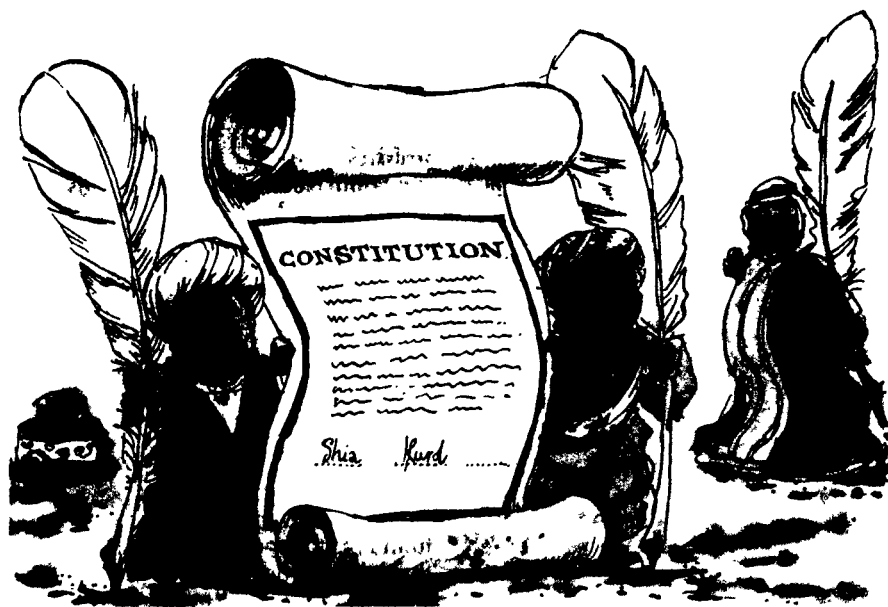
Il est pour le moins étrange qu'une telle hostilité et une telle défiance viennent entacher aujourd'hui les relations américano-turques. En 2001, les Etats-Unis ont apporté une aide considérable à la Turquie pour lui permettre de

surmonter l'une de ses pires crises économiques. Ils soutiennent sa demande d'adhésion à l'Union européenne en dépit des récriminations de certains Etats membres. Et, ces dernières années, ils lui ont prêté main-forte dans son combat contre le terrorisme. A l'origine du problème entre les deux pays, il y a quelque chose de beaucoup plus simple : la guerre en Irak. La Turquie a exprimé son malaise vis-à-vis de ce conflit bien avant que les troupes américaines ne commencent à se masser dans son arrière-cour. Et l'opinion publique, faisant preuve d'une rare unanimité, s'est montrée dans l'ensemble opposée à la guerre.

Le fait qu'une société soit prête à croire si facilement n'importe quelle théorie du complot concernant l'un de ses plus vieux et fidèles alliés n'est pas anodin. Il est clair que Washington et Ankara doivent travailler avec prudence et sérieux pour que leurs relations ne pâtissent pas davantage des courants qui agitent l'opinion publique. Mais il y a tout de même de bonnes raisons de croire que la méfiance qui s'est installée entre les deux pays est née – et disparaîtra plus ou moins – en Irak. Et, pendant ce temps, les jeunes auteurs de *Metal Firtina* raflent le jackpot.

Soil Özöl**

* Ed. Timas, Istanbul, 2004. Pas encore traduit en français.
** Professeur de relations internationales à l'université Bilgi d'Istanbul et directeur de l'édition turque de *Foreign Policy*.



Iraq

A nearly final constitution

BAGHDAD

It is still unclear whether the document agreed upon this week will be endorsed. And if it is, will it help snuff out Iraq's insurgency?

IT WAS an exceptionally messy procedure, with corners cut, rules broken and little openness or public debate. For instance, after the constitutional drafters missed their deadline on August 15th, parliament should have been dissolved and a general election called. After a week-long extension, they had still not signed off on a document. Then, days later, under fierce American prodding, a slightly different document was read out to parliament. It was never debated there nor voted upon.

Now, say the drafters, it can still be amended (and presumably endorsed by parliament) before it is put to the people in a referendum. If they say no, there will be a general election and the whole constitution-writing business must begin all over again. It is likely, but not certain, that in at least three of the four (or possibly five) of Iraq's 18 provinces where Sunni Arabs predominate, voters will reject the document by at least a two-thirds majority, in which case it cannot then come into force.

So, given the tortuous, rushed and murky circumstances of its birth, is it a valid or plausible text that can provide a basis for Iraq's hoped-for new democracy—in the event that enough Sunnis are somehow persuaded to endorse it?

Quite possibly, yes. Its biggest merit is that it reflects a consensus of the country's main Shia Arab and Kurdish leaders, who speak for 80% of Iraqis and once seemed at

loggerheads. Indeed, despite the presence of some 15 Sunni Arabs on the drafting committee, it was in essence a Shia-Kurdish production.

Yet their main parties' rank and file had little say in the document as it evolved. Nor did Iraq's many smaller parties. And the firebrand cleric, Muqtada al-Sadr, who has a large constituency of radical Shias, has also declared himself against the draft, though he may yet relent, as he has done on other issues before. Unsurprisingly, most Sunni Arabs, even those few prominent ones who attended the signing ceremony, have rejected the final version.

Actually, much of it is fairly typical of constitutions in the region, albeit that most of them are honoured in the breach. The preamble has a grandiose beginning: "We, the sons of Mesopotamia, land of the prophets, resting place of the holy imams, the leaders of civilisation and creators of the alphabet, cradle of arithmetic..." It commemorates the sufferings of all the country's main ethnic groups under Saddam Hussein, including, pointedly, his fellow Sunni Arabs.

Although the language on Islam aroused much argument, especially among secular-minded Kurds fearful of a Shia theocracy, the final wording—that "Islam is a basic source of law" and that no law should contradict its "principles of jurisprudence"—is fairly uncontroversial.

The document naturally says all the right things about human rights and basic freedoms. It provides for judicial review by a supreme court, where legal experts and religious scholars may both sit, thereby giving the document a stronger religious tint than Iraq's more secular-minded citizens would like. It has an extensive bill of rights, as do the constitutions of the region's more Islamist and most repressive countries. Women must have at least a quarter of parliament's seats.

But the wording is a bit vague about several of the more divisive issues. Oil revenues must be shared out among Iraq's provinces and regions in proportion to their population, but "for a limited period" an extra amount will be set aside for provinces particularly neglected by the old regime, meaning the Shia south. The "Saddamist Baath party" is formally banned, but the wording may leave room for Baathists who disown their former dictator to reinvent themselves. In another crafty formulation, Iraq is declared to be "part of the Islamic world and its Arab people are part of the Arab nation"—which plainly excludes the Kurds in the hope that Arab nationalists will be satisfied.

The document's federalism is its most controversial (and distinctive) aspect. It allows for several provinces to form a "federal region" modelled on the Kurds' present self-ruling zone, including a right to a "regional guard". Shia politicians in several poor southern provinces say they will try to create a region if given a chance.

Most Sunni Arabs sound willing to accept federalism as an unfortunate fait accompli in the Kurdish north but loathe the idea of it as a national principle, particularly if the Shias form a "super-region" encompassing several provinces or more in the south, with the prospect of a foot-

hold—as they see it—for Iran. Many Sunnis now especially dislike the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), the country's most powerful Shia Islamist party and the one closest to the ruling mullahs in Tehran. Though its main leaders never promoted federalism before, they are now most ardently demanding a federal zone in the south, around Basra.

Some Sunni Arabs hope to make common cause with Mr Sadr's Shias, who represent their co-religionists' more Arabist wing. Moreover, the Sadrists detest SCIRI, and were fighting against its militias in the holy city of Najaf only a few days before the constitutional draft was finally signed. But the Sadrists may find it hard to sustain an alliance with Sunni ex-Baathists, who once persecuted them. In any case, some Sunni demands—such as for an unqualified affirmation of Iraq's Arab identity—would never be accepted by the Kurds. Other Sunni demands, for instance for former Baath party members' rehabilitation, would be hotly opposed by their would-be Shia allies.

The Sunnis may be taking a longer view, hoping that once this draft is rejected

in a referendum, a very different parliament will emerge after the required general election, giving a much stronger voice to Sunni Arabs. They also hope that in a fresh election SCIRI would do much worse than before, thanks to its perceived unpopularity, even among fellow Shias. The Sunnis then hope that a new document would—among other things—soften the present version's federal character.

That is probably a vain hope. The Kurds and Shias are wedded to their basic bargain: wide autonomy in the Kurdish north in return for the Shias' ability to carve out a more stridently Islamist administration in the south. Even if they have to start writing a constitution anew, that bargain is likely to hold—unless, of course, the country collapses in sectarian civil war. In that case, all constitutions become irrelevant. ■

Turkey and the European Union

Bazaar bargaining

ANKARA

More troubles over the conditions for starting Turkey's EU entry talks

IT WAS only in December that European Union leaders agreed to open membership talks with Turkey on October 3rd. Yet as the date looms, doubts over whether the talks will start keep recurring. The Turkish foreign minister, Abdullah Gul, says that this is not "because of any fault of my government, but rather because of certain countries within the EU." He told *The Economist* last week that "should they [the EU] propose anything short of full membership, or any new conditions, we will walk away. And this time it will be for good."

Mr Gul's tough remarks follow weeks of diplomatic clashes. The French president, Jacques Chirac, said that Turkey must recognise Cyprus before starting talks. The leader of Germany's Christian Democrats (and the likely winner of this month's German election), Angela Merkel, said once again that the talks should lead only to "a privileged partnership". Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, is fuming. "If they provoke him any further he may well explode," said an aide.

It was in this highly charged atmosphere that EU foreign ministers this week began two days of informal talks. The Turks are arguing that, since late July, when they signed a protocol extending their customs union with the EU to the ten new members that joined last year, including Cyprus, there has been nothing more to discuss. But there is a row over the small print. Mindful of nationalist sentiment at home, Turkey decided to issue a declaration, after signing the protocol, that it

Iraq

Horror at the bridge

BAGHDAD

The latest tragedy might, just might, bring Iraqis together

EVEN by Iraq's recent dreadful standards, the stampede on Baghdad's Bridge of the Imams on August 31st was an exceptional disaster, leaving more people dead in a single incident than at any time since the Americans invaded two-and-a-half years ago. At least 700 people, many of them women and children, were crushed to death or pushed into the Tigris river where hundreds of them drowned. The toll, say some, could rise to a thousand.

The victims were almost all Shias who, in an annual procession, were commemorating the death of a holy man, Imam al-Kadhem, who died in 799AD and is buried in a mosque near the bridge. The vast gathering was restless after some mortar rounds, presumably fired by Sunni insurgents, had landed by the saint's shrine. A rumour then spread that a suicide-bomber was about to blow himself up in the crowd. It would not have been the first such attack. A suicide-bomber killed scores at the imam's shrine in March last year.

It is mercifully surprising, given the rising sectarian tension, that such tragedies rarely trigger immediate retaliation. Senior Shia clergymen, such as Grand Ayatollah Ali al-Sistani, invariably call for calm. But this horror comes at a particularly bad moment, just as Iraqis limber up for a referendum next month on a controversial constitution which to some extent pits Shias against Sunnis. It

may strengthen the hand of those Shias who argue for a separate federal region in the south, safe from Sunni insurgents. It may also bolster the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), a Shia party whose militia has been taking the law into its own hands against suspected Sunni insurgents. Initial reports suggest that security at the bridge was in the hands of the Mahdi Army, loyal to a radical Shia cleric, Muqtada al-Sadr.

Yet such tragedies sometimes provide a chance for sectarian reconciliation. This time, even some Sunni organisations sympathetic to the insurgents have rushed to express their condolences to the Shias. And the Americans, who often get blamed by Sunnis and Shias alike for Iraq's misfortunes, seem so far to have escaped retributive wrath.



All that was left behind

would recognise Cyprus only after a comprehensive settlement for the whole island was reached.

EU legal experts noted that the declaration does not rule out recognition. Yet, largely at the urging of the French, the EU is now preparing to make a counter-declaration. Its precise wording was still being negotiated at mid-week. The Turks hope that the British, who hold the rotating EU presidency, will devise a formula acceptable to them (and to their public). But the Greek-Cypriots say they too must be satisfied. One knotty problem may be Turkey's continuing ban on Cypriot aircraft and ships entering its airspace and ports.

Even the counter-declaration may not be the end of the matter. Should membership conditions be stiffened in the frame-

work document for the negotiations, Turkey's parliament may not approve the extension of the customs protocol next month. Turkey complains that it is being subject to tougher rules than any previous candidate. Not only is it required to harmonise its laws; it must also demonstrate its implementation of them, for every one of the 35 "chapters" in the framework.

Haggling over the words in the framework is likely to continue right up to October 3rd, echoing the drama last December when wrangles over Cyprus almost wrecked the summit deal to begin talks. "No one should expect Turkey to make any concessions this time," says Mr Gul. "We have stuck to our side of the bargain, the EU should stick to theirs." ■

Newsweek

SEPTEMBER 5, 2005



The Sunni Question

After the framers of Iraq's new constitution reach an agreement, there's still one group of Iraqis that could nullify it.

BY SCOTT JOHNSON

IF HADITHA ISN'T EXACTLY no man's land, it is certainly no voter's land. When Iraqi election officials tried to open voter-registration centers in the predominantly Sunni city

on the desert road from Baghdad to Syria in early August, they were intimidated away from entering town. Finally, they gave up on their plans to sign up voters for a future constitutional referendum and turned back. Last week some of NEWSWEEK's Iraq reporters found out why. A cabal of foreign fighters—mostly Syrian, Saudi and Algerian—rule the city. They issue death sentences in Taliban-style courts to those convicted of spying for the Americans or the government in Baghdad—seven in the past

week, according to locals. The insurgents have closed the city's courts and municipal offices, banned a divorce-court judge from working and imposed strict Sharia across the city. Insurgent spies roam the streets. "The mujahedin completely control the city, which has absolutely no government representation," says resident Abu Mohammed. Insurgents have told residents: participate in the constitutional referendum and you will die. Even in a liberated Iraq, Haditha is a city without a voice. If Iraq is ever to be democratic, that has to change.

The framers of Iraq's draft constitution were still wrestling with issues like federal-

LEFT OUT:
Angry Sunnis
protest the draft
constitution

Iraq

ism and de-Baathification at the end of last week. The situation is so fluid that the negotiators could reach consensus any day—or not. But even if they do hammer out an agreement that would allow the nationwide constitutional referendum scheduled for Oct. 15 to go forward, the battle for the future of Iraq has already moved from Baghdad to the provinces—to places like Haditha. That's because in less than a week voter registration will end, and the focus of the world will turn to four key Sunni-dominated provinces in central and northern Iraq. If two thirds of the voters in any three Iraqi provinces reject the constitution, the current government will be dissolved, forcing new elections

and an entirely new constitution. That would spell trouble for the Bush administration, which is beset by calls for U.S. troops to withdraw. A rejection of the constitution could mean more troops, and more deaths. Already the uncertainty surrounding the political process gave rise to a dramatic escalation in sectarian violence across Iraq last week, amid increasing concerns about civil war. "I am so afraid we will not succeed in the Sunni areas," says Mithal al-Alusi, a secular Sunni moderate and one of the few Sunnis pushing their constituents to adopt the constitution in October. "We're in a third world war."

BY BOYCOTTING LAST JANUARY'S elections, Sunnis forced themselves into effective political exile. "They're not going to make the same mistake twice," says an American adviser to the political process. "If they don't like the constitution, they will do a massive drive to vote it down." Kurdish and Shiite lawmakers are rushing to shore up support for the draft constitution as Sunni Arabs mobilize to vote no. Many Sunni leaders view the constitution as a recipe for the dissolution of Iraq, and remain bitterly opposed to provisions establishing federalism—provisions they say were passed without their consent. They view a referendum as their last chance to take a political stand. "My friends in Anbar and Mosul tell me they feel cheated by the constitution," says Aziz Jabur Shael, a political-science professor in Baghdad. He's willing to support the constitution, but his friends from the provinces are going to vote no in October. Last week a group of Sunni tribal leaders, businessmen and Muslim clerics met in Jordan, where they hastily drafted a letter to U.S.



BALLOT BOYCOTT
Sunnis register to vote in the

Ambassador Zalmay Khalilzad, who has been pressuring negotiators for consensus. If the vote goes to referendum, they warned, "it will drive the Sunnis to fighting." Even moderate Sunnis who had hoped for consensus on the constitution are now taking a harder line. Hassin Zedan, one such Sunni and a member of the constitutional committee, has worked to reach an accord. But he says if

push comes to shove, he'll vote no. The "no" crowd is even looking for help in scuttling the constitution from radical Shiite cleric Moqtada al-Sadr, who has voiced his own concerns about federalism.

Amid the confusion of last week's constitutional crisis, election officials began scrambling furiously to accelerate the pace of voter registration, particularly in the Sunni

ELECTRICITY

The insurgents know that depriving Iraq of power is at least as effective as killing soldiers and policemen.

Turn the Lights On

BY JOE COCHRANE

The political deadlock over a new constitution isn't the only reason Iraqis are nearing a breaking point. From rich businessmen to impoverished farmers, citizens from all walks of life are plagued by a seemingly unsolvable problem: the lack of electricity. Nearly two and a half years after U.S. tanks rolled into Baghdad, the American occupying force and two successive Iraqi governments have struggled to keep the lights on long enough to convince people they are better off now than under Saddam

Hussein. They've failed partly because of inefficiency and corruption, but mostly because the Sunni-led insurgency and foreign terrorist cells have made sabotaging the country's power grid as prominent a target as U.S. troops and Iraqi policemen. "The Zarqawi [terrorist] group is targeting the infrastructure to keep pressure on the government," government spokesman Laith Kubba said late last week.

The Americans were as wrong about the health of Iraq's infrastructure as they were about their welcome as liberators. The decay of the country's power generation,

transmission and distribution systems dates back to the 1980s—years before crippling U.N. sanctions degraded them further. "The existing power system was a lot worse than initially imagined" just prior to the American invasion, says one U.S. official involved in reconstruction, who was allowed to speak only on background.

Even afterward, says current Electricity Minister Mohsen Shlash, U.S. occupation officials chose to build turbine generators quickly, which unlike thermal generators are not designed to operate 24 hours a day and which



Leaders told Khalilzad a referendum 'will drive the Sunnis to fighting.'

provinces, where the insurgency has traditionally hampered their efforts. Officials familiar with the former insurgent hot spot of Fallujah claimed they had set up 53 of 55 planned registration centers.

Plenty of other problems remain. For one, Sunnis are getting mixed messages. Ansar al-Islam, a major Sunni insurgent group, issued a statement equating a no

vote on the constitution with jihad and claiming, reportedly, that "rejecting the constitution will defeat the American plan in Iraq." But the residents of Samarra have been bombarded with insurgent fliers urging them to vote yes, and no. If Haditha is any indication, insurgent intimidation is set to get worse in the coming weeks. Residents there complained of be-

headings carried out in broad daylight by groups of foreign fighters. Gunmen killed three election officials in Mosul two weeks ago as they put up posters, and last week they attacked the governor of Anbar province as he met with election officials in an Ar Ramadi mosque. Only 11 of 28 registration centers have opened in the key province because of security concerns.

But even if Sunni voters do register and turn out, there's no guarantee they will be able to defeat a referendum. Talal al-Gaoud, a Sunni businessman in Jordan with close ties to Sunni tribes, doesn't believe there are enough votes to carry the necessary two-thirds "no" majority in three of Iraq's provinces. And if the current draft passes? "More chaos," he says. In fact, disturbing signs are already emerging of a violent uptick in the kinds of sectarian tensions many Iraqis fear could lead to civil war. Last week the government evacuated 100 Shiite families from the troubled town of Tall Afar south to Najaf after Sunni Turkomen allegedly attacked them. Hinting at the dangers the government now faces, spokesman Laith Kubba says the government had given the security forces "clear instructions to stay above polarization." It may be too late for ordinary Iraqis to heed that call.

With MICHAEL HASTINGS and JOE COCHRANE in Baghdad



SABOTAGE: Insurgents have taken a serious toll

since the invasion, in part because of sales of air conditioners to more-affluent Iraqis. In the Baghdad region, which as one of Saddam's political bases had round-the-clock electricity, the power is on less than eight hours a day. "We've been suffering for nearly three years," says Maysoon Sadeq, 50, a civil servant who lives in the Adhamiya district. "We can't keep any food in the refrigerator. We can't sleep; we go to work exhausted." Lack of power also cripples the country's water and sewage systems. Instead of getting a steady water supply, residents sometimes find brown sludge slinking out of their faucets.

Mounting frustration turned to violence on Aug. 7 in Samawa, some 240 kilometers south of Baghdad,

when residents protesting inadequate power and water services rioted outside the governor's office. Senior political leaders say they fear that demonstrations will spread, noting that the inability of local governments to provide essential services only makes the national government look weak.

The insurgency is looking to capitalize on that impression. In mid-July, with power generation at a record high, the insurgents staged coordinated attacks on power plants and transmission lines across the country, knocking out power from Anbar province in northwest Iraq down to Najaf and Karbala in the south. A sinking economy means fewer jobs and salaries—and more opportunities for unrest. That alone could make the battle over a new constitution moot.

With SCOTT JOHNSON in Baghdad

require more maintenance. "Everyone was talking about quick solutions without sizing up the actual problem," he says, calling the American approach "amateurish." U.S. officials counter that they're pursuing a long-term strategy of upgrading transmission networks and personnel as well as building power plants, and that sup-

ply, which currently satisfies only 60 percent of demand, could reach 100 percent within three years.

That's a lofty goal. The United States has allocated \$5.6 billion for power projects, but more than \$1 billion has been redirected to fund security needs, and most of the remaining money has already been spent.

"What happened to these billions?" Shlash asks. "Why didn't it make a difference?"

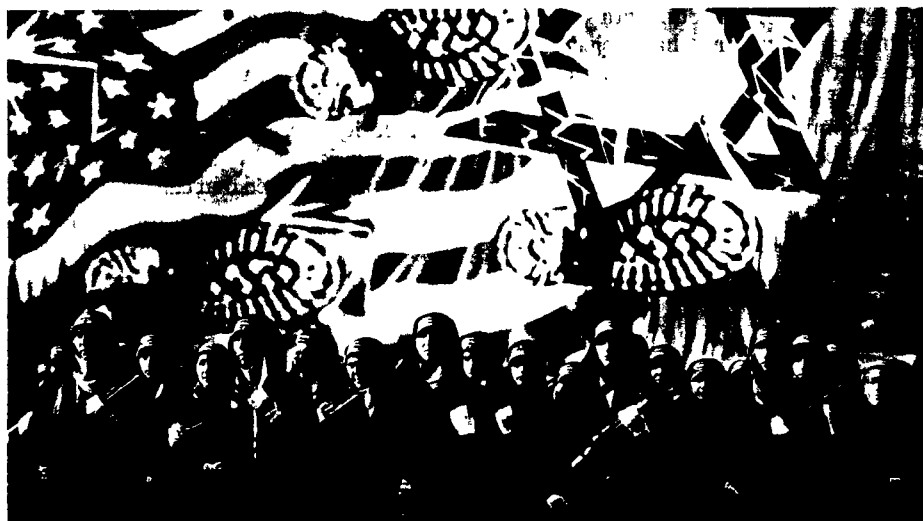
There is some good news. Regions that had received little or no electricity under Saddam are now getting more because of a policy to distribute power equally. But supply hasn't kept up with demand, which has increased by about 25 percent

Iran

A Clash of Civilizations

BY AMIR TAHERI

EIGHT YEARS AGO A PIRATED TRANSLATION OF SAMUEL HUNTINGTON'S celebrated essay "The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order" appeared in Tehran. The publisher received an order for 1,000 copies, half the print run. "We wondered who wanted them," recalls Mustafa Tunkaboni, who marketed the book. The answer came when a military truck belonging to the Islamic Revolutionary Guard Corps arrived to pick up the books. Among the officers who received a copy was Yahya Safavi, now a general and commander



in chief of the Guards. Another went to one Mahmoud Ahmadinejad, a former Reserve officer in the Guards who is now president of the Islamic republic.

Iran is grossly misunderstood in the West. Given headlines in Europe and America, you would think that the crisis in relations is about nuclear weapons. But the real cause is far broader: Iran's determination to reshape the Middle East in its own image—a deliberate "clash of civilizations" with the United States. This is bound up with a second misconception about Iran, the idea that the regime is divided between "conservatives" who oppose accommodation with America and the West, and "moderates" more inclined to return their country to the community of nations. The real power in Iran, punctuated by the ascent of Ahmadinejad as president, is now the Revolutionary Guards.

During the past few years, the Guards

have in many ways become the government. Ibrahim Asgharzadeh, a former IRGC officer, says this new military-political elite has staged a creeping coup d'état. While former president Mohammad Khatami traveled the world trying to impress Western audiences with quotes from Hobbes and Hegel, the Guards built an impressive grass-roots network throughout Iran and created two political-front organizations: the Usulgara (fundamentalists) and the Itharis (self-sacrificers), each attracting a younger generation of military officers, civil servants, managers and intellectuals. In 2002, the network captured the Tehran city council and elevated Ahmadinejad as mayor. Two years later he emerged as the Guards' presidential candidate, besting former president Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a midranking mullah-cum-businessman who represented the fading old-guard mullahs.

Ahmadinejad's victory is the beginning



PORTENTS OF THE FUTURE: A women's militia, the Bushehr reactor, Ahmadinejad

The real crisis isn't about nuclear weapons, but Iran's determination to reshape the Middle East in its own image.

of the end of the clerics' dominance. He is the first non-mullah to become president since 1981. The holder of a Ph.D., he is also the best educated of the six Islamic presidents so far. His humble background and populist discourse have won him a genuine base, especially among the poor who feel let down by corrupt religious leaders.

That's the good news. The bad news is that, if anything, he can be expected to be a far more formidable enemy of the West—and of America in particular. A month ago General Safavi declared before an audience of senior naval officers that Tehran's mission was to create "a multipolar world in which



testable right of the Iranian nation.”

Westerners might be tempted to dismiss this as rhetorical saber rattling. It is not. Iran has always played a leading role in Islamic history. It is one of only two Muslim nations never colonized by the Western empires. It occupies a central position in the “Islamic arc” stretching from the Atlantic to the Indian Ocean. It has the largest economy and the strongest military in the Muslim world; it sits atop vast pools of rapidly appreciating oil wealth. The only other Muslim country capable of rivaling it—Turkey—has decided to abandon the Muslim world and join the European Union.

The stage is thus set for a confrontation with the United States. Iran is confident it can win, and history hasn’t given it much reason to fear otherwise. Student radicals like Ahmadinejad watched in 1980 as the United States did nothing but issue feeble diplomatic protests over the seizure of its embassy. They saw Ronald Reagan fulfill Ayatollah Khomeini’s notorious dictum—“America cannot do a damned thing!”—when Lebanese suicide bombers recruited by Tehran killed 241 Marines near Beirut in 1982.

Bill Clinton talked sanctions but then apologized for unspecified “past wrongs.”

Even George W. Bush’s war on terror, which initially worried the mullahs, has turned to their strategic advantage. Enemies on either side—the Baathists in Baghdad and the Taliban in Kabul—are now gone. The expulsion of Syria from Lebanon under U.S. pressure has left Iran as the major foreign influence in the country. Bush’s advocacy of democracy has undermined Washington’s traditional allies—and Iran’s rivals—like Saudi Arabia and Egypt. “The Americans have their so-called Greater Middle East plan,” Supreme Leader Ali Hoseini Khamenei said in a speech recently. “We, too, have our plan for the region.”

Now comes the nuclear issue. The EU recently broke off negotiations after Tehran resumed its uranium-conversion program, even as the International Atomic Energy Agency last week released a report concluding that traces of uranium found in Iran two years ago came from contaminated equipment supplied by Pakistan—a finding that will figure large when the U.N. General Assembly takes up the issue in September.

Meanwhile, America has yet to develop a coherent policy on Iran, aside from standing aside or criticizing others attempting to cope with the fast-emerging threat.

The prospects for resolving the nuclear standoff are not good. The new Iranian elite feel free to speak openly because they are convinced America will soon depart the region. Iran’s strategy will most likely be to wait Bush out, stalling on the negotiations while bleeding America to the maximum in Iraq and Afghanistan, working to prevent a settlement in Palestine and sabotaging U.S. hopes for a democratic Middle East. Iranian-sponsored surrogates could try to seize power not only in parts of Iraq and Afghanistan, but also in Azerbaijan and some Persian Gulf states. As for Washington, neocons may dream of regime change from within—but the chances of that happening, particularly with the Guards’ hold on the military and security forces, are almost nil.

The situation is not hopeless. Deft diplomacy could produce a measure of détente. That would not grow out of some “grand bargain” of the sort Clinton hoped for, whereby Iran would forswear its nuclear program or sponsorship of terrorism in exchange for better relations and a security guarantee from the United States. Instead, it would be more a mini-bargain over issues on which Washington and Tehran can hurt each other. Such a course was not workable before, chiefly because Iran’s religious leadership was divided among factions that sabotaged each other’s policies. But with the Guards in command, a dialogue may be possible.

The problem is that Tehran feels no pressure. Thanks to rising oil prices, Iran is earning almost \$200 million a day and can now throw lots of money at social and economic problems. More important, the 2008 U.S. presidential campaign will soon heat up, diverting attention from problems abroad that American voters (and policymakers) would prefer to ignore. In the meantime, Iran will either have, or would be close to having, its first atom bombs.

The next American president may find himself in the unenviable position of either offering Iran an even grander “bargain” or facing a much bigger war against a much larger adversary than either Afghanistan or Iraq. Professor Huntington, meanwhile, might want to ponder the law of unintended consequences.

Before the 1979 revolution, TAHERI was editor in chief of Kayhan, Iran’s most important daily. He is a member of Benador Associates.



Iran plays a leadership role” for Islam. Recently Ahmadinejad announced one of the most ambitious government mission statements in decades, declaring that the ultimate goal of Iran’s foreign policy is nothing less than “a government for the whole world” under the leadership of the Mahdi, the Absent Imam of the Shiites—code for the export of radical Islam. As for the only power capable of challenging this vision, the United States is in its “last throes,” an *ofuli* (sunset) power destined to be superseded by the *toluee* (sunrise) of the Islamic republic. Geopolitical dominance in the Middle East, the tract unequivocally stated, is “the incon-

Go to
Newsweek
International.com
for further coverage
of the Middle East

Turkey I ■ By Jack Straw **Shift Europe's boundary**

Herald Tribune September 8, 2005

LONDON
Twenty-two months ago I stood in the rubble of what had once been the fine perimeter buildings and courtyard of Pera House, the British consulate-general building in Istanbul. A few hours before, it had been blown up by Al Qaeda-linked suicide bombers. Thirteen people were killed — three British and 13 Turkish citizens.

Alongside me that somber evening was the governor of Istanbul and my friend, Abdullah Gul, Turkey's foreign minister. I had many emotions, but one was of the reassuring, uncompromising solidarity I was offered by the Turkish government and people; the other of how familiar — yes, European — Istanbul felt; how close together we were despite the efforts of the terrorists to divide us.

I've often thought of that day during our many discussions about Turkey's longstanding application to join the European Union. As the Oct. 3 date set for the start of negotiations toward full membership approaches, it is worth underlining Turkey's strategic importance and the momentous consequences that will follow from that decision.

In school I was taught that the boundary between Europe and Asia went straight down the Bosphorus, through the middle of Istanbul. Of course, "Asian" influences in Turkey are strong, just as "North African" influences are in Spain or Italy.

But we in Europe long ago decided where we wanted Turkey to be anchored. In 1952, we — the United States, Germany, Britain, France and others — invited Turkey to join the North Atlantic Treaty Organization. In 1963, Turkey signed an association agreement that led to a Customs Union with the European Union.

That agreement held out the prospect of EU membership. In 1987, Turkey applied, in 1999, it was granted candidate-country status, and in 2002 the European Council decided that it would open accession negotiations once Turkey had fulfilled the political criteria for membership.

These decisions by the European Council about Turkey have been about nothing less than the kind of Europe we

are creating. There are now two options: a Europe turned inward on itself or a Europe looking outward to the rest of the world; one that expands its boundaries to build a wider community of stable, prosperous democracies or one that closes the door to its neighbors.

We don't have the luxury of choice. We live in a world of global challenges and global competition. A static Europe will not face either with confidence. Stopping enlargement would only weaken Europe's ability to compete with emerging Asian economies.

And enlargement has been good for new member states and the EU as a whole. For Spain, Portugal and Greece in the 1970s and 80s, for East European countries in the 1990s, both the prospect of membership and then its reality have acted as a powerful motor for change. When some of these new members began their talks they were far short of the membership standards. They transformed during that process, just as Turkey will have done by the time it joins the Union.

Enlargement has not diluted the stability and prosperity of current member states; it has enhanced it. It has peacefully united much of Europe after generations of division and conflict. It has increased the influence of the EU in the wider world.

So why Turkey and why start now? Estimates are

that Turkey's economy will grow by 10 percent next year — more than any of the economies of the current European Union. Half of Turkey's trade is already with the EU, and it is already a major market for British and EU exporters.

The political case for Turkish accession is even more powerful. It would show how diversity of culture and religion is compatible with a unity of purpose. A stable, prosperous Turkey, a secular nation with a majority Muslim population, anchored in the European Union, would be a powerful symbol.

Why now? Because it's time. The prospect of EU membership, particularly over the last three years, has driven an impressive process of change in Turkey. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's AKP government has pursued a thoroughgoing and courageous program of reform, including the abolition of the death penalty and measures to combat torture.

Last December, the European Council decided that Turkey had sufficiently met the Copenhagen political criteria to begin negotiations on Oct. 3.

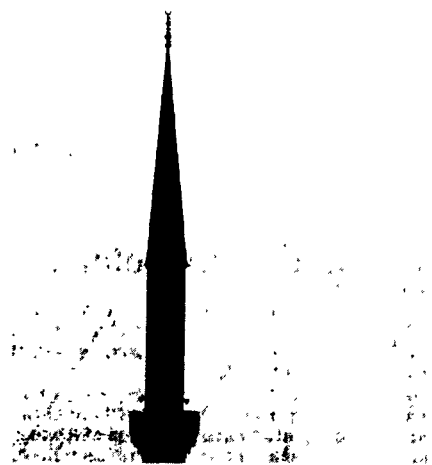
So what's the problem? In part, it is the still-unsettled issue of the divided island of Cyprus. In 1997, it was Britain that took the lead in arguing that the absence of a settlement should not be a barrier to Cyprus joining the EU, and we welcomed Cyprus into membership last year. Sadly, the UN-sponsored process to unite the island, supported by the EU, was not successful. But we continue to support UN efforts.

There is still a lot of detailed work to be done before Oct. 3, but with good will it can be. Yet it is clearly right that the European Union should now follow through on its decision to begin negotiations under tight European Commission supervision. To do otherwise would not only compromise the credibility of the EU but might also endanger the considerable progress already made in Turkey.

We should be very clear about the danger that represents. If we get it wrong now we could find that we have a crisis on our own doorstep.

Jack Straw is Britain's foreign secretary.

Murad Sezer/The Associated Press



Turkey II ■ By Soli Ozel **Free-speech case can't hide progress**

ISTANBUL
In December, the internationally renowned Turkish novelist Orhan Pamuk is scheduled to appear in court here for having "blatantly belittled Turkishness." If convicted he faces six months to three years in prison. His offense? Having said to a Swiss newspaper in February: "Thirty thousand Kurds and one million Armenians were killed in Turkey. Almost no one dares to speak out on this but me."

Pamuk's indictment last week by a district prosecutor here was undoubtedly an affront to the principle of freedom of expression — as was the vicious campaign by ultranationalists that followed Pamuk's remarks, including death threats that led him to leave Turkey for a couple of months. In December, the court should throw out the charges against him.

But those, especially in the West, who would use the indictment against Pamuk to denigrate Turkey's progress toward greater civil rights — and toward European Union membership — are ignoring the distance that the country has covered in the past decade.

For one thing, public debate in Turkey has in fact become much more open and varied, particularly on the Armenian issue. For another, though some liberals took exception to Pamuk's wording and the platform he chose, in the end Turkey's democratic voices unequivocally defended his right to express his views.

In addition, the very justice system that brought down the indictment against Pamuk is deeply divided between those who favor a more modern, liberal judicial mentality and those who are uncomfortable with such an opening: Only two months ago, the Istanbul prosecutor's office had decided that Pamuk's words were indeed protected by free speech.

A month from now, Pamuk is scheduled to receive the prestigious Peace Award of the German Publish-

ers and Writers Association. For evidence of how far Turkey has come, it might pay to go revisit the moment eight years ago when the grand old man of Turkish literature, Yasar Kemal, received the same award.

At the time, Kemal had just been sentenced to 20 months in prison, with his sentence suspended on condition that he did not commit the same "crime" within five years. His crime was an article entitled "Dark Clouds Over Turkey," in which he severely criticized the Turkish government's policies toward its Kurdish citizens.

Turkey was indeed under dark clouds in 1997. The military was fighting against the separatist Kurdistan Workers' Party, a vicious group that specialized in murdering its civilian opponents. The military's tactics trampled upon the human rights and dignity of Kurds in the country's southeast, and the overall national climate served to suppress any expression of Kurdish identity. The war cost Turkey more than 30,000 lives, and hundreds of thousands became refugees in their own land.

When Kemal won his award, human rights violations were rampant and freedom of expression was severely restricted. The European Union's refusal in that year to extend candidate member status to Turkey froze relations with Ankara. The Union had no influence on Turkey and its pull was weak.

Since then, not only has the war ended, but the EU has also reversed its course. Turkey has made huge strides to fulfill the economic and political conditions necessary to join the Union because the Turkish public overwhelmingly support this goal. The movement toward democratic governance and liberal pol-

itics has certainly encountered great resistance at every turn. Yet in the end, the democratizing will of Turkish society has prevailed; despite stiff opposition from some powerful entrenched interests, groundbreaking reforms have been undertaken. Last December, the European Council decided to start accession talks with Turkey on Oct. 3 of this year, a decision that many in the Union and in Turkey still find hard to digest, or outright unacceptable.

So the indictment against Pamuk, however offensive, ought to be seen as part of the ongoing struggle within Turkey about the country's future, particularly within the justice system. Some judiciary members have been slow to adjust to contemporary legal norms. But judicial opinion increasingly reflects the sophistication and outlook of a new attitude toward the law and citizens' rights.

Detractors of Turkey's European destiny must have rejoiced in Pamuk's indictment. Yet they themselves have been displaying a non-European spirit toward Turkey, with their rejection of Turks on cultural (read religious) grounds and their petty maneuvering over commitments already made. As such they are the Turkish hard-liners' best allies.

Turks not unlike Kemal and Pamuk have spent over two centuries in their country's European vocation, often fighting on two fronts. That is why it took them so long to get to where they are. But at the end of the day, they have always prevailed.

Soli Ozel is a professor of international relations at Istanbul Bilgi University and a columnist for the Turkish daily newspaper Sabah.

An author's indictment must be seen as part of the ongoing struggle about the future.

Op-Chart

NINA KAMP, MICHAEL O'HANLON AND AMY UNIKEWICZ

The State of Iraq: an Update

It was not a good summer in Iraq. After the mid-winter bright spots — reductions in violence, greater economic vitality, the famous purple fingers of voters — the situation worsened as the weather warmed.

Most worrisome, the constitutional process has failed to bring aboard Sunni Arabs, who remain the core of the insurgency. While Shiites and Kurds wisely compromised on some key points, they favor an oil-allocation scheme that Sunnis fear could deprive them of their fair share of Iraq's natural wealth.

There is, as always, some good news. The government has made progress on managing inflation, re-writing banking laws and adopting strict budgetary rules to prevent deficit spending.

Telephone and Internet use continue to increase; gross domestic product is greater than during Saddam Hussein's latter years in power; school enrollment is up 20 percent since 2000. And somewhere between

one-tenth and one-fifth of Iraqi security forces are now fairly capable.

But on balance the indicators are troubling. Electricity production remains stuck at prewar levels even as demand soars, and the power is off in Baghdad more often than it is on. Unemployment is stubbornly high.

Infant mortality rates are still among the Middle East's highest.

And Iraq is the most violent country in the region, not only in terms of war casualties but of criminal murders as well. On one point at least, pessimists and optimists about Iraq tend to agree: The situation needs a major boost from the political process. In that light, the Oct. 15 referendum on the draft constitution looms very large.

Nina Kamp and Michael O'Hanlon are, respectively, a senior research assistant and a senior fellow at the Brookings Institution in Washington.

| | AUGUST 2003 | AUGUST 2004 | AUGUST 2005 | | AUGUST 2003 | AUGUST 2004 | AUGUST 2005 |
|--|-------------|-------------|-------------|--|-------------|-------------|-------------|
| Foreign Troops in Iraq (in thousands; U.S./other) | 139/22 | | 189/23 | Iraqi G.D.P. Not From Oil (in billions of dollars) | | 8.3 | 10.9 |
| U.S. Troop Fatalities | 36 | 85 | | Iraqi National Debt (in billions of dollars) | | 78 | |
| U.S. Troops Wounded | 181 | | 608 | Annual Inflation Rate (percent) | | | 20 |
| Other Foreign Troop Fatalities | | | 0 | Average Electricity Availability (in megawatts, prewar: 4,000) | | 4,700 | |
| Iraqi Security Personnel Fatalities | 50 | 150 | | Percentage of Sewage Treated | | | 50 |
| Iraqi Civilians Killed by War (2005 entry does not include nearly 1,000 stampede victims) | 225 | 550 | | Unemployment Rate (percent) | | | 33 |
| Foreign Civilians Killed by War | 26 | | 6 | Trained Judges | | 200 | 400 |
| Estimated Size of Insurgency | 3,000 | | 15,000 | Telephone Subscribers (in thousands; prewar: 830) | | 1,480 | 4,180 |
| Estimated Foreign Jihadists | 100 | 500 | | Independent TV Stations | | 22 | 29 |
| Attacks on Oil Assets and Personnel | 4 | | 9 | Aid Disbursed (U.S./other foreign; in billions of dollars) | | 5.7 | 10.3/2.2 |
| Iraqi Security Personnel (in thousands, total/good quality) | | 81/0 | 183/26 | Percentage of Iraqis Saying Country Is Headed in the Right Direction | 65 | 51 | |
| Oil Production (in millions of barrels per day; prewar: 2.5) | | 2.1 | 2.2 | Percentage of Iraqis Confident in Government | N.A. | 65 | |
| Availability of Household Fuel (percentage of estimated need) | | 84 | 94 | Expected Sunni Arab Share of Future National Oil Revenue (percent) | 20 | 20 | |
| Iraqi Gross Domestic Product (in billions of dollars, 2002 level: 18.4) | | 21.1 | 25 | | | | |



The Shiites suffer a new tragedy—this time a stampede that kills hundreds. Is the creation of an oil-rich ‘Shiastan’ now becoming inevitable?

Terror on The Tigris

BY SCOTT JOHNSON

AS THE PROCESSION CROWDED across the bridge toward Baghdad’s Kadhimiya shrine, Hussein Abbas heard a murmur rising around him. Within seconds the whispers turned to panic. Someone said there was a suicide bomber. People began running. “I fell, and people fell over me, and others stepped over us,” says Abbas, 33, a carpenter from Sadr City. He tried to get up and get away, but he was trapped. The bridge’s metal railings buckled, and pilgrims began toppling into the Tigris. Abbas saw a small boy knocked to the pavement nearby. “He started crying, ‘Uncle, please get off me, I’m choking!’ I couldn’t move [to help him],” recalls Abbas from a hospital bed. “I watched the little kid die.”

Nearly 1,000 Iraqi civilians were killed last Wednesday morning in what was by far the country’s deadliest incident since the 2003 invasion. Most of the victims were women and children who fell in the stampede. The suicide bomber was imaginary—this time. But the day of the disaster began with a rocket and mortar attack near the Kadhimiya shrine that fueled the paranoia. And in the past year and a half, terrorists have killed hundreds of worshipers at Shiite mosques and shrines around the country. Iraq’s predominantly Sunni insurgents have made no secret of their desire to stir

up ancient sectarian grudges in the name of driving out the Americans. If not for the restraint of the Shiites’ spiritual leader, Grand Ayatollah Ali Sistani, the country might easily have sunk into an unholy bloodbath of tit-for-tat mosque bombings.

As it is, the splits are growing too fast for anyone to say where or whether they will stop. Prominent Shiites, abandoning their past insistence on a united Iraq, have begun demanding an enclave to call their own. The idea’s backers now include Abdul Aziz al-Hakim, leader of the Shiites’ biggest and strongest political organization, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI). In the last sensitive days of negotiations on Iraq’s new draft constitution, Hakim suddenly called for the creation of an autonomous Shiite state within Iraq, analogous to the northern region of Kurdistan: “One federal state in central and southern Iraq, an area of shared bonds and one social fabric,” in his words. “We must not miss this chance.”

Foreign commentators have already named the place “Shiastan.” Hakim’s proposed nine-province enclave would stretch all the way from the Umm Qasr oil terminal to the southern outskirts of Baghdad, encompassing just over a third of Iraq’s total area, nearly a third of its population (most other members of Iraq’s Shiite majority live in and around the capital, which would remain outside the autonomous zones) and

roughly two thirds of the country’s proven oil reserves. It’s anybody’s guess exactly how the country or its constituent regions would function; the draft constitution, scheduled for a national referendum in October, sketches only the vaguest possible outline of a federal system, since Sunni negotiators object to the whole federalist idea. Now the job of arguing out the messy details has been postponed until a new group of legislators can be elected in December.

When the details are finally worked out, Iraq may hang together—but just barely. To get an idea of what life in Shiastan might be like, it’s useful to think about Kurdistan’s relationship to Iraq’s central government today. The Kurds have no intention of giving up the hard-won self-rule they’ve enjoyed since 1991, when the first President Bush imposed a no-fly zone against Saddam’s Air Force. “There’s nothing ‘Iraqi’ about Kurdistan,” says Peter Galbraith, an independent adviser to the Kurds and former U.S. ambassador to Croatia. “The Iraqi flag doesn’t fly there. It has its own military. The Iraqi military is banned from going there.”

Now imagine a Kurdistan run by ayatollahs. Iranian-style morality enforcers have been gaining strength in the south ever since the U.S. invasion. In formerly wide-open Basra, functioning liquor stores have become a rarity. The owners got too many death threats. Many Iraqi Christians are fleeing the area, moving to Baghdad and elsewhere. Women are increasingly afraid to leave their homes without headscarves. Hard-liners in Nasiriya have reportedly been tearing down “get out the vote” posters that portrayed a woman with her hair visible. Some women may welcome the mullahs at first, as a force far more effective than the local police against street crime. “They think, ‘Here comes a group of vigilantes that’s providing us security,’” says Manal Omar, Middle East coordinator for the activist group Women for Women International. “They don’t realize how far it will go. It’s what the Taliban did in Afghanistan.”

Even now the Baghdad government exerts no more than nominal control over much of the south. Law and order is relegated largely to militias affiliated with the main Shiite political groups. They wage turf wars in the streets and carry out personal vendettas, according to local residents and international human-rights groups. When the groups aren’t administering their own brand of street justice,

they're often protecting friends who would otherwise have to answer in court for their crimes.

The biggest of the Shiite militias is SCIRI's armed wing, the Badr Brigades. In an autonomous Shiastan the group would likely have a role comparable to Kurdistan's de facto army, the *peshmerga*. Some Iraqis worry about the possible effect on public order if the Badr Brigades achieved full legal status as defenders of the region's streets. "If Badr is going to be treated the same way as the *peshmerga* in Kurdistan, that will cause a lot of problems," says Ali Rasheed Mania, chief judge of the Missan district appellate court. Ammar al-Mayiahi, the Badr Brigades' commander in Basra, insists otherwise. "We will abide by the law and we will support it," he vows, denying any wrongdoing by his organization. He says its members are dedicated to serving the people and rebuilding the country.

THE AMERICANS SEE RISKS ON a much larger scale. Their big fear—short of Iraq's complete disintegration—is that Tehran will come to dominate the region. "Iran wants to see a united Shia world," says a U.S. military intelligence officer who asked not to be named because of the sensitivity of his position. "That means they want total control over the Shia in Iraq. We see it as a destabilizing factor." U.S. military officials say Iranian intelligence has already infiltrated the most senior levels of the Baghdad government. An autonomous Shiastan could become a playground for the Iranian hard-liners who sheltered and sponsored practically every Iraqi group that ever challenged Saddam's regime. "These militias don't act independently; they get their orders from higher up," the MI officer says.

Even some Shiite leaders agree that the Americans are not just imagining things. "There is an Iranian influence now, and there will be more if we create a separate region," says Jabir Khaleefa Jabir, head of the Basra branch of the Al-Fadheela Islamic Party. The conservative group, which seeks the imposition of Islamic law, nevertheless has no great desire to take orders from Tehran. "I believe the national borders between us are on their way to melting," warns Jabir.

Al-Mayiahi scoffs at such suspicions about his party's old benefactor. "The Iraqis are in no need of land, oil, population, weapons or anything else that could

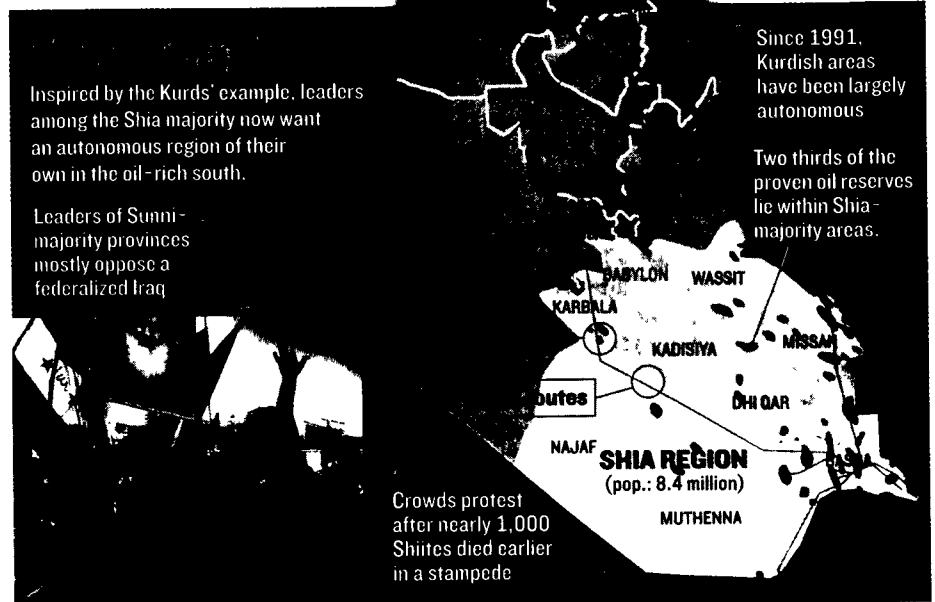


DEBRIS OF DEATH: As kids watch, a bulldozer scoops up shoes left on a bridge after a panicked stampede; mourners carry the casket of a victim

be available here in Iraq," he says. Yet the two countries together sacrificed well over a million fighters and civilians two decades ago in an all-out struggle for control of the Shatt al Arab waterway. And most of the petroleum in Iraq—the No. 3 oil country in the world, after Saudi Arabia and Iran—is beneath the sands of Shiastan. Just about the only explicit allocation of federal power in the draft constitution is a provision that gives the central government control over all existing oilfields. Still, some southerners, tired of poverty and power failures, have their own ideas. "The resources we have here in the south are enough to fulfill our demands," says al-Mayiahi. "We are planning to make the resources here in the south available to support the other regions after taking our share."

Not every Iraqi Shiite believes in the promise of Shiastan. Ahmed Kadhim, 27, watched helplessly from the banks of the Tigris last week while so many pilgrims fell to their deaths. He blames the politicians in Baghdad for the tragedy. "The people calling for southern-region federalism are the same ones who are in the government now," he says. Weren't they the ones who allowed Iraq's security forces to place checkpoints at either end of the bridge, he asks, in effect choking off the only safe escape routes? "I wonder how they expect us to believe their promises to make the south better." That may be unfair. But these days nearly everyone in Iraq—Shiites and Sunnis alike—feels panicked and trapped.

With JOE COCHRANE and MICHAEL HASTINGS in Baghdad and MELINDA LIU in Basra



Inspired by the Kurds' example, leaders among the Shia majority now want an autonomous region of their own in the oil-rich south.

Leaders of Sunni-majority provinces mostly oppose a federalized Iraq

Since 1991, Kurdish areas have been largely autonomous

Two thirds of the proven oil reserves lie within Shia-majority areas.

Crowds protest after nearly 1,000 Shiites died earlier in a stampede

The Turkish identity

Herald Tribune

September 12, 2005

Next week, the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, will address the United Nations on one of the issues threatening to slow down negotiations to admit Turkey into the European Union — recognizing Cyprus. But he should also address the question of Orhan Pamuk, the pre-eminent Turkish novelist who has been charged with “public denigration” of Turkish identity.

In February, a Swiss newspaper quoted Pamuk on Turkey’s longstanding refusal to discuss the Armenian genocide and the deaths of

30,000 separatist Kurds more recently. Pamuk’s remarks inflamed Turkish nationalists, and he left the country. He faces the possibility of three years in jail.

The charges against Pamuk violate the standards of free speech, one of

the prerequisites to Turkey’s admission to the European Union. The charges also cut to the heart of Pamuk’s writing. The question of Turkish identity informs his work. In “My Name Is Red,” Pamuk never lets the reader forget the ethnic and cultural diversity of Turkey’s past. Nor does he flinch, in “Istanbul,” from re-

mindings readers of the “deliberately provoked” 1955 riots that destroyed several non-Muslim neighborhoods in that city. Beneath the notion of a Turkish identity lies a tension, still noticeable today, that has nourished Pamuk’s writing.

It has been about six months since Pamuk’s comments were published, so it is unclear why the charges are being brought just now. Whatever the motive, they are a reminder that one of Turkey’s biggest obstacles in dealing with the West is the way it chooses to patrol its own history.

Le grand écart du projet de Constitution irakienne

AVEC la remise au Parlement irakien d’un projet de Constitution définitive, un acte supposé fondamental pour le pays s’est joué. Les perspectives demeurent toutefois incertaines, sinon sombres. Au lieu de rassembler les Irakiens autour d’une vision commune, le document du 28 août a en effet creusé leurs divergences.

Les responsables politiques et les parlementaires auront néanmoins eu l’intelligence de ne pas mettre le texte aux voix. En l’absence de vote, les discussions informelles continuent pour tenter de rapprocher les points de vue, garantir au texte l’adhésion la plus large possible et éviter sa mise en échec lors du référendum constitutionnel programmé au plus tard pour le 15 octobre.

Un rappel des faits : le calendrier initialement prévu a subi d’innombrables reports. L’élaboration du projet de Loi fondamentale a requis de longues discussions avec les chefs des partis politiques afin d’aplanir les divergences de fond, inévitables dans un pays pluriethnique et multiconfessionnel, dont certains groupes — les chiites et les Kurdes — ont particulièrement pâti de la dictature déchue. Au bout du compte, les partisans d’une république laïque ont dû transiger ; ceux d’un régime islamique, atténuer leurs exigences ; les partisans d’un pouvoir centralisé, accepter l’idée d’un partage — pour peu qu’ils en soient bénéficiaires ; et ceux d’une gestion ultradécentralisée des ressources naturelles — essentiellement le pétrole et le gaz — concéder une certaine centralité.

DÉCENTRALISATION

A moins d’être amendé, le projet de Constitution est essentielle-

ment un métissage des revendications kurdes et chiites. Il prévoit d’instaurer en Irak une république « fédérale », « parlementaire », « démocratique », où l’islam serait « une source principale de la loi », aucune législation ne pouvant contredire ses normes ni non plus les principes démocratiques. Un nombre illimité de gouvernorats peut se constituer en régions fédérales dotées de pouvoirs exécutif, législatif et administratif étendus, pour peu que les popula-

tions concernées soient consultées.

Le pouvoir central gère les richesses naturelles, non sans que quelques privilèges soient accordés, pour un certain temps — non défini —, aux régions les moins bien traitées par l’ancien régime, c’est-à-dire chiites et kurdes. L’appartenance de l’Irak au « monde musulman » est entérinée, mais non au « monde arabe » dont seul « le peuple arabe en Irak » peut se revendiquer. Les langues arabe et kurde sont reconnues comme langues officielles sur l’ensemble du territoire.

Les Arabes sunnites en particulier, mais aussi des personnalités et formations chiites ainsi que les laïcs récuse le système fédéral au profit d’une large décentralisation administrative. Ils sont disposés à reconnaître une région autonome kurde dans le nord du pays, déjà prévue — mais jamais appliquée — par un accord de 1970

entre le pouvoir central et les chefs kurdes, puis confirmée dans les faits depuis 1992, à la faveur de la mise en quarantaine par la communauté internationale de l’ancien régime. A tort ou à raison, ils redoutent en revanche une agrégation de régions chiites

s’étendant du Sud jusqu’à une partie du centre du pays, et qui, adossées à l’Iran, risquent de devenir une sorte de réplique ou d’avatar de la République islamique. Les régions du Centre, où les Arabes sunnites sont majoritaires, ne recelant pas de pétrole, ils craignent de devenir les nouveaux laissés-pour-compte du pays.

TEXTE HYBRIDE

Quel que soit le jugement que l’on porte sur ces objections et/ou appréhensions, et même en créditant les auteurs du projet des meilleures intentions, celui-ci porte en germe une division de l’Irak sur des bases communautaires.

C’est aussi un texte hybride, qui juxtapose aux régions fédérales des gouvernorats qui, ayant choisi de demeurer des électrons libres, bénéficieraient d’une large décentralisation administrative.

Le texte cherche également à concilier des contraires. Mais il est difficile de combiner l’affirmation des principes de la démocratie (« le peuple est la source de l’autorité et de la légitimité de la loi ») et l’assurance que l’islam, c’est-à-dire un dogme spirituel, est « une source principale de la législation ». Même si aucune disposition ne prévoit d’ériger en Irak un Guide suprême au-dessus des institutions, comme c’est le cas en Iran, ne se retrouve-t-on pas dans un projet de système apparenté à celui de la République islamique voisine dont les contradictions n’ont pas manqué de se révéler au grand jour ? On voit mal, par ailleurs, comment l’égalité de tous devant la loi et la justice pourra s’accommoder de la libre adhésion de chacun aux principes de sa foi, ce qui est une manière d’introduire, par la petite

porte, les tribunaux religieux.

Plus fondamentalement, la question est posée de savoir si un pays qui, depuis les années 1960, a vécu sous une forme ou une autre de dictature — dont le régime de Saddam Hussein fut la caricature la plus cruelle — peut passer du jour au lendemain à une décentralisation aussi poussée que le fédéralisme, en l’absence de toute culture démocratique. D’autant que le pays demeure occupé, quelle que soit l’appellation donnée à la présence de la force multinationale conduite par les Etats-Unis.

Enfin, une Constitution intermédiaire n’était-elle pas plus adéquate le temps que le pays panse ses plaies ? Fallait-il à tout prix précipiter la rédaction du projet pour respecter un calendrier davantage dicté par des considérations américaines — que le haut patronage de l’ambassadeur des Etats-Unis, Zalmay Khalilzad, et les pressions publiques du président George W. Bush rendaient plus spectaculaires encore — que par l’intérêt bien compris du pays lui-même ?

Mouna Naim

Le Monde

10 SEPTEMBRE 2005

L'Irak exhorte la Syrie à cesser d'« exporter la destruction » par les combattants arabes

Une vaste offensive est en cours à la frontière

LES AUTORITÉS irakiennes ont demandé avec insistance, dimanche 11 septembre, à la Syrie de cesser d'« exporter la destruction » en Irak, faisant référence à une offensive de combattants arabes qui auraient transité par la Syrie. « Al-Qaïm, Housayba, Routba, Rommana et d'autres villes sont devenues des otages aux mains de terroristes venant de tous les pays et qui n'ont trouvé d'autre porte d'entrée que la

Syrie », a dit le ministre de la défense, Saadoun Al-Doulaïmi.

Concernant l'opération « Restoring the Rights » menée actuellement dans la région de Tall Afar, dans le nord du pays, près de la frontière syrienne, par les troupes américaines et irakiennes, le ministre a parié de la découverte de quinze caches d'armes « capables de détruire une ville plus vaste que Tall Afar » et d'une fabrique de

« bombes à haute technologie, ce qui suppose une expertise étrangère », estimant que la ville était un « centre de distribution d'armes aux autres régions » rebelles.

6 000 soldats irakiens, soutenus par 4 000 Américains, ratissent depuis le 26 août la région de Tall Afar. Selon l'état-major américain,

141 terroristes ont été tués et 211 suspects ont été arrêtés alors que les Irakiens parlent de 240 arrestations.

Un groupe lié au réseau terroriste d'Al-Qaïda, le Bureau militaire de Jaïch Al-Taïfa Al-Mansoura, a menacé de frapper des objectifs stratégiques et sensibles des forces étrangères et irakiennes aux « armes non conventionnelles, et chimiques, qui ont été développées par les moudjahidins, si l'offensive

armée contre Tall Afar ne s'arrêtait pas d'ici 24 heures ». Ce groupe s'en est violemment pris au premier ministre irakien, Ibrahim Al-Jaafari, et au ministre de la défense. De son côté, l'Armée islamique en Irak a appelé à tuer M. Jaafari, le ministre de l'intérieur Bayane Baqer Soulagh ou le ministre de la défense, promettant d'importantes récompenses.

Par ailleurs, le chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab Al-Zarkaoui, a accusé les forces américaines d'utiliser des « gaz mortels » contre les habitants de Tall Afar et a annoncé la « bataille décisive » en Irak. Enfin, neuf Irakiens ont été tués dimanche, dont trois femmes, lors d'une attaque à Bagdad. - (AFP.)

Iraq and U.S. push to Syrian border

From news reports

BAGHDAD: Iraqi and U.S. forces have stepped up their offensive against rebels in the northern town of Tal Afar, while tightening security on the nearby Syrian border, Prime Minister Ibrahim al-Jaafari said Friday.

Jaafari also said that the government would increase security controls along the border with Syria, saying that it had already tightened security on the border between Nineveh Province in the north of Iraq and Syria.

Tal Afar, an insurgent stronghold, is believed to provide a shortcut for foreign fighters infiltrating Iraq to join the Iraqi insurgency.

The U.S. military announced Thursday that U.S.-led forces were preparing to launch a military offensive to root out insurgents from Tal Afar, where en-

tire neighborhoods are in the hands of rebel groups.

About 215 people described by American forces as terrorists have been killed or captured in Tal Afar in the last eight days, the U.S. military said.

"The Iraqi government and humanitarian agencies have established temporary housing, food and medical care for those citizens" displaced by the unrest in Tal Afar, Jaafari said.

Meanwhile, the printing of the draft constitution has been delayed, reportedly with new amendments to accommodate demands of disenfranchised Sunni Arabs to ensure the Arab identity of Iraq.

The United Nations, which is in charge of printing five million copies of the proposed constitution to distribute to Iraqi families before the scheduled

referendum, said it had not yet received the final text.

"We are hoping to receive it at least by Sunday," Nicholas Haysom, the UN official in charge of constitutional affairs, said Friday.

In Baghdad, eight Iraqis, including a police officer, were killed and six others were wounded in rebel attacks, including a car bomb that targeted a U.S. Army convoy.

An American citizen, Roy Hallums, who was rescued by the U.S.-led coalition Wednesday after 10 months as a hostage, left Iraq for the United States aboard a military transport plane, the U.S. military said. Hallums was kidnapped from the offices of his Saudi employer in Baghdad on Nov. 1.

Baghdad International Airport was closed Friday because of a pay dispute between the government and a British company that provides security there,

leading to a standoff between the company's private guards and Iraqi soldiers.

The Interior Ministry said it had dispatched its security forces to take control of the airport and reopen it, but the company, Global Strategies Group, said its guards stood their ground at perimeter checkpoints while U.S. soldiers arrived on the scene.

The U.S. military had no comment on the situation. An official said U.S. soldiers had joined the British company's security forces to block the entry of Interior Ministry troops.

The acting Iraqi transportation minister, Esmat Amer, said: "This issue is related to Iraq's sovereignty, and nobody is authorized to close the airport."

He said the government had been trying since the first of the year to renegotiate a now-lapsed \$4.5 million monthly contract that Global had signed with the defunct U.S. Coalition Provision Authority. (AFP, AP)



An American soldier ran for cover Friday in Tal Afar, Iraq, near the Syrian border. Agence France-Presse

«Des petits bouts de Turquie»

Berlin envoie special

es plants de tomates et les salades sont soigneusement alignés dans les «jardins ouvriers» baptisés

pompeusement *Sommergluck* («bonheur de l'été») ou *kleines Paradies* («petits paradis») que quelques anciens habitants de la rue viennent encore cultiver le week-end passant rapidement au milieu de la foule bigarrée qui prend le frais sur les trottoirs. «Quand nous étions gosses, au milieu des années 70, les Allemands étaient encore largement majoritaires dans le quartier et on se connaissait mais maintenant c'est fini, ils

sont presque tous partis et chaque communauté vit de son côté, les Turcs comme les Yougos et les Arabes qui commencent à s'installer», dit Atalay Vurgun, 36 ans, qui a grandi dans l'un de ces immeubles gris de Koloniestrasse, le cœur de ce qui fut avant guerre le Wedding rouge. Cet ancien bastion ouvrier est devenu un des principaux

Même si un quart d'entre elles sont devenues allemandes, les 2,5 millions de personnes issues de l'immigration turque outre-Rhin continuent à y vivre selon leurs propres règles.

quartiers de l'immigration turque dans la capitale allemande. Ils sont au moins 350 000, soit quelque 10% de la population, et tous concentrés dans l'ancien Berlin-Ouest dans des quartiers comme Kreuzberg, Neue Köln ou Wedding... «Cette communauté est très segmentée politiquement, religieusement, ou entre

Kurdes et Turcs, mais en même temps elle a créé des petits bouts de Turquie où l'on vit entre soi sans aucun réel contact autre que professionnel ou d'«assistantiel» avec la société allemande», souligne Altan Gökalp, anthropologue et spécialiste de l'immigration turque. Une partie d'entre eux toutefois s'intègre peu à peu: environ 600 000 des 2,5 millions de Turcs ou originaires de Turquie vivant outre-Rhin ont opté pour la citoyenneté allemande et vont donc voter lors des élections, dimanche.

Avoir gardé son passeport turc n'est pas toujours synonyme de repli. Chaleureux et volubile avec un parfait accent berlinois, Atalay Vurgun affiche sa réussite au volant d'un coupé décapotable Mercedes noir flambant neuf. «Je suis turc mais je pense comme un Allemand et je vis comme un Européen», clame le jeune homme, qui a installé sa société de transports ABC Logistik dans Koloniestrasse non loin de la friche industrielle où se dressait l'entreprise qui employa son père comme chauffeur. Peu après la chute du Mur, il s'est lancé à son compte achetant pour quelques milliers de marks un camion d'une société d'Etat en liquidation de l'ex-RDA. Toutes les économies de la famille arrivée trente ans plus tôt d'un village de l'est de l'Anatolie ont été investies dans l'aventure. Son premier bureau se résumait à un téléphone mobile et à la chambre où il avait grandi avec ses deux frères dans le petit appartement familial. Maintenant, il a plus de trente camions peints d'un rouge pimpant. Parmi ses quarante salariés, un seul Turc. Alors que nombre des 40 000 petits entrepreneurs d'origine turque sont dans le «business ethnique» travaillant peu ou prou avec des Turcs ou avec la Turquie. «Moi, je voulais que mon entreprise soit comme n'importe quelle autre entreprise allemande», explique le jeune patron, qui n'en tient pas moins à garder le siège d'ABC dans la rue de son enfance. «Ici, je suis respecté car chacun sait d'où vient mon argent et je connais tout le monde y compris dans l'administration», justifie Atalay, qui a pris un appartement dans le quartier voisin et nettement plus chic de Rieckendorf afin que sa petite fille soit, comme lui jadis, à l'école avec une majorité d'Allemands.

«Formaté à l'allemande»

Tous les dimanches matin, le clan se réunit. Cette fois, le brunch se tient chez Denny, 32 ans, le cadet maintenant contrôleur à l'U-Bahn, le métro berlinois, après avoir tenté sans succès de monter aussi sa propre société de transport routier. «La frontière polonaise est à moins de cent kilomètres et leur concurrence est impitoyable», explique-t-il. Il y a cinq ans, il avait essayé de travailler dans le tourisme à Antalya sur la côte Sud de la Turquie, là où les parents passent une bonne partie de l'année depuis leur retraite. «C'est le règne de la magouille et je me suis alors aperçu à quel point j'étais finalement formaté à l'allemande», raconte-t-il. Les enfants regardent des dessins animés sur une chaîne sa-



Le quartier de Wedding est un des principaux lieux de l'immigration turque à Berlin.

LOST/BEUZ

tellitaire turque et les adultes ne parlent que des élections de dimanche. En 2002, l'écrasante majorité des électeurs d'origine turque avait voté pour les sociaux-démocrates ou les Verts, qui appuient l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne alors que la droite y est farouchement opposée. Mais cette fois le cœur n'y est plus. L'ambitieuse loi sur les naturalisations voulues par la coalition «rouge-vert» a été en effet sérieusement revue à la baisse par la Chambre haute, dominée par les conservateurs. «Fondée sur le droit du sol, elle facilite certes la naturalisation mais elle oblige aussi à renoncer à la nationalité d'origine à moins d'une autorisation spéciale», explique Attila, 38 ans, l'aîné, écrivain et journaliste. Quelque 50 000 nouveaux Allemands ont été d'ailleurs déchu de leur nouvelle citoyenneté pour n'avoir pas respecté cette règle. La procédure reste en outre longue avec un examen de langue plus ou moins difficile selon les Länder. «A quoi bon tous ces efforts et ces humiliations alors que maintenant un immigré en règle peut voyager librement dans tout l'espace Schengen», souligne Atalay, resté citoyen turc à la différence de ses deux frères. «Le renoncement au passeport turc est ressenti comme une mutilation pour celui qui se sent aussi pleinement turc qu'allemand», admet le député européen vert d'origine turque Cem Ozdemir, reconnaissant une réelle baisse des demandes de naturalisation.

«Peser politiquement»

«Nous incitons les nôtres à prendre la citoyenneté pour peser politiquement car c'est désormais ici que nous vivons», martèle Celal Tüter, cadre de l'organisation de jeunes Milli Görüs («la voie nationale»), mouvement islamiste. Plusieurs fois par semaine, il vient à Koloniestrass dans la mosquée Haci-Bayram, installée dans les bâtiments d'une ancienne fabrique de pain. C'est le centre des réseaux d'entraide du quartier. Des femmes en foulard passent à la boutique coopérative ou se rendent à côté au supermarché Konya, qui vend des produits turcs fabriqués par des entreprises islamistes. Un peu plus loin, des boutiques de vêtements exhibent en vitrine des foulards et des longs manteaux. «Pour un croyant, la vie est beaucoup plus

facile en Allemagne que dans la Turquie laïque et les filles peuvent aller à l'école avec le foulard», racontent les islamistes.

Dans les petits restaurants de kebab, des familles sont attablées. Leur vie est désormais en Allemagne mais le plus souvent dans le cocon protecteur d'une société parallèle repliée sur ses propres règles où l'on vit comme là-bas au village sous un permanent contrôle du groupe. «Je ne suis pas venue en Allemagne mais dans une famille», reconnaît Leyla, arrivée il y a six ans pour se marier avec un lointain cousin. Une union arrangée par les familles comme il y en a tant. Pour nombre de familles turques de l'émigration, une import Gelin («une fiancée importée») représente la garantie d'une épouse respectueuse élevée dans la tradition. «Entre le mariage arrangé et le mariage forcé, la différence est mince. Ces jeunes femmes vivent enfermées dans un monde patriarcal où aucune décision ne leur appartient et c'est aussi le cas de celles nées ou grandies ici si elles sont restées dans des familles très conservatrices», souligne Seyran Ates, avocate et inlassable militante des droits des femmes.

Arrivée toute gosse, cette jeune femme brune a également grandi à Wedding avant le grand déferlement des regroupements familiaux. «J'étais la seule Turque dans ma classe et c'est pour ça aussi que je m'en suis sortie, mais aujourd'hui c'est beaucoup plus difficile et je suis effrayée de

Pas de double nationalité

Le 1^{er} janvier 2001 est entrée en vigueur la nouvelle loi sur la naturalisation élaborée par les sociaux-démocrates et les Verts. Pour la première fois en Allemagne, le droit du sang – on naît allemand parce que de parents allemands – était remplacé par le droit du sol, c'est-à-dire qu'un enfant né sur le territoire allemand est allemand. Mais, pour obtenir le vote de la Chambre haute dominé par les conservateurs, la coalition «rouge-vert» a élagué le texte et introduit des articles interdisant rigoureusement la double nationalité à moins d'une autorisation spéciale ou d'accords particuliers avec certains pays de l'UE comme la France.

voir de plus en plus de filles porter le foulard dans un choix de repli identitaire», souligne l'avocate, installée désormais dans un bel immeuble d'un quartier très bobo au cœur de la capitale. De par son métier elle est confrontée quotidiennement à la détresse des femmes de l'immigration. «Une bonne moitié de celles qui viennent me voir sont victimes de violences, les autres simplement n'en peuvent plus de cette non-vie et jouent le tout pour le tout en décidant de divorcer malgré les pressions et les menaces», raconte Seyran Ates, dont le nom est connu dans toute la communauté. Son livre de souvenirs *la Traversée des flammes* (1) a été un best-seller. Longtemps la société allemande a vécu avec l'idée que les *Gastarbeiter* n'étaient là que de passage et il n'y avait aucune réelle réflexion sur l'intégration. Et le changement même de la loi sur la nationalité menée par la gauche obéissait surtout à des considérations électorales. «Nous payons trois décennies de total aveuglement au nom du multiculturalisme. On laissait les communautés vivre côte à côte selon leurs propres règles sans aucun effort réel d'intégration et en fermant les yeux sur les atteintes aux droits élémentaires des personnes», accuse la jeune femme, dont le parler vrai irrite aussi bien les siens qu'une partie de la gauche. Elle n'hésite pas à dire que les jeunes Turco-Allemands d'aujourd'hui sont «une génération perdue».

Peu de mariages mixtes

«Cette troisième génération vit dans un entre-deux et beaucoup ne maîtrisent réellement ni l'allemand ni le turc. Mais, même si l'intégration est aujourd'hui plus difficile notamment à cause des quartiers ghettos et de l'échec scolaire, elle n'en progresse pas moins», nuance la sociologue Czarina Wilpert. Certes, le nombre des mariages mixtes reste très limité et le plus souvent il s'agit d'Allemandes épousant des Turcs. Et à peine 12% des élèves d'origine turque vont au lycée (les autres restant dans des filières professionnelles). Toutefois, une culture mixte peu à peu se dessine, comme en témoigne le succès de Radio Metropole, première vraie radio turque berlinoise qui alterne musique turque et infos locales ou nationales en allemand. «Les jeunes, à la différence de leurs aînés, ne se satisfont plus de l'écoute des médias turcs», explique Aziz Yakar, un des responsables de la régie publicitaire. Des petits pas vers l'intégration qui rencontrent les résistances de la société allemande où le racisme reste bien palpable. «Quand je téléphone pour un contrat de livraison dans l'ex-Est ou en Bavière, je dis m'appeler Engel pour éviter tout problème», raconte Atalay Vurgun. Il n'a guère d'illusions: «Bien que la Turquie finira par entrer dans l'UE, ces méfiances demeureront. Je sais bien que, même dans quarante ou cinquante ans, je resterai pour eux avant tout un Turc.»

MARC SEMO

photos WOLFGANG BELLWINKEL

(1) Publié chez Calmann-Lévy.



Tragi-comédie en Kurde de route

«Kilomètre zéro» road movie à travers l'Irak signé Hiner Saleem.

Kilomètre zéro
de Hiner Saleem, avec Nazmi Kirik, Eyam Ekrem, Belcim Bilgin... 1h36.

Premier film «irakien» en compétition à Cannes, *Kilomètre zéro* est

d'abord un film kurde, même s'il traverse, tel un road movie couleur sable, le pays de Saddam, de Bassora au sud à Amédie au nord. Hiner Saleem est kurde, son esprit comme son rire sont kurdes, sa tragédie aussi, puisqu'il a fui sa terre au

début des années 80, alors opprimée et arabisée par les soldats irakiens. Cela fait plus de dix années qu'il vit en France et a déjà livré trois films, *Vive la mariée...* et *la libération du Kurdistan* (1997), *Passeurs de rêves* (1999), *Vodka Lemon* (2003), et un récit autobiographique, *le Fusil de mon père* (Le Seuil, 2004). Où se disputent l'appétit de vivre à tout prix, le désabusement devant la fatalité historique d'un peuple condamné à être un éternel perdant, et la chronique drolatique des faits quotidiens d'une

existence problématique. Ce que résume une expression qu'Hiner Saleem tient de son grand-père: «*Notre passé est triste, notre présent est tragique, mais heureusement nous n'avons pas d'avenir...*»

Kilomètre zéro plonge dans ce passé, en 1988, période de l'Anfal, quand «Ali le chimique», cousin de Saddam, soumet le Kurdistan. Après avoir échappé au peloton d'exécution, Ako est enrôlé de force dans l'armée, avec ses copains Sami et Adnan, pour aller faire la guerre à l'Iran à l'autre bout du pays. Puis ramène vers le Kurdistan le corps d'un martyr à sa famille, dans un cercueil aux couleurs nationales juché sur le toit d'une voiture, avec pour chauffeur un Arabe. Avant désertion, fuite, exil, accompagné de sa femme Selma.

Le film tient sur ce fil tendu: celui d'un itinéraire en forme d'aller-retour à travers l'Irak, pays qu'on découvre malgré le déluge d'images télé; et celui d'un sentiment ténu, entre comédie et tragédie, burlesque et désespoir, des séquences où tout peut exploser: une bombe, un rire, une dispute, la joie, la beauté d'une route qui file. Il y a une statue de Saddam qui poursuit le héros, un cadavre à lixer en douce, la nuit, pour ne pas désespérer le peuple, et des montagnes kurdes sous un ciel azur qui vont voir fondre sur elles les gaz chimiques. C'est un petit poème en prose dérisoire, caustique, poignant, jamais grandiloquent. Pas une manière de prendre à témoin, mais une façon de pratiquer le cinéma par l'absurde. Pour mieux convaincre. ♦

Antoine de Baecque

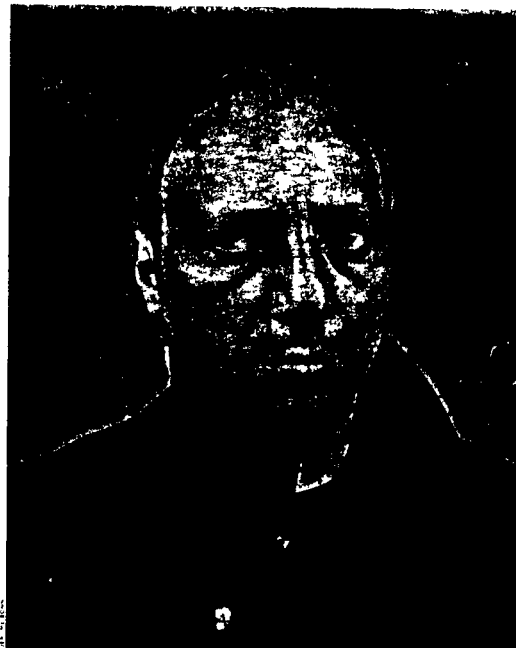
Mes dates clés

PAR HINER SALEEM

«**1967.** Mon premier souvenir, à 4 ans, est l'arrivée des escadrons du gouvernement dans notre quartier d'Akré, au Kurdistan irakien. Les miliciens armés ont fait irruption dans la maison, nous accusant d'être des amis du général Barzani. En quelques minutes, ils ont tué sept personnes du quartier, dont un de mes cousins. Quand ils sont partis, on a fui, c'était ma première sortie hors d'Akré, premier exode. On s'est cachés dans les grottes du bord du Tigre, contrôlées par la résistance kurde. C'est là que j'ai appris à nager, en sortant entre les passages des avions de chasse irakiens, des Molotov soviétiques. On ramassait dans l'eau les cadavres de poissons déchiquetés par les bombes. Pour manger, on avait besoin des bombardements!

11 mars 1970. Accord pour l'autonomie du Kurdistan, négocié par les deux récents putschistes, Saddam Hussein et Ahmed Hassan al-Bakir, avec Mustapha Barzani. C'est la fête, fanfares et balles de joie tirées par de vieux Brno, le fusil tchèque des combattants kurdes. On est rentrés chez nous à Akré, la maison était détruite mais on a été accueillis comme des princes.

1973. 10 ans, premiers souvenirs de cinéma, premières lectures marquantes.



Hiner Saleem.
«*Je ne veux ni d'un Kurdistan socialiste, ni capitaliste, ni religieux, mais un Kurdistan heureux.*»

Mon père revenait à la maison avec des classiques kurdes illustrés: des montagnes superbes et des femmes de toutes les couleurs, avec des beaux seins. J'étais bouleversé, j'ai toujours voulu faire ça: les couleurs et la poésie en même temps. Un de mes oncles, ingénieur dans le pétrole, est revenu vivre chez nous, avec une télé: tout à coup, les couleurs, la poésie et la musique se combinaient pour bouger ensemble. Je regardais les programmes du début à la fin: la boîte parlait en arabe et les émissions c'était Saddam, toujours Saddam, mais ce n'était pas grave, j'étais fasciné par le mouvement. Je voulais que ce soit mon métier: faire marcher la boîte aux images. J'appelais ça «être électricien»... Mon premier héros est apparu un peu plus tard, dans la nuit, avec un bonnet sur la tête, parlant une langue étrange qui me rendait triste. C'était le commandant Cousteau.

1974. On apprend à connaître le Voyou de Tikrit: Saddam reprend la guerre contre les Kurdes. On repart vers la frontière. Cette fois les Irakiens ont des Mig 19, et nous on se demande: «*Quand vont arriver nos avions américains?*» On était naïfs. Un accord passé entre Saddam, le shah d'Iran, Kissinger et Boumédiène consacre la défaite du Kurdistan irakien.

1979. Mes deux frères sont dans la résistance, moi

je prends conscience en lisant... Régis Debray, époque bolivienne. Mes apprentissages passent aussi par Tolstoï, Gorki, Sartre, et je vouais un culte à la ligne Maginot.

1980. Je fuis par la Turquie, c'est un échec. Puis par la Syrie, et à Damas je me réfugie à l'ambassade d'Allemagne de l'Est, où on me dit: «*Camarade, il faut retourner à Bagdad...*» Idem à l'ambassade de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie. J'ai alors compris qu'on n'était pas si frères que ça. Un jour, j'entre à l'ambassade d'Italie. On a bu un cappuccino avec le

consul italien, marié à une Kurde: «*Jeune homme, je connais la tragédie des Kurdes.*» En un quart d'heure, il m'a donné un visa de six mois. Et je suis arrivé à Florence.

Mars 1988. Je travaille dans une pizzeria, au bord de la mer, quand j'apprends par la radio le massacre au gaz chimique de la ville de Halabja. Les larmes me montent aux yeux. Les Kurdes vivent leur martyre dans un moment d'isolement et d'indifférence. Saddam arrangeait alors tout le monde.

2 août 1990. En vacances près d'Avignon, j'achète *Libération*, et j'apprends que Saddam a envahi le Koweït. J'ai tout de suite compris qu'il était allé trop loin: cela signifierait sa chute.

Janvier 1991. Alors que les Kurdes se soulèvent contre l'armée irakienne, je cherche à entrer au Kurdistan par la Turquie avec une caméra 16 mm. Je n'en avais jamais touché une de ma vie, mais j'étais quand même persuadé qu'il fallait témoigner par un film. Danielle Mitterrand m'a donné la pellicule, et la caméra est italienne. Mon père et mon frère font les acteurs. Je reste quarante jours là-bas, puis je reviens et montre une demi-heure de film à Gillo Pontecorvo, le directeur de la Mostra de Venise. Il est touché et le montre au festival. A ma mère qui me demande si «*c'est sérieux*», je réponds: «*Je fais du cinéma car je suis impuissant sans l'image.*»

1997. *Vive la mariée... et la libération du Kurdistan* gagne un prix au festival d'An-

gers. Le rêve du peuple kurde me bouleverse, il est à la racine de mon cinéma. Il faut ôter la terreur de la conscience des Kurdes. Mais je ne suis porteur d'aucun message: juste rendre les Kurdes heureux. C'est pourquoi j'utilise pour seule arme le rire. Je ne veux d'un Kurdistan ni socialiste, ni capitaliste, ni religieux, mais d'un Kurdistan heureux.

2003. En Arménie, je tourne *Vodka Lemon* quand j'apprends le début de la guerre en Irak. Enfin! Je n'arrivais pas à comprendre l'unanimité «*soviétique*» en

France contre la guerre et les Américains. Quand le régime de Saddam a chuté, je suis entré dans une boutique de caramels, j'en ai acheté autant que j'ai pu, puis je les ai distribués à tout le monde.

2005. Sur une île où il n'y a pour tout habitant qu'un éléphant, sont bloqués un Français, un Anglais et un Kurde. Au bout de six mois, le Français a écrit un traité sur la vie sexuelle de l'éléphant, l'Anglais un autre sur la psychologie de l'éléphant, et le Kurde a rédigé un livre: *l'Eléphant et la question kurde.* ”

Kilomètre zéro

Les tribulations tragi-comiques d'un Kurde en Irak.



Parlant du peuple kurde, le grand-père d'Hiner Saleem avait coutume de dire : «*Notre passé est triste, notre présent est tragique, heureusement nous n'avons pas d'avenir.*»

Le cinéaste, exilé à Paris depuis l'âge de 17 ans, a visiblement reçu en héritage cet humour-là, une espèce assez savoureuse de pessimisme gai. Et dévastateur. On sait depuis ses précédents films (*Vive la mariée... et la libération du Kurdistan* et surtout le superbe *Vodka lemon*) qu'il a, pour décrire les situations douloureuses, un sens aigu de la fantaisie décalée, une robuste ironie et qu'il est capable de bouffées burlesques aussi inopinées qu'irrésistibles. C'est ce même «*programme*» qu'il applique pour évoquer cette fois une vraie tragédie, celle qu'ont vécue les Kurdes sous le régime de Saddam Hussein.

En février 1988, la guerre Iran-Irak fait rage. Dans un village kurde du nord de l'Irak, les militaires rafient tous les hommes, en exécutent certains sur-le-champ comme «*traîtres*» et enrôlent de force les autres pour les envoyer se faire tuer au front. Parmi eux, Ako, qui rêvait de fuir à l'étranger et se retrouve pris au piège. Hiner Saleem montre abruptement la brutalité perverse des soldats de Saddam, leur mépris sans borne pour les Kurdes, qu'ils traitent en sous-hommes. Mais déjà le burlesque s'insinue à l'improviste. Comme dans cette scène surréaliste où Ako brandit frénétiquement sa jambe hors de la tranchée dans l'espoir de se faire amputer et d'échapper à la mort annoncée...

Pour embarquer son récit du côté de la fable, Hiner Saleem installe une situation simple, presque (trop) exemplaire : Ako est chargé de ramener en voi-

→ ture la dépouille d'un «*martyr*» à sa famille. Il doit pour cela traverser tout l'Irak en compagnie d'un chauffeur, un Arabe qui déteste viscéralement les Kurdes. L'affron-

tement des deux hommes, sur lequel pèse la présence de ce cercueil à la fois symbolique et bientôt très encombrant, est le fil rouge d'une longue errance chaotique, plus absurde qu'épique, dans les grands espaces désertiques...

Le jour de la chute de Saddam Hussein, Hiner Saleem a décidé qu'il retournerait dès que possible au Kurdistan pour raconter les malheurs de son peuple. Son film, tourné à l'arraché, et en partie improvisé au fil du périple, a l'énergie vitale de l'urgence. Dans *Kilomètre zéro*, le cinéaste bricole, invente, ajoute et parfois surajoute un épisode, une idée visuelle qui chahutent le récit ou l'étirent inutilement. Pourtant, à travers les tribulations tragi-comiques de cet antihéros finalement plus roublard qu'il n'y paraît, se dessi-

ment ensemble l'implacable cruauté d'un régime haï – par le personnage et par le cinéaste – et la plaisante revanche de la victime désignée. On pense à Kusturica, à cette manière de débusquer, sous les discours idéologiques, l'humanité dans sa version la plus triviale, la plus dérisoire, la plus grotesque, mais la plus fragile, aussi. Ce qui appartient en propre à Hiner Saleem, c'est une vision douce-amère qui, soudain, donne toute la mesure de la folie ambiante. Un plan suffit. Celui où Ako découvre sur un parking un véritable cimetière sur roues : des dizaines de voitures portant, comme la sienne, leur macabre chargement sur le toit. C'est sans doute le plus beau plan du film, et on ne rit plus.

Jean-Claude Loiseau

Franco-kurde (1h36). Réalisation et scénario : Hiner Saleem. Avec : Nazmi Kirik (Ako), Eyam Ekrem (le chauffeur), Belcim Bilgin (Selma).

Deux hommes, un cercueil... et l'humour d'Hiner Saleem.



Irak

● La fracture confessionnelle



Saba-AP

La catastrophe de la bousculade du pont d'al-Aïmah à Bagdad, au cours de laquelle près d'un millier de pèlerins ont péri la semaine dernière, a encore exacerbé les tensions entre les chiïtes et les sunnites d'Irak. Des responsables chiïtes ont affirmé que les rumeurs sur la présence parmi la foule de kamikazes avaient été lancées délibérément par des sunnites pour provoquer la tragédie. Dans le contexte actuel, les chiïtes, les sunnites et les Kurdes, qui se déchirent sur le projet de nouvelle Constitution, analysent tout sous le prisme confessionnel. Malgré la décision de Zalmay Khalizad, ambassadeur américain en Irak, de passer outre à l'opposition des sunnites au projet de Constitution irakienne, l'impression du texte vient à nouveau d'être repoussée de quelques jours pour permettre d'ultimes négociations. Point d'achoppement des négociations : les sunnites exigent que la Constitution stipule que l'Irak est un tout et ne peut être divisé, et qu'il fait partie intégrante du monde arabe et islamique. Un nouvel échec entérinerait la fracture confessionnelle qui s'aggrave de jour en jour. Et compromettrait durablement l'espoir de voir l'Irak échapper à une guerre civile. Dans ce contexte, le procès de Saddam Hussein, qui comparaitra à partir du 19 octobre au tribunal spécial irakien chargé de le juger pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, risque lui aussi d'attiser le ressentiment des sunnites, y compris ceux qui ont souffert du régime du dictateur déchu.

Sara Daniel

Iraqi charter amended and approved

Sunni support is doubtful as document moves to Parliament

By Robert F. Worth

BAGHDAD: More than two weeks after it was formally presented to Parliament; a final, modified version of the new constitution was approved by Iraqi leaders Tuesday, allowing five million copies of the document to be printed and distributed before a national referendum next month.

The revisions are relatively minor and are not likely to win the support of Sunni leaders who oppose the charter and had hoped to see broader changes on regional autonomy and other issues.

The four approved changes touch on water rights, adherence to international treaties, cabinet staffing and Iraq's Arab identity, a controversial subject on which the new draft offers a compromise position.

The leaders of the constitutional drafting committee said they had signed off on a final version of the document, as did Hussein al-Shahristani, the acting speaker of Iraq's National Assembly and a leader of the Shiite majority.

Shahristani said that he would present the amended version to the assembly Wednesday morning and that it would then be given to United Nations officials, who are responsible for printing and distributing it.

But in a measure of the chaos that has surrounded the constitutional process, some members of the committee said

on Tuesday afternoon that they were not aware that the draft was complete.

Under Iraq's transitional law, the assembly has final authority on the document, not the committee that drafted it.

If it goes forward as planned, the formal approval will end weeks of perplexing uncertainty, in which several different versions of the constitution were circulated.

Some Iraqi leaders held meetings on amending the charter in hopes of winning over the Sunni opposition, while others insisted that the document was already final and would not be changed.

Nicholas Haysom, head of the UN team that will arrange for its printing said he had not yet seen a final version.

It will take about 10 days to print the 5 million copies of the 39-page document, a little more than one for every household in Iraq, Haysom said. That will leave just over three weeks to distribute them throughout the country, far less than was originally envisioned.

Nongovernmental groups and schools will assist in the effort, and newspapers and radio and television will help to publicize it as well, he said.

One approved change to the document addresses the objections of the panel's Sunni members, who have called for Iraqis to vote against the document in the referendum on Oct. 15. They were angered by an article that describes Iraq as part of the Islamic

world, without also saying it is part of the Arabic world.

The amended version compromises by stating that Iraq "is a founding member of the Arab League and is committed to its charter."

But Mahmoud al-Mashadani, a Sunni member of the constitutional panel, said that was not enough to persuade the constitution's opponents.

Under Iraq's transitional law, the constitution will be defeated if two thirds of the voters in any three of Iraq's 18 provinces reject it. That would lead to fresh elections for a new temporary National Assembly, which would be charged with writing a new constitution.

"The defense and the prosecution have rested," Mashadani said. "The case is now in the hands of the jury."

The revisions do not touch on the most controversial part of the draft constitution — a provision that allows for the creation of largely autonomous regions in Iraq.

That section, written at the insistence of Shiite leaders, has ignited fierce opposition from Sunnis and some others, notably the rebellious Shiite cleric Moktada al-Sadr, who has hinted that he may lead a campaign against the document, too.

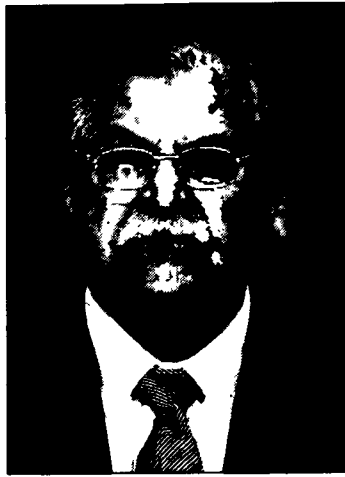
The New York Times

8-14 SEPTEMBRE 2005

le nouvel Observateur

September 14, 2005

INTERNATIONAL Herald Tribune



Iraqi President Jalal Talabani asks leaders at U.N. yesterday to help fight the insurgency.

Iraq's Talabani appeals for help

Facing 'brutal' terror campaign

Suicide bombers kill 31 in Baghdad

OLIVIA WARD
STAFF REPORTER

UNITED NATIONS—As a week of worsening bloodshed took hundreds of lives, Iraqi President Jalal Talabani admitted his country was in crisis, and made a plea for help to fight the insurgency that is undermining efforts to rebuild after the ouster of Saddam Hussein.

"Iraq is facing one of the most brutal campaigns of terror at the hands of the forces of darkness," Talabani told the United Nations summit of world leaders yesterday. "They are killing hundreds of Iraqis, destroying their wealth and trying their best to stop the march... toward rebuilding the country through building a constitutional and fair regime."

As he spoke, suicide bombers inflicted another day of mayhem in Baghdad yesterday, killing at least 31 people.

Talabani, a Kurdish former resistance leader, said "terrorism that targets the Iraqi individual has declared a war of annihilation against innocent civilians."

But in a meeting with Danish journalists yesterday, he suggested that Iraqi units could replace some of the foreign troops in his country by the end of this month. Denmark currently contributes 530 troops. And, he said, "many units from the allied forces" could be removed by then if a timetable was set with the contributing countries.

In a progress report to the Security Council, U.N. Secretary

General Kofi Annan said life for Iraqi civilians was growing worse because of terrorism, violent crime and military operations. He said Iraq's forces lack training and have used excessive force and mass arrests "often without attention to due process."

The issue of foreign troops in Iraq has been a volatile one for the new Iraqi government, with some Iraqis blaming "occupation forces" for fueling the insurgency and others insisting that an early troop withdrawal would be catastrophic.

Meanwhile, French Prime Minister Dominique de Villepin, a bitter opponent of the 2003 American-led invasion, said the situation in Iraq was now so serious that the U.N. should revisit the issue.

"So many things are at stake... the unity of Iraq, stability in the region and our collective security," Villepin told world leaders.

★ TORONTO STAR ★

SEPTEMBER 16, 2005

TURKEY Raising the Bar Again and Again ... and Again

Is the European Union raising the bar on Turkey's accession talks? Last year Brussels committed to start formal negotiations on Oct. 3. But now several key EU members seem to be getting cold feet—ostensibly over Ankara's refusal to recognize EU member Cyprus. Turkey, which has 30,000 troops stationed in the northern part of the island, refuses to accept the legitimacy of the Greek government in the south. Last week the European Parliament postponed a key vote on starting accession talks until the spat is resolved.

Ankara's position on Cyprus isn't news—Brussels agreed last year to a specially negotiated opt-out deal that allowed Turkey to ratify



UNVEILED: EU animosity toward Turkey

an expanded Customs Union that would include Cyprus while still falling short of formal recognition. But as the start date for talks approaches, members skeptical of Turkey's membership—

France and Cyprus, for instance—have resurrected the issue, and even issued new demands. "This is different from what we expected," complained Turkish Foreign Minister Abdullah Gul as he flew to an EU foreign ministers' summit in Wales to resolve the crisis last week. And even if Turkey does comply, it won't solve the underlying problem: several EU members want Turkey to be offered a "privileged partnership" with the EU instead of full membership. And because protocol prevents them from giving a straight refusal, the Turk-skeptics' chosen tactic seems to be to raise the bar and raise it again—until it gets too high for Turkey to jump.

—OWEN MATTHEWS

Newsweek

SEPTEMBER 12, 2005

APPEL DE SOLIDARITE POUR LA PAIX ET LE DIALOGUE EN TURQUIE

La question kurde reste encore non résolue et dans l'attente d'une solution juste et démocratique qui contribuera de manière significative à la stabilité et à la paix au Moyen Orient. Mais en ce qui concerne la question kurde, les autorités turques restent rigides ; une attitude sans compromis qui fait augmenter les tensions sociales dans le pays.

En ce moment critique, un groupe d'intellectuels turcs a pris l'initiative de prononcer un appel à toutes les parties au conflit pour qu'elles cessent immédiatement toutes opérations militaires, afin de mettre fin à cette atmosphère de violence. Un appel a également été fait au gouvernement turc pour qu'il fasse de sérieux pas en avant vers une solution démocratique à la question kurde.

Pour la première fois, le Ministre Président Turc Recep Tayyip Erdogan a publiquement reconnu l'existence de la question kurde. Après une rencontre avec le groupe d'intellectuels turcs, il a prononcé un discours à Diyarbakir le 12 août 2005. Erdogan a admis que certaines erreurs avaient été commises dans la politique turque à l'encontre des Kurdes. Dans son discours, il soutient une solution à la question kurde dans le contexte d'un processus étendu de réforme démocratique en Turquie. Nous accueillons ce changement constructif de politique avec espoir. Il donne l'opportunité de trouver une base pour une solution. Cependant, dans le passé, ces gestes politiques sont restés théoriques. De sérieux pas pour mettre fin à la violence doivent être fait par les deux parties au conflit.

Le cessez-le-feu actuel d'un mois déclaré par la partie kurde est un autre changement constructif. C'est l'expression d'une attitude en faveur de la paix de la part de Kongra-Gel. Les dernières années de violence et de larmes ont montré clairement que la question kurde ne peut pas être résolue de manière violente. Une perspective pour la situation actuelle nécessite d'approfondir ces processus qui conduiront sur le chemin de la démocratie et d'une paix durable.

Les récents développements en Turquie nous donnent des raisons d'être optimistes et de penser que la question kurde peut être résolue dans un futur proche.

Nous, en tant qu'intellectuels européens, artistes, représentants de la société civile et de différentes organisations non gouvernementales, ainsi qu'en tant qu'individus, demandons aux deux parties au conflit de faire les pas nécessaires pour que le processus actuel conduise à une paix durable.

Nous appelons les deux parties au conflit à poursuivre l'actuel processus politique dans un esprit de paix, de démocratie et de respect des droits de l'Homme de manière à atteindre une paix durable.

Nous appelons l'Union européenne à assumer un rôle actif dans ce processus en encourageant le dialogue politique requis pour initier un vrai processus de paix.

Nous appelons toutes les institutions internationales à soutenir les institutions et les groupes en Turquie qui se battent pour la paix et la démocratie.

□ 120 Signataires :

Mme. Danielle MITTERRAND (présidente de France-Libertés) Massimo D'ALEMA (député européen -PSE- -Italie-) Imre Kertesz (prix Nobel -Allemagne-) Dr. Norbert Blüm (ancien ministre du travail -Allemagne-) M. Francis WURTZ (député européen et président du-GUE-France-) M. Vittorio AGNOLETTI (député européen -GUE -Italie-) Mme. Luisa MORGANTINI (députée européenne -GUE et Présidente de la Commission des Droits de la Femme et de l'égalité des genres -Italie-) M. Hugo Van ROMPAEY (sénateur d'honneur -Belgique-) M. Hans Koschnik (ancien maire -Allemagne-) Mme. Jean LAMBERT (députée européenne -Verts/ALE et vice présidente du PE - Royaume-Uni) M. De Heer Jean-Luc DEHAENE (député européen -PPE-DE -Belgique-) M. Alain LIPIETZ (député européen -Verts- ALE -France-) M. Alyn SMITH (député européen -Verts/ALE -Royaume-Uni-) M. José BOVE (porte-parole de Via Campesina - La Confédération Mondiale des Paysans) M. Dominique SOPO (président de SOS Racisme-France-) M. Samuel THOMAS (vice-président de SOS Racisme) Alain CALLES (Sociologue -France-) M. Joël DUTTO (conseiller général, délégué aux interventions humanitaires -France-) M. Bernard GRANJON (président d'honneur de Médecins du Monde) Sophie ROUDIL (secrétaire générale de Solidarité-Liberté -France-) Gérard BOULANGER (Avocat -France-) Georges SINIBALDI (président de Solidarité-Liberté -France-) M. Jams Beat (député -Suisse-) Mme WETTSTEIN Annette (députée -Suisse-) Mme. Maya Heuschmann (coordinatrice d'Amnesty International en Suisse) M. Meyer Jurg (député et Journaliste -Suisse-) M. Kleiv Fiskvik (LO, Confédération des Syndicats -Norvège-) M. Thorvald Steen (écrivain célèbre Norvégien) M. Erling Folkvord (ex-député du Parti Socialiste de Norvège, écrivain) M. William Nygaard (président de l'union des éditeurs norvégiens et membre du conseil exécutif de PEN -Norvège-) M. Björn Jacobsen (député du Parti de Gauche Socialiste de Norvège et membre de la Commission des Affaires Etrangères du Parlement) M. Knut Kjeldstadli (professeur d'histoire à l'université d'Oslo) M. Kristin Halvorsen (président du Parti Socialiste de Norvège) M. Reza Rezai (Secrétaire des Relations Internationales du Parti Socialiste de Norvège) M. Hallgeir Langeland (député du Parti Socialiste de Norvège) Esben Laukeland (journaliste -Norvège-) Peter M. Johansen (journaliste -Norvège-) M. Per Petterson (écrivain -Norvège-) M. Lars Ohly (président du Parti Gauche de Suède) Mme. Lotta Hedström (député du Parti des Verts de Suède, membre du comité des affaires étrangères) M. Agne Hansson (Parti Central Suédois) Mme. Siw Handros-Kelekay (membre du Conseil de Paix Kurde-Finlandais et l'Association de Solidarité Culturelle) Mme. Elna Järvenpää (membre du Conseil de Paix Kurde-Finlandais et l'Association de Solidarité, Ingénieur) Mme. Kristiina Koivuinen (chercheuse écrivaine -Finlande-) M. Rune Lund (député de l'alliance Rouge-Vert -Danemark-) Lord Dholakia (Allemagne) Lord Toby Harris (Allemagne) Lord Rea, John Austin (député -Royaume-Uni-) Hywel Williams (député- Royaume-Uni-) John McDonnell (député- Royaume-Uni-) Hugo Charlton (Siège, Parti Verts de l'Angleterre, Écosse, et le pays de Gales) Mark Thomas (comédien / Broadcaster -Royaume-Uni-) Nick Hildyard (analyste politique -Royaume-Uni-) Stewart Hemsley (Siège, Pax Christi -GB-) Bill Speirs (secrétaire général du conseil des Syndicats d'Écosse -GB-) M. Jacobo Venier (responsable des relations internationales du Parti des Communistes d'Italie (PDCI)) M. O.N. OLIVIERO DILIBERTO (député et secrétaire général du Parti des Communistes d'Italie (PDCI), l'ancien ministre de la Justice) M. Fausto Bertinotti (député et président du parti de Gauche d'Europe et le secrétaire général du PRC) M. Ramon Mantovani (député du PRC), M. Giovanni Russo Spena (sénateur-Italie-) M. Gennaro Nigliore (Responsable des RI du PRC -Italie-), M. Jan BEGHIN (député SPA- SPIRIT -Belgique-) M. Lionel VANDENBERGHE (sénateur-Spirit -Belgique-) M. Mahfoudh ROMDHANI (vice- président du Parlement Bruxellois) M. Jan LOONES (député du parlement vlaams- Belgique) Mme. Peggy Parnass (écrivaine et journaliste) Dr. Ulrich Gottstein (dirigeant de IPPNW) Mme. Beate Roggenbuck (secrétaire de l'assemblée d'Helsinki Citizens) M. Günter Wallraff (écrivain -Allemagne) M. Dietrich Kittner (artiste - Allemagne-) Prof. Dr. Andreas Buro, IPPNW (les médecins contre la guerre atomique -Allemagne) Comité des droits fondamentaux et de la démocratie, DFG-VK (collectif de paix et contre la guerre (DFG-VK) de Baden-Württemberg) (coordinateur du Dialog-Kreis) Prof. Dr. Hans-Peter Dürr (président de Global Challenges Network- Max-Planck) Mme. Gabriele Gillen (écrivaine et rédacteur, WDR -Allemagne-) Dr. Rolf Gössner (président de la ligue internationale des droits de l'homme -Allemagne) M. Yavuz Karaman (réalisateur et écrivain -Allemagne-) M. Heiko Kauffmann (dirigeant de Pro Asyl/Aktion Courage -Allemagne-) M. Dr. Jürgen Micksch (président de l'assemblée interculturelle de l'Allemagne) M. Herbert Leuning (prêtre -Allemagne-) Mme. Felicia Langer (écrivaine et journaliste -Allemagne) Dr. Gerald Mader (président du centre de recherche concernant la paix -Allemagne-) M. Thomas Schmidt (secrétaire de l'union des juristes européens pour la démocratie et les droits de l'homme -Allemagne-) M. Manfred Richter (prêtre -Allemagne-) Mme. Friedel Grützmacher (député régional de Rheinland-Pfalz-Allemagne-) Dr. Rheinhard Voß (secrétaire de Pax Christi -Allemagne-) Prof. Dr. Wolf-Dieter Narr (Allemagne) Prof. Dr. Norman Paech (Allemagne) Prof. M. Mehmet Sahin (secrétaire du Dialog-Kreis -Allemagne-) Mme. Kathrin Vogler (porte-parole de la coopération pour la paix -Allemagne-) M. Roland Appel (Allemagne) Prof. Dr. Frank Deppe (Allemagne) M. Jürgen Glöckler (Allemagne) Mme. Gabi Kutsche (secrétaire régionale des Verts de Niedersachsen -Allemagne-) M. Enno Hagenah (député régional de Niedersachsen - Allemagne-) M. Ernst-Ludwig Iskenius (Refugio VS -Allemagne-), M. Hubertus Janssen (prêtre -Allemagne-) Mme. Ulla Jarusch (initiative pour une résistance passive et contre la guerre et armement -Allemagne-) M. Wolfgang Jungheim (prêtre -Allemagne-) Mme. Claudia Küchenbauer (directrice de ELKIB - groupe pour les solutions passives -Allemagne-) Mme. Georgia Langhans (députée régionale de Niedersachsen -Allemagne-) Br. Jürgen Neitzert (coordinateur de justice et de paix des Franziskans -Allemagne-) Dr. med. Gisela Penteker (responsable IPPNW de Turquie -Allemagne-) Prof. Dr. Joachim Hirsch (Allemagne) Mme. Filiz Polat (député régionale de Niedersachsen -Allemagne-) Prof. Dr. Roland Roth (comité de la justice et de démocratie -Allemagne-) M. Bernd-Jürgen Salzmann (Pax Christi Ravensburg -Allemagne-) M. Joachim Schaefer (Network de la jeunesse de Wetzlar -Allemagne-) Dr. Alexander Schubart (Allemagne) M. Willi van Ooyen (association de paix et de l'avenir -Allemagne-), M. Friedrich Vetter (prêtre -Allemagne-) M. Stefan Wenzel (député régional de Niedersachsen -Allemagne) M. Rudolf Wessler (prêtre -Allemagne-) Prof. Dr. Ernst Voit (association des droits de l'homme de la région de Sachsen -Allemagne-).

SOS Racisme - 51, avenue de Flandre - 75019 PARIS - FRANCE

À PROPOS DU RÉFÉRENDUM IRAKIEN DU 15 OCTOBRE

Un Moyen-Orient bientôt fédéral ?

Nombre de pays arabes ont de fortes minorités ethniques ou religieuses. Le modèle fédéral prévu par la Constitution irakienne peut-il s'exporter ? La presse du Moyen-Orient en débat.

La meilleure voie vers la démocratie

Le fédéralisme permet d'assurer la cohésion entre communautés, plaide le chroniqueur Saleh Bachir.

AL-HAYAT
Londres

Certains saisissent la moindre occasion (la rédaction du projet de Constitution irakienne, par exemple) pour vouer aux gémonies le terme de "fédéralisme", comme si ce concept était une ombre de mort planant au-dessus des Etats du Moyen-Orient, s'apprêtant à les morceler et à les déchiQUETER. Le mot semble synonyme d'émiettement, d'atomisation, dans l'esprit de beaucoup d'entre nous. Ainsi, cette idée de fédéralisme constitue pour une raison mystérieuse un repoussoir absolu, peut-être à cause d'un engouement pour l'Etat centralisé idéologico-militaire, en dépit des cuisants échecs essuyés par ce modèle dans nos contrées, parmi lesquels son incapacité à assurer la cohésion nationale.

Le mot fédéralisme provoque des réactions irrationnelles et vaut à quiconque s'aventure à y réfléchir, ne serait-ce que comme simple hypothèse, d'être accusé de trahison et de collusion avec l'ennemi. Et pourtant, il n'existe aucune expérience du fédéralisme dans le monde arabe – et donc aucun échec qui prouverait son inadéquation.

Pourtant, les Etats bâtis sur un modèle fédéral constituent, sous diverses formes, l'essentiel des pays démocratiques, la France demeurant en Europe occidentale une exception notable. Ce sont des Etats qui se singularisent par une remarquable cohésion et qui semblent en tout cas plus solides que ces entités centralisées qui ne maintiennent leur unité que par la coercition et ne réussissent bien souvent qu'à différer



■ Saleh Bachir
Ce journaliste et écrivain tunisien exilé en Italie est l'un des principaux chroniqueurs du quotidien panarabe *Al-Hayat*, qu'il a rejoint dans les années 1980. Dans ses écrits, il fustige le despotisme et le fondamentalisme régnant dans le monde arabe. Il s'est toutefois prononcé contre l'intervention américaine en Irak.

l'heure de leur délitement, et non à l'éviter.

C'est pour cela qu'en partant du principe qu'aucune formule n'est supérieure à une autre, sinon dans la mesure où elle est plus efficace – dans le cadre démocratique, puisque la démocratie est le but recherché, au moins officiellement, et puisqu'on ne parle que de démocratie ces jours-ci –, il faudrait tout de même envisager sérieusement la solution fédérale. Cela s'impose tout particulièrement dans des pays caractérisés par une hétérogénéité communautaire ou ethnique, comme au Moyen-Orient arabe, où cette pluralité embrase les identités et les rend plus sensibles.

La première chose que l'on peut remarquer, à partir de la réalité vécue par ces sociétés, c'est que le principe "un homme, une voix", dogme absolu de la démocratie, ne suffit pas à assurer l'alternance au pouvoir. Car, dans des entités multiethniques et multiconfessionnelles où l'appartenance à une communauté prime sur tout autre sentiment d'appartenance, le vote s'exprime en fonction de ce type de solidarité. Les scrutins, dans ces pays, débouchent inmanquablement sur des majorités et des minorités immuables, échangeant l'oppression antidémocratique exercée par une minorité (comme au temps de Saddam Hussein) pour une oppression pseudo-démocratique, puisque issue des urnes, exercée par une communauté majoritaire. Aucune alternance au pouvoir n'est envisageable dans une telle configuration, chaque communauté demeurant à sa place tant que ne se modifie pas l'équilibre démographique. Le principe "un homme, une voix" n'a de sens que dans des pays où la population est homogène ou bien où le sentiment national prime sur le sentiment d'appartenance communautaire. Là, les majorités sont circonstancielles, se font et se défont autour de programmes politiques, autour d'intérêts précis et

rationnels, oscillant entre centre gauche et centre droit, permettant réellement l'alternance.

Deuxième remarque, les peuples du Moyen-Orient vivent l'histoire dans un cadre communautaire (religieux ou ethnique) plus que dans un cadre national. Il y a un décalage notable entre, d'une part, la rigidité et la sclérose de ces Etats et, d'autre part, la mobilité de ces communautés qui, en leur sein, montrent une dynamique de changement. La "lutte des classes" a lieu à l'échelle de la communauté, et non de la nation. Dans le cadre communautaire, des segments de la société, issus par exemple de la petite bourgeoisie, remplacent les élites traditionnelles et parlent au nom de tous. La communauté, qu'elle soit confessionnelle ou ethnique, est une unité politique active, et ce qui l'agite se reflète au niveau national, alors que la réciproque n'est pas vraie.

Pour ces deux raisons, prenant en compte une réalité objective qu'on ne saurait ignorer que par aveuglement idéologique, le modèle fédéral pourrait être le plus salubre dans ces

sociétés multiconfessionnelles et multiethniques. Il permettrait éventuellement d'éliminer l'obstacle des majorités automatiques qui freinent l'alternance, en même temps qu'il empêcherait l'oppression des minorités et rendrait admissible aux yeux du pouvoir un découpage négocié portant sur les modalités du vivre ensemble : souveraineté, ressources naturelles, relations extérieures, intégration ou non à la "nation arabe" et autres liens stratégiques.

Le fédéralisme est susceptible de fournir un cadre d'institutions assurant l'expression, de manière démocratique ou du moins pacifique, de la vie politique au sein de chaque composante de la nation. La démocratie souhaitée au niveau fédéral serait l'émanation de ces pratiques démocratiques locales et en serait le couronnement.

Ce projet est sans aucun doute plus facile à théoriser qu'à mettre en œuvre. Mais il ne s'agit là que de pointer vers un horizon un peu moins sombre...

Salah Bachir

CONTEXTE

Jacobinisme français contre décentralisation allemande

■ Le 15 octobre prochain, les Irakiens seront appelés à voter pour un projet de Constitution qui, s'il est adopté, transformera leur Etat arabe centralisé en une république fédérale. En Irak, les différentes communautés s'affrontent toujours sur cette nouvelle organisation et dans la presse des pays voisins le débat fait rage sur les implications que cela peut avoir pour l'ensemble du monde arabe. Le fait que le fédéralisme irakien soit consécutive à l'occupation américaine et que les futures fédérations recoupent non des réalités géographiques ou administratives, mais bel et bien des divisions ethniques (kurdes) ou religieuses (chiites), ne contribue pas à rendre le débat serein. Le calvaire subi par les Kurdes sous le régime de Saddam Hussein rend l'idée d'une

fédération kurde acceptable. En revanche, la création d'une région autonome chiite fondée sur des critères religieux est difficilement admissible, même si les chiites, comme le rappelle *The Daily Star* de Beyrouth, ont aussi été martyrisés, en tant que chiites, par le parti Baas irakien.

"Le fédéralisme dans les pays en voie de développement est perçu, au-delà des beaux principes de pluralisme, comme la première étape vers la partition. Et, après l'Irak, la question se posera au Liban, en Afrique du Nord et dans d'autres pays arabes", estime l'intellectuel égyptien Mohammed Sid Ahmed dans le quotidien libanais *An-Nahar*, qui a publié récemment une série de tribunes sur les effets possibles du "fédéralisme irakien" dans le monde arabe. Toujours dans *An-Nahar*, le Libanais Melhem Chaoul avoue

que "le fédéralisme n'est jamais le premier choix d'une nation. Sa difficile mise en œuvre dans le monde arabe vient de la négation des divisions existantes et d'une culture politique adepte de l'unification de la société par la force." Il appelle les Arabes à tourner le dos au modèle français, autoritaire et jacobin, et à regarder plutôt vers les expériences de l'Allemagne et de l'Europe centrale, dont les Etats ont été bâtis sur les ruines de l'empire d'Autriche-Hongrie, l'équivalent des ruines de l'Empire ottoman pour le monde arabe. Et, pour prouver que fédération ne rime pas avec partition, Chaoul cite l'Inde, le Canada, les Etats-Unis, la Suisse et... les Emirats arabes unis, seul exemple arabe qui fonctionne avec succès depuis trois décennies.

CASSANDRES

Silence coupable à Ankara

Alors que les négociations sur l'adhésion à l'Union européenne doivent débuter, les tensions ethniques font mauvais effet. Serait-ce pour cela que le gouvernement reste silencieux ?

Entre août 1984, date à laquelle le PKK a entamé ses actions militaires, et l'année 2001, fin des combats à grande échelle, 6 044 militaires, 6 112 civils et 21 374 militants du PKK ont trouvé une mort violente. Cela fait au total 33 530 personnes, selon les chiffres officiels. Les pertes dans l'armée turque dépassent le chiffre des soldats morts pendant la guerre de l'indépendance (1918-

1922). Or, malgré les cercueils qui arrivaient chaque jour aux quatre coins de la Turquie, le PKK n'avait pas réussi à provoquer des confrontations entre les citoyens d'origine kurde et turque. Les combats sanglants ne s'étaient pas transformés en confrontation interethnique, voire en guerre civile. L'une des raisons essentielles pour cela, c'est que le PKK n'était pas parvenu à se faire passer pour le représentant légitime des Kurdes, malgré tous ses efforts. C'est le bon sens populaire qui a empêché des gens pleurant leurs fils morts dans les combats d'entretenir de la haine pour leurs voisins, voisins qui partageaient avec eux les mêmes douleurs.

Et, quand de petits incidents marginaux se sont produits ici ou là, ils ont tout de suite été désamorçés par la réprobation générale. Mais, aujourd'hui, la situation est différente. La Turquie discute, pour la première fois, l'éventualité d'une confrontation ethnique. La semaine dernière, les partisans de l'organisation illégale du PKK et son allié politique légal, le Parti de la démocratie du peuple [DEHAP], avaient organisé une manifestation à Gemlik [au sud d'Istanbul] en faveur d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK condamné à la perpétuité. Selon eux, il n'y aura pas de solution pour la question kurde sans la libération d'Öcalan. A Istanbul et

dans d'autres villes, quand la police est intervenue, elle a été accueillie par des cocktails Molotov. L'utilisation de telles armes ne correspond pas à une réaction spontanée, mais nécessite au contraire une certaine préparation, motivée par la volonté de provoquer des confrontations violentes avec les forces de l'ordre.

Ensuite, sur le chemin du retour des manifestants, cela s'est mal passé dans certaines villes. L'incident le plus sérieux s'est produit dans le bourg de Bozüyük, où l'on fêtait l'anniversaire de la libération de la ville de l'armée d'invasion grecque au moment de la guerre d'indépendance. La foule réunie pour assister aux défilés a trouvé en face d'elle des autobus transportant les militants du PKK brandissant des portraits d'Öcalan et faisant des signes de victoire avec leurs

doigts. Il n'en fallait pas plus pour faire monter la colère et les bus n'ont pas tardé à être pris à partie par les habitants.

L'événement a créé une vive inquiétude à Ankara, où de nombreux politiciens, qu'ils soient issus de l'AKP au pouvoir ou de l'opposition, ont exhorté les gens à ne pas répondre aux provocations et à ne pas verser dans la violence. Diverses associations et organisations professionnelles se sont jointes à eux pour inviter la population au calme.

Sauf Muhsin Yazıcıoğlu, le président du Parti de la grande union [BBP, une dissidence radicale du MHP, parti traditionnel de l'extrême droite]. Ce dernier a lancé un avertissement bruyant depuis Sivas [ville d'Anatolie centrale], sur un ton qui montre bien combien le risque d'une confrontation interethnique est réel. "Ceux qui pissent contre le mur de

la mosquée doivent être prêts à assumer les conséquences de leurs actes, tonnait-il. Si les forces de sécurité ne font pas le nécessaire, le peuple aura le droit de recourir à la légitime défense !" Autrement dit, Yazıcıoğlu prône bel et bien l'armement des citoyens. Ceux qui s'en réjouiraient le plus, ce serait le PKK et ses partisans; pour toutes les raisons expliquées plus haut. Or cette escalade a lieu à la veille du 3 octobre, jour où la Turquie doit entamer les négociations avec l'Union européenne. Le gouvernement reste étonnamment muet. Son silence est-il dû à un souci de ne pas trop perturber le processus des négociations d'adhésion à venir ? La question est posée.

Murat Yetkin, *Radikal*, Istanbul

TURQUIE

Les émeutes antikurdes ne font que commencer

MILLIYET
Istanbul

De bien sombres nuages pointent à l'horizon et nous assistons à des scènes que l'on croyait appartenir au passé. Car au moment même où nous commémorons le cinquantième anniversaire d'une des pages les plus sombres de notre histoire [les 6 et 7 septembre 1955, à Istanbul, une foule en colère avait saccagé les commerces appartenant à la minorité grecque], force est de constater que nous n'avons pas reconnu nos erreurs et tiré les leçons du passé. Bien au contraire... On sent tous les jours que l'air est chargé d'une odeur particulière, celle qui précède l'orage à venir. Quand, à Gemlik, des Kurdes pro-PKK et des habitants turcs s'affrontent lors d'une manifestation réclamant la libération d'Öcalan de sa prison sur l'île d'İmralı, proche de là, ce ne sont là que les premiers signes d'une dangereuse fébrilité.

Ce que j'ai entendu dire pendant l'été me fait craindre qu'il ne s'agisse là que d'un début. En écoutant ce qui se murmure sur les bords de la Méditerranée, on dirait que l'on assiste à un remake d'un vieux film d'épouvante : les bourgades du sud du pays seraient en train de s'armer ; des contrebandiers vendraient des revolvers à crédit ; on se promettrait de "nettoyer la région des émigrants basanés" [kurdes] ; leurs maisons seraient en train d'être répertoriées. Et les autorités régionales n'ignoraient rien de tout cela. C'est quand les touristes seront partis que commencera la descente aux enfers. Le tumulte qui règne en cette période de vacances ne permet pas encore d'entendre le compte à rebours de cette bombe prête à

exploser. Mais dans les stations de taxis, dans les cafés et dans les locaux des partis politiques, on réfléchit déjà à de sordides scénarios.

Avec les lynchages à Ayvalık, à Izmir, à Mersin... on a déjà frôlé la catastrophe. A peine quelques jours après que le général Büyükanit a déclaré que certains voulaient "transformer la Turquie en Palestine", on a

assisté à des scènes de rue rappelant l'Intifada. Aujourd'hui plus que jamais, il convient vraiment de se rappeler les événements des 6 et 7 septembre 1955. A cette époque, le gouvernement turc avait pensé qu'une "réaction de la rue serait sans doute une bonne chose" pour protéger ses intérêts à Chypre, alors objet de négociations avec les Britanniques. C'est ainsi que des manifestants surexcités, brandissant des drapeaux turcs, étaient descendus dans la rue avant que l'excitation ne se transforme rapidement en un incendie incontrôlable.

LE REJET DES VA-NU-PIEDS DE L'EXODE RURAL

Des milliers de figurants avaient joué la partition qu'on leur avait assignée en leur présentant un mensonge [ces incidents s'étaient produits après un attentat contre la maison natale d'Atatürk à Salonique, en Grèce. Or cet attentat avait été l'œuvre d'un agent turc]. C'était la descente aux enfers, et toutes les minorités de Turquie ont alors payé [des commerces arméniens et une synagogue avaient également été saccagés]. Cela avait permis au capital de changer de main [les Turcs accaparant les biens des minorités]. L'extraordinaire mosaïque ethnique de la Turquie s'en est retrouvée durablement altérée. Aujourd'hui, on voit à nouveau des manifestants brandir le drapeau turc dans nos rues.

Malgré les apparences, les tensions ne s'expliquent pas tant par le facteur ethnique que par la situation économique. Ceux qui s'affrontent

aujourd'hui ne sont pas les voisins qui vivent côte à côte depuis des années. Les frustrations se portent sur ceux qui, avec l'exode rural, viennent pour s'installer sur cette côte méditerranéenne plus prospère que leur région d'origine du Sud-Est anatolien. C'est dans ce contexte que la tension va crescendo. Deux conceptions chauvines se font face, se nourrissant l'une et l'autre d'une haine qui n'attend plus que l'étincelle pour exploser. Pour trouver une solution à la migration intérieure des Kurdes et pour pouvoir dépasser la psychose du lynchage, il convient de développer une véritable politique sociale. Sinon, l'avenir risque d'être très sombre.

Ce serait le moment d'afficher sur les murs des photos de Beyrouth et d'expliquer comment cette belle ville s'est retrouvée en ruine à la suite d'un affrontement fratricide. Ensuite, il conviendrait de rappeler les événements de Bosnie. Que tout le monde sache en combien de morceaux s'est disloquée la Yougoslavie, et quelles rivières de sang ont coulé entre frères pour arriver à ce résultat. C'est maintenant qu'il faudrait revoir le film de Milcho Manchevski, *Before the Rain* [1994, Lion d'or à Venise]. Les paroles du héros du film, un Macédonien qui ne peut se résoudre à assister en spectateur à la partition de son pays alors que la guerre civile s'annonce imminente, devraient résonner dans nos oreilles : "Nous devons nous impliquer. Pas pour tel ou tel groupe, mais pour prendre parti pour la vie !"

Can Dündar

150 killed in Iraq as insurgents unleash series of attacks

By Robert F. Worth
and Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: Insurgents carried out ambushes and at least 11 suicide car bombings Wednesday in an extraordinary wave of attacks in and around the capital that killed about 150 people and wounded hundreds.

The violence included a suicide bombing in a Shiite neighborhood in Baghdad in which the attacker used a new tactic: luring dozens of day laborers to a van with promises of work and then blowing it up.

More bombings and attacks followed throughout the day with several each

hour, as police cars careered wildly through the city struggling to restore order and hospitals overflowed with wounded people. In Taji, north of Baghdad, gunmen abducted 17 people and shot and killed them, Interior Ministry officials said.

[Al Qaeda's leader in Iraq purportedly declared all-out war on Shiite Muslims, Iraqi troops and the government in an audiotape released Wednesday on an Internet site known for carrying extremist Islamist content, The Associated Press reported from Cairo.

[The speaker on the tape, introduced as Abu Musab al-Zarqawi, also said his militant forces would attack any Iraqi it

believes has cooperated with an ongoing U.S.-led offensive in the northern Iraq city of Tal Afar. The speaker on the tape, which could not be immediately authenticated, announced "all-out war against Shiites everywhere. Beware, there will be no mercy."]

Insurgents loyal to Al Qaeda claimed responsibility for the Baghdad attacks, saying they were retaliating for a large-scale military offensive against insurgents in the northern city of Tal Afar over the past week.

The casualty toll in the attacks Wednesday was among the heaviest yet seen in Iraq and the worst death toll in a single day since the war began in

2003. At least two attacks Wednesday were directed against Shiites, the latest in a campaign by Sunni insurgents bent on exploiting sectarian divisions across Iraq.

The worst attack, in the Shiite neighborhood of Kadhimiya in Baghdad, killed 112 people and wounded 160. It took place in a crowded intersection and left a scene of devastation, with the facades of nearby shops shattered.

Blood and human remains were lying on the streets hours afterward.

"I saw a huge fireball in the air, and I felt the heat and flame on my face," said Kadhum Nasir Malih, 28, a day laborer who shares a room with others in a



Iraqi women passing the site of an explosion in central Baghdad on Wednesday, a day of extraordinary violence in Iraq. The worst attack killed 112 people and wounded 160.

hotel near the scene of the blast. "I went outside the hotel, and I was amazed to see the number of bodies. Some were still, and some were groaning with agony, charred and covered with blood, with smoke rising from them."

The insurgent group Al Qaeda in Mesopotamia released a statement making it clear that the violence was intended as an answer to the govern-

ment's offensive in Tal Afar.

That offensive was heavily publicized and meant as a show of force against the insurgents who had controlled the city for months. Two militant groups had issued warnings that they would retaliate for the attack in Tal Afar, and one of them specified that Shiites would be a target.

Although Kurdish pesh merga fighters took the lead among the Iraqi forces in Tal Afar, most rank-and-file army soldiers are Shiite, as is Prime Minister Ibrahim al-Jaafari, who ordered the campaign. Iraqi and American officials have also been anticipating a rise in violence in reaction to Iraq's new constitution, which has provoked angry opposition from many Sunni leaders and demonstrations in several cities since it was presented in Parliament last month.

The office of Jaafari, who is now in the United States, issued a statement saying the cabinet would hold an emergency meeting to coordinate its response to the attacks.

"The fact that the terrorists are claiming to be responding specifically to Operation Restoring Rights shows the serious blow that operation has dealt them," the statement said.

The violence began just before 7 a.m., when a man lured a crowd of Shiite day laborers to his minivan in Kadhimiya's Aruba Square and blew it up, witnesses and Interior Ministry officials said.

"There was a parked car along the street, and dozens of people were gathering around that car," said Redha Ali Alwan, 35, who owns a construction supply shop nearby. "They were shouting and pushing each other to get hired.

"A few minutes later the smoke and dust were still covering me when I got up," he said. "I found the body of a burned man who was thrown at my shop. I talked to him, but he was dead, his body was torn apart." Kadhimiya is the site of the shrine where a vast crowd of Shiite pilgrims were headed when a stampede broke out two weeks ago, leaving almost 1,000 people dead. The stampede began after rumors spread of a suicide bomber in the crowd.

Another suicide bombing in a Shiite neighborhood left at least four people dead. A car bomb blew up next to an Iraqi National Guard patrol in a north Baghdad Shiite neighborhood, killing three members of the Iraqi forces.

Two police officers were shot and killed on a patrol in eastern Baghdad, an Iraqi Interior Ministry spokesman said. In other violence, a car bomb exploded at the scene when the police arrived.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
September 15, 2005



Onze attaques-suicides, revendiquées par Al-Qaeda, tuent près de 150 personnes.

Déferlement meurtrier antichiite en Irak

La communauté chiite, à qui l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui a promis une «guerre totale», a une nouvelle fois hier payé un lourd tribut à la guerre en Irak où une vague d'attentats-suicides a fait près de 150 morts. Ces attaques sont la réponse d'Al-Qaeda à l'opération que les forces irakiennes et américaines mènent depuis samedi contre Tall Afar, une localité proche de la frontière syrienne devenue une enclave rebelle, qui, selon les autorités a fait plus de 157 tués dans les rangs des insurgés sunnites.

L'explosion la plus meurtrière, qui a fait, à elle seule, 114 morts, a eu lieu dans le quartier chiite Khadimiya à Bagdad quand une voiture

piégée s'est désintégrée parmi une file de travailleurs qui, au petit matin, attendaient de se faire recruter pour un des nombreux chantiers de construction de la ville. Il

s'agit de l'incident le plus sanglant depuis la gigantesque bousculade du 31 août sur un pont du même quartier, à l'occasion d'un pèlerinage chiite, qui avait été provoquée par des rumeurs sur la présence de kamikazes dans la foule. Près de 1000 personnes, dont un grand nombre d'enfants, y avaient trouvé la mort. Selon un porte-parole de la police, l'attentat d'hier a été provoqué par un kamikaze qui a foncé dans la foule. En revanche, des témoins ont expliqué à l'AFP que le kamikaze était sorti de son véhicule pour se présenter comme un

entrepreneur à la recherche de travailleurs et qu'il avait fait exploser sa voiture quand les manœuvres s'étaient approchés de lui. Quelques heures auparavant, à Tadjji, au nord de Bagdad, des hommes armés avaient fait sortir de leur domicile en pleine nuit 17 personnes avant de les abattre. Selon des témoins, les victimes appartenaient à la communauté chiite.

Guerre civile. La tactique d'Al-Zarqaoui, l'homme d'Al-Qaeda dans la région, qui est de provoquer la guerre civile entre les deux principales communautés religieuses du pays, semble porter ses fruits. Une opération de représailles, comme il s'en produit de plus en plus fréquemment en Irak, a été montée quelques heures plus tard dans la même localité, où des hommes armés ont ouvert le feu sur un groupe de sunnites rassemblés au marché, faisant six morts.

Au total, onze attaques-suicides ont eu lieu dans le pays, tuant près de 150 personnes dont des militaires et des policiers. Une réunion d'urgence du gouvernement

«A tous les sunnites, sortez de votre sommeil et réveillez-vous. La guerre d'extermination des sunnites ne s'arrêtera pas.»

Al-Zarqaoui, dans une bande diffusée hier

était prévue dans la soirée. Al-Qaeda a revendiqué la responsabilité de la recrudescence des violences.

Dans un communiqué diffusé sur l'Internet, l'organisation terroriste islamique a annoncé que «la bataille pour venger les sunnites de Tall Afar a commencé». Al-Zarqaoui a sonné en personne le tocsin dans une bande audio diffusée hier soir: «A tous les sunnites, sortez de votre sommeil et réveillez-vous [...]. La guerre d'extermination des sunnites ne s'arrêtera pas.»

Alors que l'offensive américano-irakienne progresse, le vice-président Adel Abdel Mehdi a vu dans ces attaques «une riposte sans succès des terroristes, qui ont fui devant l'armée irakien-

ne à Tall Afar». Bagdad a annoncé hier avoir remporté un succès militaire et a averti les habitants qu'ils pourraient revenir dans cette ville dès aujourd'hui. Cette opération a encore tendu les relations

de Bagdad avec son voisin syrien, l'accusant de laisser transiter les terroristes qui commettent des attentats-suicides.

Référendum. Ce déferlement de violence intervient alors que les préparatifs du référendum sur le projet de nouvelle Constitution, prévu le 15 octobre, s'intensifient. Une copie modifiée du projet de Constitution a été remise hier à la mission de l'ONU à Bagdad, qui va se charger de la diffuser auprès des Irakiens avant la consultation. Ces modifications minimes, destinées à amadouer les sunnites, sont peu susceptibles de les rallier car ils s'opposent à la conception fédéraliste qui sous-tend le texte. ◀

HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC
(avec AFP, Reuters)



Quartier chiite Khadimiya, à Bagdad. Des Irakiens se rassemblent sur le site de l'explosion d'une voiture piégée qui a causé la mort de 114 personnes.



Rébellion kurde en Iran: 120 policiers tués en six mois

TEHERAN, 3 sept (AFP) - 14h25 - Cent vingt policiers ont été tués et 64 autres blessés dans des affrontements avec des rebelles kurdes dans l'ouest de l'Iran en moins de six mois, a indiqué un responsable local, cité samedi par l'agence Isna.

"Depuis le début de l'année 1384 (débutant le 20 mars 2005), 120 policiers sont tombés en martyrs en combattant le Pejak, le PKK, le Parti démocratique kurde et le Komoleh", a indiqué Hojatolislam Akbar Feyz, le chef de la justice de la province de l'Azerbaïdjan occidental, cité par l'agence estudiantine Isna.

Lors des derniers mois, des journaux avaient fait état d'attaques régulières par des groupes rebelles kurdes iraniens, dont le Pejak --un groupe qui serait lié, selon les autorités iraniennes, au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)-- et d'autres partis kurdes illégaux qui sont actifs aux confins de l'Irak et de la Turquie.

Téhéran et Ankara sont liés par un accord selon lequel l'Iran s'engage à combattre le PKK et la Turquie à lutter contre les Moudjahidine du Peuple, un mouvement d'opposition iranien basé en Irak.

Des sources officielles avaient fait état jusqu'à présent de 12 morts, dont huit soldats depuis mi-juillet dans ces violences, mais selon des organisations non-gouvernementales, le bilan serait plus lourd.

M. Feyz a ajouté, toujours selon Isna, que lors du dernier mois, 190 personnes originaires de villes à dominante kurde de la province avaient été arrêtées, dont neuf seraient toujours derrière les barreaux.

Les juges de la province ont été armés "pour se protéger suite à des menaces de mort", proférées par des groupes rebelles kurdes, selon lui.



L'Iran critique le procès de Saddam, prépare son propre acte d'accusation

TEHERAN, 5 sept (AFP) - 15h16 - Le chef de l'autorité judiciaire iranienne, l'ayatollah Mahmoud Hachémi Chahroudi, a critiqué lundi le procès de l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein, affirmant que l'acte d'accusation ne comprenait pas les crimes commis contre l'Iran et les Kurdes.

L'ayatollah Chahroudi a critiqué "le fait que les crimes contre l'humanité, notamment le déclenchement de la guerre contre l'Iran et la poursuite de ses crimes pendant huit ans, notamment à Halabja (ville kurde irakienne bombardée avec des armes chimiques) et au Kurdistan, ne fassent pas partie de l'acte d'accusation", a rapporté l'agence officielle Irna.

Saddam Hussein et sept de ses lieutenants seront jugés à partir du 19 octobre pour le massacre en 1982 de 143 habitants chiites du village de Doujaïl, localité située à 60 km au nord de Bagdad, après une attaque contre le convoi de Saddam Hussein, a annoncé dimanche le gouvernement irakien.

M. Chahroudi a ordonné au procureur général iranien de préparer "un véritable acte d'accusation contre Saddam (Hussein) et ses crimes pendant les huit années de guerre entre l'Iran et l'Irak pour qu'il soit soumis au tribunal".

Il a demandé aux responsables du tribunal irakien de "préparer un véritable acte d'accusation pour faire disparaître les doutes que le procès est téléguidé par l'arrogance mondiale", terme utilisé pour désigner les Etats-Unis.

La guerre Iran-Irak, déclenchée par Saddam Hussein en 1980 et qui a pris fin en 1988, a fait près d'un million de morts de part et d'autre selon les estimations occidentales.

Par ailleurs, quelque 5.000 Kurdes irakiens ont été tués lors du bombardement à l'arme chimique de Halabja par les armées irakiennes en 1988.



La diatribe de Talabani contre les Arabes

Le président irakien s'en est pris violemment aux pays arabes auxquels il reproche leur manque de solidarité envers l'Irak.

Le président Talabani est en colère et il le fait savoir. Lundi, Jalal Talabani (qui est kurde) a vivement reproché aux États arabes leur indifférence à l'égard des victimes de la bousculade meurtrière du pont d'Al Aïmah qui s'est produite à Bagdad le 31 août, lors d'un pèlerinage chiite et qui avait fait un millier de victimes. En dehors du Koweït, qui a offert 10 millions de dollars aux victimes, les autres pays arabes n'ont rien proposé, ou des montants dérisoires.

Le chef de l'État, qui s'exprimait devant des journalistes, a déclaré : « *l'Irak ne va pas mourir de faim du fait de l'absence d'aide des pays arabes* ». Il a également critiqué le refus de ces pays d'envoyer des représentants diplomatiques à Bagdad, avant d'enfoncer le clou : « *cela contredit l'intérêt qu'ils prétendent avoir pour l'arabité de l'Irak* ». Un article du projet de constitution actuellement proposée a en effet provoqué une polémique dans le monde arabe : la nouvelle loi fondamentale s'abstient d'énoncer que l'Irak est un pays arabe, se contentant d'indiquer que les Arabes irakiens appartiennent à la nation arabe.

La meilleure défense, c'est l'attaque

On ne manquera pas de noter que la diatribe de Jalal Talabani intervient à la veille d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères des six monarchies pétrolières du Conseil de coopération du Golfe qui se préparaient à demander officiellement des explications au gouvernement irakien sur l'absence de référence à l'arabité de l'Irak dans le projet de constitution.

La meilleure défense étant l'attaque, c'est ainsi qu'il faut comprendre la charge du président irakien. Le message qu'il veut faire passer à ses compatriotes est que les États arabes, si vétilleux pour dénoncer les manquements à la solidarité arabe du nouvel Irak, s'exonèrent facilement de cette même solidarité : rien –ou si peu– pour leurs frères arabes (chiites, il est vrai) morts dans la bousculade ; pas de diplomates accrédités à Bagdad, l'ancien phare du nationalisme arabe sous Saddam Hussein.

Jalal Talabani, un Kurde, est lui-même le premier non-Arabe de l'ère moderne à diriger l'Irak. Mais si certains ont cru voir dans la désignation d'un Kurde à la tête du pays les prémices d'un démantèlement de l'entité irakienne, on peut faire la lecture exactement inverse : c'est en irakien, et non seulement en Kurde, que Talabani est désormais contraint de raisonner, du fait même de sa fonction. En revanche, et le message ici délivré est très clair, il ne se laissera pas imposer par les anciens partenaires de Saddam Hussein une « arabité » qui, pour les Kurdes et les chiites, a longtemps été le manteau servant à habiller la domination des tribus sunnites.

A Kaboul, Hélène Da Costa et Olivier Da Lage

Article publié le 06/09/2005

Dernière mise à jour le 06/09/2005 à 12:50 (heure de Paris)

Saddam Hussein mérite de "mourir cent fois" (Talabani)



BAGDAD, 7 sept (AFP) - 13h27 - Le chef de l'Etat irakien, le Kurde Jalal Talabani, a déclaré que le président déchu Saddam Hussein méritait de "mourir cent fois" et affirmé que ce dernier a avoué ses crimes à un juge du Tribunal spécial irakien (TSI), chargé de le juger pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

"Saddam Hussein mérite de mourir cent fois", a estimé le président kurde en défendant, dans une interview dans la nuit de mardi à mercredi à la télévision publique Iraqla, la décision de faire juger l'ancien dictateur par le Tribunal spécial irakien (TSI).

"Il n'y a pas de décision politique d'éliminer Saddam Hussein et la justice est indépendante", a affirmé M. Talabani, qui est personnellement opposé à la peine de mort, ayant signé dans le passé une pétition dans ce sens.

"S'il était tombé entre nos mains pendant la guerre que nous nous livrions on aurait pu l'éliminer, mais là il faut le juger", a-t-il ajouté.

"J'ai récemment reçu un juge d'instruction chargé d'interroger (Saddam Hussein) et il m'a rapporté de bonnes nouvelles. Il a dit avoir réussi à lui arracher des aveux importants et lui faire signer" sa déposition", a encore affirmé le président Talabani.

Le chef de l'Etat irakien a ajouté que ces aveux concernaient l'opération Al-Anfal, pendant laquelle l'ancien régime avait déplacé les habitants de centaines de villages kurdes et fait quelque 180.000 victimes, selon des sources politiques du nord de l'Irak.

Ils portent également sur des "ordres d'exécutions que Saddam a reconnu avoir signé de sa main", a poursuivi M. Talabani.

"Il y a des tonnes de documents qui incriminent Saddam Hussein", a encore ajouté le président irakien, qui a récemment indiqué sur une télévision arabe qu'il ne signerait pas l'arrêt de mort de son ancien rival, s'il était condamné à la peine capitale.

Le gouvernement irakien a annoncé que Saddam Hussein et sept de ses lieutenants seraient jugés par le TSI à partir du 19 octobre pour le meurtre en 1982 de plus de 140 villageois chiites d'une localité située au nord de Bagdad après des tirs contre le convoi de l'ancien président.

Cinq soldats turcs tués dans ds combats avec les rebelles kurdes



DIYARBAKIR (Turquie), 10 sept 2005 (AFP) - 13h15 - Cinq soldats turcs ont été tués et trois autres blessés dans des accrochages survenus tôt dimanche dans l'est et le sud-est de la Turquie avec des rebelles kurdes, a-t-on indiqué de source des services de sécurité à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est peuplé majoritairement de Kurdes.

Un premier incident a eu lieu dans la province de Bingol (est). Des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont attaqué le poste de Yeniyazi, tuant un militaire et blessant deux autres, a-t-on précisé.

La gendarmerie est un corps d'armée en Turquie.

Il s'agit de la première attaque contre un poste de l'armée depuis plusieurs années dans cette région qui a été le théâtre de la rébellion kurde.

Deux autres accrochages se sont produits à Sirnak, dans le sud-est, proche de la frontière avec l'Irak. Quatre soldats, dont un sous-officier, ont été tués et un officier a été blessé.

Les violences dans le sud-est ont repris en juin 2004 après une pause de cinq ans, lorsque le PKK, estimant qu'Ankara ne faisait pas assez pour accorder aux Kurdes les libertés qu'ils exigeaient, a mis un terme au cessez-le-feu qu'il observait unilatéralement.

Des rebelles kurdes attaquent une gendarmerie: un soldat tué, deux blessés



DIYARBAKIR (Turquie), 11 sept 2005 (AFP) - 9h04 - Des rebelles kurdes ont attaqué tôt dimanche un poste de gendarmes dans l'est de la Turquie tuant un soldat et blessant deux autres, a-t-on indiqué de source de sécurité turque à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien peuplé majoritairement de Kurdes.

Des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont attaqué avec des fusils mitrailleurs le poste de Yeniyazi, situé dans la province de Bingöl, a-t-on précisé.

La gendarmerie est un corps d'armée en Turquie.

Il s'agit de la première attaque contre un poste de l'armée depuis plusieurs années dans cette région qui a été le théâtre de la rébellion kurde.

Un suspect voulait tuer Erdogan en raison de sa politique kurde (presse)



ANKARA, 13 sept 2005 (AFP) - 11h34 - Un homme suspecté d'avoir projeté d'assassiner lundi le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a été décrit par la presse mardi comme un nationaliste mentalement instable et insatisfait de la réponse donnée par Ankara à la rébellion kurde dans le sud-est de la Turquie.

Le suspect, qui dissimulait dans une miche de pain un pistolet d'alarme modifié pour pouvoir tirer de vraies balles, a été arrêté dans la ville de Kütahya (nord-ouest) alors qu'il s'approchait en hurlant du bus à bord duquel M. Erdogan venait de prendre place au terme d'une cérémonie.

L'homme, répondant au nom de Mustafa Bagdat et âgé de 32 ans, a fait part à la police de "ses sentiments nationalistes" et de son mécontentement au regard de ce qu'il percevait comme l'inaction du gouvernement face aux rebelles séparatistes kurdes, a rapporté le journal à gros tirage Hürriyet.

"Le gouvernement ne fait rien alors que nos soldats deviennent des martyrs chaque jour. Je suis très perturbé par cela", a-t-il déclaré dans sa déposition, selon Hürriyet.

Les télévisions ont diffusé lundi des images de l'individu criant en direction de M. Erdogan: "Nous avons perdu cinq martyrs hier. Est-ce que vous vous en souciez?"

Bagdat faisait référence à la mort de cinq soldats tués dimanche lors d'affrontements avec des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont multiplié leurs attaques contre des cibles militaires dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

M. Erdogan a plaidé le mois dernier pour une résolution de la question kurde par "plus de démocratie", suscitant la colère des milieux nationalistes.

Des responsables de la police, cités par le quotidien Sabah, ont décrit le suspect comme "psychologiquement instable mais pas fou".

Le procureur général de Kütahya a affirmé lundi que, selon une "évaluation initiale" de l'incident, Bagdat envisageait d'assassiner le Premier ministre.

L'individu a été placé en garde à vue mais n'a pas encore été mis en détention provisoire.

M. Erdogan a relativisé l'incident, estimant que certaines personnes en Turquie "n'ont pas encore assimilé la démocratie".

"Il n'y a qu'une seule autorité devant laquelle nous devons rendre des comptes et c'est Dieu", a-t-il déclaré lundi soir. "Et concernant notre responsabilité à l'égard du peuple, nous rendons des comptes lors de chaque élection".

Deux policiers tués dans le sud-est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 18 sept 2005 (AFP) - 11h04 - Deux policiers turcs ont été abattus dans la nuit de samedi à dimanche dans le sud-est de la Turquie en proie à un regain de violence entre armée et rebelles kurdes, a-t-on appris dimanche auprès des autorités locales.

Un policier a été tué dans la ville de Van par des coups de feu tirés par de présumés militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont également blessé trois autres membres des forces de l'ordre, a indiqué le responsable local de la sécurité Cemil Zafer à l'agence de presse Anatolie.

Un autre policier a été tué dans la ville de Sanliurfa lorsque deux hommes non identifiés ont ouvert le feu sur une voiture de police en patrouille.

Le chef de la police de Sanliurfa Kutluay Celik a déclaré à Anatolie que l'enquête était en cours, en ajoutant toutefois qu'il ne "semble pas qu'il s'agisse d'une attaque terroriste".

Les attaques du PKK dans la région ont sensiblement augmenté depuis avril. Le Kongra-Gel, considéré comme l'aile politique du PKK, a toutefois appelé le 19 août à une trêve unilatérale des actions armées des rebelles jusqu'au 20 septembre.

Les violences ont repris en juin 2004 après une pause de cinq ans, lorsque le PKK, estimant qu'Ankara ne faisait pas assez pour accorder aux Kurdes les libertés qu'ils réclament, a mis un terme au cessez-le-feu qu'il observait unilatéralement.

Le Parlement turc débat en session extraordinaire des rebelles kurdes du PKK



ANKARA, 19 sept 2005 (AFP) - 18h53 - Le Parlement turc s'est réuni lundi en session extraordinaire pour débattre de la montée de la violence entre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée dans le sud-est du pays, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

L'opposition sociale-démocrate du Parti républicain du peuple (CHP), qui avait appelé à la convocation des députés, théoriquement en vacances jusqu'au 1er octobre, est parvenue, avec le soutien de petites formations parlementaires à atteindre le quorum de 184 députés exigé pour la tenue d'une session extraordinaire.

Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) s'était opposé à la tenue de cette réunion, estimant qu'elle nuirait à l'image de la Turquie alors qu'Ankara doit débiter le 3 octobre des négociations d'adhésion avec l'Union européenne.

Ses députés ont finalement rejoint, une fois le quorum atteint par l'opposition, un hémicycle survolté où Deniz Baykal, le chef du CHP, a notamment accusé, selon Anatolie, le gouvernement de manquer de "volonté politique" dans sa lutte contre le PKK.

"Il n'y a pas besoin de nouvelles conditions pour lutter contre le terrorisme. Ce qui compte, c'est de démontrer une volonté politique, pour l'heure absente en Turquie", a affirmé M. Baykal, estimant que le développement actuel du terrorisme créait "les bases pour un conflit généralisé".

Lors d'une visite à Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien peuplé majoritairement de kurdes, M. Erdogan avait affirmé que son gouvernement n'autoriserait pas de "régression dans le processus démocratique" et assuré que la "question kurde" se résoudrait avec "davantage de démocratie".

Le gouvernement a défendu son action par la voix du ministre de l'Intérieur Abdulkadir Aksu, qui a déclaré qu'il n'était "pas possible d'atteindre un succès absolu dans la lutte contre le terrorisme sans supprimer la situation et les conditions qui le nourrissent".

Les violences dans le sud-est ont repris en juin 2004 après une pause de cinq ans, lorsque le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), estimant qu'Ankara ne faisait pas assez pour accorder aux kurdes les libertés qu'ils réclament, a mis un terme au cessez-le-feu qu'il observait unilatéralement.

Les attaques du PKK dans la région ont sensiblement augmenté depuis avril.

Le Kongra-Gel, considéré comme l'aile politique du PKK, a appelé le 19 août à une trêve unilatérale des actions armées des rebelles jusqu'au 20 septembre.

Les affrontements entre l'armée turque et les rebelles kurdes ont fait environ 37.000 morts, notamment entre 1984 et 1999.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Des violences, notamment des tentatives de lynchage, se sont produites début septembre dans l'ouest du pays entre partisans et opposant du chef du PKK, Abdullah Ocalan, condamné à la perpétuité, suivis d'appels à la modération de l'ensemble de la classe politique.

The EU's decision

By Jonathan Power

Caution on Turkey

ANKARA

A "no" on Oct. 3 to Turkey starting negotiations to enter the European Union would have "centuries of implications," one influential Turkish academic, Husseyin Bagci, put it last week. It would push a wounded Turkey back into the arms of the nationalists, even perhaps the hard-line fundamentalists, and be grist to the mill of those who argue that the Christian Western world will always consider itself superior to the Muslim one.

Such a rejection would make it clear, according to the provost of Istanbul's Bahcesehir University, Es-er Karakas, that Europe had no interest in becoming the great power that Turkey, with its large population and army, could help make it — a power able to play an influential role in the Middle East, Central Asia and the Caucasus, without being subordinated always to U.S. policies.

Yet if there are no good reasons for a "no," there are reasons for caution. And now that it seems likely that Germany's next chancellor will be Angela Merkel, who has said that Turkey should be granted only "privileged partnership" and not full membership, Europe will be compelled to slow down and think hard about Turkey.

Turkey is still just muddling through toward modernity. For two centuries, it has been creating a middle class that belatedly has been trying to absorb the wisdom and philosophy of the European Renaissance and Enlightenment. But for still

a majority their inheritance remains the Ottoman Empire, which unlike the Arab caliphates of the 8th to 11th centuries did not push forward the frontiers of knowledge, despite its military prowess. The lasting tensions between these two worlds still make it difficult for Turkey to be as European as its present-day rulers want. Turkey is still catching up — and on important issues, this shows.

When I was negotiating last week to interview the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, I was repeatedly told by his closest staff, "This interview will be on condition you promise not to ask about the Kurdish situation." But since it is Turkey's brutal civil war with its 20 million Kurds that has done more than anything to keep Turkey waiting at Europe's gate for so long, this is a very old-fashioned, authoritarian, reflex.

Ankara has not delivered on its promises to the Kurds, which is why

**Eighty years after
Ataturk's reforms, the
open, law-abiding state is
not yet a basic instinct.**

the PKK, or Kurdistan Workers' Party, and its 7,000 fighters in the mountains of the southeast began fighting again this year, breaking a five-year truce. The government had promised free broadcasting in Kurdish and education in Kurdish. Yes, there are now Kurdish newspapers for sale on the streets, there is some Kurdish music on the radio, there has been an attempt to open private academies to teach Kurdish, but the sum of it doesn't begin to compare with the freedoms the Welsh have in Britain or the Basques in Spain. There is no free broadcasting in Kurdish nor Kurdish in the primary schools.

The promised reforms have not been pushed through an unwilling

bureaucracy. That is why, when the prime minister made a conciliatory landmark speech in Diyarbakir, the Kurdish "capital," a month ago, the crowd was a desultory 600.

To refuse to discuss this subject out loud and to pretend all is well suggests that Erdogan believes that sweeping unresolved problems under the carpet for the next three weeks will somehow make this very serious failing just disappear off the European agenda.

Turkey is still not capable of generating for itself all the essential ingredients of a modern democratic state. It has only made the rapid strides of the last five years to reform its human rights practices, its judiciary and police, and the ubiquitous and powerful role of the army in political affairs, because the EU dangled the carrot of entry before it. Eighty years after Ataturk pointed Turkey's nose in the direction of Europe, it is still lacking in original thinking. All new ideas and high culture come from the West. The liberal, open, law-abiding state is not yet a basic instinct.

Islam has a better historical record of religious tolerance than either Christianity or Judaism. But modern Turkey has been the exception. In 1945, Ataturk's successor, Inonu, dispossessed the Jews and encouraged them to leave. Ten years later, the large Greek Christian community began to be driven out. Today the Byzantine churches largely remain state-run museums. There is little trace of the fact that for more than a thousand years, Constantinople was the center of the Christian world.

A "yes" on Oct. 3 would be consistent with previous EU promises. It must, however, be a "yes, but." There cannot be promises about an entry date. It should probably be a generation away.

Jonathan Power is a commentator on foreign affairs.

Iraq suicide attacks kill 24 police officers

From news reports

BAGHDAD: Suicide bombers killed 24 police officers in Baghdad on Thursday, causing more carnage after Al Qaeda in Iraq declared war on the country's majority Shiite Muslims and anyone linked to the U.S.-backed government.

Three blasts in the southern district of Doura also wounded 21 people. The explosions followed a wave of attacks Wednesday that cost more than 150 lives in Baghdad, including 114 people killed when a suicide bomber blew up a

van in a crowd of laborers. At least seven of the 570 people wounded in those attacks have died, hospital officials said, raising the overall death toll to at least 167 in the worst day of killing to hit the capital since the U.S.-led invasion two and a half years ago.

A statement attributed to Iraq's Qaeda leader, Abu Musab al-Zarqawi, said those bombings were the opening shots in a war on Shiites, who, along with Kurds, now hold power.

The U.S. military said Thursday that the brutal insurgent bombings over the

past two days were a "predictable spike in violence" tied to the coming referendum on Iraq's new constitution.

"These spikes of violence are predictable around certain critical events that highlight the progress of democracy," said Major General Rick Lynch, the chief U.S. military spokesman. "Remember, democracy equals failure for the insurgency. So there has to be heightened awareness now as we work our way toward the referendum."

Al Qaeda has claimed responsibility for the bombing campaign begun after a joint Iraqi-U.S. force of 8,500 stormed the northern insurgent bastion of Tal Afar this week.

Zarqawi purportedly declared "all-out war" on Shiites, Iraqi troops and the government in what the United States has called a desperate propaganda cam-

paign to derail the country's political process with just a month left before the constitutional referendum.

Leaders of the Sunni minority in Iraq have vowed to defeat the constitution, which they claim favors the Shiite majority and the Kurds.

Lynch said the joint force had killed 145 insurgents and captured 361 in the second operation in a year to rid Tal Afar of militants, including foreign fighters crossing from nearby Syria.

The first bomber in Baghdad on Thursday rammed a car into a truck, killing 15 police commandos, elite units in the battle against insurgents. Charred bodies covered with a white sheet lay near a burned-out bus in a

street littered with shrapnel. Smoke rose from a house near the blast site.

Hours later, two bombers struck two minutes apart, killing at least nine police commandos and officers, police said.

Many of the victims in the attacks on Wednesday died shortly after dawn when a suicide bomber lured day laborers to his small van, promising work and then detonating his explosives in the heavily Shiite Kazimiyah district in north Baghdad.

Al Qaeda also claimed responsibility for the latest attacks, without specifying which ones it had carried out.

"Our lions are still creating victory with their honorable blood and the battle to avenge the Sunnis of Tal Afar is still being waged in Baghdad and other

cities," said a statement on the Islamist Web site often used by the group.

Lynch said that U.S. forces were ready to begin strikes against towns where they suspected Zarqawi might be establishing bases. "We've got great intelligence which tells us where he's moving to," he said.

Near the town of Hilla, 100 kilometers, or 60 miles, south of Baghdad, the police said they found the body of Mahdi al-Attar, a prominent cleric in one of the Shiite parties dominating the government. He and three associates had been shot and stabbed to death.

(Reuters, AP)

Kurdish lawmaker assassinated; bodies found in Iraq

By Slobodan Lekic
The Associated Press

BAGHDAD — Insurgents assassinated a Kurdish member of the Iraqi parliament a day before police found 24 bodies shot to death.

Faris Nasir Hussein, a member of the Patriotic Union of Kurdistan, was killed with his brother and their driver in an ambush 50 miles north of Baghdad. A second Kurdish lawmaker, Haidar Shanoun, was wounded in the attack near the town of Dujail.

The men were murdered Saturday night as they drove to the capital for Sunday's session of the legislature, which signed off on minor amendments to the country's draft constitution and delivered it to the United Nations for printing.

Lawmakers sat for a minute of silence to honor their dead comrade. "The terrorists have launched a war of aggression



By Atef Hassan Reuters

In Basra, Iraq: Members of Muqtada al-Sadr's Mahdi Army block a street Sunday, demanding the release of Sheik Ahmed Fartosi.

against all Iraqis, (but) we are up to it," Deputy Speaker Hussein al-Shahrastani said.

Authorities found two dozen bodies Sunday. The men had been shot to death. Four were found handcuffed in east Bagh-

dad. Twenty were pulled from the Tigris River near Balad, 50 miles north of the capital.

A U.S. soldier was killed in a roadside bombing while on patrol near Al Asad Air Base in a violent insurgent-infested re-

gion near the Syrian border, the U.S. military said. The dead soldier was assigned to the 56th Brigade Combat Team.

In Basra, 200 militiamen with automatic weapons and rocket-propelled grenades set fire to tires as they barricaded main streets, demanding that the provincial governor order the immediate release of Sheik Ahmed Fartosi.

The sheik, a senior figure among followers of radical Shiite cleric Muqtada al-Sadr and his Mahdi Army militia, was arrested by British and Iraqi forces Friday. He was accused of launching raids against security forces in the city.

A coalition military statement said Sunday that Fartosi and two other detained militants were "suspects in terror attacks against coalition forces, resulting in the deaths of nine members of coalition forces in the past two months in Basra."

After a tense standoff lasting

several hours, the militiamen withdrew to await the arrival of an al-Sadr representative from Baghdad to negotiate with the British forces, who control the region with Iraqi police.

Last year, the Mahdi Army fought U.S. and coalition forces in Najaf and Karbala. The fighting ended after al-Sadr accepted a peace agreement negotiated by the Shiite clerical hierarchy.

In Kirkuk, a roadside bomb killed five Iraqi soldiers and wounded two others.

Insurgents attacked a fuel train headed for Baghdad's major power station early Sunday, but there were no casualties in the bombing.

Al-Qaeda in Iraq, the terrorist organization run by Jordanian-born Abu Musab al-Zarqawi, has declared all-out war on the country's Shiite majority.

Shiites suffered the brunt of several bombing attacks last week.

USA TODAY - MONDAY, SEPTEMBER 19, 2005

LE FIGARO VENDREDI 16 SEPTEMBRE 2005

IRAK Après les menaces d'al-Zarqawi

Trois attentats font 23 morts à Bagdad

Au lendemain de la série d'attaques qui ont fait au moins 128 morts à Bagdad, trois nouveaux attentats suicide à la voiture piégée dans la capitale irakienne ont tué 23 personnes, pour la plupart des policiers.

Mercredi soir, le réseau al-Qaida en Irak qui avait revendiqué les attentats quelques heures plus tôt, déclarait par la voix de son chef, Abou Moussab al-Zarqawi, une « guerre

totale » contre les chiites. Sur cette bande audio diffusée sur un site islamiste, le terroriste jordanien accuse les « Rafidha », un terme péjoratif désignant les chiites, d'« exterminer » des sunnites qu'il exhorte « à se réveiller ». La « guerre totale (...) sera sans pitié », a-t-il promis dans cette diatribe, la seconde en moins de quatre jours.

« Il est clair qu'al-Zarqawi

veut créer une guerre inter-confessionnelle », estime un responsable occidental à Bagdad, l'essentiel des attaques ayant visé des zones à majorité chiite, alors que le mouvement des rebelles recrute quasi exclusivement au sein de la communauté sunnite. Al-Zarqawi, un sunnite, n'a jamais caché sa

haine à l'égard des chiites. Une haine qui a encore crû après la large victoire de ces derniers, qui représentent environ 60 % de la population du pays, aux élections générales de janvier dernier. Mais, comme l'a assuré lui-même al-Zarqawi, la raison principale de cette série d'attentats serait une vengeance de l'attaque contre Tall Afar. La semaine dernière les forces irakiennes ont fait un raid sur

cette ville considérée comme un bastion d'insurgés. « L'offensive de mercredi est une réaction vive à une blessure profonde et sa durée sera un bon indicateur de l'étendue des dégâts infligés aux rebelles », souligne un observateur étranger dans la capitale irakienne. « Les Américains ont frappé fort, là où ça fait mal, au cœur de cette résistance », ajoute-t-il. Il doute cependant « que cette réaction puisse être soutenue ». Un optimisme qui ne fait pas l'unanimité. Selon le Times, qui cite un officier de renseignement américain, Abou Moussab al-Zarqawi aurait réussi à unifier les groupes de rebelles sunnites dans la capitale pour combattre les chiites.

(AFP)

Le président irakien appelle à l'aide

Talabani compte sur la communauté internationale pour sortir l'Irak de la crise actuelle.

L'Irak n'est pas au bord de la guerre civile, mais en plein dedans. C'est ce qu'a reconnu hier le président irakien, Jalal Talabani, à la tribune de l'ONU en avouant avoir «désespérément» besoin de l'aide de la communauté internationale pour faire face à la «campagne terroriste des plus brutales» qui ensanglante son pays. Après les 11 attentats-suicides et les 150 morts de mercredi, trois nouveaux attentats à la voiture piégée ont tué au moins 23 personnes, hier à Bagdad.

Dans un message audio, le chef d'Al-Qaeda en Mésopotamie, le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, a lancé un appel à la «guerre totale» contre les chiïtes, qu'il accuse de collaborer avec l'occupant américain et de participer à l'assaut meurtrier sur le bastion sunnite de Tall Afar, dans le nord-ouest du pays, près de la Syrie.

De fait, l'Irak est plongé dans une sale guerre. Si les observateurs soulignent généralement la retenue de la communauté chiïte, qui obéirait aux appels au calme de l'ayatollah Ali Sistani, leur principale autorité spirituelle, on a tendance à oublier que les milices chiïtes - à commencer par les brigades Badr - sont actives sur le ter-

rain, allant jusqu'à noyauter l'armée gouvernementale. Si la plupart des rebelles ont échappé à l'offensive américano-irakienne contre Tall Afar, c'est surtout la population sunnite de la ville qui a souffert, comme l'an dernier à Fallouja. A l'opposé, les attentats-suicides visent les civils chiïtes: mercredi, l'attaque la plus meurtrière a tué plus de 80 travailleurs journaliers à Kadhimiya, un quartier chiïte de Bagdad. Le même où une simple rumeur

«Zarqaoui et le terrorisme n'existaient pas avant l'arrivée des Américains.»

Le cheikh Mohamed Mehdi al-Khalissi

sur la présence d'un kamikaze avait provoqué une panique entraînant la mort d'un millier de pèlerins, fin août.

Exilé à Londres, le cheikh Mohamed Mehdi al-Khalissi, 68 ans, est originaire de ce quartier, où sa famille reste bien implantée. Son frère Jawad s'occupe d'une madrasa et représente son courant politique, de la mouvance chiïte nationaliste. De passage à Paris hier, Mohamed al-Khalissi estime que le seul moyen de mettre fin à l'actuelle escalade de la violence est «le départ des troupes d'occupation». «Zarqaoui

et le terrorisme n'existaient pas avant l'arrivée des Américains», s'emporte-t-il, représentatif en cela d'une bonne partie de la population irakienne - chiïtes compris - qui, sans regretter l'ancien régime, estime que la présence américaine ne fait qu'envenimer les choses. «C'est l'occupant qui a intérêt à ce que se développe un climat de guerre civile, pour justifier sa présence», résume-t-il. Proche et concurrent à la fois du jeune et radical dirigeant chiïte Moqtada al-Sadr, Mohamed al-Khalissi prône une résistance non violente aux allures de «désobéissance civile».

Mohamed al-Khalissi appelle les électeurs à boycotter le référendum du 15 octobre sur le projet de Constitution. Rejeté par les sunnites, qui y voient un instrument destiné à les dépouiller du pouvoir et des richesses, ce texte est contesté par la mouvance chiïte nationaliste, qui lui reproche d'ouvrir la porte au démembrement en faisant de l'Irak un Etat fédéral au pouvoir central affaibli. Un souci supplémentaire pour le président Talabani et son Premier ministre Ibrahim al-Jaafari, tenus pour «des collaborateurs illégitimes» par le cheikh Al-Khalissi. ◀

CHRISTOPHE AYAD

Téhéran sommé de s'expliquer devant l'AIEA

Vienne : Maurin Picard

A peine le sommet de l'ONU vient-il de se terminer à New York que l'Iran retrouve le banc des accusés à Vienne, siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui le somme de faire marche arrière sur ses intentions nucléaires. Un rôle que le régime des mollahs n'a plus guère quitté depuis qu'en 2002, un mouvement de l'opposition iranienne en exil, les Moudjahidins du peuple, a révélé l'existence d'un programme nucléaire iranien clandestin.

Le conseil des gouverneurs de

l'AIEA, organe exécutif de l'agence, se réunit aujourd'hui pour étudier le rapport transmis le 3 septembre par le directeur général de l'agence, Mohammed ElBaradei, sur l'état du programme nucléaire iranien, et envisager à nouveau une éventuelle saisine du Conseil de sécurité. Dans ce document d'une inhabituelle sévérité, l'Egyptien prenait acte de la reprise des activités de conversion de l'uranium le 5 août dernier sur le site d'Ispahan, préalable à la phase cruciale de l'enrichissement de l'uranium, exploitable à des applications aussi bien civiles que militaires. Il reprochait également à l'Iran de ne

pas avoir permis de résoudre. «après deux ans et demi d'inspections et d'enquêtes intenses», de nombreuses «questions en suspens».

Malgré tout, Européens et Américains avaient renoncé une première fois à solliciter une réunion extraordinaire du Board, le 6 septembre. Ils sa-

vaient qu'ils ne parviendraient pas à convaincre les trente-cinq gouverneurs de la nécessité d'un recours au Conseil de sécurité. La Russie et la Chine, embarquées dans une fructueuse coopération énergétique avec l'Iran, avaient exprimé leur réticence à transférer le dossier au Conseil de sécurité. L'opposition de ces deux «grands» et d'une partie des quatorze pays «non alignés», avait déjà conduit à une résolution en demi-teinte de l'AIEA, le 11 août, condamnant l'Iran pour ses manquements au régime de non-prolifération, tout en reconnaissant son droit à disposer d'un programme nucléaire civil.

Marchant sur des œufs,

l'Union européenne et les Etats-Unis devraient en toute logique différer le passage au vote au Board, deux ou trois semaines peut-être, le temps de convaincre les plus réticents de se rallier à l'option du Conseil de sécurité. En coulisses, les diplomates occidentaux assurent pouvoir rassembler vingt voix sur trente-cinq. Une majorité de dix-huit votes suffirait pour faire passer une résolution, même vivement contestée.

L'AIEA, habituée à statuer sur le mode du consensus, par un vote tacite et unanime de tous ses membres, ressortirait déchirée et fragilisée d'une telle épreuve. La dernière fois que ses gouverneurs avaient dû procéder à un vote en bonne et due forme, en janvier 2003, l'agence avait déferé le dossier nord-coréen au Conseil de sécurité. Dans la foulée, Pyongyang avait renoncé au traité de non-prolifération (TNP). La même menace que Téhéran agite aujourd'hui.

Face aux pressions de l'Occident, Etat et population font front pour leur indépendance.

Le nucléaire, arme de ralliement en Iran

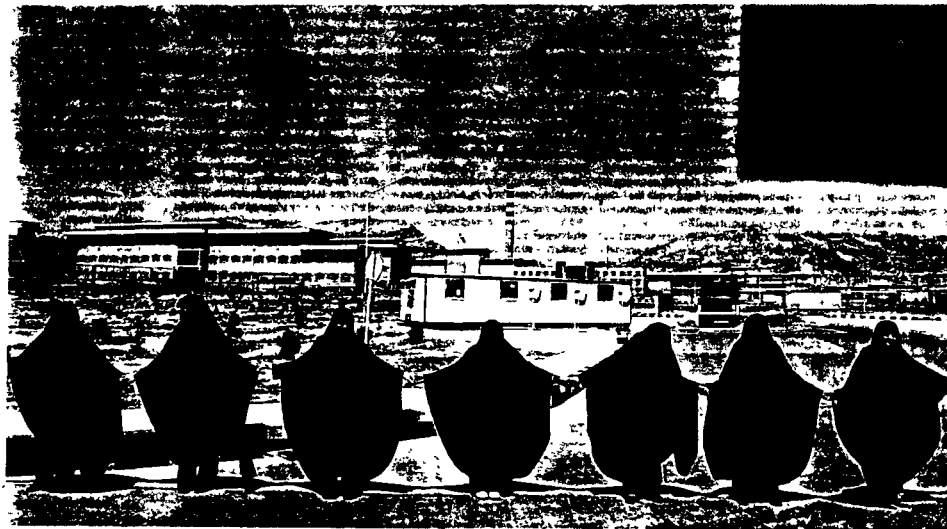
20 SEPTEMBRE 2005



Téhéran de notre correspondante

Le nucléaire est populaire en Iran. Et même si la propagande gouvernementale est réelle, les Iraniens, toutes tendances confondues, ont chacun une idée sur la question. Pour une majorité, la technologie nucléaire représente une énergie prodigieuse qui améliorerait le quotidien et permettrait, au besoin, de dissuader d'éventuels agresseurs. Le mois dernier, un programme télévisuel d'une douzaine de minutes diffusé en boucle vantait les mérites de l'énergie nucléaire et les avancées de l'Iran dans ce domaine: croissance de la population, projets de développements économiques, pollution accrue, il est nécessaire d'avoir accès à cette technologie, argumentait l'orateur alors que le drapeau de la République islamique flottait en fond d'écran au son de l'hymne national.

«Moyen âge». Roya Haghighi, 23 ans, vendeuse dans un magasin d'étoffes, s'est gardée de



voter pour Ahmadinejad, le président (ultraconservateur) élu en juin. En revanche, elle se range aujourd'hui à ses côtés pour le nucléaire qu'elle qualifie de «technologie moderne» et d'«investissement à long terme pour le pays». «L'accès à cette technologie est le droit de chaque pays», dit Reza Aghvami, fleuriste, 29 ans. Pour quoi nous arrêter en che-

min si nous avons l'expertise et les ressources requises pour la développer?» Des questionnements qui occupent la presse locale. «Ahmadinejad: les puissances nucléaires empêchent l'évolution des pays indépendants», lisait-on hier en une de Hamshahri, le quotidien populaire financé par la mairie de Téhéran. Alors que le journal ultraconservateur Keyhan défiait: «Ne laissons pas l'Occi-

dent nous faire retourner au Moyen Age.»

Injustice. Si l'opinion populaire tend aujourd'hui à soutenir le discours officiel du gouvernement, c'est parce qu'elle voit là le moyen de faire face à ce qu'elle considère être une injustice. «Arrivé à notre tour, on nous rabâche le danger de cette énergie», dit Taghi Kharrazi, commerçant de 52 ans, qui rappelle que le Pakistan, l'Inde, Israël et tant d'autres pays l'utilisent, ont la bombe et ●●●

L'Europe préconise des sanctions

Réunie à Vienne, l'AIEA doit statuer sur la reprise des activités par l'Iran.

Les Européens ont distribué, hier à Vienne, un projet de résolution demandant à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de transférer cette semaine le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'ONU. «Nous allons demander une saisine cette semaine», a déclaré un diplomate occidental, confirmant que les trois pays négociant pour l'UE depuis deux ans (Allemagne, France, Grande-Bretagne - UE3), tout comme les Etats-Unis, avaient perdu patience face au refus iranien de renoncer

au cycle du combustible nucléaire, comme l'a réclamé l'AIEA.

Les pays occidentaux demanderont au conseil des gouverneurs, l'exécutif de l'AIEA, qui a commencé à se réunir hier, de se mettre d'accord sur une résolution par consensus, la voie classique à l'agence. Mais si ce n'est pas possible, l'UE3 proposera un vote des 35 Etats du conseil, a précisé un diplomate. Le projet de texte circule pour consultation. La Russie, la Chine et les non-alignés s'opposent à une saisine et à d'éventuelles sanctions contre l'Iran, estimant

que cela risque d'entraîner une escalade. Selon un diplomate européen, l'UE a été rebutée par le récent discours très dur du président Mahmoud Ahmadinejad à New York, revendiquant le «droit légitime» de se doter d'énergie nucléaire à des fins civiles conformément au Traité de non-prolifération. Les Occidentaux craignent que cela conduise à l'arme atomique. Le projet de résolution proposerait toutefois une reprise des négociations avec les Européens si l'Iran arrête la conversion de l'uranium à Ispahan. ◆

AFP

●●● que «ça ne pose problème à personne». Pour lui, la crise qui oppose son pays à la communauté internationale (lire page 9) ne fait qu'illustrer l'objectif de l'Occident d'avoir la mainmise sur les affaires d'Etat comme par le passé où, par exemple, les productions nationales telles que le tabac étaient entre les mains de la Grande-Bretagne. Ce qui ne signifie pas pour autant que les Iraniens envisagent une guerre. «Nous sommes comme une équipe de foot qui a déjà joué pendant quatre-vingts minutes. On a donné suffisamment dans la guerre contre l'Irak», explique Kharrazi. Les discours autour de «l'indépendance» et le besoin de «résistance» s'entendent surtout au sein des classes moyennes.

Une requête qui fait écho à celle effectuée récemment par Ahmadinejad, qui se prononçait contre «l'apartheid nucléaire» où certains pays produiraient le combustible pour

le vendre à l'Irak «au prix fort». Mais d'autres, tels que Manouchehr Vali, ingénieur retraité de 68 ans, pensent que l'indépendance à 100 % n'a jamais existé. Une opinion,

qu'on retrouve surtout parmi les couches sociales plus favorisées. «Nous n'avons rien de moins que les autres pays et tout autant besoin de cette énergie, dit-il. Mais, il faut renfor-

cer la confiance et l'établissement de bonnes relations avec la communauté internationale. L'énergie nucléaire viendra avec.»

LADANE NASSERI

JORDANIE Le chef d'al-Qaida en Irak a grandi dans une ville pauvre, non loin d'Amman

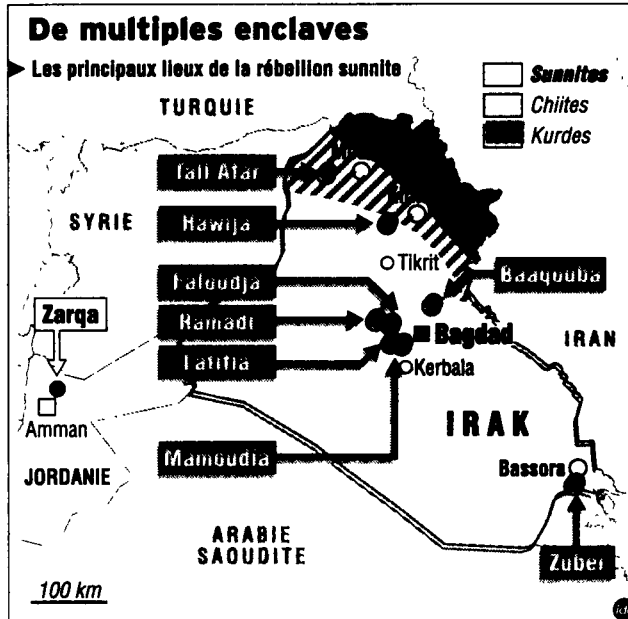
L'irrésistible ascension d'Abou Moussab al-Zarqaoui

Deux jours après les violentes déclarations de Zarqaoui, qui a annoncé son intention de livrer une « guerre totale » contre les chiïtes, de nouveaux attentats ont secoué l'Irak hier. Onze personnes ont été tuées et 24 autres blessées dans un attentat suicide à la voiture piégée, qui a visé des fidèles chiïtes à la sortie d'une mosquée à Touz Khourmatou, dans le nord de l'Irak. A Bagdad, des hommes armés ont aussi ouvert le feu sur une foule d'ouvriers chiïtes dans le quartier de Jadida (Sud-Est), tuant deux personnes et en blessant 13 autres, tandis que le cheikh Fadl Alami, de la mosquée chiïte Imam Ali de Sadr City a été abattu par balles en pleine rue. Face à ces tueries, les responsables religieux, sunnites comme chiïtes, se sont inquiétés lors de leurs prêches dans les mosquées, à l'occasion du vendredi saint, du possible déclenchement d'une guerre interconfessionnelle.

Zarqa (Jordanie) : de notre envoyée spéciale Delphine Minoui

En face de cette petite maison vétuste à deux étages, coincée dans une rue poussiéreuse, des gamins jouent au

ballon. Rien ne laisse suggérer qu'un cerveau du terrorisme ait pu grandir ici. Comme de nombreux jeunes au chômage de Zarqa, ville pauvre située à 25 kilomètres de la capitale jordanienne, Abou Moussab al-Zarqaoui - de son vrai nom Fadel Nazzal al-Khaleyleh - aurait pu devenir criminel, tra-



Un marine étudie une affiche présentant les différents visages de Zarqaoui. A Washington, la tête du chef de la guérilla irakienne a été mise à prix 25 millions de dollars. Même si, aujourd'hui, personne ne sait où il se trouve. (Photo John Moore/AP.)

fiquant de voitures ou dealer de drogue. De lui, les habitants du quartier ne savent pas grand-chose. « C'est quelqu'un que je ne connais pas, ni de près ni de loin. Je n'ai aucun commentaire à faire sur lui », confie un épicier qui se fait appeler Abu Ashraf.

Depuis plus de deux ans, pourtant, le nom de ce Jordanien de confession sunnite est associé aux plus gros attentats qui ont secoué l'Irak. Fiché par les services de renseignements d'Amman, traqué par les Amé-

ricains, Abou Moussab al-Zarqaoui est connu pour être le chef d'al-Qaida en Irak. A en croire un enregistrement sonore diffusé mercredi sur Internet, il vient même de revendiquer, en personne, les actions sanglantes du même jour, qui coûtèrent la vie à environ 150 personnes. Il y proclame ouvertement une « guerre totale » contre les chiïtes et présente les dernières attaques comme une réplique à l'opération de Tal Afar, qu'il considère comme une « guerre de nettoyage ethnique » menée contre la minorité sunnite par le premier ministre chiïte, Ibrahim al-Jaafari. Il y menace également, d'une manière générale, tous les Irakiens, notables, policiers, soldats, qui collaborent avec les « croisés et les apostats ».

A Khosravi, un des postes frontières avec l'Iran - où on a dit un moment qu'il se cachait - la photo de Zarqaoui, barbe

« Au départ, l'idéologie de Zarqaoui était isolée. Avec la guerre en Irak, les Américains l'ont rendu plus important qu'il n'était »

fine et yeux noirs, frappée du mot « Wanted » a été collée en plein milieu d'une porte vitrée. A Washington, sa tête a été mise à prix 25 millions de dollars. Mais aujourd'hui, personne ne sait vraiment où il se trouve. Son nom alimente une multitude de rumeurs. Les plus sceptiques disent que le personnage est inventé de toutes pièces par les Américains pour justifier leur guerre en Irak. Certains le disent mort. D'autres racontent qu'il a perdu une jambe dans les combats.

Invisible, l'homme n'a, en tout cas, jamais autant bénéficié d'une telle aura. « Il y a trois ans, personne ne le prenait au sérieux. Mais aujourd'hui, il est un héros pour tous ceux qui vivent l'occupation américaine comme une atteinte à la dignité du peuple arabo-musulman en général », analyse le journaliste jordanien Abdullah Abou Rumman.

Rédacteur en chef du quotidien *Al Mera'ah* (*Le Miroir*), cet écrivain laïc, emprisonné pour un article en 1996, a eu l'occasion de fréquenter Zarqaoui derrière les barreaux de la prison de Souaga, au sud d'Amman. « Je me souviens d'un jeune homme très religieux. Il avait une vingtaine d'années. Il considérait les gens qui ne faisaient pas la prière, comme moi, comme des infidèles. Dans sa cellule, il s'appliquait à mémoriser le Coran par cœur. Quand il parlait, c'était en vieux arabe. Il utilisait des mots de l'âge du prophète. En public, il était souvent très silencieux. Il souriait rarement. Il impressionnait beaucoup. Il était très charismatique. Il

portait une barbe et une tenue traditionnelle afghane (une longue tunique et un

pantalon bouffant) », confie Abdullah Abou Rumman.

A l'époque, dit-il, Zarqaoui avait déjà effectué son premier séjour en Afghanistan. Né dans une famille modeste et religieuse de Zarqa, originaire de la tribu des Bani Hassan, il fréquentait, très jeune, la mosquée Abdoullah Ben Abbas. « C'était l'époque de la guerre contre les Russes en Afghanistan. Les imams de la prière du vendredi appelaient les jeunes au Djihad. Ils leur promettaient toutes sortes de miracles, comme celui de pouvoir faire tomber un avion avec une pierre. Après la mort, ils leur garantissaient les plus belles femmes au paradis. Leurs discours ont enflammé de nombreux jeunes, issus de milieux religieux et défavorisés, qui, comme Zarqaoui, sont partis en Afghanistan », raconte le journaliste jordanien.

De retour d'Afghanistan, Zarqaoui est arrêté, au milieu des années 90 alors qu'il préparait un attentat sur le sol jordanien. Emprisonné aux côtés de son leader spirituel de l'époque, le djihadiste salafiste Abou Mohammad al-Maqdissi, le jeune islamiste reprend vite du poil de la bête et s'affirme comme un véritable meneur. « Maqdissi évitait la confrontation. Zarqaoui, lui, argumentait toujours avec les gardes de la prison. Il était dur et savait se faire respecter. Parfois, il se contentait de donner des ordres avec un simple regard.

Pour des jeunes sans repères, il était très impressionnant », raconte Abdullah Abou Rumman.

Amnistié en 1999, Zarqaoui quitte à nouveau la Jordanie pour l'Afghanistan. On raconte qu'il se serait battu aux côtés d'al-Qaida contre les forces américaines lors de leur intervention dans ce pays, en 2001. En février 2003, le secrétaire d'État américain l'accuse d'être le chaînon entre al-Qaida et Saddam Hussein, mais sans véritable preuve. En revanche, la guerre lancée le mois suivant par les Américains en Irak lui vaut une irrésistible ascension dans la hiérarchie de l'organisation terroriste. Après avoir revendiqué plusieurs enlèvements et attentats, son groupe, Tawhid Wa Jihad (Unité et Guerre sainte) est rebaptisé Organisation d'al-Qaida en Mésopotamie. Zarqaoui en devient l'« émir ».

Personne, aujourd'hui, n'est en mesure d'estimer le nombre d'attaques vraiment organisées par le terroriste le plus recherché d'Irak. Reste que sa cause semble avoir inspiré de nouveaux combattants. Comme ce jeune Jordanien qui partit, il y a quelques mois, se faire exploser dans la ville chiite de Hilla. « Ce jeune n'était pas religieux à la base. Mais pour de nombreux jeunes d'origine arabe, l'occupation américaine de l'Irak est vécue comme une humiliation qui mérite revanche », note l'intellectuel Ibrahim Gharai-beh. « Au départ, l'idéologie de Zarqaoui était isolée. Mais avec la guerre en Irak, les Américains l'ont rendu plus important qu'il n'était. Ils sont tellement naïfs qu'ils en ont fait un combattant héroïque aux yeux

de nombreux musulmans à force de le citer dans tous leurs discours. Aujourd'hui, d'autres groupuscules de la guérilla, y compris les anciens baasistes, se servent également de son nom comme d'une couverture idéale pour mener leurs actes dans l'anonymat le plus complet », remarque Abdullah Abou Rumman.

A Zarqa, c'est à coup de pierres et de crachats que les enfants de la famille de Zarqaoui reçoivent les visiteurs étrangers qui viennent s'enquérir de son devenir. Saleh al-Hami, son beau-frère, kéfieh rouge sur la tête et djellaba blanche, refuse de commenter les dernières déclarations d'Abou Moussab. En revanche, il est plus bavard quand il s'agit d'évoquer « l'ennemi américain ». « Tant que les occupants ne se retireront pas d'Irak, les actes de la résistance seront justifiés », lâche-t-il, dans un élan de rage.

A douze ans, Moussa Mohammad, un jeune voisin, n'a pas peur d'afficher son admiration pour Zarqaoui. « Il est fort et il m'impressionne. C'est bien qu'il aille tuer les Américains, car ce sont des juifs. Mon père dit toujours que Dieu le bénisse », dit-il. « Regardez tous ces enfants qui sont prêts à aller se battre. » « Moi même je prépare mes trois fils au djihad pour aller affronter les Américains en Irak et en Afghanistan », insiste Saleh al-Hami, devant une pagaille de bambins, venus l'encercler. « Vous savez, ajoute-t-il, il y a des milliers de Zarqaoui en Irak. Chaque famille touchée dans son honneur par les forces d'occupation va faire la même chose que lui. »

Le Monde 21 SEPTEMBRE 2005

Al-Qaida n'attaquera pas Moqtada Al-Sadr

Après avoir déclaré la guerre à la communauté chiite la semaine dernière, la branche irakienne d'Al-Qaida, commandée par Abou Moussab Al-Zarkaoui, a indiqué, lundi 19 septembre, qu'elle fera une exception pour les mouvements qui s'opposent à l'occupation américaine, telle l'organisation de l'imam radical chiite Moqtada Al-Sadr. « Notre organisation a appris que certaines sectes,

telles que le groupe de Sadr, n'avaient pas pris part aux massacres ni aidé l'occupant », lit-on dans un communiqué diffusé sur Internet. Six groupes chiites et kurdes impliqués dans le gouvernement sont en revanche mentionnés en tant que cibles. Cinquante-quatre combattants étrangers, pour la plupart arabes, ont par ailleurs été condamnés à des peines allant de 1 à 20 ans de prison par un tribunal

de Bagdad pour avoir mené en Irak des « activités terroristes », a annoncé, lundi, le gouvernement irakien.

Un journaliste irakien travaillant pour des médias étrangers, dont le *New York Times*, Fakher Haydar Al-Tamimi, a par ailleurs été enlevé par des inconnus à son domicile et retrouvé assassiné lundi à Bassora, dans le sud du pays, a indiqué son épouse. — (AFP, Reuters.)

La Foire internationale de Bagdad trouve refuge au Kurdistan autonome

Dans un Irak en proie au chaos, la région kurde affiche sa prospérité et rêve d'indépendance

ERBIL (Kurdistan)
de notre envoyée spéciale

Au moment où le pays plonge dans un nouveau cycle de tueries, après qu'Abou Moussab Al-Zar-

REPORTAGE

Des allures de fête foraine à laquelle participent des milliers d'habitants

kaoui, le chef d'Al-Qaida en Irak, a déclaré une « guerre totale » à la communauté chiite, la ville kurde d'Erbil, à 350 kilomètres au nord de Bagdad, semble vivre sur une autre planète. Capitale de la région autonome du Kurdistan, elle a accueilli, du 14 au 18 septembre, ce que certains décrivent comme « la première Foire internationale à se tenir en Irak depuis 1991 ». Car celles que Saddam Hussein organisait ensuite « n'avaient d'internationales que le nom, tous les exposants étant d'une façon ou d'une autre ses créatures », rappelle Shwan Al-Mulla, un des responsables de la foire.

Jeune président d'un Bureau irakien de consultants et de construction (ICCB), il serait un de ces « millionnaires du Kurdistan dont le nombre est passé de cinq en 1991 à

plus de mille en 2003 », comme le vante une brochure pour investisseurs publiée à Londres. Ces fortunes sont nées grâce aux taxes sur le trafic de contrebande, notamment celui du pétrole, qui s'est développé avec les sanctions onusiennes suite à la guerre du Golfe de 1991 – les Kurdes jouant les intermédiaires entre Saddam Hussein et les Turcs.

Mais l'argent n'a pas servi seulement à bâtir les opulentes demeures surgies en périphérie des villes du Kurdistan. Les 5 milliards de dollars reçus au titre du programme « Pétrole contre nourriture », puis, à la chute du dictateur, les parts du budget irakien dévolues aux 4 millions d'habitants du Kurdistan, ont permis, à la fois, de les nourrir et de reconstruire villages, écoles, hôpitaux et infrastructures. Ce qui a aussi permis aux « fortunes » du Kurdistan de rebondir, après la suppression des taxes aux frontières par les Américains. Aujourd'hui plus que jamais, la région ressemble à un immense chantier.

« Ce serait mieux s'il n'y avait pas ces explosions partout », modère Abdulkadir Kassem, gérant d'un café Internet d'Erbil. Comme la majorité de la population, il se dit satisfait du « boom » économique ambiant et de sa vie en particulier – fait quasi unique au Moyen-Orient. Mais il craint les attentats-suicides, qui n'ont pas épargné sa

ville. En février 2004, ils ont fait 117 tués dans les bureaux des deux partis qui se partagent la région – le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, devenu le président régional, et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, devenu le président de l'Irak.

Deux autres attentats-suicides ont secoué Erbil au printemps 2005. Les autorités assurent avoir démantelé les réseaux islamistes responsables – un local et un lié à Al-Qaida. Les autres villes sous contrôle des peshmergas (combattants kurdes) n'en ont pas subi et la population est aux aguets contre tout suspect. Ce qui a permis aux autorités de prendre le risque d'accueillir la Foire d'Erbil, au milieu d'un vaste parc aménagé à la place d'une ancienne base militaire.

231 EXPOSANTS

Organisée par la chambre de commerce américano-irakienne, cette « Foire-conférence » prolonge en réalité celles déjà tenues hors d'Irak pour sa reconstruction, marquées surtout par un manque de clients, peu pressés d'investir dans la tourmente. Mais à Erbil, elle a pris des allures de fête foraine, avec la participation enthousiaste de milliers d'habitants. Les 231 exposants étaient surtout irakiens – et kurdes en particulier, dont l'ICCB avec sa maquette d'un

immense site d'affaires, avec zones commerciales et de loisirs –, mais aussi américains – le distributeur de General Motors trônant dans le hall avec ses 4 x 4 –, arabes, turcs, allemands, etc.

Venu l'inaugurer, le président Barzani a d'abord parlé des victimes tombées « hélas, aujourd'hui même encore » en Irak, offrant de soigner tout blessé dans ses hôpitaux. Mais le fait remarqué fut son entrée commune dans la salle de conférences avec les représentants du gouvernement central de Bagdad, dont le ministre du pétrole, Ibrahim Bahr Al-Ouloum. Alors même que nul ici ne semble envisager avec tristesse – c'est un euphémisme – une éventuelle séparation officielle avec l'Irak.

Expliquant devant son Parlement régional pourquoi les Kurdes doivent s'estimer satisfaits du projet de Constitution irakienne qui doit être soumis à référendum le 15 octobre, M. Barzani a souligné l'article prévoyant, selon lui, le droit du Kurdistan à se retirer de la Fédération envisagée au cas où la Constitution serait violée par d'autres membres. Chacun comprenant ainsi qu'il suffit d'être encore un tout petit peu patient pour que la « ligne verte » séparant le Kurdistan du reste de l'Irak, c'est-à-dire la prospérité du chaos, devienne une vraie frontière...

Sophie Shihab

Tehran threatens to block inspectors if UN gets case

By Nazila Fathi and Christine Hauser

TEHRAN: Iran's chief nuclear negotiator said Tuesday that Iran would stop allowing inspections of its nuclear facilities and restart uranium enrichment if the United States and its allies use the "language of threats" and refer Iran to the United Nations Security Council.

The negotiator, Ali Larijani, was speaking at a news conference in Tehran just days after the Iranian president, Mahmoud Ahmadinejad, stood before the General Assembly in New York, vowing to press ahead with a nu-

clear program and berating the United States and Europe for trying to interfere.

Last month, despite an agreement with Germany, France and Britain, Iran resumed uranium conversion, the first step in the nuclear-fuel production process, at its plant in Isfahan. The conversion process has been taking place under International Atomic Energy Agency verification.

The Europeans have pressed Iran for a permanent end to its nuclear activities, which Europe and the United States suspect are intended to make nuclear arms. Iran says its program is for

peaceful energy purposes.

For several weeks, the United States and its European allies have been pressing the 35 members of the atomic energy agency to support the referral of Iran to the Security Council.

"If they want to use the language of threats against Iran or send Iran's case to the Security Council, Iran will review staying within the NPT and will definitely start uranium enrichment," Larijani said, referring to the Nuclear Nonproliferation Treaty, under which international monitors can make inspections on short notice.

He also said Iran rejected the setting of a deadline for the country to stop work at the facility at Isfahan, saying that setting a deadline "is equal to sending Iran's case to the Security Council."

In his speech in New York on Saturday, Ahmadinejad insisted that Iran would not give up its "right to pursue

peaceful nuclear energy.”

The United States and its allies said Sunday that they would push for a resolution critical of Iran from the United Nations nuclear monitoring agency, although the body might not refer the

country to the Security Council for sanctions.

Mohamed ElBaradei, director general of International Atomic Energy Agency, said Monday at the start of meetings this week of the agency's

board of governors that Iran continued to fulfill its obligations by providing access to facilities, but that additional transparency measures were needed.

The New York Times

Europe's new border? ■ By Jonathan Power

How Turkey fails its Kurds

THIS IS THE edge of tomorrow's Europe, at least if Turkey gets its way. A desolate mud-built village, close to the Syrian border, reduced to rubble by the Turkish Army when it was battling the rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, is slowly being repopulated by a brave few.

The families are understandably nervous. The PKK has recently restarted its insurgency, breaking a five-year truce, angry with the government's slow delivery on its promises to allow Kurdish in the primary schools, full-scale broadcasting in Kurdish and to invest in economic development. "This violence is what we don't want," says one man, living with his extended family under nothing more than a homemade canopy.

Five minutes drive from the river Tigris, which farther downstream watered the first of humankind's civilizations, we engage in what seems an almost surreal conversation. On the one hand, the grandfather, who has fathered 12 children, explains how they make a living with their herd of sheep out of what appears to be stony, barren land without a blade of green grass to be seen. On the other, he says, although in their hearts they feel Asian they want to enter the Europe Union. "Europe will give us peace and give us Kurds our rights," he says. "And give us food and jobs," one of his sons adds.

A few kilometers away is another larger, more prosperous, village that escaped the war unscathed. The villagers grow wheat and lentils, and although they say the water is of poor quality, every house has a television and half the men of the village, as they converse with me in a large circle, show me their cell-phones. The refrain is the same, even from the young men who hover standing at the back: "We don't want to fight again. We Kurds want Europe to accept Turkey. We feel deep in ourselves Asian, but now we want to be European."

But how can modern Europe swallow all this? The poverty, the ignorance (girls are rarely educated out here), and

now the renewed boiling of war. This is not the civilization of contemporary Europe, and probably not even of ancient Mesopotamia. This is life almost, if not quite, at its most elementary and unsparing.

The Turkish government is desperate to cement on Oct. 3 the agreement to begin negotiations for entry to the European Union, but as one senior official told me, Ankara "seems never to miss a chance to shoot itself in the foot." This

As one senior Turkish official says, Ankara 'seems never to miss a chance to shoot itself in the foot.'

year Turkey has witnessed the police beating up women demonstrators in Istanbul, the indictment of Turkey's best-known novelist, Orhan Pamuk, for writing that the Armenian accusations of Turkish genocide in the days of the Ottoman Empire need to be looked at openly and, most important, the bureaucratic go-slow on implementing what was promised to the Kurds — thus providing the kindling for a renewal of the insurgency.

Some of Turkey's liberal voices are driven to wonder what is really going on behind the scenes. Inur Cevik, who was once a prime minister's senior aide and now publishes the English-language newspaper The Anatolian, is described by one senior European ambassador as someone who "is pretty damned true." He told me that he is convinced that parts of the army are conspiring with the PKK to restart the fighting in order to derail the Turkish approach to Europe. But, for all the ineptness of the Turkish government that gives rise to such conspiracy theories, the likelihood is that these are rogue elements.

Moreover, apart from the fact that the high command of the Turkish Army is

firmly pro-Europe, as their mentor Atatürk would have expected them to be, the PKK itself is also split on Europe, with some elements appearing to realize that an anti-European stance is not popular in this southeastern corner of Turkey.

Neither, for all its romantic allure, is the PKK's occasional talk of a united Kurdistan. Kurds are impressed with the degree of political and economic autonomy that the Iraqi Kurds have won during the recent negotiations on the Iraqi constitution, but they are also aware that it is a precarious autonomy and that the government of that province is still, despite elections, essentially feudal, dominated by two families.

Most of Turkey's Kurds want to be European and are neither seriously tempted by the PKK or a united Kurdistan. But Turkey still doesn't know how to bring its Kurds up to the starting line. And in making this grave mistake it is probably delaying the chances of Turkey of entering the Europe Union as quickly as it wants to.

Jonathan Power is a commentator on foreign affairs.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
September 22, 2005

NUCLÉAIRE Bras de fer à l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Iran menace, l'Europe hausse le ton

Vienne :
Maurin Picard

Une partie d'échecs serrée se joue à Vienne cette semaine à l'occasion du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Après trois ans de négociations inabouties et sept résolutions impérieuses de l'AIEA à son encontre, Téhéran, accusé par Européens et Américains d'avoir « violé » ses engagements au titre du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), se trouve sous le coup d'un possible recours au Conseil de sécurité des Nations unies.

La « troïka » européenne, composée de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, qui négocie avec l'Iran au nom de l'Union européenne et de dix autres pays associés, fait circuler depuis mardi un projet de résolution très sévère pour Téhéran. Dans ce texte, les Européens insistent sur « les nombreux manquements et atteintes de l'Iran à ses

obligations relatives au TNP ». Ils attendent des trente-cinq gouverneurs qu'ils adressent un rapport au Conseil de sécurité, afin d'exhorter Téhéran à revenir à « une suspension pleine et continue de toutes ses activités relatives à l'enrichissement et au recyclage ». Ils espèrent que le Conseil convaincra l'Iran de « reprendre le processus de négociation qui avait permis de réaliser de bons progrès ces deux dernières années ». Entamées le 13 décembre 2004, ces discussions avec l'UE ont été interrompues le 25 mai dernier.

Reste à aller au bout du processus. L'Europe dit pouvoir compter sur une vingtaine de voix sur trente-cinq, au sein du conseil des gouverneurs. C'est plus qu'il n'en faut pour faire adopter la résolution, qui requiert une majorité simple de dix-huit voix. Mais la manœuvre est périlleuse. L'Iran, outré d'être brocardé en place publique, peut compter sur le soutien de la Chine et de la Russie, opposées à un transfert du dossier à New York, tout comme de certains pays « non

alignés ».

Téhéran dispose de leviers de poids pour espérer lézarder l'unité apparente du camp occidental. Depuis mardi, ses représentants à Vienne et Téhéran évoquent un abandon du protocole additionnel du TNP, en cas de recours au Conseil de sécurité. Le protocole prévoit « des inspections renforcées et inopinées » des sites nucléaires par les experts de l'AIEA. L'Iran l'a approuvé en décembre 2003, sans jamais le ratifier depuis.

Les mollahs brandissent également l'arme du pétrole : l'Iran n'accepterait désormais de commercer dans ce domaine

qu'avec les pays le soutenant sur le dossier nucléaire. Allusion directe au Japon et à la France, très impliquées dans les champs pétrolifères iraniens, mais aussi à l'Italie, qui importe du brut de ce pays. « Si l'on veut utiliser le langage de la force, l'Iran n'aura d'autre choix que de sortir du cadre du TNP, de ne plus appliquer le protocole additionnel et de reprendre l'enrichissement de l'uranium, afin de préserver ses

acquis techniques », a déclaré avant-hier Ali Laridjani.

Dans cette partie de poker menteur, l'Iran est en position de force : producteur et exportateur majeur de pétrole, il peut se permettre de tancer les Européens, tandis que s'envole le prix du baril. Les pays occidentaux attendaient un tout autre discours. De concert avec l'AIEA, ils continuent de prier l'Iran qu'il fournisse des « garanties objectives » en matière nucléaire, prouvant qu'il ne cherche pas à se doter de la bombe. Seule la promesse, val-

lidée par l'agence et ses inspecteurs, d'un renoncement à la maîtrise du cycle de l'uranium (conversion, enrichissement et retraitement) garantirait ce résultat. En l'absence de tels engagements, il reste aux Européens à rallier à leur cause Pékin et Moscou, détenteurs d'un droit de veto au Conseil de sécurité. Mais la tâche semblait irréalisable hier. Russes et Chinois ne sont guère décidés à renoncer à une fructueuse coopération énergétique avec Téhéran.



Des Iraniens se sont réunis sur le tarmac de l'aéroport de Téhéran pour réserver un accueil triomphal au président Mahmoud Ahmadinejad. Ce dernier a réaffirmé samedi devant l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, sa détermination à poursuivre son programme nucléaire. (Photo Atta Kenare/AFP)

Vakıflar sert de vitrine à Ankara sur la question du droit des minorités.

Le dernier village mémoire du passé arménien en Turquie

Vakıflar envoyé spécial

Jamais il n'a pu oublier ce que lui raconta son père. Jamais il n'a voulu en parler à ses enfants.

«Pour que mes fils soient comme moi, calcinés de l'intérieur», explique le vieil homme qui vient tous les jours prendre le frais sur un banc ombragé près de l'église de pierre blanche. Regard bleu délavé et silhouette voûtée, Havadis Demirdjian a fêté ses 90 ans. Son prénom signifie en vieil ottoman «l'annonce» ou «la grande nouvelle». «Les navires français venaient nous sauver. La nouvelle était arrivée jusqu'à la montagne et moi je venais de naître, d'où le choix de ce nom par mes parents», raconte Havadis qui, depuis, a toujours gardé une immense reconnaissance à ceux qu'il appelle encore, dans un français maladroît, les «allonzenfans». C'était au printemps 1915, à l'extrême sud-ouest de la Turquie actuelle, entre Antakya et Iskenderun, que les Levantins appelaient alors Antioche et Alexandrette. Les 3000 Arméniens du Musa Dag, «le mont de Moïse», avaient pris le maquis pour échapper aux déportations et aux massacres ordonnés par le gouvernement jeune turc. Un million d'Arméniens furent ainsi exterminés dans

ce que les historiens considèrent être le premier génocide du XX^e siècle. Un passé tragique, longtemps tabou, que la Turquie commence péniblement à affronter (lire ci-contre). Mais les Arméniens du Musa Dag, après avoir résisté quarante jours les armes à la main, furent évacués par les marins français.

Survivance. Perché à flanc de montagne au bout d'une petite route serpentant au milieu des plantations d'agrumes, Vakıflar, 150 habitants, reste aujourd'hui le dernier village arménien de Turquie. Certes, il y a toujours quelque 60 000 à 80 000 Arméniens, notamment à Istanbul, où ils disposent d'une vingtaine d'écoles, d'un lycée et de deux journaux. Mais Vakıflar est l'ultime survivance d'un monde qui n'est plus. Tout le monde y parle arménien et la pierre des portails est gravée de la croix. Une énorme maison d'hôte se dresse au cœur du village. «Tous les jeunes sont partis depuis deux générations et cela permet d'héberger ceux qui reviennent

Le génocide, un tabou qui dure

Un tribunal administratif d'Istanbul a ordonné hier, au dernier moment, la suspension d'une enquête sur le génocide arménien de 1915. L'ordonnance a été rendue par le président du tribunal, Mehmet Cengiz, qui a déclaré que les historiens arméniens ne pouvaient pas être considérés comme des témoins directs de l'événement. Cette décision a été prise à la demande du ministre de la Justice, Cemil Çiçek, qui avait accusé ses participants de «trahison». Face au tollé des diplomates européennes, le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, avait alors démissionné son ministre.



Dans un café de Vakıflar, dernier village arménien de Turquie, des villageois se réunissent pour écouter des chants révolutionnaires.



quand ils n'ont plus de parents directs ici», explique Ashod Mardilian, 80 ans, qui a passé vingt ans en France. Ses deux fils vivent toujours à Alfortville. A l'autre bout du hameau, une grande bâtisse sert de morgue. «Il faut pouvoir garder les corps jusqu'à l'arrivée de tous les membres des familles désormais dispersées aux quatre coins du monde», explique Agop Sirin qui, comme nombre des villageois, vit de la production d'oranges, avec un label bio. Une production haut de gamme vendue à bon prix. La prospérité de

Vakıflar tranche nettement avec celle des villages des alentours, jadis eux aussi tous peuplés d'Arméniens.

Les souvenirs de cette tragédie, tous ou presque préfèrent les enfouir. «Remuer le passé ne fera pas revivre ceux qui sont morts et il vaut mieux laisser les historiens faire leur travail», affirme le mouktar, le maire, quand on évoque la question des massacres de 1915. Le sujet reste brûlant. «Ici, ce n'est pas comme dans la diaspora ou même à Istanbul. Nous préférons totalement tourner la page et vivre fraternellement avec nos voisins», renchérit Agop le paysan. Surtout, d'ailleurs, ils ne savent pas grand-chose de précis. «Mes parents et grands-parents ont évité de trop parler de ça pour briser la chaîne des vengeances», affirme Hrant Kus, désormais retraité. Le vieil Havadis, dont le grand-père et l'oncle sont morts dans les mas-

sacres, n'évoque le passé que de mauvais gré. «Mon père m'a raconté que le mouktar de l'époque avait compris que l'ordre de déportation, qui venait d'arriver, signifiait la mort. De nombreux témoins avaient raconté les massacres des hommes, le calvaire des colonnes de déportés décimés par la soif et la faim, et c'est pour ça que ceux de Vakıflar et de six autres villages ont décidé de résister dans la montagne», raconte-t-il.

A la fin de la guerre, en 1918, les villageois furent ramenés de Port-Said par les Français, qui instaurèrent un protectorat tricolore sur la Syrie auquel fut annexé le sandjak (province) d'Alexandrette, dont le Musa Dag. A l'école, Havadis apprenait à la fois en ottoman, arménien et français. Mais en 1938, lors d'un référendum, la majorité des habitants du sandjak d'Alexandrette a décidé l'intégration à la Turquie. «Les Arméniens du Musa Dag étaient tous terrorisés. Six villages ont décidé de partir vers le Liban ou la Syrie. Nous hésitions. Jeme souviens encore d'un officier turc qu'il me disait: «Mon père et ton père se sont battus, mais nous, nous allons vivre ensemble.» Nous sommes restés et nous n'avons jamais eu de problème», se souvient Havadis.

Droits des minorités. Le village est désormais devenu un symbole choyé par les autorités d'Ankara, décidées à afficher leur bonne volonté sur le respect des droits des minorités. On y organise à répétition des concerts «pour la paix» et des colloques. Mais l'école élémentaire est fermée, faute d'un nombre suffisant d'enfants, et ils vont au village voisin à l'école turque. «Nous leur enseignons la langue à la maison, puis ils vont faire le lycée à Istanbul où ils apprennent la vraie langue arménienne, différente de notre dialecte, et ils vont s'installer en Occident car, ici, il n'y a pas de travail», soupire un paysan. Comme les autres villageois, il rêve d'abord d'une Europe synonyme de bien-être. ◆

MARC SEMO

A quelques jours de l'ouverture des négociations entre l'Union européenne et Ankara, le chef de l'Etat apparaît plus que jamais isolé sur ce dossier

La Turquie, cette épine dans le flanc de Chirac et Villepin

Philippe Goulliaud
et Bruno Jeudy

La Turquie est plus que jamais un cactus pour Jacques Chirac et Dominique de Villepin. A quelques jours de l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, prévue le 3 octobre, Nicolas Sarkozy va réaffirmer, demain, son opposition résolue à l'entrée de la Turquie. Avec pour lui un double avantage, souligner le total isolement du président de la République sur la question turque et le mettre en porte à faux avec son premier ministre,

beaucoup plus réticent à l'adhésion d'Ankara.

Dans un contexte de rivalité exacerbée entre Sarkozy et Villepin pour 2007, la convention de l'UMP sur l'Europe risque fort de ressembler à

une grande manifestation contre la Turquie dans l'UE et contre tout nouvel élargissement. La question des frontières de l'Europe figure d'ailleurs à l'ordre du jour de cette réunion où le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, et le ministre des Affaires européennes, la chiraquienne Catherine Colonna, ne seront pas à la fête.

Car de Valéry Giscard d'Es-

taing, aujourd'hui, à Nicolas Sarkozy, demain, en passant par Edouard Balladur ou Nicolas Dupont-Aignan, l'un des rares participants à avoir défendu le non au référendum du 29 mai, tout le monde, ou presque, est contre l'entrée de la Turquie. Et VGE a un compte personnel à régler avec Chirac, après le rejet de sa Constitution européenne. « Giscard, Balladur, c'est retour vers le futur », ironise un

chiraquien. Un autre s'inquiète de voir la convention prendre un ton « anti-européen et populiste ».

Pourtant, à l'Élysée, on ne redoute pas ce rendez-vous et on se projette sur les échéances européennes de la fin de l'année : le sommet extraordinaire organisé en octobre par Tony Blair sur les réponses à la mondialisation et le Conseil européen de décembre à Bruxelles.

Après l'échec du référendum, le chef de l'État avait dû infléchir son discours et durcir le ton à l'égard d'Ankara. Au dernier sommet européen, en juin, il avait jeté un pavé dans la mare en remettant en question la poursuite des élargissements. « L'Union européenne peut-elle continuer à s'étendre sans que nous ayons les institutions capables de faire fonctionner efficacement cette Union élargie ? »

Le 2 août, le premier ministre était allé encore plus loin, en conditionnant l'ouverture de négociations d'adhésion à la reconnaissance de Chypre par la Turquie. En Conseil des ministres, le même jour, Chirac l'avait soutenu. Athènes avait applaudi cette position nouvelle qu'Ankara avait condamnée.

La volonté de ne pas apparaître isolé au sein de l'Union et de ne pas ouvrir une crise avait amené Chirac à recadrer les choses, fin août, devant la conférence des ambassadeurs : la France « tiendra » les engagements pris vis-à-vis de la Turquie, à charge pour elle d'« apporter des clarifications » et de « donner l'assurance à l'Union à vingt-cinq de sa volonté de respecter pleinement ses obligations ». Il avait fait valoir que « l'ouverture de négociations avec la Turquie n'est que le début d'un long et difficile chemin, à l'issue incertaine ».

Le 7 septembre, lors du Conseil des ministres exceptionnellement présidé par Villepin pendant l'hospitalisation de Chirac, Sarkozy a cherché à marquer sa différence et à tirer avantage de cette impression de flottement sur la Turquie. Le président de l'UMP a rappelé la ligne adoptée par son parti et redit sa préférence pour « un partenariat privilégié » avec l'UE, dont Ankara ne veut pas entendre parler.

Cette pomme de discorde est ancienne entre Chirac et sa famille politique. « Il n'y a pas une instance de l'UMP où je pourrais faire voter le soutien à Chirac sur la Turquie », confiait même Alain Juppé, à l'époque où il conduisait le parti du président. L'UMP a d'ailleurs clairement voté contre l'entrée de la Turquie. A deux reprises, sous la présidence de Juppé le 9 mai 2004, puis sous celle de Sarkozy, le 6 mars 2005. Déterminé à marquer, chaque fois qu'il le peut, sa « rupture » avec le chef de l'État, le président de l'UMP ne cesse de revenir sur la question turque. Et donc d'appuyer là où cela fait mal.

Douste-Blazy théorise, pour la minimiser, ces divergences entre l'Élysée et l'UMP : selon lui, le président a en tête la géopolitique, et les relations entre l'Europe et le monde musulman, quand l'UMP a en charge l'aspect politique.

Mardi, Villepin a présidé le deuxième comité interministériel mensuel sur l'Europe, en présence, notamment, de Sarkozy. Avec à l'ordre du jour des sujets concrets (transports, lutte antiterroriste, pétrole, incendies au Portugal). Mais pas la question qui fâche, la Turquie.



Valéry Giscard d'Estaing doit s'exprimer aujourd'hui pour la première fois depuis l'échec du référendum tandis que Nicolas Sarkozy interviendra demain pour réaffirmer son hostilité à l'entrée de la Turquie dans l'Union.

(Photo Francis Campagnoni/MaxPPP.)

NATO members help U.S. in its Iraq effort

By Warren Hoge

UNITED NATIONS, New York: European countries have overcome their past differences with the United States over Iraq and all 26 NATO members are now providing training and equipment to Baghdad, according to the alliance's secretary general.

The official, Jaap de Hoop Scheffer, a former Dutch foreign minister who backed the Bush administration's war while many Europeans opposed it, said Tuesday that he was about to raise the NATO flag over a huge complex in Baghdad that had prepared 1,000 Iraqi officers inside the country and 500 more outside.

He said that NATO had also arranged for Iraqi troops to be trained in Germany, Italy and Norway.

In addition, he said that shipments of equipment were being flown from East European countries that use Russian-built weapons that were compatible with the Iraqis' Soviet-era matériel.

As an example, he said that Hungary had just donated 70 large T-72 Soviet tanks.

He complained that most European countries still invested too little in de-

fense and said that he was devoting himself to "public diplomacy" to try to persuade allies of the importance to European security of actions taken by NATO far afield from Europe.

"If I had to defend defense spending — be it in a national government or as NATO secretary general — people must realize that they are living in a different world where the challenges we are facing are ones we have to go far away to confront them at the source," he said.

"An operation which costs a lot of money in Afghanistan plays its role in the fight against terrorism," he added, "because if that country were to slide back into the black hole again that it was under the Taliban, the problems arising from not engaging it would end up on our doorstep."

NATO has 12,400 troops in Afghanistan, and it is about to take over an American command in the south next spring to be operated by British, Canadians and Dutch forces.

The United States has urged NATO to consider taking on counterinsurgency missions in Afghanistan in addition to its peacekeeping and reconstruction duties, but Britain, France, Germany and others objected to the idea at a

meeting of defense ministers in Berlin last week.

De Hoop Scheffer said that he had devised a command structure since the meeting that would permit European special forces already in Afghanistan to participate in counterterrorism missions without mixing them in with peacekeeping ones.

"We can guarantee that where it is necessary the Taliban can be hunted, combat operations will continue and NATO can at the same time play its part," he said.

He said that in his meetings at the United Nations he was stressing the need to stay alert to the continuing needs of Afghanistan.

"The international community should not conclude that now that we have a president elected last year, we have a government, we have a Parliament, that the thing is done," he said.

He said that such things as addressing the narcotics problem, building a judicial system and shaping the police could not be left to NATO and should be addressed by the United Nations, the Group of 8 industrialized nations, the European Union, nongovernmental organizations and major donor countries.

"NATO is there to organize and project stability and security," he said, "but if NATO had to do that in a void because other international organizations turned their faces to other areas, we would not be in an ideal situation."

The New York Times

Saudi Minister Warns U.S. Iraq May Face Disintegration

By JOEL BRINKLEY

WASHINGTON, Sept. 22 — Prince Saud al-Faisal, the Saudi foreign minister, said Thursday that he had been warning the Bush administration in recent days that Iraq was hurtling toward disintegration, a development that he said could drag the region into war.

"There is no dynamic now pulling the nation together," he said in a meeting with reporters at the Saudi Embassy here. "All the dynamics are pulling the country apart." He said he was so concerned that he was carrying this message "to everyone who will listen" in the Bush administration.

Prince Saud's statements, some of the most pessimistic public comments on Iraq by a Middle Eastern

leader in recent months, were in stark contrast to the generally upbeat assessments that the White House and the Pentagon have been offering.

But in an appearance at the Pentagon on Thursday, President Bush, while once again expressing long-term optimism, warned that the bloodshed in Iraq was likely to increase in the coming weeks.

"Today, our commanders made it

they did before legislative elections in January.

Mr. Bush said that if the United States left Iraq now, it could turn into a haven for terrorists, as Afghanistan was before the fall of the Taliban.

"To leave Iraq now would be to repeat the costly mistakes of the past that led to the attacks of Sept. 11, 2001," he said.

Prince Saud, who is in Washington for meetings with administration officials, blamed several American decisions for the slide toward disintegration, though he did not refer to the Bush administration directly.

Primary among them was designating "every Sunni as a Baathist criminal," he said.

Saudi Arabia styles itself as the capital and protector of Sunni Islam, and the prince's remarks — at times harsh and at other moments careful — were emblematic of the conflicted Saudi-American relationship.

A senior administration official, reacting to Prince Saud's remarks, said, "The United States values and respects his view, and we all share a common concern for the future and stability of Iraq." He declined to be identified, under administration policy.

Prince Saud said he met with Sec-

Fear that the fragmenting of a nation could lead to a wider Mideast war.

clear," he said after a meeting on Iraq with senior military officers, "as Iraqis prepare to vote on their constitution in October and elect a permanent government in December, we must be prepared for more violence."

American commanders have repeatedly warned that insurgents would try to disrupt the voting, as

retary of State Condoleezza Rice last week and added that American officials generally responded to his warnings by telling him that the United States successfully carried off the Iraqi elections and "they say the same things about the constitution" and the broader situation in Iraq now. On Thursday, in fact, the senior administration official said, "The forward movement of the political process is the best answer."

Prince Saud argued: "But what I am trying to do is say that unless something is done to bring Iraqis together,

elections alone won't do it. A constitution alone won't do it." Prince Saud is a son of the late King Faisal and has been foreign minister for 30 years.

The prince said he served on a council of Iraq's neighboring countries — Jordan, Syria, Turkey, Iran and Kuwait as well as Saudi Arabia — "and the main worry of all the neighbors" was that the potential disintegration of Iraq into Sunni, Shiite and Kurdish states would "bring other countries in the region into the conflict."

Turkey, he noted, has long threatened to send troops into northern Iraq if the Kurds there declare independence. Iran, he asserted, is already sending money and weapons into the Shiite-controlled south of Iraq and would probably step up its relationship, should the south become independent. Saudi Arabia has long been wary of Iran's influence in the region, given that it is a Shiite theocracy.

"This is a very dangerous situation," he said, "a very threatening situation."

Aide says cleric will tell Shiites to pass charter

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: Iraq's most influential Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, will issue a religious order for Shiites to vote in favor of the newly drafted constitution in a referendum Oct. 15, one of his aides said Thursday.

The aide, who works in Sistani's office in the southern city of Najaf, said he expected the order, known as a fatwa, to be issued within the next several days.

Sistani's commands are followed by millions of Iraq's Shiites, and his order, if issued, would increase the chances that the constitution will be approved. Still, the passage of the document, which was hammered out by a drafting committee in the National Assembly in final days of August, is not assured. Sunni Arab political leaders have promised to oppose it, and a rebellious Shiite cleric, Moktada al-Sadr, who is popular among poor, disenfranchised Shiites, has yet to advise his followers on voting.

Word of the order came as the Iraqi and British governments attempted to mend relations over an incident in the southern city of Basra on Monday, in which British tanks smashed through the walls of a local police station to rescue two British military officers.

The events on Monday, which, according to the Basra police, left two policemen dead, set off a series of sharp

condemnations from Iraqi officials in Basra and Baghdad, and on Wednesday, the Basra city council voted to suspend cooperation with the British there.

But rhetoric has since softened, with officials in Baghdad and London ordering an investigation into the matter.

In Baghdad on Thursday, the British Ambassador, William Patey, met with Prime Minister Ibrahim al-Jafaari to talk about events in Basra, said Lisa Glover, an embassy spokeswoman.

Reuters reported from Basra that there were far fewer British patrols on the streets than in previous days. But a

British military spokesman in Basra, Major Steve Melbourne, denied the report, saying that the council's decision to suspend relations had not affected the military's work with the Iraqi Army and that troops had conducted joint patrols in the city on Thursday. He declined to say how many, citing security concerns.

"We're quite confident once the incident has been investigated the council members should lift their suspension," he said by telephone from Basra.

An Iraqi government official, speaking on condition of anonymity because of the sensitivity of the situation, said the decision by the council was political posturing ahead of a nationwide election in December. "There's a lot of mileage in politics in taking a stand on the issue of

foreign troops," the official said.

The events, in which local Basra authorities acted largely independently from Baghdad, also underscored the potential difficulties any central government here will face if the draft constitution, which allots more authority to local governments, is passed.

"As we move toward a constitution that puts more authority at the local level, without sufficient institutional references, that can magnify the problem that we've seen in Basra," the official said. In Najaf, Sistani's order, if given, would be a departure from previous commands. In the past, Sistani has told Shiites it was their religious duty to cast

a vote, but in this order he will tell followers how they should vote.

The wording seemed to indicate some concern on the part of Sistani that support for the document might not be unanimous among this country's Shiites. Support for Jafaari's government, which helped shape the draft behind the scenes, has slipped as some religious Shiites express frustration with what they say has been its failure to take decisive action against insurgents.

The command also signaled that the religious Shiite leadership is seeking to cement the changes drawn up in the constitution.

The New York Times



Azad Lashkari/Reuters

A Kurdish soldier stood watch during a celebration with South Korean troops at the Koreans' base in Erbil, Iraq, on Thursday, marking their one-year anniversary in Iraq.

September 23, 2005

INTERNATIONAL
Tribune

An implacable opponent to the mullahs of Iran

By Craig S. Smith

AUVERS-SUR-OISE, France

Maryam Rajavi, a wide-eyed woman who goes by the title president-elect of the National Council of Resistance of Iran, is eager to talk about the latest discovery by her spies: mile-long tunnels, large enough to drive trucks into, dug into the mountains outside of Tehran.

"There are at least 14 to 15 tunnels of this magnitude that have been built secretly," she said, sitting in a cream-colored reception room on the cramped grounds of her compound here. She suggested that the tunnels are hiding elements of a clandestine nuclear weapons program that the United States suspects exists but that inspectors have yet to find.

It would be easy to dismiss Rajavi as a self-serving political zealot in a powder-blue chenille tweed suit with matching head scarf and shoes, except that her organization has been right before.

In August 2002, the group, which says it has thousands of fighters based in Iraq, announced that Iran was pursuing a secret uranium enrichment program that could be used to build a nuclear bomb. The information turned out to be true and led to the standoff over the country's nuclear development program on which world leaders focus today. The group's many subsequent disclosures have been either less significant or plain wrong.

The sleepy town of Auvers-sur-Oise, 20 miles, or 30 kilometers, northwest of Paris, is best known as the place where Vincent van Gogh, haunted by madness, lived the last months of his life and committed suicide. Japanese and American tourists wander uncertainly down its main street, peering at reproductions of his paintings in front of the buildings that they portray. Few of the tourists know that the town is now home to the National Council of Resistance of Iran, an almost cult-like Iranian opposition group whose members have divorced their spouses as an act of loyalty to the cause and whose armed wing, the Mujahedeen Khalq, is on the State Department's list of terrorist organizations. The group's devotion to Rajavi is so extreme that two members died after setting themselves on fire when she was briefly held by the French police in July 2003.

Rajavi, 52, favors color-coordinated outfits that bring out the blue in her pale gray eyes and has a broad, almost impish smile that threatens to spill into laughter at almost any moment. She grew up in Tehran as the daughter of a middle-class civil servant descended from a member of the Qajar dynasty, which ruled Iran before the British helped install Reza Khan as Shah Reza Pahlavi in 1925.

The family privately opposed the



Stuart Issett for The New York Times

Maryam Radjavi's organization, the National Council of Resistance of Iran, alerted the world to the secret uranium enrichment program that Iran had started.

Pahlavi regime, and Rajavi's own activism began in earnest when she was 22 after her sister, Narges, was executed by the shah's secret police. Rajavi soon joined the Mujahedeen Khalq, or People's Holy Warriors, an association of leftist students formed in 1965 that by the 1970s was one of the most violent groups opposing the shah.

Rajavi gradually rose in the ranks of the Mujahedeen Khalq and, after the shah's fall, was put in charge of thousands of students in Tehran. She met and married a fellow member and bore two children. But the family fled to France after the increasingly radical and violent regime of Ayatollah Ruhollah Khomeini turned against the group and began executing its members. Another of Rajavi's sisters, eight months pregnant, was killed in the crackdown.

In Paris, Rajavi worked closely with the Mujahedeen Khalq's charismatic leader, Massoud Rajavi, whose first wife, Ashraf, had been killed in Iran. Rajavi split with his second wife, the daughter of Abolhassan Bani-Sadr, Iran's progressive president soon after the shah's fall, when he and Bani-Sadr had a falling out in exile. Maryam Rajavi said her own marriage to Massoud Rajavi, in 1985, was a calculated political move.

"My responsibility against the mullahs' regime and against Khomeini drove me to the conclusion that I couldn't have the same normal marital relationship that people in ordinary lives would have," she said, smiling. "So it was my own very definitely political decision."

Massoud Rajavi was expelled from

France in 1986 and moved to Iraq, where he established a military camp named after his first wife. He was last seen shortly before the American invasion and is presumed to be in hiding from assassination squads that the Mujahedeen Khalq say have been sent by Iran. Maryam Rajavi will say only that she is sure he is alive. In the meantime, she is in charge.

In her small, leafy compound squeezed between the town's soccer field and the languid Oise River, Rajavi and about a hundred devoted followers pursue their single-minded goal of overthrowing the fundamentalist Islamic theocracy in Tehran and installing a government of their own with her as president until new elections can be held.

Rajavi has positioned herself as a beacon of progressive Islamic politics, the antithesis, as she puts it, of the fundamentalist Shiite Muslim mullahs governing Iran. But the rigidity of her organization and extreme devotion of its members has given the organization a fanatical cast.

In discussing the mass divorces ordered by the group's leadership, which split the movement's families in 1989 and sent their children into foster care abroad, she said the policy focused energy on the cause instead of personal relations.

"Our members can't have, because of the circumstances, the normal marital status in life that everyone else in the world can enjoy," Rajavi said, arguing that the movement faces a "ferocious" enemy and followers cannot afford to be distracted.

"Every single member of this movement sincerely believes in the goal of democracy and has made sacrifices for it," Rajavi said, her smile never wavering. "I don't call this fanaticism."

Only on the subject of the self-immolations that took the two members' lives does she concede that devotion to the cause has sometimes been misdirected.

"I was extremely saddened by those deaths," she said, but she blamed the French authorities for not letting her speak to the demonstrators who had gathered to protest her arrest. She said

the followers believed that she and her followers were going to be deported to Iran, "so they felt that there was nothing else that they could do."

Many critics say the organization is reviled in much of Iran for having sought shelter with Saddam Hussein's regime, but Rajavi says that did not happen. She says the movement never accepted financial support from Iraq or fought against Iraqi Shiites and Kurds on Saddam's behalf, as some people claim. As evidence of her organization's continuing viability, she cites the group's revelations about Iran's secret

nuclear activities.

"This is the result of a resistance movement having a very wide social base and having deep roots and being present in all sectors of Iranian society," she said.

Rajavi's French residence permit expires in 2006. While her aides say she has been given permanent political refugee status in France, that has not been confirmed by French officials.

The New York Times



23 SEPTEMBRE 2005

Iran, en attendant le retour du Mehdi

Chaque année, des milliers de pèlerins viennent célébrer l'anniversaire du dernier imam chiite à Jamkaran, persuadés qu'il reviendra livrer bataille contre les forces du mal.

Gom envoyée spéciale

Dix-huit heures de bus à partir de Bushehr, dans le sud de l'Iran, et l'équivalent de dix euros de leurs maigres économies claqués en deux jours. Leyla et Mina, 21 ans, sont venues pour être «auprès de Mehdi» le soir de son anniversaire, qui tombait cette année le 20 septembre. Des néons multicolores illuminent le ciel à la mosquée de Jamkaran, située à sept kilomètres de la ville sainte de Qom. Petits gâteaux, thé et sirop sont offerts ça et là. Seul souci: Mehdi est absent. Cela fait onze cents ans qu'il manque au rendez-vous organisé par ses fidèles.

Mehdi, douzième et dernier imam des musulmans chiites, est un descendant direct de la lignée du prophète Mahomet. Disparu lorsqu'il était enfant, «l'imam caché» réapparaîtra, aux dires des croyants, lorsque le monde ne sera plus que tromperie, cruauté et tyrannie. Accompagné de 313 partisans, il mènera alors une bataille sans pitié contre les pouvoirs du mal et instaurera un système international basé sur la justice et la fraternité. La confiance illimitée envers ce bienfaiteur tout puissant, considéré comme l'«ultime don de dieu à l'humanité», est un pilier fondamental de la croyance chiite.

Lieu saint. Leyla, en tchador à fleurs, prie pour sa santé tous les soirs. «Il peut apparaître à n'importe quel instant, est-elle convaincue. J'espère que je mériterai d'être là ce jour.» Pour Rassoul, 39 ans, Mehdi est «toujours présent», «il est parmi nous, même s'il n'est pas visible». C'est bien pour cela qu'il est qualifié d'«imam de tous les temps» ou encore du «possesseur du temps». Certains s'impatientent: «On attend la justice et la justice attend Mehdi», «Cher Mehdi, pourquoi ne viens-tu donc pas?», peut-on lire sur quelques affiches. Pour Bayram, 41 ans, et sa femme Nassrin, 36 ans, le monde est «encore loin d'être un enfer» et l'imam ne viendra pas de sitôt. En attendant, ils se recueillent chaque année à Jamkaran sur le lieu saint où, selon une légende, Mehdi serait brièvement apparu une belle nuit, ordonnant au propriétaire de cette terre d'y construire une mosquée.

Des centaines de milliers de pèlerins, assis sur leur carré de tapis s'appêtent à passer une nuit blanche, enivrés par les prières au rythme des chants religieux diffusés en boucle. Certains lisent le Coran, d'autres

rédigent un vœu qu'ils «posteront» pour Mehdi dans le puits derrière la mosquée. La demande de Massoud, 43 ans, s'est réalisée: il est de retour cette année avec trois caisses de bananes et de biscuits à distribuer. Dans le kiosque d'offrandes tenu par les responsables du site religieux, les dons s'échelonnent de 10 centimes à 200 euros.

En lisière du désert, Jamkaran a longtemps été laissé à l'abandon. Depuis vingt ans, la ville s'est transformée en lieu de pèlerinage des amoureux de Mehdi. Les officiels du site donnent une estimation de 15 millions de visiteurs par an. De-

puis la naissance de la République islamique, en 1979, l'histoire de Mehdi s'est muée en une vérité absolue. Les pratiquants chiites vivent son absence tout en priant pour son retour. Chaque année, dans les semaines qui précèdent sa date

«Il peut apparaître à n'importe quel instant. J'espère que je mériterai d'être là ce jour.»

Leyla, une fidèle chiite

d'anniversaire, jour férié en Iran, une série de séminaires et d'expositions traitant de thèmes autour de la vie et l'esprit du grand imam sont prévus dans les grandes villes.

A Téhéran, Reza, 20 ans, issu d'une famille bourgeoise, a décidé de sensibiliser ses proches à l'existence de Mehdi avec une approche plus technolo-

Recul européen sur le nucléaire

Confrontée à une opposition persistante, notamment de la Russie, l'Union européenne a renoncé hier à demander le transfert du dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'ONU. Son nouveau projet de résolution, qui circulait dans les couloirs de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique) à Vienne, ne mentionnait plus la saisine du Conseil, se limitant à faire état des «nombreuses violations par l'Iran de ses obligations de garanties suivant le traité de non-prolifération». La tróika européenne (la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne), qui négociait avec l'Iran, avait espéré lever les réticences au sein de l'AIEA. Dans le premier texte, déposé lundi, elle évoquait le recours au Conseil, mais faisait comprendre qu'il s'agissait de préserver l'autorité de l'Agence et non de prendre des sanctions contre l'Iran. Les Européens, aux côtés des Américains, veulent contraindre Téhéran à abandonner toute activité nucléaire pouvant servir à un usage militaire. Une quinzaine de pays, sur les 35 que compte le conseil des gouverneurs de l'AIEA, en session cette semaine, sont restés hostiles, estimant qu'on allait ainsi vers une escalade stérile. Parmi eux, les non-alignés mais surtout la Chine et la Russie qui disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité. «La priorité est plus que jamais l'unité de la communauté internationale», a expliqué le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, devant l'Association de la presse diplomatique. Encore une fois les Européens, qui n'ont pas voulu se fâcher avec la Russie, se voient contraints de reculer. Mais leur stratégie reste bien confuse.

V.S.

logique. Avec un groupe d'amis, il a mis en place une exposition multimédia. Les visiteurs sont invités à regarder des mini-films diffusés sur écran plat, se diriger de pièce en pièce, passant de l'obscurité à la lumière pour ainsi prendre conscience de l'importance de garder espoir et de rester proche de l'imam.

Capacités illimitées. Mais, rappelle le dignitaire religieux Shahini, responsable du recueil de la mémoire des miracles sur le site de Jamkaran, il ne s'agit pas de «comprendre Mehdi», mais simplement de croire en lui. Pas besoin non plus de douter de ses capacités illimitées ou de remettre en question les détails surnaturels de ce récit. Il unira les peuples en dépit des différences de religions, car la «volonté céleste» se fera reconnaître lors de sa réapparition et les hommes suivront d'eux-mêmes «la parole juste». Si l'imam bienfaisant ne doit apparaître que lorsque les calamités et la souffrance se seront propagées à travers le monde, l'arrivée du nouveau gouvernement religieux à Téhéran ne repousserait pas son retour, s'interrogent certains. Le mollah ne le croit pas. Selon lui, il faut non seulement la propagation de la décadence dans le monde mais aussi le ralliement des fidèles prêts à faire front autour de Mehdi. ◀

LADANE NASSERI

TURQUIE A quelques jours de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne

Une conférence sur le génocide arménien provoque une nouvelle bouffée nationaliste

Le génocide arménien reste décidément un sujet tabou en Turquie. Pour la deuxième fois en moins de six mois, une conférence organisée sur ce thème par deux prestigieuses universités stambouliotes, a été suspendue... avant d'être finalement reprogrammée, in extremis, dans une troisième université de la ville. Cette nouvelle bouffée nationaliste, qui intervient à la veille de l'ouverture des négociations d'adhésion européenne de la Turquie prévue le 3 octobre, suscite certaines interrogations sur la capacité d'Ankara à s'engager dans un véritable processus démocratique.

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

A l'occasion du 90^e anniversaire du génocide arménien célébré en avril dernier, les universitaires turcs avaient cru possible d'ouvrir enfin le débat, en Turquie, plutôt que de continuer à balayer les miettes de l'histoire sous le tapis de la mauvaise conscience. L'idée était simple : inviter une soixantaine d'intellectuels critiques à exposer leur analyse sur les massacres de 1915, dont Ankara se refuse toujours à admettre le caractère génocidaire.

Programmée pour le 25 mai, la conférence fut suspendue à la dernière minute,

soins l'impulsion du ministre de la Justice, Cemil Cicek, qui déclarait alors qu'un tel débat ne pouvait avoir lieu car il constituait une offense à la nation, un « coup de poignard dans le dos du peuple turc ». Quelques mois plus tard, le même scénario vient de se reproduire : à la suite d'une plainte déposée par des juristes, le tribunal administratif d'Istanbul annonçait jeudi soir la suspension de cette conférence, dont l'ouverture était prévue pour le lendemain matin.

Hier soir, nouveau rebondissement : à la suite de vives protestations, tant de l'Union européenne qu'au plus haut niveau du pouvoir gouvernemental turc, la conférence était finalement maintenue : les dé-

bat s'ouvriront donc ce matin, à l'heure dite, mais dans une autre université, celle de Bilgi qui n'est pas concernée par l'ordre de suspension.

L'honneur est donc sauf. Il n'empêche que ces blocages à répétition, dignes d'un mauvais théâtre de boulevard, qui interviennent à la veille de l'ouverture des négociations européennes de la Turquie, prévue pour le 3 octobre, réactivent certaines interrogations sur la capacité d'Ankara à engager un véritable processus démocratique dans le pays : « Nous regrettons vivement cette nouvelle tentative d'empêcher la société turque d'avoir un débat sur son histoire », déclarait hier Kristina Nagy.

La porte-parole du commissaire européen à l'Elargissement, Olli Rehn, qualifie la décision des juges turcs de « nouvelle provocation » illustrant les « difficultés de la Turquie, et en particulier de son système judiciaire, à assurer une application réelle et constante des réformes ».

On peut s'interroger sur les intentions réelles de ceux qui,

en s'efforçant de jouer le blocage à quelques jours de la date cruciale du 3 octobre, compliquent indiscutablement la tâche des diplomates turcs, déjà embarrassés par la délicate question de la reconnaissance de Chypre. Veulent-ils purement et simplement saboter le dialogue difficilement engagé entre la Turquie et l'Europe ? Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, dont l'avenir politique reste très lié au succès des négociations, avait sévèrement condamné, dès jeudi soir, la décision des juges : « La cour a jeté une ombre sur le processus de démocratisation et sur les libertés dans mon pays », a-t-il déclaré, en s'interrogeant au passage sur les compétences du tribunal.

En décembre prochain, le romancier turc, Orhan Pamuk, dont les livres sont publiés en France par Gallimard, sera jugé pour avoir affirmé, dans un journal suisse, qu'« un million d'Arméniens et trente mille Kurdes ont été tués en Turquie ». Ces propos, considérés comme une insulte à l'identité turque, peuvent lui

valoir une peine de six à neuf mois de prison, conformément au nouveau Code pénal.

Le Parlement européen a déjà fait savoir qu'il désignerait des observateurs pour s'assurer du bon déroulement de ce procès, ce qui exaspère de nombreux Turcs qui voient, dans cette démarche, une volonté d'ingérence de l'Europe : « Arrêtez de faire de Orhan Pamuk un faux héros ! », s'insurge Bedri Baykam, qui dirige le très kémaliste Mouvement patriotique, proche du principal parti d'opposition, CHP.

Soucieux des conséquences de cette nouvelle crise arménienne ravivant les crispations nationalistes dans le pays, Hrant Dink, le rédacteur en chef du journal bilingue Agos, publié en turc et en arménien, s'est efforcé de calmer le jeu, en appelant ses interlocuteurs au calme et à la réflexion. Jusqu'à présent, la communauté arménienne de Turquie s'est déclarée favorable à l'adhésion à l'Europe, sachant qu'un tel ancrage serait la meilleure protection pour l'avenir des minorités dans le pays.

L'ayatollah Ali Al-Sistani, chef spirituel de la communauté chiite en Irak, appelle à voter « oui » au référendum constitutionnel

LE GRAND ayatollah Ali Al-Sistani, la figure emblématique de la communauté chiite en Irak, a appelé, jeudi 22 septembre, à voter oui au projet de Constitution qui sera soumis au référendum le 15 octobre, a affirmé son bureau dans la ville sainte de Najaf. Fin août, le chef spirituel des chiïtes avait demandé aux Irakiens de s'inscrire sur les listes électorales en prévision de la consultation, mais n'avait pas donné de consignes de vote.

Le même jour, un autre haut dignitaire religieux chiïte, le grand ayatollah Ishak Al-Fayad, a également demandé aux Irakiens de voter oui à la Constitution, lors d'une conférence de presse à Najaf, estimant que le texte « prend en compte les droits de toutes les communautés du pays sans exception ». En revanche les principales organisations sunnites rejettent le projet, estimant notamment que le principe du fédéralisme qui est inscrit dans le texte est un prélude à la division du pays.

A moins d'un mois de ce scrutin important pour la mise en place d'institutions définitives dans le pays, le président américain George Bush a prédit, jeudi, « davantage de violence » en prévision de cette consultation et des élections générales prévues en décembre. En attendant, le président américain a exclu tout retrait des troupes américaines. « Retirer nos troupes rendrait le monde plus dangereux et rendrait l'Amérique moins sûre. Quitter l'Irak maintenant conduirait à répéter les erreurs du passé qui ont mené aux attaques du 11 septembre 2001 », a-t-il déclaré. « Notre retrait d'Irak permettrait aux terroristes de proclamer une victoire historique contre les Etats-Unis », a-t-il fait remarquer. M. Bush a critiqué la Syrie, estimant que « la coopération » de Damas « est très limitée ».

Une manifestation contre la guerre en Irak est prévue, samedi, à Washington, où les pacifistes américains espèrent mobiliser plus de 100 000 personnes.

Le général irakien Abdelaziz Mohammad Jassim a par ailleurs annoncé, jeudi, la fin de l'opération militaire américano-irakienne contre le bastion rebelle de Tall Afar, dans le nord-est du pays. Il a précisé que 12 membres des forces irakiennes et 157 rebelles avaient été tués et que 683 « terroristes présumés » avaient été capturés.

300 COMBATTANTS TUÉS

Le général américain Rick Lynch, chef d'état-major adjoint, a d'autre part affirmé que quelque 300 combattants étrangers, infiltrés en Irak ont été tués et que 325 autres ont été capturés depuis mars. Selon lui, ces combattants viennent essentiellement d'Egypte, de Syrie, du Soudan, d'Arabie saoudite et de Jordanie.

Cinquante-quatre étrangers, pour la plupart venant de pays arabes, ont été condamnés à des peines allant de 1 à 20 ans de prison pour s'être infiltrés illégalement en Irak et y avoir mené des « activités terroristes », a annoncé le gouverne-

ment irakien. Selon le général Lynch, ces personnes ont été condamnées au cours des six derniers mois. « C'est une indication claire que le gouvernement souverain de l'Irak travaille à contrôler ses frontières et ne tolérera pas que des personnes venant de l'extérieur du pays mènent ces actes horribles de violences », a-t-il souligné.

Par ailleurs, les relations entre les forces britanniques et les Irakiens à Bassora se sont tendues après la décision des autorités locales de cesser tout contact avec les militaires à la suite des récents incidents. Nadim, Al-Jabiri, porte-parole du gouverneur de la province, a annoncé un « boycottage des troupes britanniques ».

Enfin, au moins 15 Irakiens sont morts lors de différentes attaques rebelles à travers le pays, jeudi. Trois soldats américains ont également été tués mercredi et jeudi, portant à 1 903 le nombre des pertes américaines depuis le début de la guerre, en mars 2003. - (AFP.)

TIME

SEPTEMBER 26, 2005

Saddam's Revenge

The secret history of U.S. mistakes, misjudgments and intelligence failures that let the Iraqi dictator and his allies launch an insurgency now ripping Iraq apart By Joe Klein



Early Action

Before going into hiding, Saddam told aides to organize the resistance

FIVE MEN MET IN AN AUTOMOBILE IN A BAGHDAD park a few weeks after the fall of Saddam Hussein's Baathist regime in April 2003, according to U.S. intelligence sources. One of the five was Saddam. The other four were among his closest advisers. The agenda: how to fight back against the U.S.-led occupation of Iraq. A representative of Saddam's former No. 2, Izzat Ibrahim al-Duri, was there. But the most intriguing man in the car may have been a retired general named Muhammad Yunis al-Ahmed, who had been a senior member of the Military Bureau, a secret Baath Party spy service. The bureau's job had been to keep an eye on the Iraqi military—and to organize Baathist resistance in the event of a coup. Now a U.S. coup had taken place, and Saddam turned to al-Ahmed and the others and told them to start “rebuilding your networks.”

The 45-minute meeting was pieced together months later by U.S. military intelligence. It represents a rare moment of clarity in the dust storm of violence that swirls through central Iraq. The insurgency has grown well beyond its initial Baathist core to include religious extremist and Iraqi nationalist organizations, and plain old civilians who are angry at the American occupation. But Saddam's message of “rebuilding your networks” remains the central organizing principle.

More than two years into the war, U.S. intelligence sources concede that they still don't know enough about the nearly impenetrable web of what Iraqis call *ahl al-thiqa* (trust networks), which are at the heart of the insurgency. It's an inchoate movement without a single inspirational leader like Vietnam's Ho Chi Minh—a movement whose primary goal is perhaps even more improbable than the U.S. dream of creating an Iraqi democracy: restoring Sunni control in a country where Sunnis represent just 20% of the population. Intelligence experts can't credibly estimate the rebels' numbers but say most are Iraqis. Foreigners account for perhaps 2% of the suspected guerrillas who have been captured or killed, although they represent the vast

IRAQ: IS THE U.S. LOSING? THE SECRET HISTORY

majority of suicide bombers. ("They are ordnance," a U.S. intelligence official says.) The level of violence has been growing steadily. There have been roughly 80 attacks a day in recent weeks. Suicide bombs killed more than 200 people, mostly in Baghdad, during four days of carnage last week, among the deadliest since Saddam's fall.

More than a dozen current and former intelligence officers knowledgeable about Iraq spoke with TIME in recent weeks to share details about the conflict. They voiced their growing frustration with a war that they feel was not properly anticipated by the Bush Administration, a war fought with insufficient resources, a war that almost all of them now believe is not winnable militarily. "We're good at fighting armies, but we don't know how to do this," says a recently retired four-star general with Middle East experience. "We don't have enough intelligence analysts working on this problem. The Defense Intelligence Agency [DIA] puts most of its emphasis and its assets on Iran, North Korea and China. The Iraqi insurgency is simply not top priority, and that's a damn shame."

The intelligence officers stressed these points:

- They believe that Saddam's inner circle—especially those from the Military Bureau—initially organized the insurgency's support structure and that networks led by former Saddam associates like al-Ahmed and al-Duri still provide money and logistical help.

- The Bush Administration's fixation on finding weapons of mass destruction (WMD) in 2003 diverted precious intelligence resources that could have helped thwart the fledgling insurgency.

- From the beginning of the insurgency, U.S. military officers have tried to contact and negotiate with

rebel leaders, including, as a senior Iraq expert puts it, "some of the people with blood on their hands."

- The frequent replacement of U.S. military and administrative teams in Baghdad has made it difficult to develop a counterinsurgency strategy.

The accumulation of blunders has led a Pentagon guerrilla-warfare expert to conclude, "We are repeating every mistake we made in Vietnam."

THE WRONG FOCUS

IT IS NO SECRET THAT U.S. ARMY GENERAL TOMMY FRANKS didn't want to hang around Iraq very long. As Franks led the assault on Baghdad in April 2003, his goal—and that of U.S. Defense Secretary Donald Rumsfeld—was to get to the capital as quickly as possible with a minimal number of troops. Franks succeeded brilliantly at that task. But military-intelligence officers contend that he did not seem interested in what would come next. "He never once asked us for a briefing about what happened once we got to Baghdad," says a former U.S. Army intelligence officer attached to the invasion force. "He said, 'It's not my job.' We figured all he wanted to do was get in, get out and write his book." (Franks, through a spokesman, declined to comment for this article.)

The rush to Baghdad, critics say, laid the groundwork for trouble to come. In one prewar briefing, for example, U.S. Army Lieut. General David McKiernan—

Ax Man

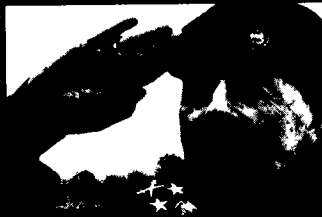
U.S. proconsul Bremer carried out Pentagon orders to disband Saddam's army



**2003
A YEAR OF CRUCIAL MISSTEPS**



MUHAMMAD YUNIS AL-AHMED



IZZAT IBRAHIM AL-DURI

APRIL 5
U.S. troops enter Baghdad; Saddam Hussein makes his last public appearance in front of the Abu Hanifa mosque.

MAY 1
President George W. Bush announces that "major combat operations in Iraq have ended"; soon after, General Tommy

Franks moves his headquarters from Qatar to Tampa, Fla.

MAY
Saddam meets secretly in a car in Baghdad with four advisers, including a representative of Izzat Ibrahim al-Duri (Saddam's former No. 2) and Muhammad Yunis al-Ahmed of the top-secret Military

Bureau. Saddam tells them to start "rebuilding your networks" and later sends instructions on how to conduct a guerrilla war.

MAY 23
On Defense Secretary Donald Rumsfeld's orders, U.S. proconsul L. Paul Bremer issues a decree to disband the Iraqi army and civil service. Critics

say the move created 400,000 disgruntled unemployed soldiers and civil servants.

MAY 30
The Americans' Iraq Survey Group, later led by David Kay, is established to search for weapons of mass destruction (WMD). Critics say the effort drew valuable intelligence assets away from the effort to

fight the insurgency.

JUNE 13
Lieut. General David McKiernan, head of the U.S. military's land component, is ordered to move his headquarters to Florida, removing from Iraq hundreds of intelligence offices. Some U.S. intelligence officials view the loss of these assets as the



Sanchez took over as the insurgency intensified

who commanded the land component of the coalition forces—asked Franks what should be done if his troops found Iraqi arms caches on the way to Baghdad. “Just put a lock on ‘em and go, Dave,” Franks replied, according to a former U.S. Central Command (Centcom) officer. Of course, you couldn’t simply put a lock on ammunition dumps that stretched for several square kilometers—dumps that would soon be stripped and provide a steady source of weaponry for the insurgency.

U.S. troops entered Baghdad on April 5. There was euphoria in the Pentagon. The looting in the streets of Baghdad and the continuing attacks on coalition troops were considered temporary phenomena that would soon subside. On May 1, President George W. Bush announced, “Major combat operations in Iraq have ended,” on the deck of an aircraft carrier, near a banner that read MISSION ACCOMPLISHED. Shortly thereafter, Franks moved his headquarters from Qatar back to Florida. He was followed there in June by McKiernan, whose Baghdad operation included several hundred intelligence officers who had been keeping track of the situation on the ground. “Allowing McKiernan to leave was the worst decision of the war,” says one of his superiors. (The decision, he says, was Franks’) “We replaced an operational force with a tactical force, which meant generals were replaced by colonels.” U.S. Army Major General Ricardo Sanchez, a relatively junior commander and a recent arrival in Iraq, was put in charge. “After McKiernan left, we had fewer than 30 intelligence officers trying to figure who the enemy was,” says a top-ranking military official who was in Iraq at the time. “We were starting from scratch, with practically no resources.”

On May 23, the U.S. made what is generally regarded as a colossal mistake. L. Paul Bremer—the newly arrived administrator of the U.S. government presence,

the Coalition Provisional Authority (CPA)—disbanded the Iraqi army and civil service on Rumsfeld’s orders. “We made hundreds of thousands of people very angry at us,” says a Western diplomat attached to the CPA, “and they happened to be the people in the country best acquainted with the use of arms.” Thousands moved directly into the insurgency—not just soldiers but also civil servants who took with them useful knowledge of Iraq’s electrical grid and water and sewage systems. Bremer says he doesn’t regret that decision, according to his spokesman Dan Senor. “The Kurds and Shi’ites didn’t want Saddam’s army in business,” says Senor, “and the army had gone home. We had bombed their barracks. How were we supposed to bring them back and separate out the bad guys? We didn’t even have enough troops to stop the looting in Baghdad.”

A third decision in the spring of 2003—to make the search for WMD the highest intelligence priority—also hampered the U.S. ability to fight the insurgents. In June, former weapons inspector David Kay arrived in Baghdad to lead the Iraq Survey Group (ISG), which had 1,200 intelligence officers and support staff members assigned to search for WMD. They had exclusive access to literally tons of documents collected from Saddam’s office, intelligence services and ministries after the regime fell. Kay clashed repeatedly with U.S. military leaders who wanted access not only to the documents but also to some of the resources—analysts, translators, field agents—at his disposal. “I was in meetings where [U.S. Army General John] Abizaid was pounding on the table trying to get some help,” says a senior military officer. “But Kay wouldn’t budge.”

Indeed, a covert-intelligence officer working for the ISG told TIME correspondent Brian Bennett that he had

| | | |
|---|---|---|
|  <p>Franks with the troops after the fall of Baghdad</p> |  <p>A soldier stands near a Baghdad bomb site</p> <p>gravest error in the battle against the insurgency. General Ricardo Sanchez, who takes over, has to restart intelligence gathering essentially from scratch.</p> <p>AUG. 7 The insurgency enters a violent new phase as a car bomb explodes at the Jordanian embassy in Baghdad, killing 19 people; 12</p> |  <p>U.S. forces capture Saddam near Tikrit</p> <p>troops. Former members of his Baathist Party help facilitate passage of suicide bombers, in the first evidence of collaboration between former regime elements and al-Qaeda’s Abu Mousab al-Zarqawi.</p> <p>NOVEMBER A force of 100 insurgents wages a pitched battle with</p> <p>days later, a truck bomb explodes at U.N. headquarters in Baghdad, killing 23, including Special Envoy to Iraq Vieira de Mello.</p> <p>OCT. 27 Attacks on Iraqi police stations kill 34 people, after Saddam calls on insurgents to focus on Iraqi security and police forces rather than coalition</p> <p>U.S. forces in the city of Samarra, the deadliest clash to date.</p> <p>DEC. 13 Saddam is captured near Tikrit, along with a briefcase full of documents.</p> <p>DEC. 17 Having found no evidence of WMD, Kay announces that he will leave Iraq.</p> |
|---|---|---|

I R A Q : I S T H E U . S . L O S I N G ? T H E S E C R E T H I S T O R Y

been ordered in August 2003 to “terminate” contact with Iraqi sources not working on WMD. As a result, the officer says, he stopped meeting with a dozen Iraqis who were providing information—maps, photographs and addresses of former Baathist militants, safe houses and stockpiles of explosives—about the insurgency in the Mosul area. “The President’s priority—and my mission—was to focus on WMD,” Kay told TIME. “Abizaid needed help with the counterinsurgency. He said, ‘You have the only organization in this country that’s working.’ But military guys are not used to people telling them no, and so, yes, there was friction.”

Sanchez learned that autumn that there were 38 boxes of documents specifically related to the city of Fallujah, a hotbed of Sunni rebellion. Months later, when military-intelligence officers finally were able to review some of the documents, many of which had been marked NO INTELLIGENCE VALUE, the officers found information that they now say could have helped the U.S. stop the insurgency’s spread. Among the papers were detailed civil-defense plans for cities like Fallujah, Samarra and Ramadi and rosters of leaders and local Baathist militia who would later prove to be the backbone of the insurgency in those cities.

U.S. military-intelligence sources say many of the documents still have not been translated or thoroughly analyzed. “You should see the warehouse in Qatar where we have this stuff,” said a high-ranking former U.S. intelligence official. “We’ll never be able to get through it all. Who knows?” he added, with a laugh. “We may even find the VX [nerve gas] in one of those boxes.”

MISJUDGING THE ENEMY

AS EARLY AS JUNE 2003, THE CIA TOLD BUSH IN A BRIEFING that he faced a “classic insurgency” in Iraq. But the White House didn’t fully trust the CIA, and on June 30, Rumsfeld told reporters, “I guess the reason I don’t use the term guerrilla war is that it isn’t . . . anything like a guerrilla war or an organized resistance.” The opposition, he claimed, was composed of “looters, criminals, remnants of the Baathist regime” and a few foreign fighters. Indeed, Rumsfeld could claim progress in finding and capturing most of the 55 top members of Saddam’s regime—the famous Iraqi deck of cards. (To date, 44 of the 55 have been captured or killed.) Two weeks after Rumsfeld’s comment, the Secretary of Defense was publicly contradicted by Centcom commander Abizaid, who said the U.S. indeed faced “a classical guerrilla-type campaign” in Iraq.

In a sense, both Rumsfeld and Abizaid were right. The backbone of the insurgency was thousands of Baathist remnants organizing a guerrilla war against the Americans. According to documents later seized by the U.S. military, Saddam—who had been changing locations frequently until his capture in December 2003—tried to stay in charge of the rebellion. He fired off frequent let-

ters filled with instructions for his subordinates. Some were pathetic. In one, he explained guerrilla tradecraft to his inner circle—how to keep in touch with one another, how to establish new contacts, how to remain clandestine. Of course, the people doing the actual fighting needed no such advice, and decisions about whom to attack when and where were made by the cells. Saddam’s minions, including al-Duri and al-Ahmed, were away from the front lines, providing money, arms and logistical support for the cells.

But Saddam did make one strategic decision that helped alter the course of the insurgency. In early autumn he sent a letter to associates ordering them to change the target focus from coalition forces to Iraqi “collaborators”—that is, to attack Iraqi police stations. The insurgency had already announced its seriousness and lethal intent with a summer bombing campaign.

On Aug. 7, a bomb went off outside the Jordanian embassy in Baghdad, killing 19 people. Far more ominous was the Aug. 19 blast that destroyed the U.N.’s headquarters in Baghdad, killing U.N. representative Sergio Vieira de Mello and 22 others. Although al-Qaeda leader Abu Mousab al-Zarqawi claimed responsibility for the attack, U.S. intelligence officials believe that remnants of Saddam’s Iraqi Intelligence Service (IIS) carried it out. “It was a pure Baathist operation,” says a senior U.S. intelligence official. “The Iraqis who served as U.N. security guards simply didn’t show up for work that day. It wasn’t a suicide bomb. The truck driver left

the scene. Our [explosives] team found that the bomb had the distinctive forensics of Saddam’s IIS.”

On Oct. 27, 2003, the assaults on “collaborators” that Saddam had requested began with attacks on four Iraqi police stations—and on International Red Cross headquarters—in Baghdad, killing 40 people. The assaults revealed a deadly new alliance between the Baathists and the jihadi insurgents. U.S. intelligence agents later concluded, after interviewing one of the suicide bombers, a Sudanese who failed in his attempt, that the operation had been a collaboration between former Baathists and al-Zarqawi. The Baathists had helped move the suicide bombers into the country, according to the U.S. sources, and then provided shelter, support (including automobiles) and coordination for the attacks.

MISHANDLING THE TRIBES

BY ALMOST EVERY ACCOUNT, SANCHEZ AND BREMER DID not get along. The conflict was predictable—the soldiers tended to be realists fighting a nasty war; the civilians, idealists trying to create a new Iraq—but it was troubling nonetheless. The soldiers wanted to try diplomacy and began reaching out to the less extreme elements of the insurgency to bring them into negotiations over Iraq’s political future. The diplomats took a harder line, refusing to negotiate with the enemy.

Military-intelligence officers presented the CPA with a

The U.S.’s fixation on finding weapons of mass destruction diverted precious resources that could have helped thwart the fledgling insurgency

plan to make a deal with 19 subtribes of the enormous Dulaimi clan, located in al-Anbar province, the heart of the Sunni triangle. The tribes "had agreed to disarm and keep us informed of traffic going through their territories," says a former Army intelligence officer. "All it would have required from the CPA was formal recognition that the tribes existed—and \$3 million." The money would go toward establishing tribal security forces. "It was a foot in the door, but we couldn't get the CPA to move." Bremer's spokesman Senor says a significant effort was made to reach out to the tribes. But several military officials dispute that. "The standard answer we got from Bremer's people was that tribes are a vestige of the past, that they have no place in the new democratic Iraq," says the former intelligence officer. "Eventually they paid some lip service and set up a tribal office, but it was grudging."

The Baathists, on the other hand, were more active in courting the tribes. Starting in November 2003, tribal sheiks and Baathist expatriates held a series of monthly meetings at the Cham Palace hotel in Damascus. They were public events, supposedly meetings to express solidarity with the Iraqi opposition to the U.S. occupation. (The January 2004 gathering was attended by Syrian President Bashar Assad.) Behind the scenes, however, the meetings provided a convenient cover for leaders of the insurgency, including Muhammad Yunis al-Ahmed, the former Military Bureau director, to meet, plan and distribute money. A senior military officer told TIME that U.S. intelligence had an informant—a mid-level Baathist official who belonged to the Dulaimi tribe—attending the meetings and keeping the Americans informed about the insurgents' growing cohesion. But the increased flow of information did not produce a coherent strategy for fighting the growing rebellion.

THE DEALMAKING GOES NOWHERE

SADDAM WAS CAPTURED ON DEC. 13, 2003, IN A SPIDER hole on a farm near Tikrit. His briefcase was filled with documents identifying many of the former Baathists running support networks for the insurgency. It was the first major victory of what the U.S. called the postcombat phase of the war: in early 2004, 188 insurgents were captured, many of whom had been mentioned in the seized documents. Although Izzat Ibrahim al-Duri, Saddam's former No. 2, narrowly evaded capture, much of his Mosul and Kirkuk apparatus was rolled up. Baathist financial networks were disrupted in several provinces. The CIA, in fact, believes that Saddam's capture permanently crippled the Baathist wing of the insurgency. "A guy like al-Duri is more symbol than substance at this point," a U.S. intelligence official says. "The parade has passed him by."



BENJAMIN LOWY—CORBIS FOR TIME

Paper Trail

Many intelligence files recovered in Iraq still haven't been translated or thoroughly analyzed

Military-intelligence officers who were in Iraq at the time, however, saw evidence that the Baathists regrouped in the spring of 2004, when the U.S. was preoccupied with battling a rebellion led by Shi'ite extremist Muqtada al-Sadr in Iraq's south and with the fight for the rebel-held city of Fallujah in the Sunni triangle. And the U.S. intelligence officials believe that some former regime loyalists began to be absorbed by other rebel groups, including those made up of religious extremists and Iraqi nationalists.

Al-Ahmed, say U.S. intelligence officials, is still running the support network he began building after the meeting with Saddam in the car. In May 2004 al-Ahmed set off on one of his periodic tours of the combat zone, meeting with local insurgent leaders, distributing money and passing along news—a trip later pieced together by U.S. intelligence analysts wading through the mountain

of data and intelligence provided by low-level local informants. Al-Ahmed started in his hometown of Mosul, where he had been supervising—from a distance—the rebuilding of the local insurgent network disrupted after Saddam's capture. He moved on to Hawija, where he met a man thought to be a senior financier of the insurgency in north-central Iraq. After a brief stay at a farmhouse near Samarra, he met with military leaders of religious and nationalist rebel groups in Baghdad and with Rashid Taan Kazim, one of the

few faces from the deck of cards (al-Duri is another) still at large, who is thought to be running a support network for the insurgency in the north and west of Iraq. Al-Ahmed's final stop was Ramadi, where he distributed \$500,000 to local insurgency leaders.

What is remarkable is the extent to which the U.S. is aware of al-Ahmed's activities. "We know where Muhammad Yunis al-Ahmed lives in Damascus," says a U.S. intelligence official. "We know his phone number. He believes he has the protection of the Syrian government, and that certainly seems to be the case." But he hasn't been aggressively pursued by the U.S. either—in part because there has been a persistent and forlorn hope that al-Ahmed might be willing to help negotiate an end to the Baathist part of the insurgency. A senior U.S. intelligence officer says that al-Ahmed was called at least twice by former Prime Minister Iyad Allawi—an old acquaintance—and that a representative of an "other government agency," a military euphemism that usually means the CIA, "knocked on his door in 2004 and asked if he was willing to talk. He wasn't."

STARTING OVER AGAIN

IN THE MIDDLE OF 2004, THE U.S. AGAIN CHANGED ITS team in Baghdad. Bremer and Sanchez left, replaced by Ambassador John Negroponte and General George Casey. At the same time, there was a new transitional

IRAQ: IS THE U.S. LOSING? THE SECRET HISTORY

Iraqi government, led by Iyad Allawi. Negroponte set up a joint military-diplomatic team to review the situation in the country. The consensus was that things were a mess, that little had been accomplished on either the civilian or the military side and that there was no effective plan for dealing with the insurgency. The new team quickly concluded that the insurgency could not be defeated militarily—but that it might be divided. The attempts to engage potential allies like al-Ahmed became the unstated policy as U.S. and Iraqi officials sought ways to isolate foreign terrorists like al-Zarqawi.

But progress in the effort to defuse the insurgency through dealmaking has been slow—and in some cases has led the U.S. to ease pressure on individuals tied to rebel groups. Consider the careful handling of Harith al-Dhari, chairman of the Association of Muslim Scholars and one of Iraq's most important Sunni leaders. In late 2003, several insurgent groups began to meet regularly in the Umm al-Qura mosque in Baghdad, over which al-Dhari presides. According to U.S. intelligence reports, al-Dhari—who has said he might encourage his organization to take part in the democratic process—did not attend the meetings. But his son Muthanna—who is thought to be an important link between the nationalist and religious strains of the insurgency—did. In August 2004, the son was arrested after his car scanned positive for explosives residue. But he was quickly released, a retired DIA analyst says, under pressure from Iraq's government, to keep channels open to his father. "It would be difficult to lure Harith into the tent if Muthanna were in jail," says the former officer.

By April 2004, U.S. military-intelligence officers were also holding face-to-face talks with Abdullah al-Janabi, a rebel leader from Fallujah. The meetings ended after al-Zarqawi—who had taken up residence in Fallujah—threatened to kill al-Janabi if the talks continued, according to U.S. and Iraqi sources. But attempts to negotiate with other insurgents are continuing, including with Saddam's former religious adviser. So far, the effort has been futile. "We keep hoping they'll come up with a Gerry Adams," says a U.S. intelligence official, referring to the leader of the Irish Republican Army's political wing. "But it just hasn't happened."

CIVIL WAR?

THE LEADERSHIP IN BAGHDAD CHANGED YET AGAIN THIS year. Negroponte left Baghdad in March to become director of U.S. national intelligence. He was replaced by Zalmay Khalilzad. But the turnover in the Iraqi government was far more important: religious Shi'ites, led by Prime Minister Ibrahim al-Jaafari, took charge, a severe irritant to many Sunnis. "The insurgents see al-Jaafari as a traitor, a man who spent the Iran-Iraq war in Iran," says a senior military officer. "And many of the best officers we have trained in the new Iraqi army—Sunnis and secular Shi'ites

Iraq experts in the intelligence community believe the proposed constitution could heighten the chances for an outright civil war

who served in Saddam's army—feel the same way." Al-Jaafari did not help matters by opening diplomatic ties with Iran, apologizing for Iraq's behavior in the Iran-Iraq war and cutting economic deals with the Iranians.

In fact, some Iraq experts in the U.S. intelligence community have come to the conclusion that Iraqis' courageous recent steps toward democracy—the elections in January and the writing of a constitution that empowers the religious Shi'ites and the Kurds (though it is resoundingly opposed by the Sunnis)—have left the country in a more precarious position. "The big conversation in our shop these days," says a military-intelligence officer, "is whether it would be a good thing if the new constitution is voted down [in the public referendum] next month."

Iraq experts in the intelligence community believe that the proposed constitution, which creates autonomous regions for the Kurds and Shi'ites in the oil-rich north and south, could heighten the chances of an outright civil war. "A lot of us who have followed this thing have come to the conclusion that the Sunnis are the wolves—the real warriors—and the religious Shi'ites are the sheep," says an intelligence officer. "The Sunnis have the power to maintain this violence indefinitely."

Another hot debate in the intelligence community is whether to make a major change in the counterinsurgency strategy—to stop the aggressive sweeps through insurgent-riddled areas, like the recent offensive in Tall 'Afar, and try to concentrate troops

and resources with the aim of improving security and living conditions in population centers like Baghdad. "We've taken Samarra four times, and we've lost it four times," says an intelligence officer. "We need a new strategy."

But the Pentagon leadership is unlikely to support a strategy that concedes broad swaths of territory to the enemy. In fact, none of the intelligence officers who spoke with TIME or their ranking superiors could provide a plausible road map toward stability in Iraq. It is quite possible that the occupation of Iraq was an unwise proposition from the start, as many U.S. allies in the region warned before the invasion. Yet, despite their gloom, every one of the officers favors continuing—indeed, augmenting—the war effort. If the U.S. leaves, they say, the chaos in central Iraq could threaten the stability of the entire Middle East. And al-Qaeda operatives like al-Zarqawi could have a relatively safe base of operations in the Sunni triangle. "We have never taken this operation seriously enough," says a retired senior military official with experience in Iraq. "We have never provided enough troops. We have never provided enough equipment, or the right kind of equipment. We have never worked the intelligence part of the war in a serious, sustained fashion. We have failed the Iraqi people, and we have failed our troops." —With reporting by Brian Bennett/Washington and Michael Ware/Baghdad

PROCHE-ORIENT Loin du périmètre protégé de la « green zone », où siège l'ambassade américaine, la vie à Bagdad est un combat de tous les instants

Survivre en « zone rouge » ou l'enfer du quotidien à Bagdad

LE FIGARO SAMEDI 24 - DIMANCHE 25 SEPTEMBRE 2005

Le grand ayatollah Ali Sistani, la figure emblématique des chiites d'Irak, a annoncé son intention d'édicter une fatwa appelant les Irakiens à voter oui au projet de Constitution lors du référendum du 15 octobre prochain. La communauté chiite d'Irak est majoritaire dans le pays, et ses représentants, qui ont été les grands gagnants des élections générales de janvier dernier, dominent l'appareil d'Etat. George Bush, qui a exclu une nouvelle fois un retrait des forces américaines d'Irak, a, quant à lui, prédit une montée de la violence en Irak au moment du référendum. « Alors que les Irakiens se préparent à voter sur leur Constitution en octobre et à élire un gouvernement permanent en décembre, nous devons nous préparer à davantage de violence », a-t-il dit.

Bagdad : Delphine Minoui

Une fois de plus, les enfants sont descendus dans la rue pour jouer à la guerre. « Je suis très inquiète », gémit Maha Ahmad. Cette mère de famille irakienne a pourtant tout essayé pour en dissuader ses deux fils de seize et dix ans : l'interdiction de regarder des films violents à la télévision, les longs exposés sur les conséquences néfastes de l'invasion américaine, la suspension de l'argent de poche pour acheter des armes en plastique. Mais

dans la chambre du plus jeune, les trois sacs remplis de chars et d'avions continuent à joncher le sol. Et quand l'aîné entre dans la

américains contre insurgés, religieux contre laïcs, sunnites contre chiites. Parfois même, les rivalités sont intracommunautaires. « Personne n'est épargné », poursuit Sliwa al-Daoudi. Quand vous êtes chez vous, une bombe peut vous tomber sur la tête. Quand vous êtes dans la rue, vous n'êtes à l'abri ni des voitures piégées ni des tirs perdus des soldats américains. »

Dans cette guerre aux contours incertains, les enfants

sont les plus touchés. « Les Irakiens sont au bord de la crise de nerfs. On assiste à une augmentation des cas de dépression chez les femmes. Les enfants, eux, font des cauchemars. Leurs dessins illustrent la guerre. De nouveaux mots,

comme « mofakhafa » (explosif) font désormais partie de leur jargon quotidien », constate le psychiatre Bahar Butti.

« Malheureusement, dit-il, on manque cruellement de médicaments et de structures de soutien adaptées à ce genre de problèmes. » Car des problèmes, il y en a tellement d'autres à traiter en priorité. Comme ces floppées de grands brûlés qui envahissent les centres médicaux à chaque nouvel attentat. A cette violence croissante s'ajoutent des services publics incapables de fournir plus de deux heures d'électricité par jour. Quant à l'eau, il lui arrive d'être coupée pendant plus d'une semaine dans certains quartiers. Le tout sous une chaleur qui a avoisiné les 50° C tout l'été. Dans ces conditions, le générateur est devenu l'outil indispensable pour faire marcher les ventilateurs. Mais encore faut-il avoir le courage de faire la queue pendant des heures devant les stations d'essence pour remplir son Jerrican.

Hussein Kayra Bick, lui, n'a pas le choix. Dès que le courant s'éteint, ce dentiste de Bagdad se

salle de bains, c'est à coups de pied contre la porte, à la manière des unités de combat américaines en plein raid. « Rien à faire, dit-elle. Ils vivent avec la guerre, ils dorment avec la guerre, et ils jouent à la guerre. »

La guerre en Irak : d'après Georges W. Bush, elle s'est officiellement arrêtée le 1^{er} mai 2003, date de l'allocution prononcée depuis le porte-avions

Abraham Lincoln pour annoncer la fin des combats. Mais, depuis deux ans et demi, ceux-ci n'ont fait que se multiplier. « Le plus dur, c'est qu'il n'existe pas de ligne de front, comme dans un vrai conflit. Pendant la guerre Iran-Irak, l'ennemi était en face de nous. Aujourd'hui, vous ne savez pas qui est votre ennemi », soupire Sliwa al-Daoudi, ancien officier de l'armée irakienne.

L'Irak de l'après-Saddam est un véritable chantier où tout le monde se livre bataille : soldats

précipite sur le toit de son cabinet pour faire démarrer un de ses quatre générateurs qu'il alimente régulièrement. « On est obligés de s'adapter ! », lance-t-il avant de s'attaquer à la carie dentaire d'une de ses patientes. « Regardez, poursuit-il, toutes ses dents sont au même niveau, comme limées ! Parce qu'ils sont angoissés, beaucoup d'Irakiens grincent des dents la nuit et se bousillent la dentition. »

Dans la salle d'attente, la porte claque. « Tiens, c'est mon rendez-vous de 4 heures. Il arrive à 6 heures ! », marmonne le dentiste. Derrière la porte, on entend le patient retardataire s'excuser auprès de la secrétaire. Il a dû jongler à travers les check points de la police et les embouteillages, provoqués d'abord par la fermeture d'un pont, par crainte d'un attentat, puis par le passage d'un convoi de blindés américains. « George Bush pensait venir nous libérer. En fait, il nous a ouvert la porte de l'enfer », râle Hussein Kayra Bick.

Autant dire qu'avec ces galères à gérer au quotidien, le feuilleton constitutionnel de l'été n'a guère enthousiasmé la population irakienne. Dans les rues de la capitale, de grandes affiches publicitaires vantent l'unité du pays autour de la nouvelle Loi fondamentale et appellent les Irakiens à participer au référendum du 15 octobre. Mais le texte bricolé après d'âpres discussions entre, d'un côté, les deux blocs majoritaires chiite et kurde et, de l'autre, la minorité sunnite, risque davantage de diviser que d'unifier les différentes communautés. « Cette Constitu-



Un soldat irakien montre des photos de famille retrouvées dans le minibus qui a explosé hier au centre de Bagdad, faisant six morts et dix blessés. Dans cette guerre aux contours incertains, les civils restent les premières victimes d'une bombe ou d'une balle perdue. (Photo AP.)

tion va nous mener vers la guerre civile », s'inquiète Wamidh Nadhmi, professeur de sciences politiques.

Dans ce chaos généralisé, il faut également compter avec la guérilla qui s'acharne à faire avorter tout processus de création d'un Etat. Il y a deux ans, son objectif se limitait à l'isolement des soldats américains. Mais aujourd'hui, lorsqu'elle s'attaque à la fois aux forces de police, aux membres du gouvernement, aux diplomates étrangers et aux infrastructures pétrolières, elle bloque délibérément le retour à un semblant d'ordre.

Résultat : à chaque nouvelle explosion, les murs de béton qui protègent les décideurs de l'Irak s'élèvent de plus en plus. La fameuse zone verte - ou « green zone » - périmètre ultraprotégé

où siège l'ambassade américaine, est désormais devenu le quartier général des leaders irakiens, qui y travaillent et y habitent. Mais dans cette véritable « ville dans la ville », c'est l'isolement le plus total, loin des réalités du quotidien.

De l'autre côté, les 5 à 6 millions d'Irakiens qui habitent la « zone rouge » - surnom donné au « vrai Bagdad », celui des embouteillages et des attentats sanglants - continuent à vivre la peur au ventre. « Le matin, quand j'embrasse mes enfants avant qu'ils partent à l'école, je me demande si je vais les revoir », confie Maha Ahmad. Et comme la plupart des Irakiens, elle a carrément tiré une croix sur les loisirs.

Derrière l'université de Bagdad, pourtant, se cache un petit

jardin secret, celui des amoureux et des familles nombreuses. Le lac Jaderiya est l'un de ces rares endroits où, le week-end, les Irakiens se retrouvent pour pique-niquer et fumer la chicha au rythme des derniers tubes de musique pop arabe. « J'avais l'habitude de sortir jusqu'à deux heures du matin. Maintenant, je rentre à la maison avant 21 heures. Ce lac reste le seul endroit que nos parents nous autorisent à fréquenter », confie Laith, informaticien de 26 ans, main dans la main avec Wassan, sa jeune fiancée en chemise rose. Ici, les rires ne sont pas nerveux, mais réellement joyeux, et le bruit des explosions provient non pas des bombes, mais des feux d'artifice qu'activent des gamins au bord de l'eau. Mais

dans les allées bondées de jeunes, le va et vient de gardes civils armés jusqu'aux dents rappelle vite la dure réalité de la situation.

Pendant ce temps, les enfants continuent à descendre dans la rue pour jouer à la guerre. Une fois de plus, Hamza, dix ans, a calé sa kalachnikov en plastique à sa bandoulière. « Avec les copains, on joue aux résistants irakiens, et on s'amuse à tuer les Américains », clai-ronne le petit Bagdadi. « Avant, j'allais faire du vélo et manger des glaces pendant mon temps libre. Aujourd'hui, mes parents ne me laissent pas quitter le quartier. Et comme il n'y a rien d'autre à faire, on se retrouve entre amis et on simule des combats. La guerre, c'est mon loisir préféré ! », dit-il.

Blair vows to stay the course in Iraq

In speech to party, he offers no hints of his personal plans

By Alan Cowell

BRIGHTON, England: In a keynote speech intended to reinforce his political dominance, a pugnacious Prime Minister Tony Blair pledged Tuesday to keep British troops in Iraq and to "remain the strongest ally of the United States."

The speech to the Labour Party conference in this southern seaside resort was closely watched by political analysts for any hint about when Blair might fulfill his promise to stand down in favor of the chancellor of the Exchequer, Gordon Brown, his close associate and political rival.

Brown addressed the annual Labour gathering Monday, speaking much as a leader-in-waiting and suggesting that he expected Blair to make his intentions known within a year. After the Labour Party won its third successive election victory in Parliament in May, although by a reduced majority, Blair said he would not contest a fourth national election, but he did not say when he would step down.

In a 50-minute address Tuesday, Blair did not allude to the leadership struggle with Brown that has been a running subplot — if not a dominant narrative — of Labour's eight years in office.

Moreover, his wife, Cherie Blair, fueled speculation that Blair's resignation is not even under discussion — at home at least.

"Darling, that is a long way in the future," she told a BBC reporter who asked her whether she would miss her role as the prime minister's spouse. "It is too far ahead for me to even think about."

Rather, Tony Blair called for an ambitious domestic program in such areas as health care and education that would cement a legacy of social modernization.

"So now in turn we have to change again," he said, referring to the political changes that enabled the Labour Party to win power in 1997 after years in opposition. "Not step back from New Labour but step up to a new mark a changing world is setting for us."

While several leading government figures have used the conference this week to endorse Brown as Blair's successor, British newspapers have reported that the two men, who projected themselves during this year's election campaign as close allies, differ significantly on the timing.

Home Secretary Charles Clarke, Britain's most senior law enforcement officer, said Tuesday that Blair should remain in office "right up to the end" of Labour's third term, which could last until May 2010.

In the British newspaper The Independent on Tuesday, a political columnist, Steve Richards, wrote: "Brown is in a surreal leadership contest that could go on until 2008 or 2009. What makes his position more surreal is that he is competing against himself."

During this year's election campaign,

Blair was weakened by opposition to Britain's military presence in Iraq. Questions about the deployment have multiplied since British troops came

under attack from protesters in Basra last month. Photographs showed a British soldier in flames, struggling to escape an armored vehicle that had been set on fire by gasoline bombs.

"I know there are people, good people, who disagreed with the decision to remove Saddam by force," Blair said, referring to Saddam Hussein. "Yes, several hundred police stoned British troops in Basra. Yes, several thousand run the terrorist insurgency around Baghdad. And yes, as a result of the fighting, innocent people tragically died."

But he went on: "The way to stop the innocent dying is not to retreat, to withdraw, to hand these people over to the mercy of religious fanatics or relics of Saddam, but to stand up for their right to decide their government in the same democratic way the British people do."

Blair also confronted critics in the Labour Party opposed to his close alliance with the White House. "I never doubted after Sept. 11 that our place was alongside America and I don't doubt it now. And for a very simple reason. Terrorism struck most dramatically in New York, but it was aimed then and is aimed now at us all, at our way of life."

Unlike the actor Hugh Grant in the movie "Love Actually," Blair said, he had no plans to "tell America where to get off," using an expression for a rebuke.

"The difference between a good film and real life," he said, "is that in real life there's the next day, the next year, the next lifetime to contemplate the ruinous consequences of easy applause."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune
September 28, 2005

Turkish court's ban of Armenian conference is circumvented

From news reports

ISTANBUL: An Istanbul court's decision to block a conference on the World War I massacre of Armenians has embarrassed Turkey at a sensitive moment and angered EU states just 10 days before the planned start of EU entry talks.

But conference organizers moved on Friday to circumvent the ruling, which banned it from two universities. A spokeswoman for a third Istanbul university said it would act as the host for the conference.

Turkey has always denied claims that Ottoman Turkish forces committed genocide against Armenians during the war, but under pressure from the European Union it has called for historians to debate the issue, not politicians.

The Istanbul university conference aimed to give historians that chance, but on Friday, when the conference was due to open, the debate was political rather than academic.

Prime Minister Tayyip Erdogan said the court verdict had "nothing to do with democracy." Foreign Minister Abdullah Gul said Turkey had only itself to blame. "There is no one better than

us when it comes to harming ourselves," he said.

Late on Thursday, an Istanbul court barred two universities from playing host to the conference pending information on the qualifications of the speakers. The court also wanted to know who was participating and who was paying for the conference.

But Justice Minister Cemil Cicek later said there was nothing to stop the conference from moving to another location.

Aydin Ugur, president of Istanbul Bilgi University, said the conference would be held Saturday at Bilgi. He said the court's order had been directed at two other universities, and had "nothing to do with Bilgi."

The European Commission condemned the court's verdict.

Krisztina Nagy, the EU executive's spokeswoman for enlargement said that the timing of the ruling, coming a day before the conference, and the apparent lack of legal motivation behind it "looks like yet another provocation."

The enlargement commissioner Olli Rehn previously called a Turkish court's plans to prosecute a best-selling

novelist, Orhan Pamuk, a provocation. Pamuk faces as much as three years in jail on charges of "denigrating the Turkish identity" on accusations he backed claims that Armenians suffered genocide 90 years ago. Turkey accepts that many Armenians were killed during World War I, but says they were victims of a partisan conflict that also claimed thousands of Turkish lives. Turkey denies any systematic genocide.

The Armenian conference had already been postponed in May after the justice minister accused its organizers of treason.

Turkey closed its border and cut diplomatic ties with Armenia in 1993 to protest against Armenian occupation of the territory of Azerbaijan, a regional Turkic-speaking ally of Ankara.

Turkish academics and European Union observers have insisted that the conference was not only a chance for Turkey to face one of the most sensitive issues in its history, but also a test of Turkey's willingness to permit open discourse. (Reuters, AP)

In Baghdad, 6 killed by bomber at bus stop

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: An assailant wearing a suicide belt killed six people waiting for buses in central Baghdad during a lunchtime attack Friday, the latest bloodshed in what U.S. officials have said will be a period of heightened violence before the national referendum in three weeks on a new constitution.

The attack appeared directed at Shiite workers, a favored target of the

Sunni Arab insurgency.

The attacker detonated his suicide belt among a crowd, an Interior Ministry official said. The attack, which also wounded 12 people, hit workers gathered at a bus stop to catch minibuses that shuttle around the city.

The buses mostly run to Sadr City, the massive Shiite slum in northeast Baghdad, and to other largely Shiite areas of eastern Baghdad, strongly suggesting that the blast was specifically intended to kill Shiites.

The leader of Al Qaeda in Iraq, Abu Musab al-Zarqawi, has called for a "full-scale" war against Shiites. Shiites were widely persecuted under Saddam Hussein's Sunni-dominated dictatorship but now control the Iraqi government and military.

Insurgents also killed two American service members in the restive and contested Sunni Arab regions west of Baghdad, the military reported Friday.

A soldier on assignment to the 2nd Marine Division was killed on Thursday by small arms fire in Ramadi, the

provincial capital of Anbar, the military said in a statement. Another soldier died and one more was wounded when insurgents struck their convoy using a large roadside bomb on Thursday night. The soldiers were conducting a combat logistics patrol near Al Taqaddum, between Ramadi and Falluja, the military said.

In Baghdad, an official with the Interior Ministry said a member of the government committee charged with ensuring that former senior members of Saddam's Baath Party are kept from influential roles in the post-Saddam Iraqi establishment, was slain on Thursday in the Shurta neighborhood of western Baghdad. A midlevel Interior Ministry official was also assassinated, the official said.

In Falluja, an Iraqi man arrested at a U.S. military checkpoint on Sept. 20 was shot and killed by a Marine after the man was detained and tried to attack his guard, the Marines said.

The New York Times

L'Iran menace de reprendre l'enrichissement de l'uranium

TÉHÉRAN. Alors que Mohamed ElBaradei a été reconduit lundi 26 septembre à son poste de secrétaire général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le ministère iranien des affaires étrangères a averti que l'Iran pourrait reprendre l'enrichissement d'uranium en riposte aux tentatives de renvoyer devant le Conseil de

sécurité de l'ONU le dossier du programme nucléaire. « Si l'AIEA ne modifie pas sa résolution ou insiste pour l'appliquer, l'Iran sera contraint de revenir sur toutes les concessions volontaires, notamment l'application du protocole additionnel » au Traité de non prolifération nucléaire, indique un communiqué. D'autre part, la Russie a décidé d'intensifier sa coopération militaire avec l'Iran afin de vendre le plus d'armes possible tant qu'aucun embargo international n'est en vigueur, écrit lundi 26 septembre le quotidien russe *Kommersant*. « Si les Etats-Unis décident d'entrer en guerre contre l'Iran, la Russie doit fournir l'Iran en armes au point que les Américains s'embourbent là-bas au moins aussi profondément qu'en Irak », poursuit le quotidien. - (AFP.)



26 SEPTEMBRE 2005

Les centres culturels, des bouts du monde

Paris accueille 154 manifestations pour la quatrième Semaine des cultures étrangères.

Quatrième Semaine des cultures étrangères Jusqu'au 2 octobre à Paris. Rens.: www.ficep.info

Elle veille sur l'une des plus agréables maisons du Marais et se décrit comme une «*Parisienne heureuse*». Lui est un ancien spécialiste de la physique des particules qui, depuis le fond d'une cour du X^e arrondissement, défend désormais une identité menacée. Elle, Annika Levin, est directrice du centre culturel suédois où, bon an mal an, 100 000 personnes défilent pour un bain de lumière et de couleurs. Lui, Kendal Nezan, est président de l'Institut kurde, base arrière des langues et culture d'une diaspora de 850 000 personnes en Europe. L'une et l'autre, chacun à sa manière, entretiennent un morceau du large arc-en-ciel de cultures qui se déploie à Paris: avec une quarantaine de centres culturels étrangers, la capitale française est la ville du monde qui en compte le plus. Héritage d'un temps où Paris était le phare des arts.

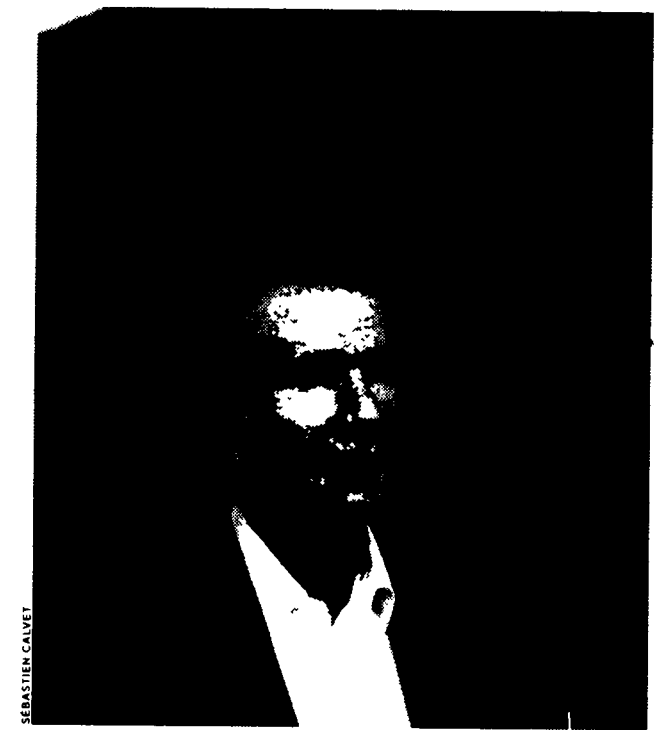
«**Amour constant**». Chaque année depuis 2002, ces petites institutions unissent leurs forces pendant une semaine pour composer un bouquet

commun. Pour cette quatrième édition, ce sont 154 manifestations (expositions, projections, concerts, lectures) qui sont dispersées à travers la ville et réunies sous une bannière commune: «*Etrangement proche*». L'initiateur, le Canadien Robert Desbiens, a disparu l'hiver dernier à l'âge de 58 ans, mais d'autres mains ont repris le flambeau. Ce bel exemple de promotion de la diversité culturelle, thème cher à la France depuis quelque temps, est soutenu par les pouvoirs publics et la Ville de Paris.

Annika Levin, 50 ans, et Kendal Nezan, 56 ans, disent avoir

Avec une quarantaine de centres culturels étrangers, Paris est la ville du monde qui en compte le plus. Héritage d'un temps où la capitale était le phare des arts.

trouvé à Paris un accueil au-delà de leurs espoirs. «*Le respect des Français pour les Suédois est impressionnant*», dit la première. Ambassadrice de la culture suédoise à Paris depuis trois ans et demi, Annika Levin fréquente la France depuis sa jeunesse. Etudiante en français à Bordeaux, festivalière régulière à Avignon et dans d'autres lieux du spectacle vivant (sa passion), elle a sillonné



Kendal Nezan, président de l'Institut kurde.



Annika Levin, directrice du Centre culturel suédois.

le pays pour lequel elle ressent un «*amour constant*». Spécialiste de la gestion de projets culturels (elle fut notamment responsable de la partie arts vivants dans l'opération Stockholm, capitale européenne de la culture, en 1998), elle est arrivée naturellement à la tête du seul institut culturel que la Suède a créé à l'étranger.

Café, jardin. L'Etat suédois a acheté l'hôtel de Marle, rue

Payenne dans le III^e arrondissement, dans les années 60. A l'époque, la bâtisse ne payait pas de mine. Aujourd'hui, c'est un endroit séduisant avec un petit café côté cour et un bel espace vert côté jardin. Il accueille expos, concerts, projections et dispose de six logements pour des artistes ou écrivains suédois en résidence.

Kendal Nezan connaît l'en-

droit: des artistes d'origine kurde ont séjourné ici (il y a une importante diaspora en Suède). Un lien plus cocasse relie Nezan et le pays scandinave: l'immeuble où l'Institut kurde est installé depuis 1983, près de la gare du Nord, a été précédemment occupé par la chambre de commerce suédoise. Le coffre-fort est resté, aujourd'hui bourré de livres. Né dans la partie turque du Kurdistan, Nezan est arrivé à Paris en avril 1968. «*Juste au bon moment. Ça m'a tout de suite plu*», sourit-il. C'était ça ou la prison, les autorités turques n'appréciant guère l'activisme prokurde de cet étudiant en médecine. En France, il s'oriente vers la physique des particules et grimpera jusqu'au laboratoire de physique corpusculaire du Collège de France. Mais s'il y a d'un côté les particules élémentaires, il y a de l'autre des images de bibliothèques en feu et une culture menacée: en 1975, l'association France-Kurdistan, parrainée par

beaucoup d'intellectuels français, crée l'Institut kurde pour réagir et préserver. Puis des émissions sur la poésie kurde, des expéditions dans le Caucase pour enregistrer des musiques kurdes, des livres: Nezan abandonne progressivement la physique pour la défense de son patrimoine culturel. La Turquie le déchoit de sa nationalité en 1978, il reste apatriote jusqu'en 1989, date à laquelle la France devient sa «*patrie d'adoption*». Aujourd'hui, l'horizon s'éclaircit: le Kurdistan irakien s'organise, et les négociations pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ouvrent d'autres fenêtres. Pendant ce temps, Kendal Nezan et d'autres s'échinent sur les 60 000 mots d'un grand dictionnaire, pour que la langue kurde reste branchée sur son temps.

Nuit blanche. Annika Levin, elle, prépare la Nuit blanche de samedi prochain, dont l'hôtel de Marle sera l'une des étapes: on y verra une installation d'Armanda Cardell, mise en

sons par John Essing, tous deux Suédois. Cette même nuit, à la Bibliothèque nationale de France, un autre artiste du pays, Henrik Haakanson, dirigera depuis son

ordinateur un «opéra naturel»: la vie du jardin de la BNF captée en direct par des caméras vidéo et projetée en très grand sur la Tour des lettres. Pendant la Semaine des cul-

tures étrangères, l'Institut kurde accueille une exposition de photos sur Hasankeyf, ville de Haute-Mésopotamie condamnée à l'engloutissement par un projet de barrage.

Un trésor archéologique et une part du patrimoine kurde pourraient ainsi disparaître. D'un côté, on cherche à rayonner, de l'autre à survivre. ◆

ÉDOUARD LAUNET



26 SEPTEMBRE 2005

Le tabou arménien est brisé en Turquie

Avec le soutien du pouvoir, un colloque a remis en cause la thèse sur les massacres de 1915.

Istanbul envoyés spéciaux

A leur arrivée, les participants ont essuyé les jets de tomates et d'œufs partis de la petite foule de manifestants nationalistes massée derrière les cordons de police, brandissant des pancartes dénonçant «*les traîtres*» et «*le mensonge du génocide arménien*». Par deux fois renvoyée sous la pression des milieux nationalistes, la première conférence jamais organisée sur le sol turc pour évoquer la question du génocide arménien de 1915-1917 a finalement pu se tenir, samedi et dimanche, à l'université Bilgi d'Istanbul. «*Cela s'est passé à l'européenne, sans effusion de sang*», se félicitait hier matin le quotidien populaire *Posta*, à l'unisson de la quasi-totalité des grands journaux, clamant qu'«*un nouveau tabou est bri-*

sé». «*L'important est d'abord d'avoir réussi à tenir cette conférence et c'est une étape importante pour aller vers une Turquie qui parle des questions qu'elle refoule*», a affirmé le journaliste arménien d'Istanbul Etyen Mahcupyan.

Sans précédent. «*L'enjeu, c'est aussi l'avenir de la Turquie, c'est-à-dire de savoir si nous allons vivre dans une démocratie à l'européenne ou si nous continuerons à être dans une société sous surveillance de l'Etat et dépendant de son bon vouloir*», a martelé Murat Belge, l'un des chefs de file de la soixantaine d'historiens et d'intellectuels démocrates qui avaient lancé cette initiative sans précédent. Ils remettent publiquement en cause le dogme officiel en montrant le caractère génocidaire des déportations et des massacres organisés par le gouver-

nement «jeune-turc», allié de l'Allemagne. Ils auraient coûté la vie à au moins 1 million d'Arméniens. Les autorités d'Ankara parlent de 300 000 morts et affirment qu'au moins autant de Turcs ont péri dans des massacres croisés. «*La réalité est que les Arméniens sont maintenant absents d'Anatolie*», a notamment rétorqué l'historien Halil Berktaş, tout en appelant à une étude critique «*des deux historiographies nationalistes, arménienne et turque*».

«Trahison». Les intervenants ont gardé un ton mesuré, à l'instar de l'intitulé de la conférence: «*Les Arméniens ottomans au temps du déclin de l'Empire*». Le pari a néanmoins été tenu, alors que les Européens augmentent leur pression pour qu'Ankara reconnaisse la réalité de ce premier génocide du XX^e siècle.

Jouant son avenir politique sur les négociations d'adhésion à l'UE, prévues le 3 octobre, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, a soutenu la conférence. En mai, il avait publiquement désavoué son ministre de la Justice qui accusait ces intellectuels de «*trahison*». Jeudi, quand un tribunal administratif d'Istanbul a de nouveau tenté de les bloquer, il a accusé la Cour de «*jeter une ombre sur le processus de démocratisation et sur les libertés*». L'opposition de gauche, le CHP, s'est montrée tout aussi catégorique et l'un de ses anciens leaders, Erdal Inonu, a même été le seul homme politique à assister au colloque au nom de la défense de «*la liberté de débat et d'expression*». ◆

RAGIP DURAN et MARC SEMO

Coup d'arrêt à une coopération sécuritaire de longue date entre Israéliens et Kurdes

Au Kurdistan, le Mossad embarrasse Washington

Relancée après la guerre qui chassa Saddam Hussein du pouvoir à Bagdad en 2003, la coopération sécuritaire secrète entre Israéliens et Kurdes d'Irak a subi un coup d'arrêt ces derniers mois, sous l'influence de Washington. Après la désignation du dirigeant kurde Jalal Talabani à la présidence de la République d'Irak au printemps 2005, « un conflit d'intérêts est apparu entre les deux alliés », estime un expert des questions de sécurité au Proche-Orient. « Pour ne pas être critiqué par les chiïtes et les sunnites, ajoute-t-il, Talabani, nouveau chef de l'Etat, ne pouvait plus laisser développer des relations condamnées par l'immense majorité des Irakiens. Le double jeu kurde a été stoppé. » Depuis, une partie des agents israéliens aurait quitté le nord de l'Irak. Il n'en resterait qu'une centaine, et les hommes d'affaires israéliens n'agissent pratiquement plus que via des intermédiaires kurdes ou jordaniens.

Le conflit avait pourtant aidé à resserrer le partenariat entre le Mossad, le service secret israélien, et les responsables kurdes, alliés de trente ans contre le régime nationaliste de Bagdad. Pour Israël, il s'agissait de pousser les aspirations fédérales des Kurdes et de contenir l'influence iranienne en Irak. « Après les hostilités, les Israéliens, inquiets de voir des milliers de soi-disant pèlerins iraniens pénétrer en Irak, ont tenté en vain de convaincre les Américains de fermer la frontière irano-irakienne », explique au Figaro, Patrick Clawson, directeur adjoint du centre de recherches américain Washington Institute for Near East Policy. Mais les Etats-Unis, soucieux de ne pas braquer leurs alliés chiïtes irakiens, ont fait la sourde oreille.

Les Israéliens, constatant que leurs alliés s'embourbaient, ont alors décidé de prendre les choses en main. A Erbil et Souleymanieh, des instructeurs israéliens, déguisés souvent en

hommes d'affaires, ont été chargés d'améliorer la formation des pechmergas, les miliciens kurdes. Début 2004, environ 1 200 agents du Mossad ou des renseignements militaires israéliens opéraient au Kurdistan, selon des estimations militaires françaises. Leur mission : mettre sur pied des commandos kurdes suffisamment forts pour contrer les milices chiïtes, plus ou moins manipulées par Téhéran, dans le sud de l'Irak, notamment celle du trublion Moqtada al-Sadr. Les dirigeants kurdes renvoient l'ascenseur par des déclarations favorables. Le 6 juin dernier, Massoud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan, estime qu'une relation avec Israël « n'est pas un crime du moment que la plupart des pays arabes entretiennent des rapports » avec l'Etat hébreu.

De tout temps, les montagnes du Kurdistan ont été un nid d'espions. « La présence de beaucoup de monde dans cette région, autonome depuis 1991,

permet aux Israéliens de recruter des agents au sein de clientèles qui infiltreront d'autres organisations », analyse l'ancien patron d'un service de renseignements européen. Aujourd'hui, la priorité kurde d'infiltrer la nouvelle armée irakienne, dirigée désormais par un des leurs, ne peut pas desservir les intérêts israéliens. En s'alliant avec les Kurdes d'Irak, l'Etat hébreu a renforcé sa surveillance sur l'Iran et la Syrie, ses deux grands ennemis au Moyen-Orient. Mais l'activisme israélien a fini par déranger Washington. « On reçoit une forte pression de la part de Washington pour que nous arrêtons nos manœuvres avec les Kurdes », confie un Israélien envoyé à Erbil sous une couverture universitaire. « Les Américains ne sont plus d'accord avec les plans israéliens », affirme-t-il. Washington ne souhaite plus tolérer une présence embarrassante pour ses intérêts.

G. M.

Les produits transitent par la Jordanie, où toute inscription en hébreu est effacée, mais les échanges sont freinés par l'insécurité

Des Israéliens font des affaires avec l'Irak

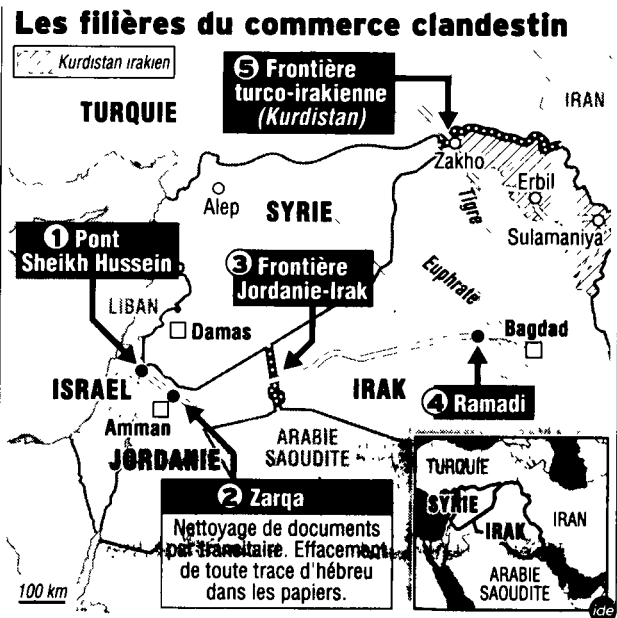
Une vingtaine d'entreprises israéliennes ont réussi à décrocher un contrat, en direct ou en sous-traitance.

De notre envoyé spécial à Tel-Aviv et Amman : Georges Malbrunot

Quand on a vendu des portes blindées à Yasser Arafat, aux Syriens ou à la mafia russe, le marché irakien ressemblerait presque à une sinécure. « Je suis comme un chasseur, je traque les affaires là où elles sont », affirme Avinoam S. Son entreprise israélienne a remporté plusieurs appels d'offres à

Bagdad pour la fourniture de milliers de portes de sécurité pour des camps militaires américains et des administrations irakiennes. Ce pionnier des marchés périlleux a deux règles d'or : la discrétion d'abord, et un réseau d'intermédiaires ensuite, capables d'accéder aux décideurs.

Chaque semaine, l'ancien membre des commandos d'élite Golani pilote son avion jusqu'à Amman, pour y rencontrer un ancien ministre de Saddam Hussein, qui avait fui quelques années avant la chute de la dictature, et un Jordanien proche du roi Abdallah. Le premier s'occupera de soumissionner



aux appels d'offres à Bagdad, le second de régler d'éventuels écueils pendant le transit des marchandises en Jordanie. « Chacun des intermédiaires reçoit sa commission », explique Avinoam.

Par camions conduits par un Arabe israélien, les portes sont acheminées en Jordanie. Direction, la zone de libre-échange de Zarqa, au nord d'Amman. C'est là que s'opère « le nettoyage des documents » par un transitaire jordanien. Toute trace en hébreu doit disparaître pour ne pas éveiller les soupçons des douaniers irakiens à la frontière. A Zarqa, dans un immense fatras, sont entreposés des centaines de voitures, des camions, des bétonnières, des grues, en provenance d'Europe et d'Israël. Assis sous un vieux container, Abou Alaa, un Jordanien, négocie avec un client irakien la vente de deux bétonnières, fraîchement arrivées de l'Etat hébreu.

« Ce n'est pas un péché de traiter avec Israël, ce ne sont que des machines », proteste Khaled, de Ramadi, un fief de la guérilla sunnite, au nord de Bagdad. « C'est vrai que, si Zarqaoui ou la résistance le savait, je serais mort », ajoute-t-il,

en faisant le signe de l'égorge-ment. Pour contourner l'interdit sur l'entrée en Irak de matériels antérieurs à la guerre du Golfe de 1991, Khaled devra démonter les bétonnières, avant de les assembler, une fois la frontière franchie. Tout le monde y trouve son compte : l'Israélien qui écoule de vieux produits, le Jordanien qui les revend moins cher que les équipements concurrents européens, et l'Irakien, qui empêche une confortable marge.

Mais les surcoûts liés à l'insécurité freinent l'essor des affaires entre Israël et l'Irak. Le commerce a été autorisé par Benyamin Netanyahu, alors ministre des Finances d'Ariel Sharon, en juillet 2003. Le volume d'échanges est encore modeste : 30 millions de dollars l'an dernier, selon la Chambre de commerce israélo-jordanienne, soit dix fois moins qu'avec l'Egypte, par exemple. Autobus usagés, gilets de protection, canettes de bière, équipements de purification de l'eau et téléphones électroniques sont les principaux biens israéliens vendus en Irak.

Beaucoup d'entreprises tentent leur chance. Seulement une vingtaine jusqu'à présent a réussi à décrocher un contrat, souvent avec l'armée améri-

caine, en direct ou en sous-traitance, explique Asa Yarkoni, qui a lui-même fourni les Américains en systèmes électroniques. « Washington n'encourage pas vraiment ce commerce », reconnaît-il. La preuve : à la suite de pressions politiques, la société Sonol a dû battre en retraite, après avoir livré de l'essence à l'US Army, via la Jordanie. Sonol pouvait pourtant compter sur Amnon Lipkin-Shahak, ancien chef d'état-major de Tshal et membre de son conseil d'administration. Cet homme de l'ombre est associé à l'avocat Gilad Sher, ancien conseiller du premier ministre Ehoud Barak pour les négociations avec les Palestiniens. Sher utilise lui aussi son carnet d'adresses dans les milieux politico-militaires pour décrocher des contrats en Irak. « Nous servons d'intermédiaires pour une quinzaine de sociétés israéliennes », explique-t-il depuis son bureau dans une tour qui domine Tel-Aviv. Je ne peux pas vous dire combien d'affaires nous avons décrochées. »

Insécurité oblige, Shmoulik Dorshtein a dû changer son fusil d'épaule, malgré des débuts prometteurs. Karmiel, sa société, avait participé en 2003 à la construction de postes fron-

tières, avant de fournir 61 000 portes dans le cadre d'un projet de construction de 12 000 appartements pour la garde civile iraquienne. Il concentre désormais ses activités chez les Kurdes, via le territoire turc. « Le potentiel est important, et la sécurité y est meilleure », dit-il.

Dans le petit monde des hommes d'affaires israéliens intéressés par l'Irak, l'avocat Marc Zell fait figure d'exception. Ce juif religieux, habitant une colonie près d'Hébron en Cisjordanie, n'a pas hésité à passer un an à Bagdad. Juste après la guerre, il y ouvrit un cabinet d'avocats avec Salem Chalabi, le neveu d'Ahmed Chalabi, l'un des principaux responsables irakiens. « Les Irakiens s'en fichaient que je sois israélien », dit-il. Mais l'assassinat de Nicholas Berg, juif américain comme lui, en avril 2004, l'a convaincu de renoncer aux si- rènes des affaires juteuses sur les bords du Tigre. Quelques mois auparavant, Salem Chalabi avait vendu la mèche sur la nationalité de son partenaire. Marc Zell était alors devenu la tête de turc de la presse arabe, qui voyait en lui l'incarnation de « l'alliance américano-sioniste pour piller l'Irak ».

Tehran warns of economic retaliation

By Nazila Fathi

TEHRAN: Iran warned for the first time Tuesday that it might retaliate economically against countries that voted in favor of a European-sponsored resolution calling for possible UN Security Council punishment of the Iranians for their nuclear enrichment activities.

The warning was part of the Iranian Foreign Ministry's official response to the resolution that was passed last week at a board meeting of the International Atomic Energy Agency, the nuclear-policing agency of the United Nations. European members of the agency, as well as the United States, which strongly supported the resolution, have expressed repeated concern about whether Iran is secretly developing an atomic bomb, which the Iranians have repeatedly denied.

Twenty-two of the agency's 35 members voted for the resolution, including India, which had expressed ambivalence about it. The Iranians appeared to have been surprised over the vote of In-

dia, which has sought to strengthen its economic relations with Iran.

"What the Indians did was very strange and we are very unhappy about it," said Hamid Reza Assefi, a Foreign Ministry spokesman, adding that a meeting with the Indian deputy foreign minister was planned.

Assefi said Iran was planning to use economic ties to punish countries that voted against Iran. He did not single out the countries, but India, for one, has signed a \$22 billion deal to import liquefied natural gas from Iran for 25 years starting in 2009 and is planning to build a pipeline that would cross India.

Assefi also repeated Iran's threats made in recent days to start sensitive nuclear activities and bar UN inspectors from its nuclear sites unless the nuclear agency stepped back from its resolution. The referral to the Council cannot take place until the board votes again at its next meeting in November.

Parliament also convened a session behind closed doors Tuesday to discuss Iran's reaction to the resolution.

Since 1993, Iran has been voluntarily complying with the additional protocol to the Nuclear Nonproliferation Treaty, which allows surprise and intrusive inspections of Iran's nuclear sites. Iran also has suspended sensitive activities of uranium enrichment at a facility near Natanz. The process can lead to the production of nuclear fuel for civilian use as well as fuel for nuclear weapons.

Assefi said that the government would drop out of the Nonproliferation Treaty if Parliament decided that was an appropriate response.

If the nuclear agency and the Europeans "adopt a harsh attitude toward us, they will drive us to a direction and we will have no choice but to react in a similar way," he said. "It is always easy to create a crisis but not easy to control it. We are giving the agency and the Europeans a very serious warning."

However, he did not specify when Iran might take the new measures, saying that it would first wait to see what the Europeans did.

The New York Times

EU talks on Turkey threatened by disputes

Armenia and Cyprus are among the issues

By Dan Bilefsky

ISTANBUL: Just days before European leaders gather to decide whether to begin talks with Turkey about its entering the European Union, Austrian resistance to Turkey and unresolved disputes over Armenia and Cyprus risk derailing negotiations.

As representatives from EU governments prepared to meet in Brussels on Thursday to decide on a framework for negotiations with Turkey, people close to the talks said that Austria remained determined to push for a "privileged partnership" with Turkey that falls short of full membership. They said this opposition could result in an emergency meeting of foreign ministers on Sunday to try to salvage negotiations.

"Of course, we are hoping that talks will begin Monday as scheduled, but right now tempers are high, Austria refuses to budge and the outcome is not at all a done deal," said a British official close to the talks. Under EU rules, a decision to start talks must be unanimous.

The European Parliament gave grudging approval to the opening of talks Monday, but it also said that Turkey must recognize the killing of Armenians

under Ottoman rule in 1915 as genocide or risk being left out of the EU. The non-binding resolution is largely symbolic, but it was drew a frosty response from Ankara, which insists there was no genocide and is adamant that no further conditions be attached to Turkey's EU bid, a 40-year effort to join the bloc.

The European Parliament, meeting in Strasbourg, also postponed a vote that was to have taken place Wednesday, to approve Turkey's extended customs union with the EU. Ankara has agreed to extend its free trade agreement with the EU to all 25 member states, including Cyprus. But it refuses to recognize Cyprus formally and denies Cyprus access to its airfields and ports. In a heated debate, members of Parliament said this was unacceptable.

"Turkey has to recognize members of a club if it wants to join it," said Jan Marinus Wiersma, vice president of the Parliament's influential Socialist group.

The Turkish Cypriot leader, Mehmet Ali Talat, warned Wednesday that forcing Turkey to recognize Cyprus before the island's division was resolved could destroy prospects for peace and lead to civil war. Cyprus has been divided since 1974 into a Greek-Cypriot controlled south and a Turkish-occupied north.

In Ankara, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey publicly dismissed the European Parliament's statements. But people close to the prime minister said he had been stung by them and had momentarily considered boycotting the talks. Erdogan has reiterated forcefully over the past few weeks that he would walk away from the talks if Turkey were offered anything less than full membership.

Turkish analysts said Turkish public opinion was growing increasingly frustrated with the EU's stance and Erdogan could not afford a deal deemed humiliating by many Turks. "Erdogan will not agree to talks if Turkey is forced to make more sacrifices," said Selcuk Gutalesi, a commentator for Zaman, a

conservative newspaper close to the government. Already, Turkey has accepted unprecedented conditions to open EU negotiations, including an open-ended halt to the movement of Turkish workers into the bloc.

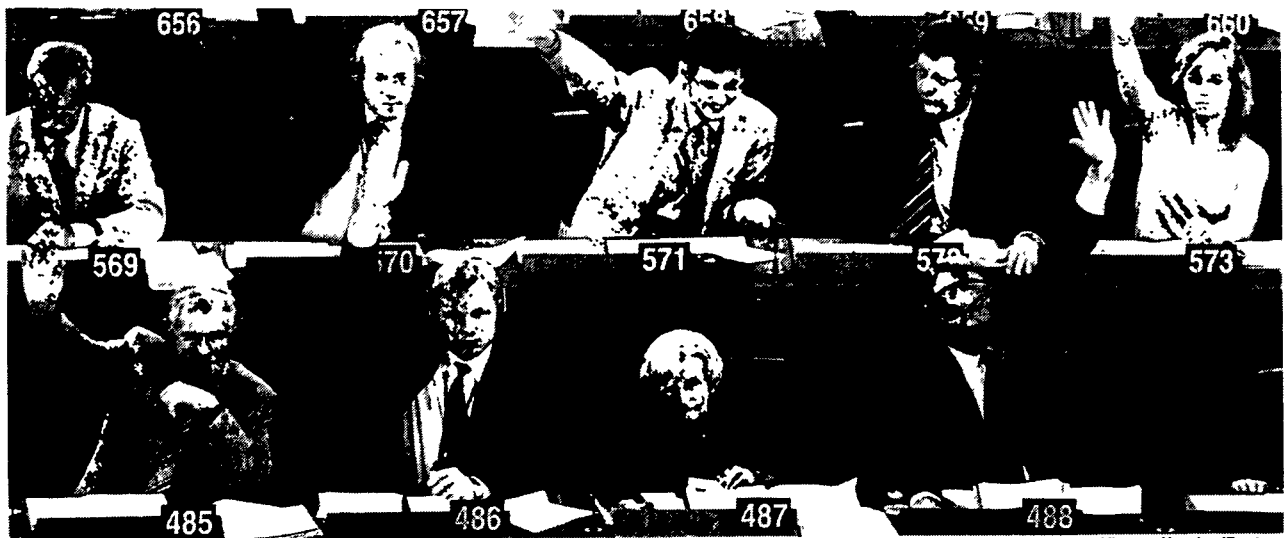
While the EU's invitation last December was greeted with euphoria in Turkey, the anti-Turkey sentiment expressed in recent votes on the EU constitution in France and the Netherlands has prompted some Turkish newspapers to splash headlines on their front pages accusing the EU of double standards and calling on it to obey its own high moral laws. Turkish officials say they fear the EU will try Monday to impose even tougher conditions on Turkey's EU entry to placate its own skeptical citizens.

The idea of accepting a poor, agrarian country into the bloc has been met with deep resistance across the EU. Recent polls show a majority of French, German and Austrian voters oppose admitting Turkey, and a majority of Danes would rather see a non-EU candidate, Ukraine, in the EU.

That skepticism is likely to intensify in coming years, because leaders viscerally opposed to Turkey's entry are on the rise in two of the EU's most important countries, Germany and France. The Christian Democrat leader, Angela Merkel, who may lead a German coalition government after finishing ahead of the party in power in this month's elections, favors a "privileged partnership" for Turkey. In France, a likely presidential candidate, Nicolas Sarkozy, also opposes Turkish membership.

Sinan Ulgen, a political analyst at Istanbul Economics, a research institution and consultancy, said Turkey was bracing itself for a long road ahead. "The talks are likely to last at least 10 years, so this is only the beginning."

International Herald Tribune



Vincent Kessler/Reuters

Members of the European Parliament voting in Strasbourg on Wednesday on the start of membership negotiations with Turkey.

INTERNATIONAL Herald Tribune September 29, 2005

Thomas L. Friedman

Endgame in Iraq

Umm Qasr, Iraq
Even a brief visit to this southern Iraq port leaves me convinced that America is entering the endgame here. The coming Iraqi votes, in October over the new constitution and in December over a new Parliament, are going to tell the United States whether it is worth staying here or not for much longer.

Despite all the shameful blunders of Donald Rumsfeld, Iraq, at the end of the day, was always going to be what the Iraqis decided to make of it. And the Iraqi majority — the Shiites and Kurds who make up roughly 80 percent of this country — have spoken. They want an Iraq that will be decentralized and will allow each of their communities to run its own affairs and culture — without fear of ever again being dominated and brutalized by an oil-backed Sunni minority regime in Baghdad.

Equally important, both the Kurds and the Shiites have made it clear that they have no interest in telling the Sunnis how to live, and will cut them a slice of Iraq's oil revenue and maintain Iraq's basic Arab identity.

So now we know what kind of majority the Kurds and Shiites want to be, the question is what kind of minority the Iraqi Sunnis want to be. Do they want to be the Palestinians and spend the next 100 years trying to mobilize the Arab-Muslim world to reverse history and restore their "right" to rule Iraq as a minority — a move that would destroy them and Iraq?

Or do they want to embrace the future? I know the Sunnis are terrified by Iran's influence in this southern region, but, as the Brits who run the Basra area, which includes this port city of Umm Qasr, will tell you, the Iraqi Arab Shiites here are obsessed with not being dominated by Iran. Despite growing cultural and commercial ties with Iran, they are Iraqis first. That attitude would only be enhanced if Iraqi Sunnis, rather than allowing or abetting the murders of Shiites, would instead embrace the new constitution and let the United States cut the Sunnis an even fairer slice of the pie.

"We have a lot of overlapping interests with the Sunnis of Iraq," a senior U.S. official in Baghdad said. Indeed, in the latter stages of the constitutional negotiations in Iraq, the talented U.S. ambassador in Baghdad, Zalmay Khalilzad, was basically acting as the Sunnis' lawyer in dealings with the Kurds and Shiites. The problem was that the Sunnis never knew when to say yes, "that's enough," and the United States got fed up with their demanding much more than their due.

Do the Iraqi Sunnis understand their own interests, and does the Sunni world have any moral center? Up

to now the Sunni Arab world has stood mute while the Sunni Baathists and jihadists in Iraq have engaged in what can only be called "ethnic cleansing": murdering Shiite civilians in large numbers purely because they are Shiites in hopes of restoring a Sunni-dominated order in Iraq that is unrestorable. A fatwa has just been issued against a female Indian tennis player who is Muslim, condemning her for her short skirts, but no



By Miel in The Straits Times (Singapore) CWS / Cartoonarts International

fatwa has been issued by Sunni clerics condemning Abu Musab al-Zarqawi's butchering of Iraqi Shiite children and teachers.

Some courageous Sunnis have begun to speak out. "One of the most bizarre phenomena of recent times has been the refusal of Arab governments to condemn terrorist acts in Iraq or to commiserate with the victims," Abdul Rahman al-Rashed wrote in the Saudi daily Asharq Al Awsat. He added, "Take the most recent atrocities in which more than 200 Iraqis lost their lives in two days of carnage: No Arab government raised its voice in condemnation, although most of them shrilly objected when the new Iraqi Constitution failed to mention that the country was part of the Arab nation. The official Arab position vis-à-vis Iraq has always been spineless."

So America is faltering in Iraq today in part because of the Bush team's incompetence, but also because of the moral vacuum in the Sunni Arab world, where the worst are engaged in murderous ethnic cleansing — and trying to stifle any prospect of democracy here — and the rest are too afraid, too weak, too lost or too anti-Shiite to do anything about it.

Maybe the cynical Europeans were right. Maybe this neighborhood is just beyond transformation. That will become clear in the next few months as we see just what kind of minority the Sunnis in Iraq intend to be. If they come around, a decent outcome in Iraq is still possible, and America should stay to help build it. If they won't, then America is wasting its time. America should arm the Shiites and Kurds and leave the Sunnis of Iraq to reap the wind. We must not throw more good American lives after good American lives for people who hate others more than they love their own children.

Un soldat et un rebelle kurde tués dans le sud-est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 23 sept 2005 (AFP) - 16h24 - Les forces de sécurité turques ont abattu vendredi dans le sud-est anatolien un rebelle kurde présumé, soupçonné de participation dans le meurtre de deux policiers, tandis qu'un soldat périssait dans l'explosion d'une mine, ont affirmé des sources locales.

Le membre supposé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été tué lors d'affrontements à Gürpınar, dans la province de Van, au cours d'une opération de police lancée après la mort de deux policiers dans une attaque du PKK contre un commissariat de police la semaine dernière.

Le militant portait un revolver et deux grenades, ont précisé des sources locales de sécurité.

Un soldat a par ailleurs perdu la vie et deux autres ont été blessés dans la province de Siirt par l'explosion d'une mine, posée par le PKK, au passage de leur véhicule, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Deux autres militaires ont été blessés dans la province de Diyarbakir par l'explosion d'une bombe à retardement en cours de désamorçage devant un point de contrôle, ont affirmé les services du gouverneur de la province.

Des responsables de la province de Sirnak ont par ailleurs affirmé que six rebelles, dont un ancien garde du corps d'un des dirigeants du PKK, Cemil Bayik, s'étaient rendus aux autorités.

Irak: l'ambassadeur US négocie pour rallier les sunnites à la Constitution



BAGDAD, 30 sept (AFP) - 11h16 - L'ambassadeur américain en Irak, Zalmay Khalilzad, est engagé dans des négociations de dernière minute avec les chiites et les Kurdes pour amender le projet de Constitution afin d'y rallier les sunnites, à moins de 15 jours du referendum sur le texte, selon des sources politiques.

"L'ambassadeur américain a négocié avec Abdel Aziz Hakim (le chef du principal parti chiite, CSRII) sur des demandes d'ajout de nouvelles phrases (dans la Constitution). Une délégation m'a rendu visite et m'a donné des notes", a dit vendredi à l'AFP le président du comité de rédaction du texte, le chiite Houmam Hammoudi.

Selon lui, les négociations portent sur trois propositions, inspirées par les sunnites, qui seraient ajoutées au projet de texte constitutionnel.

La première affirme que "l'Irak est une seule nation et la Constitution garantit son unité". La deuxième porte sur "la confirmation de l'utilisation de la langue arabe même au Kurdistan". La troisième spécifie que toute modification de la Constitution s'effectue "par un vote des deux-tiers des membres de l'Assemblée et non par référendum".

"Nous ne sommes pas d'accord sur ce dernier point", a dit M. Hammoudi.

L'ambassadeur américain s'est rendu mercredi au Kurdistan, où il a rencontré le président de la République Jalal Talabani et le président de la région Massoud Barzani, selon un membre du parti de M. Barzani, le Parti démocratique du Kurdistan, Imad Ahmed.

D'après ce dernier, Zalmay Khalilzad leur a présenté les demandes des sunnites sur des ajouts au texte de la Constitution.

"Les propositions des sunnites qui ont été apportées par Zalmay concernent quatre points", a-t-il dit.

Outre les trois propositions mentionnées par M. Hammoudi, une quatrième spécifie que "la formation d'une nouvelle région (fédérale) en Irak soit décidée par un vote des deux-tiers à l'Assemblée".

Les sunnites reprochent au texte de faire une trop large part au pouvoir des régions par rapport au centre. Ils craignent surtout que les provinces du sud, à majorité chiite et riche en pétrole, ne s'unissent pour former un embryon d'Etat.

Les différents soutiens à l'Union

Gilles Dorronsoro
Professeur
à l'université Paris I
Panthéon-Sorbonne (1)

Pourquoi le projet européen de la Turquie? Contrairement à d'autres pays, la Turquie n'a jamais eu un courant européen défendant l'union des peuples au sein d'un ensemble fédéral. L'absence de toute mystique européenne, très liée aux chrétiens-démocrates dans les pays fondateurs, s'explique par l'importance des références nationalistes dans le débat public, au premier chef le kémalisme, et le poids du mouvement marxiste puis islamiste dans la trajectoire politique de la Turquie. Pourtant, le projet d'européanisation est central depuis les débuts de la République, mais c'est la modernité technique et la laïcité, dans un cadre national, qui a séduit les élites du régime. Encore aujourd'hui, l'appui solide à l'adhésion dans la population - deux tiers des enquêtés s'y déclarent favorables - traduit l'espoir d'une amélioration économique, mais se conjugue avec la primauté affirmée du national et de ses symboles, notamment la monnaie.

Le projet d'adhésion à l'UE est d'abord né des élites et, plus précisément, d'une concurrence régionale. C'est en effet quand le processus d'adhésion de la Grèce se concrétise, à la fin les années 1970, que la Turquie prend conscience d'un risque de marginalisation et réactive un processus jusque-là en sommeil après que la CEE l'avait acceptée comme membre associé en 1963. À partir des années 1980, l'adhé-

sion devient une priorité pour tous les gouvernements, en dehors de la brève parenthèse d'Erbakan et de son projet fumeux de Marché commun islamique.

Au sein de la société turque, le consensus européen s'est formé à partir d'une alliance de groupes hétérogènes, dominants ou contestataires, parmi lesquels on citera le grand patronat, le courant conservateur, en partie constitué d'anciens islamistes, les intellectuels libéraux et le mouvement kurde. Pour le grand patronat, le processus d'adhésion est la possibilité de protéger l'économie turque de la mauvaise gestion chronique des années 1980 et 1990 et de s'ancrer dans le marché européen, alors que la spécialisation de la Turquie sur le marché international (textile, etc.) se heurte à une forte concurrence asiatique. Pour les Kurdes, nationalistes ou non, le processus d'adhésion est une protection contre les abus de la répression, et il a permis un début de reconnaissance culturelle et des projets de décentralisation actuellement en discussion. Rien d'étonnant donc que les régions kurdes soit très majoritairement acquises à l'Europe. Pour les héritiers du courant

islamiste, aujourd'hui représenté par l'actuel premier ministre Recep Tayyip Erdogan, l'adhésion est une façon de se protéger du pouvoir des militaires et d'assurer plus de liberté religieuse ou, pour certains, plus de liberté aux religieux. Pour leur part, les intellectuels libéraux utilisent le processus pour contourner la censure étatique et lever quelques

tabous majeurs comme le génocide arménien.

On pourrait multiplier les exemples d'instrumentalisation des relations avec l'UE et de ses retombées bénéfiques pour ces groupes d'intérêt. Pourtant, d'autres forces, en Turquie même, pourraient trouver avantage à geler le processus. Ainsi, la droite nationaliste, sans refuser explicitement la perspective européenne, met des limites très claires aux concessions acceptables dans les négociations, sur Chypre par exemple.

Par ailleurs, si pour beaucoup de militaires l'adhésion à l'UE est la garantie d'un ancrage laïque et moderniste, certaines exigences sur les droits des minorités sont perçues comme une menace pour l'unité nationale. De ce point de vue, un durcissement sécuritaire, en raison de la reprise de la guérilla dans les régions kurdes et de l'évolution chaotique du nord de l'Irak, pourrait fournir un prétexte, à l'une ou l'autre partie, au gel d'un processus d'adhésion qui promet d'être complexe, voire chaotique.

(1) Coordonnateur de l'ouvrage *La Turquie conteste: Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, CNRS Éditions, septembre 2005, 248 p., 29 €.

**Grand patronat,
courant
conservateur,
intellectuels
libéraux
et mouvement
kurde...**

Trois rebelles kurdes tués lors de combats avec l'armée turque



DIYARBAKIR (Turquie), 29 sept 2005 (AFP) - 15h46 - Trois rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus jeudi lors d'affrontements avec les forces de sécurité turques dans le sud-est anatolien à majorité kurde, ont rapporté des sources locales de sécurité.

Deux d'entre eux ont été tués dans la province de Sirnak, riveraine de l'Irak, le troisième dans celle de Bitlis, plus au nord.

Les affrontements entre forces de l'ordre et rebelles kurdes se sont multipliés depuis le début du printemps, le PKK ayant mis fin en juin 2004 à un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans.

Le PKK, qui avait décrété une nouvelle trêve d'un mois fin août, a annoncé la semaine dernière sa prolongation jusqu'au 3 octobre. Les accrochages se sont cependant poursuivis dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

L'orgueil blessé des Turcs

L'euroscpticisme monte dans une opinion lasse des rebuffades de l'UE.

30 SEPTEMBRE 2005



Ankara envoyé spécial

Etudiant à la prestigieuse université Bilkent d'Ankara, Orhan, comme beaucoup de ses condisciples, ne croit plus vraiment à l'Union européenne. «*C'est comme une femme qu'on a courtisée pendant des années et des années pour finalement réaliser qu'elle s'est bien défraîchie entre-temps*», plaisante cet apprenti manager. Les ultimes rebuffades des Vingt-Cinq exaspèrent une opinion déjà lasse de quarante ans de route cahoteuse vers l'UE. En un an, le pourcentage des «*europiles*» turcs a décroché, de 75 % à 63%. Certes, tous les pays candidats ont connu ce phénomène d'érosion. Mais, en Turquie, cet euroscpticisme croissant se nourrit du sentiment d'être injustement victime d'une politique du deux poids deux mesures imposée par les Etats membres inquiets de l'adhésion d'un pays de 71 millions d'habitants à 99% musulmans.

Symboles. La montée d'adrénaline est d'autant plus palpable que le bras de fer entre Ankara et l'UE porte sur des sujets symboliquement forts. En premier lieu, la question chypriote, considérée «*cause nationale*» par une grande majorité de la population. Mais aussi la mention explicite, comme l'exige l'Autriche, de la possibilité d'offrir à la Turquie un «*partenariat privilégié*» en lieu et place d'une adhésion pleine et entière. «*Proposition immorale!*» a grondé le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, à l'unisson d'une opinion publique qui se sent insultée dans son orgueil national. «*On veut pousser notre patience à bout et certains cercles européens voudraient que nous claquions la porte*», affirme Bülent Arinc, le président du Parlement turc. Une guerre des nerfs se mène à coups de petites phrases. Le gouverne-

ment de Recep Tayyip Erdogan a fait de l'intégration européenne «*la première de ses priorités*». Mais il durcit le ton et laisse planer la menace d'une chaise vide le 3 octobre. «*Nous sommes conscients que les négociations seront longues et semées d'embûches, mais toute autre option qu'une adhésion à part entière est absolument inacceptable*», a répété mercredi Namik Tan, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

On assure à Ankara que, si le cadre de négociations mentionne des propositions irrecevables, la Turquie ne se rendra pas à Luxembourg lundi. «*L'avion qui nous amènera là-bas attendra à l'aéroport. Nous ne le prendrons que quand tout sera clarifié*», a affirmé le ministre des Affaires étrangères. «*Trop souvent, la Turquie se comporte non pas comme si elle négociait son intégration dans l'UE mais comme si c'était l'UE qui devait marchander son adhésion à la Turquie*», ironise de son côté un diplomate européen.

«*Il n'y a pas de plan B pour le gouvernement, c'est l'adhésion ou la mort*», explique Hüseyin Bağcı, professeur de relations internationales, qui estime que, même sous la pression d'une opinion publique de plus en plus irritée, le Premier ministre ne peut prendre le risque de rater ce moment historique sur lequel il a fondé toute sa stratégie. L'économie, notamment la Bourse et l'immobilier, est dopée par la perspective des négociations d'adhésion, soutenues par les principales associations d'entrepreneurs et les grands groupes de presse. Le gouvernement n'en risque pas moins de se trouver dans une situation délicate. «*Les réformes ont pu être imposées grâce à la perspective d'une adhésion future, mais cela deviendra plus difficile si les gens doutent de l'issue finale*», s'inquiète un haut

diplomate turc, partisan convaincu de l'adhésion. La principale force d'opposition, le CHP, Parti républicain du peuple (gauche kémaliste), critique toujours plus durement «*les concessions excessives*» des islamistes modérés au pouvoir. Ces thèses trouvent un écho croissant dans une opinion très sensible aux thèmes nationalistes. Selon plusieurs enquêtes, 60 à 65% des personnes interrogées se disent convaincus que les Européens veulent «*diviser la Turquie*» et «*l'affaiblir*».

Chypre. Le dossier chypriote cristallise les sentiments antieuropéens. «*Il touche au symbolique, y compris pour des libéraux ouverts par exemple sur le problème kurde*», reconnaît Nurdan Bernard, journaliste et spécialiste de l'UE. Exigée par l'Union, l'ouverture des ports et aéroports turcs aux Chypriotes grecs serait ressentie par beaucoup comme «*une capitulation*». Il sera difficile au gouvernement de céder sur ce point, à moins d'obtenir en compensation un allègement des sanctions qui frappent encore la république turque de Chypre du Nord, instaurée dans l'île après l'invasion turque de 1974, et toujours sous embargo bien qu'elle ait voté en avril 2004 en faveur du plan de réunification soutenu par l'ONU et l'UE (mais rejeté par les Chypriotes grecs).

L'opinion s'irrite aussi des pressions de certains pays européens pour une reconnaissance par Ankara du génocide arménien de 1915-1917. «*La Turquie est trop souvent maintenant présentée comme un ennemi acharné de l'Europe*», s'inquiète Cengiz Aktar, directeur du centre pour l'UE de l'université Bahçeşehir d'Istanbul, soulignant que «*cela crée un environnement amer et négatif qui lasse même les cercles les plus pro-Union*». ◆

MARC SEMO

Deux rebelles kurdes, deux miliciens pro-Ankara tués dans le sud-est turc



DIYARBAKIR (Turquie), 28 sept 2005 (AFP) - 10h19 - Les forces de sécurité turques ont tué tôt mercredi deux rebelles kurdes dans une ville de la province de Diyarbakir (sud-est), peuplée majoritairement de Kurdes, ont affirmé des sources de sécurité locales.

Dans un accrochage survenu à Bismil dans les premières heures du matin, deux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués et trois policiers blessés, a-t-on indiqué de même source.

Dans un autre affrontement qui a eu lieu lundi à Hakkari, dans l'extrême sud-est du pays, près de la frontière avec l'Irak et l'Iran, des maquisards du PKK ont attaqué des "gardiens de village", des miliciens locaux kurdes armés par l'Etat turc pour combattre le PKK, tuant deux d'entre-eux, a-t-on ajouté.

Les affrontements entre forces de l'ordre et rebelles kurdes se sont multipliés depuis le début du printemps, le PKK ayant mis fin en juin 2004 à un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans.

éditorial

Par PATRICK SABATIER

Bazar

La Turquie, au siècle dernier, était «l'homme malade de l'Europe». L'Empire ottoman en est mort. Aujourd'hui, c'est l'Europe qui semble malade de la Turquie, et bien mal en point. A la veille de la date fixée pour engager avec Ankara des négociations d'adhésion promises, les Européens sont divisés, au point de ne même pas être d'accord sur l'objet des discussions qu'ils auront avec les Turcs. Un vrai bazar. Les gouvernements sont divisés. Mais la division oppose aussi des

gouvernants, plutôt favorables à bâtir un pont symbolique sur le Bosphore, à des peuples, majoritairement turcophobes. La fracture passe au sein même des partis politiques, en France en particulier, où Chirac veut laisser la porte ouverte à l'adhésion turque, quand Sarkozy s'y oppose. Dans la foire d'empoigne électorale, en France comme en Allemagne, les Turcs sont redevenus ces têtes proverbiales sur lesquelles le peuple se défoulait en leur flanquant un grand coup de marteau sur le turban. Les Turcs, il est vrai, sont tout aussi divisés. Les europhiles voient en l'adhésion à l'Union la voie ouverte à la modernisation et à la démocratisation de leur pays, une promesse de prospérité. Mais les

nationalistes, de droite et de gauche, cultivent l'europhobie, outrés que l'Union prétende exiger d'eux qu'ils changent pour pouvoir aspirer à l'adhésion, et sur des questions aussi symboliques que la reconnaissance du génocide arménien, le traitement de la minorité kurde ou, surtout, la reconnaissance de Chypre. Ces europhobes turcs voient leur cote grimper de conserve avec celle des turcophobes européens. Pourtant, qui peut nier que la Turquie a tout intérêt, d'un point de vue économique, à entrer dans l'Union? Comme celle-ci a intérêt, d'un point de vue stratégique, à ancrer la Turquie au continent, qu'elle a cessé de menacer depuis le dernier siège de Vienne, il y a quatre siècles.

52%

d'avis négatifs

De tous les pays susceptibles d'adhérer un jour à l'UE, la Turquie est celui qui suscite le plus d'hostilité chez les citoyens des Vingt-Cinq: 52% d'avis négatifs selon le dernier Eurobaromètre publié en juillet par Bruxelles. La «turcophobie», en forte hausse, atteint ses plus hauts scores en Autriche (80% contre l'adhésion, 10% pour), en Allemagne (74% contre, 21% pour) et en France (70% contre, 21% pour). A l'inverse, une majorité de Polonais, de Suédois ou de Hongrois soutiennent cet élargissement.

Même seul, Chirac reste un défenseur de l'adhésion

En plaidant pour un simple partenariat avec la Turquie, Sarkozy isole le Président de la majorité des Français.

Une telle constance est inhabituelle chez lui. Seul contre tous à droite, et malgré l'hostilité d'une large majorité de Français, Jacques Chirac continue à soutenir le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Pas une voix dans son camp n'ose se mouiller trop ouvertement pour relayer le point de vue présidentiel. Même Dominique de Villepin a semblé prendre ses distances cet été avec la ligne élyséenne... avant de revenir dans le droit chemin. Lorsqu'on les interroge sur la Turquie, les ministres chiraquiens baissent les yeux et répondent par une pirouette. L'UMP de Nicolas Sarkozy n'a pas de telles réticences. Au contraire. Le ministre de l'Intérieur a tout de suite senti que l'affaire turque était une aubaine pour lui. Depuis un an, il n'en finit pas d'exploiter le filon pour créer une cassure entre le chef de l'Etat et l'opinion. Le président de l'UMP a même été jusqu'à demander à ses troupes de réapprouver un vote exprimant l'hostilité du parti à l'entrée de la Turquie en Europe, pourtant acquis à l'époque où le chiraquien Alain Juppé présidait la formation. Par tactique plus que par conviction, il avait lui-même pris ses distances avec Jacques Chirac sur le sujet. Le week-end dernier encore, l'UMP a tenu une grande convention à Paris sur le thème de l'Europe, dans le seul but de rappeler à quel point le parti est hostile à l'ouverture de négociations avec Ankara. La violence des attaques contre la position défendue par le chef de l'Etat a été telle que la ministre des Affaires européennes, Catherine Colonna, a re-

noncé à venir prononcer son discours. Nicolas Sarkozy a de nouveau plaidé en faveur d'un simple «partenariat stratégique» avec la Turquie. «Celan'a pas de sens», répliqua-t-on à l'Elysée. En début de semaine, une cinquantaine de députés UMP rendait publique une lettre adressée à Chirac pour lui signifier leur «très vive réticence, voire une sincère aversion, à l'idée même de l'ouverture des négociations» avec les autorités turques.

A droite, certains voient dans l'obstination de Chirac à aller à rebrousse-poil des Français sur un sujet aussi sensible la preuve qu'il ne se représentera pas en 2007. Pourtant, le Président ne manque jamais de rappeler que l'entrée de la Turquie dans l'UE est loin d'être acquise. Comme s'il s'agissait paradoxalement de signifier que le très long processus d'adhésion a peu de chances d'aboutir. Et Chirac de répéter que les Français auront «le dernier mot», puisque la Constitution prévoit désormais que tout nouvel élargissement – après la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie – sera soumis à leur approbation par référendum. Un ultime argument que le meilleur ennemi de Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, s'est fait une joie de démolir la semaine dernière: «On promet aux Français qu'ils conserveront le pouvoir de dire non. Mais, avec le bon sens cher à Descartes, nos compatriotes se disent que jamais la France n'aura le poids suffisant pour s'opposer, à l'issue de dix ou quinze ans de négociations et de concessions mutuelles, à l'entrée de la Turquie.»

ANTOINE GUIRAL

Turkey furious as EU talks stall

Nicholas Watt Brussels

Turkey signalled its growing impatience with the EU last night by warning that its ministers would not turn up in Luxembourg for membership talks until they are sent a copy of the ground rules.

Irritated by the EU's failure to reach agreement on a framework for the talks, Turkey's foreign minister, Abdullah Gul, declared he would remain in Turkey until he is sent a copy. "Everyone knows there's no point in going to Luxembourg without seeing this document," Mr Gul said, warning warned that the talks may fail to begin as planned on Monday.

Mr Gul spoke out after Austria blocked an agreement on the ground rules for Turkey's membership talks in a last-ditch attempt to downgrade it to associate EU membership. At a meeting of EU ambassadors in Brussels, Austria demanded the talks should include - from the outset - "alternatives" to full EU membership.

This forced Britain, which is chairing the talks, to convene an emergency meeting of EU foreign ministers in Luxembourg on Sunday night. Britain, which is Turkey's leading champion in the EU, will be placed in the embarrassing position of telling Mr Gul on Sunday night not to board his plane until the EU sorts out its differences. "You can't ask the Turks to turn up and then tell them to hang round in the waiting room while Europe sorts out its differences," one EU diplomat said.

Turkey's irritation had been mounting

all day. Earlier the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, called on European leaders to prove they are not running an exclusively "Christian club". "If the EU is not a Christian club, this has to be proven," Mr Erdogan said during a visit to the Gulf.

There is speculation that Austria will cave in at the last minute. It may give ground if the EU is able to make encouraging noises about Croatia's EU membership talks. These were suspended in March after the EU concluded that the country was failing to co-operate properly with the international war crimes tribunal

Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, says membership would help link the EU and Muslim world



in its attempts to put on trial a convicted war criminal, Ante Gotovina.

Carla del Ponte, the tribunal's chief prosecutor, will visit Zagreb today to assess whether Croatia is cooperating. Mrs del Ponte will then report to a special taskforce of EU foreign ministers on Monday. The taskforce will then interview Croatian ministers.

Austria says there is no link between Turkey, a predominantly Muslim country, and Austria's near neighbour, Croatia. But Wolfgang Schuessel, the Austrian chancellor, accused the EU of "double standards". "If we trust Turkey to make fur-

ther progress, we should trust Croatia too," Mr Schuessel told the FT. "It is in Europe's interest to start negotiations with Croatia immediately."

The chancellor also made clear that Austria wants Turkey to be offered less than full membership. "We need an alternative that would ensure that Turkey would remain bonded as strongly as possible to the EU," he said. His remarks infuriated other EU countries. "I don't think anyone is impressed by Austria's attempts to blackmail us," one source said.

But Austria's hardline stance forced Britain to convene Sunday's meeting because Austria is effectively asking the EU to rewrite the deal that European leaders offered Turkey last year. At their annual winter summit in December EU leaders raised the possibility of associate membership for Turkey but only if the talks fail after 10 to 15 years. Austria wants to turn last December's deal on its head by spelling out associate membership from the start. Britain is hoping Austria will give ground on Sunday night, either because it is encouraged by movement on Croatia or because it does not want to be in a minority of one.

Mr Erdogan pleaded with sceptics to see the benefits of admitting Turkey. "What do you gain by adding 99% Muslim Turkey to the EU?" he asked. "You gain a bridge between the EU and the 1.5bn-strong Islamic world. An alliance of civilisations will start."

The Guardian

september 30 2005

IRAK *Un triple attentat fait au moins 85 morts*

Nouveau massacre contre les chiïtes

Au moins 85 personnes ont été tuées et 110 autres blessées hier dans un triple attentat à la voiture piégée dans la ville chiïte de Balad, à 75 km au nord de Bagdad.

Selon le lieutenant-colonel Adel Abdallah, de la police locale, une voiture piégée et un camion pick-up ont explosé à dix minutes d'intervalle en début de soirée dans une artère très commerçante du centre-ville, l'une près d'une banque, l'autre près d'un commissariat. La troisième attaque s'est produite dix minutes plus tard sur un marché très fréquenté

de la ville. Un petit camion-citerne serait à l'origine de cette dernière explosion.

Parmi les personnes tuées, figurent, dans un bilan provisoire, 22 enfants et 35 femmes. Cinquante blessés ont été transportés dans une base de l'armée américaine de la région. L'ampleur du massacre a nécessité la coopération des hôpitaux de Bagdad. Un couvre-feu a été instauré dans la ville où, peu après ces attentats, régnait, selon des témoins, un chaos indescriptible.

Balad est très majoritaire-

ment habitée par des chiïtes, alors que la province de Salaheddine, dans laquelle elle se trouve, est peuplée principalement de sunnites. Ces attentats sanglants interviennent à

quelques jours du début du ramadan, le mois de jeûne musulman et à deux semaines du référendum sur la Constitution en faveur de laquelle les dirigeants chiïtes ont appelé à voter en masse.

L'organisation d'al-Qaida en Irak, dirigée par Abou Mousab al-Zarqaoui, a décrété le 14 septembre une « guerre to-

L'attaque d'hier pourrait être un nouvel épisode de la guerre confessionnelle décrétée par Zarqaoui

talé » à la communauté chiïte. Elle a mis ses menaces à exé-

cution le même jour à Bagdad, dans une série d'attentats à la voiture piégée, qui a fait près de 130 morts dans cette communauté. L'attaque d'hier pourrait être un nouvel épisode de cette guerre confessionnelle.

Ailleurs dans le pays, la violence sévissait également faisant, hier, sept victimes dans différentes attaques. Des responsables de l'Eglise anglicane en Irak ont disparu sur la route menant de Bagdad à la frontière jordanienne. Selon

LE FIGARO VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2005

leur hiérarchie à Nicosie, ils sont « *présûmés morts* ».

L'armée américaine a de son côté annoncé la mort mercredi de cinq de ses soldats dans l'explosion d'une bombe à Ramadi, à l'ouest de la capitale irakienne, portant à 1 924 le nombre de soldats américains tués en Irak depuis le début des hostilités en

mars 2003.

Hier à Washington, le commandant des forces américaines en Irak, le général George Casey, a admis que la situation pourrait empirer même si le

projet de Constitution est adopté le

15 octobre. « *Les soixante-quinze prochains jours vont être cruciaux pour ce qui se passera ensuite* » en Irak, a-t-il souligné. Selon un sondage publié hier aux Etats-Unis, une majorité d'Américains (74 %) - dont 60 % parmi les sympathisants républicains -

estiment que le renversement de Saddam Hussein et le rétablissement de la démocratie en Irak n'étaient pas des raisons suffisantes pour faire cette guerre.

(Avec AFP.)

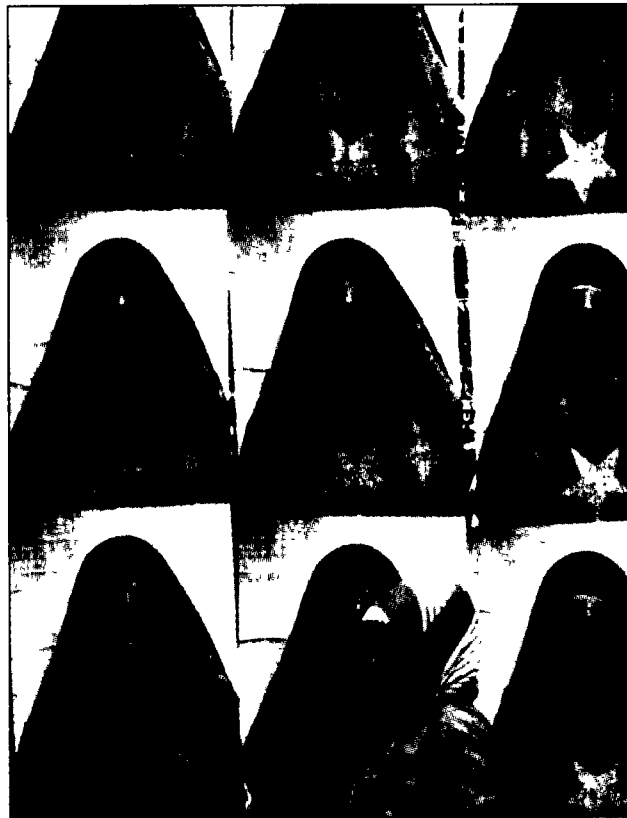
Un journal turc a déclenché la polémique cet été

Le port du maillot de bain divise le pays

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Le débat a fait rage, pendant une bonne partie de l'été, dans les colonnes de la presse turque et dans les diners en ville. La question était de savoir quelle était la tenue adéquate pour fréquenter les plages d'Istanbul : maillot de bain ou simple sous-vêtements ? Les premiers étant généralement arborés par les couches aisées de la population tandis que les seconds restent le signe distinctif des classes populaires, la discussion a rapidement tourné au pugilat politico-social. Au-delà de l'anecdote, en apparence futile, la question posée a mis en lumière les profondes disparités au sein de la population turque, que l'idéal national présente pourtant comme une entité homogène et solidaire.

Point de départ de l'affaire : un article publié dans le quotidien *Radikal*, intitulé « Le peuple s'amuse ». Dans cet article décrivant une promenade sur le bord de mer, à Istanbul, la journaliste Mine Kirikkanat exprimait en termes crus et agressifs l'exaspération ressentie par de nombreux Stambouliotes face à l'afflux massif de ces familles de Turcs venus d'Anatolie, dont les us et coutumes tranchent avec ceux des anciens habitants de la ville, réputés plus raffinés. Lorsque ces derniers raffolent, par exemple, du poisson grillé, les autres préfèrent la viande cuite en plein air. Leur communauté, d'après la journaliste, est formée d'« *hommes allongés à moitié nus, tout juste vêtus de leurs sous-vêtements* » et de « *femmes voilées qui éven-*



En Turquie, un fossé sépare toujours les femmes laïques de celles qui portent le voile. (Photo AFP)

tent les barbecues et préparent le thé tout en donnant des claques à leurs enfants ».

Ce tableau à l'acide a évidemment fait grincer des dents, aboutissant finalement au renvoi de la journaliste de *Radikal*. Mais le débat ne s'est pas tari pour autant, illustrant la fracture qui s'est creusée, depuis plusieurs années, entre les différentes classes de la population turque. Ce débat divise tout particulièrement les femmes : d'un côté, les modernes laïques, éprises d'Eu-

rope ; de l'autre les femmes voilées, plus préoccupées du respect des règles du Coran que des critères de Copenhague.

Mine Kirikkanat, qui a longtemps été correspondante de quotidiens turcs en France, partage désormais sa vie entre Paris et Istanbul, où elle a signé un nouveau contrat avec le quotidien *Vatan*. Toujours bouillante, la journaliste n'en finit pas de vilipender le sexisme de ses détracteurs. « *On m'a accusée à tort de xénophobie, se défend-elle. Mais mon article ne*

s'en prenait pas aux pauvres ! Il visait précisément une majorité islamiste qui a envahi les grandes villes, s'est approprié des terrains illégalement, a construit n'importe où, s'est enrichie sans payer de taxes ni d'impôts, sans acquérir la conscience du bien commun et le respect de l'espace public. »

Cette réalité qui amène Mine Kirikkanat à considérer que la laïcité n'est plus, en Turquie,

qu'une « *façade artificielle que la classe politique sort de temps en temps du placard* », certaines de ses consœurs préférèrent l'ignorer. Au lendemain de la diffusion du programme spécial Turquie diffusé la semaine dernière par la chaîne de télévision TV5, l'éditorialiste Ayşe Özgür s'est ainsi plainte de l'image peu flatteuse et pleine de clichés, selon elle, que les reportages présentés ont donnée de son pays. Trop d'hommes moustachus, trop de maisons délabrées, de rues sombres... trop de femmes voilées, se plaignait la chroniqueuse. Pourquoi, au lieu de montrer des scènes de pique-nique, n'a-t-on pas filmé le dîner d'une « *famille normale de la classe moyenne, assise autour d'une table normale, utilisant normalement une fourchette et un couteau ?* », demande-t-elle. Avant de fournir cette réponse : « *Parce que la scène ressemblerait trop à celle d'un dîner dans une famille de Parisiens.* » Conclusion : « *Ce que vous avez montré n'est pas représentatif de ce pays, de cette ville et de ses habitants !* » tranche Ayşe Özgür, révélant ainsi la difficulté qu'ont les femmes turques à accepter l'image que leur renvoie le miroir d'une société en pleine mutation.

U.S. military questioned on Iraq

By Brian Knowlton

WASHINGTON: An array of top U.S. military leaders sought Thursday to reassure Congress about progress in Iraq, but they made it clear that American troops could begin withdrawing next year only if the country remained on its democratizing track and Syria and Iran stayed out of their neighbor's affairs.

The leaders, appearing before the Senate Armed Services Committee, encountered skeptical questioning from both Republicans and Democrats about the course of the war, and acknowledged great uncertainties ahead.

For example, General George Casey, who commands the U.S.-led force in Iraq, conceded that it was "entirely possible" that a strong majority of Sunni Muslims might oppose the country's draft constitution in an Oct. 15 referendum, but fail to block it.

That development, which could enhance a sense of disenfranchisement among the Sunni minority, could lead to a worsening political situation, he said.

Republicans questioned Casey sharply when he said that the number of fully autonomous Iraqi battalions now stood at one — down from three. "It doesn't feel like progress," said one of them, Senator Susan Collins of Maine.

A senior Democratic senator, Carl Levin of Michigan, suggested that unless Iraqis stuck to their schedule, which also calls for parliamentary elections in December, the United States should consider withdrawing its forces early.

The military leaders — Defense Secretary Donald Rumsfeld and General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, appeared with Abizaid and Casey — issued some of their strongest warnings yet against any premature U.S. withdrawal.

Abizaid said that it would be "a disaster for the region." Myers said, in a reference to Al Qaeda, "Surely the next 9/11 would be right around the corner; it would embolden them beyond belief." And Rumsfeld said that any withdrawal plans depended on noninterference by Iran and Syria.

President George W. Bush had sent the group to Capitol Hill — they also appeared before a House panel — to argue before legislators and an increasingly skeptical public that the United States is making significant progress in the war.

But Casey continued a recent retreat from his earlier suggestions that a "fairly substantial" troop pullout could begin by summer. He said Thursday that the return of U.S. troops depended on the conditions surrounding the Iraqi referendum and the elections.

Senators skeptical on return of troops

The general said that the training of Iraqi security forces was continuing apace and that he expected 60,000 to 70,000 more soldiers to be available for security duties around the referendum than took part in the January elections. As a result, he was able to ask for only 2,000 additional U.S. forces to help, down from the 12,000 in January.

Senator John McCain, a Republican, said that he could not understand talk of withdrawal when Iraqi security forces were far from ready to take over. "You're taking a very big gamble here," McCain said. "I hope you're correct. I don't see the indicators yet that we are ready to plan or begin troop withdrawals given the overall security situation. And that just isn't my opinion alone."

Abizaid painted a dark panorama of what he said were the broad regional aspirations of Al Qaeda: to drive U.S. forces out of the region, to destroy Israel, to create a safe haven the group calls the "caliphate," and to seize "the greatest prize of all" in Al Qaeda's eyes, Saudi Arabia and the holy shrines there.

He said that Al Qaeda — while not the backbone of the Iraq insurgency — had tried to acquire weapons of mass destruction and would not hesitate to use them. And he likened the terror movement to Nazism and fascism, which "started with relatively few but deeply committed adherents."

"The enemy that brought us 9/11 continues to represent one of the greatest dangers to this nation," he said.

But Abizaid said that the United States could prevail only by using an indirect approach. "We must help others in the region help themselves by promoting self-reliant partners who are willing to face the enemy."

Because the U.S. presence itself provokes antagonism, he said, Americans would need to "reduce our military footprint in the region," but could do so only after stabilizing Afghanistan and Iraq, deterring Syria and Iran, and protecting the flow of oil.

Levin said that while "our military leaders have repeatedly told us that there is no purely military solution in Iraq, and that a genuine, broad-based political settlement among Iraqis is essential for success," prospects for such a settlement appeared fragile.

Levin said the most likely outcome was that Sunni Arabs, "will vote overwhelmingly against it but will be unable to defeat it."

"If that scenario comes to pass," he said, "the danger is that the draft constitution will cement the differences between the Sunni Arabs on the one hand and the Shiites and Kurds on the other."

Levin cited a recent report by the International Crisis Group, a nongovernmental organization, which warned that without strong U.S.-led efforts to address Sunni concerns, "the constitution is likely to fuel, rather than dampen the insurgency, encourage ethnic and sectarian violence and hasten the country's violent breakup."

When Levin asked Casey whether such an outcome could produce a worsening political situation, Casey replied, "I think that's entirely possible."

He said many Sunnis did not view the draft as the sort of national compact that Americans hoped it would be. But he added that heightened Sunni participation in the referendum — many Sunnis had boycotted the January election — could lead to increased Sunni participation in the December vote.

There are growing signs of American discontent with the war. More than 8 in 10 Americans said earlier this month that they were very or somewhat concerned that the \$5 billion spent each month in Iraq was taking money that could be used in the United States, according to a New York Times/CBS News poll. Nearly half said the war was distracting Bush from problems at home.

International Herald Tribune

INTERNATIONAL
Herald Tribune

September 30, 2005

La Turquie et l'Europe

Briser la nostalgie autoritaire

Ali Kazancigil
Secrétaire général
du Conseil international
des sciences sociales
de l'Unesco

La Turquie a un régime démocratique, mais il lui reste encore des progrès à faire, notamment concernant le respect des droits de l'homme. Le changement des partis au pouvoir par voie d'élections libres est entré dans les mœurs. La société civile est de mieux en mieux structurée et ses acteurs se font entendre. Des débats publics sont menés sur les grandes questions politiques et de société.

Le désir d'Europe a induit une série impressionnante de réformes démocratiques surtout en 2003-2004, après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, parti d'origine islamiste mais qui se définit comme démocrate conservateur. Des juristes et des responsables politiques préconisent toutefois l'adoption d'une nouvelle Constitution, l'actuelle n'étant pas selon eux, malgré de nombreux amendements, digne d'une démocratie. Le code pénal et certaines lois, comme celle sur les partis, recèlent des dispositions contre les libertés fondamentales.

Les résistances à la démocratisation et au projet européen de la Turquie sont le fait d'un front du refus baptisé par ses adversaires «Coalition de la pomme rouge», en référence au mythe du même nom, cher à l'extrême droite, concernant la patrie originelle perdue des Turcs en Asie centrale. En font partie, outre des éléments extrémistes des appareils administratifs, juridiques et sécuritaires, des nostalgiques d'un régime mi-démocratique, mi-autoritaire, propice à la corruption, dans lequel ils bénéficiaient souvent de situations de rente, en termes

d'argent, de pouvoir ou de statut. Leur fonds de commerce est un nationalisme exacerbé et une instrumentalisation éhontée du kémalisme. Or, si le système kémaliste fut une entreprise de modernisation autoritaire, il a à son actif d'avoir établi les bases institutionnelles, juridiques et culturelles de la laïcité et de la démocratie.

La prise en compte de la pluralité est au cœur du débat démocratique en Turquie. La République, très influencée par le modèle jacobin

français, fut créée selon le principe «un État, une nation». Sur le plan religieux notamment, contrairement au principe de laïcité qui le fonde, l'État n'a pas été capable de maintenir une neutralité entre l'islam sunnite d'une part, et les autres communautés religieuses (alévie, catholique, orthodoxe, protestante, assyro-chaldéenne

C'est au prix d'un travail de mémoire que la Turquie s'émancipera du nationalisme.

et juive) d'autre part. Cette fiction unitaire a été entretenue alors que le pays se modernisait, qu'un régime politique pluraliste, une société civile, une économie de marché et l'individualisation s'instauraient. La question kurde et la question arménienne illustrent aujourd'hui le plus fortement cet immobilisme.

Les Kurdes forment le principal de nombreux groupes ethniques en Anatolie, avec environ 20 % de la population totale. La République jacobine n'a pas voulu tenir compte de leurs revendications identitaires, arguant du fait que la citoyenneté constitutionnelle leur permettait de jouir de tous les droits. Ce refus a provoqué un mouvement

identitaire fort parmi eux. Grâce aux avancées démocratiques de ces dernières années, la «question kurde» est désormais reconnue par le gouvernement et des droits culturels, notamment linguistiques, leur ont été accordés.

Mais les autorités devraient d'urgence mettre en œuvre deux mesures. D'abord, une amnistie pour tous les dirigeants et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a mené une guérilla de quinze ans, à l'exception sans doute de son chef, Abdullah Ocalan, qui purge une peine de prison à vie et dont l'amnistie ne serait pas admise par l'opinion publique turque.

Ensuite, l'indemnisation de tous les Kurdes qui ont été obligés d'émigrer dans d'autres régions et qui ont perdu leurs biens à cause des affrontements armés entre 1984 et 1999.

Une troisième mesure devrait être sérieusement envisagée: l'octroi d'un statut territorial *ad hoc*, avec autonomie de gestion locale, à la région d'origine des Kurdes, autour de la ville de Diyarbakir. Le règlement de cette question n'est pas seulement dans l'intérêt des citoyens kurdes, elle est aussi nécessaire pour les avancées démocratiques en Turquie.

Quant aux Arméniens, la République a occulté la responsabilité du gouvernement ottoman dans les massacres génocidaires de 1915. Du fait de ce véritable tabou, plusieurs générations de Turcs ont grandi dans l'ignorance totale de cette tragédie. Le refus de faire un bilan de son histoire et d'effectuer un travail de mémoire a encouragé un nationalisme agressif. La République se doit de reconnaître la réalité de ce qui s'est passé en 1915: un génocide, entraînant la mort de plus d'un million d'Arméniens, commis par un triumvirat criminel au pouvoir. C'est au prix de ce pénible mais nécessaire travail de mémoire que la Turquie s'émancipera définitivement de la maladie du nationalisme et de l'autoritarisme.